Statistiques économiques

La situation économique au Québec 1985 et 1er semestre 1986

Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Le contenu de cette publication a été réalisé
par le Bureau de la statistique du Québec.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1986
ISBN 2-551-08728-7

Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisée à condition
de mentionner la source.

Au cours des dernières années, le Bureau de la statistique du Québec a mis en place un dispositif d'information et d'analyse qui lui permet de rendre compte de l'évolution de la conjoncture économique au Québec. La publication annuelle intitulée **La situation économique au Québec** constitue un des résultats de ces travaux.

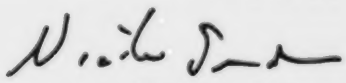
Le lecteur trouvera dans cette publication une analyse descriptive de l'évolution de l'économie québécoise au cours des dix-huit derniers mois. Il s'agit d'un texte de référence, destiné à un large public, dont l'objectif est de regrouper en un même véhicule un nombre impressionnant de données issues de sources diverses et de présenter une analyse qui en facilite la compréhension.

L'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1985 y est présentée dans une double perspective, c'est-à-dire avec l'évolution économique de ses principaux partenaires commerciaux et par rapport aux années antérieures.

L'organisation du texte permet par ailleurs de distinguer trois grandes sections. La première comporte une analyse trimestrielle de la conjoncture économique du Québec en relation avec celle des principaux pays de l'OCDE, et plus particulièrement les États-Unis et le Canada dans son ensemble. La section II contient une description de l'état du marché du travail, un bilan de l'activité des agents économiques (ménages, entreprises et administrations publiques), ainsi qu'une synthèse des échanges extérieurs du Québec. Quant à la troisième section, elle porte sur la répartition de l'activité économique par industrie, à l'intérieur des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Enfin, en guise de conclusion, le lecteur trouvera un aperçu de la situation économique au Québec au cours de la première moitié de l'année 1986, élaboré à partir des indicateurs actuellement disponibles.

La directrice générale



Nicole P.-Gendreau

Cette publication a été
réalisée à la Direction de la
méthodologie et de l'information par:

Pierre Gouin, Coordonnateur du projet

Avec la collaboration de:

André Aubuchon
Yvon Boudreau
Yvon Chouinard
Violette Couillard
Carmelle Dalgle
Lorraine H. Leblond
Pierre Lachance
Daniel Mercier
Vivianne Ratté

LISTE DES TABLEAUX 8
LISTE DES GRAPHIQUES 11
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE 14

INTRODUCTION 17

PARTIE I
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN 1985

Chapitre 1

LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NORD-AMÉRICAIN 21
Les pays de l'OCDE et le reste du monde 21
L'économie américaine 24
L'économie canadienne 28
La demande des ménages 32
La construction résidentielle 33
Les dépenses d'immobilisation des entreprises 34
Les administrations publiques 35
Le commerce extérieur et la balance des paiements 36
Les marchés financiers et la politique monétaire 38
Les prix et les coûts 39
Le marché du travail 41

Chapitre 2

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC EN 1985 43
L'évolution de la demande 47
Les dépenses de consommation 47
La demande de logements 50
La formation brute de capital fixe 52
Les exportations 54
La production et l'emploi 56
La production 56
L'emploi 59
Les prix et les coûts de production 62

PARTIE II
LE BILAN
DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
EN 1985

Chapitre 3

LE MARCHÉ DU TRAVAIL 67
La population active et le taux d'activité 68
L'emploi et le chômage 72
Le marché du travail dans les régions 77
La rémunération et les relations de travail 82

Chapitre 4

LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LE FINANCEMENT
DES AGENTS ÉCONOMIQUES 85
La situation financière des particuliers 86
La situation financière des entreprises 90
Les revenus et les dépenses des administrations publiques 94
Le financement du secteur public québécois 100

Chapitre 5

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS 103
L'évolution du commerce international et des
politiques commerciales en 1985 103
Les exportations internationales du Québec 107
Les importations internationales du Québec 112
Le commerce international du Québec avec les États-Unis 115
La destination des expéditions manufacturières du Québec 118

PARTIE III
LA RÉPARTITION
DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
EN 1985

Chapitre 6

LA RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PAR INDUSTRIE 123
Le produit intérieur brut 123
L'emploi 126
Les immobilisations 128
La productivité du travail 131

Chapitre 7

LE SECTEUR PRIMAIRE ET LA CONSTRUCTION 135
L'agriculture 135
L'exploitation forestière 138
La pêche et le piégeage 140
L'exploitation minière 142
La production d'énergie électrique 146
L'industrie de la construction 148

Chapitre 8

LE SECTEUR DE LA FABRICATION 153
La situation de l'ensemble du secteur de la fabrication 153
La situation de chacun des sous-secteurs 157
L'industrie du bois 157
L'industrie du meuble 160
L'industrie des métaux primaires 163
L'industrie des produits métalliques 165
L'industrie de la machinerie 168
L'industrie du matériel de transport 169
L'industrie des produits électriques et électroniques 172
L'industrie des produits minéraux non métalliques 173
L'industrie des aliments et l'industrie des boissons 175
L'industrie du tabac 177
L'industrie des produits en matière plastique 178
L'industrie du cuir 179
L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles 182
L'industrie de l'habillement 184
L'industrie du papier et des produits connexes 185
L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes 188
L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon 190
L'industrie chimique 191

Chapitre 9

LE SECTEUR TERTIAIRE 193
Les transports, les communications et les autres services d'utilité publique 193
Le commerce de gros et le commerce de détail 195
Les finances, les assurances et les affaires immobilières 196
Les services socio-culturels, commerciaux et personnels 198
Les administrations publiques et la défense 199

CONCLUSION 201
Aperçu de la situation économique au cours de la première moitié de 1986 201
L'évolution de la demande 203
L'évolution sectorielle de l'activité économique 205

ANNEXE 207

LISTE DES TABLEAUX

Chapitre 1

1.1 Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés 1984 et 1985 22

1.2 Principaux indicateurs de l'économie américaine 1985 25

1.3 Principaux indicateurs de l'économie américaine 1981-1985 26

1.4 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1985 29

1.5 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1981-1985 30

Chapitre 2

2.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1985 45

2.2 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1981-1985 46

2.3 Dépenses personnelles en biens et services de consommation 1985 48

2.4 Évolution des mises en chantier 1985 50

2.5 Formation brute de capital fixe 1985 53

2.6 Exportations internationales du Québec 1985 55

2.7 Population active, emploi et chômage 1985 60

Chapitre 3

3.1 Caractéristiques générales de la population active 1981-1985 67

3.2 Caractéristiques de la population active selon le sexe 1981-1985 70

3.3 Population active et taux d'activité selon l'âge 1981-1985 71

3.4 Emploi temps plein et temps partiel 1981-1985 72

3.5 Emploi et rapport emploi/population selon l'âge 1981-1985 74

3.6 Chômage et taux de chômage selon l'âge 1981-1985 76

3.7 Emploi et chômage par région administrative 1981-1985 77

3.8 Taux de chômage et taux d'activité par région administrative 1981-1985 79

3.9 Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail selon la région 1981-1985 83

Chapitre 4

4.1 Revenu intérieur
1981-1985 85

4.2 Sources du revenu personnel
1981-1985 86

4.3 Emplois du revenu personnel
1981-1985 87

4.4 Encours du crédit à consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada
1981-1985 88

4.5 Encours des prêts hypothécaires selon les principaux établissements prêteurs, Québec
1981-1985 90

4.6 Revenus des corporations et des entreprises individuelles
1981-1985 91

4.7 Financement des entreprises privées, Canada
1981-1985 93

4.8 Revenus et dépenses des administrations publiques
1981-1985 95

4.9 Revenus des administrations publiques
1981-1985 97

4.10 Dépenses courantes des administrations publiques
1981-1985 99

4.11 Financement du secteur public québécois
1981-1985 102

Chapitre 5

5.1 Commerce mondial par groupe de pays
1984 et 1985 103

5.2 Exportations mondiales
1981-1985 104

5.3 Statistiques économiques comparatives de quelques États américains, du Canada et du Québec
1982-1983 106

5.4 Principaux pays de destination des exportations internationales du Québec
1981-1985 108

5.5 Principaux produits d'exportation internationale du Québec
1981-1985 111

5.6 Principaux pays d'origine des importations internationales du Québec
1982-1985 113

5.7 Principaux produits d'importation internationale du Québec
1981-1985 114

5.8 Valeur des exportations internationales du Québec vers les États-Unis selon les 20 principaux produits de 1985
1981-1985 116

5.9 Valeur des importations internationales du Québec provenant des États-Unis selon les 20 principaux produits de 1985
1981-1985 117

5.10 Destination des expéditions manufacturières du Québec
1974, 1979, 1980, 1983
119

Chapitre 5 (suite)

5.11 Destination des expéditions manufacturières du Québec par industrie
1983 120

Chapitre 6

6.1 PIB au coût des facteurs par industrie
1981-1985 124

6.2 Emploi par industrie
1981-1985 127

6.3 Immobilisations par industrie
1981-1985 130

Chapitre 7

7.1 Agriculture
1981-1985 136

7.2 Forêt (abattage)
1981-1985 139

7.3 Pêche et piégeage
1981-1985 141

7.4 Mines, carrières et puits de pétrole
1981-1985 145

7.5 Énergie électrique
1981-1985 147

7.6 Industrie de la construction
1981-1985 149

7.7 Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction
1981-1985 150

7.8 Permis de bâtir par région administrative (tous types de logements)
1981-1985 152

Chapitre 8

8.1 Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien
1981-1985 153

8.2 Fabrication
1981-1985 156

8.3 Valeur de la production, industries manufacturières
1981-1985 158

8.4 Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes
1981-1985 159

8.5 Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières
1981-1985 162

8.6 Employés salariés, industries manufacturières
1981-1985 166

8.7 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières
1981-1985 170

8.8 Salaires et traitements, industries manufacturières
1981-1985 181

8.9 Immobilisations, industries manufacturières
1981-1985 187

Chapitre 9

9.1 Transports, communications et autres services d'utilité publique
1981-1985 194

9.2 Commerce de gros et de détail
1981-1985 195

9.3 Finances, assurances et affaires immobilières
1981-1985 197

9.4 Services socio-culturels, commerciaux et personnels
1981-1985 197

9.5 Administrations publiques et défense
1981-1985 199

Conclusion

10.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1986 202

10.2 Principales variables des comptes économiques du Québec
1985-1986 204

LISTE DES GRAPHIQUES

Chapitre 1

1A Évolution des prix mondiaux des matières premières (1980=100) 1981-1985 23

1B Variation en pourcentage des dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars de 1971) 1985/1984 31

1C Variation des ventes au détail selon la région 1984-1985 32

1D Évolution des mises en chantier selon la région 1984-1985 33

1E Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques (excluant l'habitation)-Dollars courants 1985/1984 34

1F Balance canadienne des paiements internationaux solde du compte courant 1974-1985 36

1G Variation du commerce des marchandises du Canada 1985/1984 37

1H Évolution de certains taux d'intérêt au Canada 1981-1985 38

1I Cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain et différentiel Canada-États-Unis de taux d'intérêt 1984-1985 39

1J Évolution de la croissance de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre 1981-1985 40

1K Variation de l'emploi selon la province 1985/1984 41

Chapitre 2

2A Évolution des ventes au détail: Québec, Canada 1982-1985 44

2B Évolution des salaires et traitements; Québec, Canada 1982-1985 47

2C Variation des ventes au détail 1985/1984 49

2D Évolution des mises en chantier 1982-1985 51

2E Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut 1981-1985 52

2F Évolution des exportations chargées au Québec et au Canada (dollars courants) 1982-1985 54

2G Variation du PIB au coût des facteurs 1985/1984 56

2H Évolution de l'emploi du secteur tertiaire 1982-1985 57

2I Évolution des expéditions manufacturières 1983-1985 58

2J Évolution de l'emploi 1982-1985 59

2K Évolution de la population active 1982-1985 61

2L Évolution du taux de chômage 1984-1985 et 1980 61

2M Évolution des prix et des coûts 1982-1985 62

2N Variation de l'indice des prix à la consommation à Montréal 1985/1984, 1984/1983 64

Chapitre 3

3A Population de 15 ans et plus, population active et emploi
1976-1985 68

3B Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus
1976-1985
Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus
1976-1985
Taux d'activité de la population de 15 ans et plus
1976-1985 69

3C Croissance de la population active
1976-1985 69

3D Création nette d'emplois
1976-1985 72

3E Rapport emploi/population
1976-1985 73

3F Taux de chômage
1976-1985 75

3G Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe
1985 75

3H Emploi par région
1984-1985 78

3I Taux de chômage par région
1977-1985 81

3J Jours-personnes perdus en arrêts de travail
1980-1985 82

Chapitre 4

4A Variation de l'encours des prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada
1985/1984 89

4B Passif des faillites commerciales
1981-1985 91

4C Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada
1985/1984 92

4D Encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises
1981-1985 92

4E Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut
1981-1985 98

4F Dépenses de l'administration publique provinciale selon la fonction
1985/1984 100

Chapitre 5

5A Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada
1978-1985 109

5B Évolution de la destination des exportations internationales
1984-1985 109

5C Destination des expéditions manufacturières
1974, 1979, 1980, 1983 118

Chapitre 6

6A Répartition du produit intérieur brut par industrie
1961, 1981 et 1985 125

6B Emploi par secteur d'activité, variations annuelles
1981-1985 126

6C Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par industrie
1981-1985 128

6D Productivité du travail du Québec, de l'Ontario et du Canada ($ de 1971)
1975-1985 131

6E Productivité sociale du Canada, du Québec et de l'Ontario, ($ de 1971)
1975-1985 132

6F Taux de croissance annuel moyen de la productivité par secteur d'activité, Québec, 1975-1985 133

6G Écarts de productivité par rapport au Canada, par secteur d'activité, Québec, 1985 134

Chapitre 7

7A Évolution des recettes monétaires agricoles 1981-1985 137

7B Indice de la valeur de la production minérale 1975-1985 143

7C Indice des prix des principaux produits miniers 1975-1985 144

7D Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1980-1985 151

Chapitre 8

8A Expéditions manufacturières Québec, Ontario, Canada 1981-1985 154

8B Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière 1983, 1984 et 1985 155

8C Immobilisations, fabrication 1975-1985 161

8D Expéditions manufacturières par industrie, Québec et prix de vente industriels, Canada 1985/1984 163

8E Immobilisations par industrie, fabrication 1985/1984 174

8F Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie, fabrication 1984/1983 177

Chapitre 9

9A Immobilisations, secteur tertiaire 1975-1985 196

9B Emploi et rémunération des salariés, secteur tertiaire 1985/1984 198

LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

A1.1 Balance des paiements internationaux, Canada 1981-1985 207

A2.1 Variation de l'indice des prix à la consommation Canada et principales villes 1985/1984 208

A2.2 Expéditions manufacturières au Québec 1985 209

A3.1 Population selon l'âge et le sexe 1981-1985 210

A3.2 Population active selon l'âge et le sexe 1981-1985 211

A3.3 Taux d'activité selon l'âge et le sexe 1981-1985 212

A3.4 Emploi selon l'âge et le sexe 1981-1985 213

A3.5 Rapport emploi/population selon l'âge et le sexe 1981-1985 214

A3.6 Chômeurs selon l'âge et le sexe 1981-1985 214

A3.7 Taux de chômage selon l'âge et le sexe 1981-1985 215

A3.8 Population de 15 ans et plus par région administrative 1981-1985 215

A3.9 Population active par région administrative 1981-1985 216

A3.10 Rapport emploi/population par région administrative 1981-1985 216

A4.1 Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit 1981-1985 217

A4.2 Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut 1981-1985 217

A4.3 Immobilisations des secteurs privé et public 1981-1985 218

A4.4 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public 1975-1985 218

A4.5 Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1984-1985 219

A6.1 PIB au coût des facteurs par industrie, répartition en pourcentage 1961, 1971, 1981-1985 220

A6.2 Immobilisations par industrie, Ontario 1981-1985 221

A6.3 Immobilisations par industrie, Canada 1981-1985 222

A7.1 Recettes monétaires agricoles 1981-1985 223

A7.2 Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole 1981-1985 224

A7.3 Principales espèces capturées Pêche maritime et piégeage 1981-1985 225

A7.4 Valeur brute de la production au niveau de la transformation Industrie minière 1981-1985 226

A7.5 Prix de quelques minéraux extraits au Québec 1981-1985 227

A7.6 Permis de bâtir par région administrative (logements simples et doubles) 1981-1985 228

A7.7 Permis de bâtir par région administrative (logements en rangée et appartements)
1981-1985 229

A8.1 Valeur des expéditions manufacturières
1981-1985 230

A8.2 Indice des prix de vente, industries manufacturières, Canada
1981-1985 231

A8.3 Valeur ajoutée, industries manufacturières
1981-1985 232

A8.4 Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières
1984-1985 233

A8.5 Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada
1981-1985 234

L'économie québécoise continue son expansion en 1985 avec une intensité semblable à celle observée au cours de l'année précédente. L'affaiblissement du taux de croissance du produit intérieur brut, qui passe de 5% en 1984 à 4,2% en 1985, apparaît en effet peu significatif en regard du ralentissement de la croissance économique qui se produit aux États-Unis en 1985. Le manque de dynamisme du marché américain se traduit par une baisse marquée de la croissance des exportations internationales du Québec, dont la valeur augmente de 7,2% en 1985 alors qu'elle s'était accrue de 16,1% en 1984. Privée de ce stimulant, l'économie québécoise fonde son essor d'une part sur la demande en provenance du reste du Canada, qui maintient également une forte croissance économique en 1985, et d'autre part, sur la demande intérieure.

L'investissement en construction résidentielle constitue le pôle de croissance le plus remarquable de cette demande intérieure. Selon les comptes économiques du Québec, les dépenses à ce chapitre connaissent en effet une progression de 16,1% en 1985 après avoir augmenté de 8,7% en 1984. Les dépenses d'immobilisation en constructions non résidentielles, machinerie et équipements sont par ailleurs en hausse de 8,4% en 1985 alors qu'elles augmentaient de 12,6% en 1984. Dans le secteur manufacturtier notamment la valeur des investissements enregistre une augmentation de 19,3%, qui survient après une hausse de 31,8% en 1984.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation représentent cependant le soutien le plus constant de la croissance de la demande au Québec depuis la fin de la récession de 1982. En 1985, ces dépenses connaissent une hausse de 9%, alors qu'elles avaient enregistré des augmentations de 9,7% et 10,4% respectivement en 1983 et en 1984. Une nouvelle réduction du taux de l'épargne personnelle contribue à l'accroissement des dépenses de consommation tandis que le revenu personnel disponible augmente moins fortement, soit de 7%, comparativement à une hausse de 8,2% en 1984. La croissance de l'emploi demeure ferme en 1985, soit de 3% ou 82 000 comme en 1984; cependant le taux de croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne (3%) est sensiblement inférieur au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation qui se redresse à 4,4% en raison notamment du relèvement des prix de vente des tabacs et alcools.

Au premier semestre de 1986, la croissance de l'économie américaine se poursuit au ralenti malgré la dépréciation du dollar US et une baisse marquée des taux d'intérêt. Au Canada, par contre, même si les taux d'intérêt connaissent une remontée durant quelques semaines, les principaux indicateurs économiques maintiennent des taux de croissance semblables à ceux observés en 1985.

Au Québec notamment, de janvier à juin 1986, les ventes au détail affichent une croissance aussi importante qu'en 1985, soit de 9%, tandis que les mises en chantier de logements se révèlent encore plus nombreuses (en hausse de 25,6%) qu'au cours de la première moitié de 1985. De même, selon les données de mi-année de l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les dépenses à ce chapitre devraient augmenter de 6,9% en 1986 (en excluant l'habitation) alors qu'elles étaient en hausse de 7% en 1985. Du coté de la production, on note au cours des six premiers mois de 1986 un accroissement de 3,3% de la valeur des expéditions des manufacturiers québécois alors qu'en 1985 cette valeur avait augmenté de 5% par rapport à 1984. Toutefois, ce ralentissement s'explique presqu'uniquement par la baisse de la production et des prix de vente de l'industrie des produits dérivés du pétrole et du charbon.

LES PAYS DE L'OCDE ET LE RESTE DU MONDE

La croissance de l'économie mondiale se poursuit en 1985, mais à un rythme plus modéré, en raison principalement du ralentissement de la croissance de l'économie américaine. Le produit national brut des États-Unis s'accroît en effet de 2,3% en 1985 après avoir augmenté de 6,6% en 1984 tandis que dans l'ensemble des autres pays non communistes[1] le taux de croissance du produit national brut passe de 3,8% en 1984 à 3,1% en 1985. En ce qui concerne l'économie américaine, le ralentissement de la croissance s'observe surtout au niveau de l'investissement privé (y compris la construction résidentielle), de même que dans les exportations. Le volume des importations américaines augmente par ailleurs beaucoup moins fortement en 1985, ce qui contribue à expliquer la croissance plus faible des économies des autres pays. L'évolution du commerce mondial reflète cette perte de dynamisme des économies en 1985; ainsi, sur la base des statistiques douanières, l'OCDE évalue à 3,5% la croissance du volume total du commerce mondial en 1985, alors qu'il augmentait de 8,5% en 1984. Les importations des pays membres de l'OCDE sont en hausse de 5,5% en 1985 après avoir augmenté de 11,5% en 1984; ce taux de croissance passe de 23,9% à 8,3% aux États-Unis, de 10,8% à 0,5% au Japon, de 9,4% à 4% au Royaume-Uni et de 20,6% à 5% au Canada. La croissance de l'économie mondiale s'avère ainsi insuffisante pour entraîner une réduction sensible du taux de chômage qui demeure à 8,1% dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 1985, comparativement à 8,2% en 1984.

En dehors des situations nationales particulières, certains éléments de la conjoncture internationale empêchent une croissance plus vigoureuse de l'économie mondiale en 1985: les taux d'intérêt réels élevés, les déséquilibres importants de plusieurs balances des paiements courants, les tensions protectionnistes et les difficultés encourues dans la résolution du problème de l'endettement du tiers monde. L'incertitude liée à ce contexte n'est pas favorable au développement des échanges mondiaux ni aux investissements productifs.

L'évolution des prix et des salaires constitue un des éléments positifs de l'économie internationale alors que, parmi les grands pays de l'OCDE, seule l'Italie affiche un taux de croissance des prix de près de l'indice des prix à la consommation enregistre de légères baisses dans la plupart des pays de l'OCDE. La baisse des prix mondiaux des produits de base, dont l'indice passe de 86,6 en 1984 à 75,9 en 1985 (1980=100) contribue à contenir l'inflation. En outre, la croissance des salaires dans les pays de l'OCDE demeure modérée comme en témoigne la hausse de 5,8% des gains horaires dans l'industrie manufacturière en 1985, qui fait suite à une augmentation de 7% en 1984.

Malgré cela, cependant, la crainte d'une nouvelle flambée des prix influence le choix des politiques économiques de plusieurs pays. Aux États-Unis toutefois, à mesure que la croissance montrait des signes de faiblesse au milieu de 1984 et que la possibilité d'une surchauffe de l'économie s'estompait, les autorités monétaires ont adopté une politique monétaire plus expansionniste qui permet d'amorcer dès le quatrième trimestre de 1984 une réduction des taux d'intérêt. À titre d'exemple, le taux de base appliqué par les banques pour les

1. Cette estimation publiée par Data Resources Inc. en juillet 1986 tient compte de quinze pays d'Europe, quatre pays du Moyen-Orient, quatre pays d'Afrique, en plus du Japon, du Canada et de l'Australie.

prêts aux entreprises, qui avait culminé à 13% au troisième trimestre de 1984, s'établit à 9,50% aux troisième et quatrième trimestres de 1985. La baisse des taux d'intérêt aux État-Unis constitue un facteur déterminant dans la dévaluation graduelle de la devise américaine qui survient à compter de mars 1985. Cette dévaluation du dollar devrait conduire éventuellement à un redressement de la balance commerciale des États-Unis mais, en 1985, le déficit de celle-ci augmente d'une vingtaine de milliards de dollars pour atteindre 124 milliards de dollars.

Par ailleurs, les autres pays industrialisés, qui réclamaient depuis plusieurs mois une réduction des taux d'intérêt aux États-Unis, ne réalisent pas pour la plupart une baisse aussi prononcée de leurs taux d'intérêt. D'une façon générale, afin de maintenir la force de leur devise nationale, les autres pays industrialisés doivent attendre l'amorce de la dévaluation du dollar américain en mars 1985 avant de permettre une baisse de leurs taux d'intérêt. Pour sa part, le Royaume-Uni est contraint, par une importante dévaluation de la livre sterling en début d'année, à un accroissement temporaire de ses taux d'intérêt. Des pressions inflationnistes se font également sentir au Royaume-Uni en 1985, mais le taux de croissance du produit national brut y est un des plus élevés parmi les pays européens, soit de 3,3%. Quant à l'Allemagne de l'Ouest, elle jouit déjà de taux d'intérêt nettement plus faibles que les autres pays. Bien que sa croissance économique soit assez modeste en 1985, soit de 2,3%, et qu'elle accumule un excédent commercial de 24,9 milliards de dollars, l'Allemagne de l'Ouest est réticente à stimuler sa demande intérieure par une politique budgétaire expansionniste comme le lui demande son partenaire américain. Le Japon repousse également une telle demande, d'autant plus que son produit national brut s'accroît de 5% en 1985, et qu'il affiche un taux de

Tableau 1.1
Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés 1984 et 1985

	PNB ou PIB réel		Taux de chômage[1]		Gains horaires (industrie manufacturière)		Prix à la consommation		Taux d'intérêt à court terme[2]		Balance commerciale[3]	Taux de change par rapport au dollar américain[4]	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1985	1984	1985
	Variation en % par rapport à l'année précédente (sauf indication contraire)								%				
Etats-Unis	6,6	2,3	7,4	7,1	4,1	4,0	4,3	3,5	7,75	7,05	-124	1,000	1,000
Japon	5,1	5,0	2,7	2,6	4,3	4,2	2,2	2,1	6,33	7,36	56	237,55	238,6
Allemagne	2,7	2,3	8,5	8,6	2,6	4,3	2,4	2,2	5,83	4,83	24,9	2,846	2,944
France	1,6	4,0	9,7	10,1	6,8	5,7	7,4	5,8	10,69	8,95	-4,6	8,739	8 984
Royaume-Uni	1,8	3,3	13,0	13,1	8,8	9,4	5,0	6,1	9,12	11,17	-2,7	0,752	0,779
Italie	2,6	2,3	10,2	10,5	11,6	10,9	10,2	9,2	14,69	13,10	-12,1	1 756,7	1 909,0
Canada	5,0	4,6	11,2	10,4	4,6	4,4	4,3	4,0	9,84	9,24	12,3	1,295	1,366
OCDE-Europe	**2,4**	**2,3**	**10,8**	**11,0**	**7,9**	**7,9**	**7,7**	**5,6**	-	-	-	-	-
Total OCDE	**4,9**	**2,8**	**8,2**	**8,1**	**7,0**	**5,8**	**5,3**	**3,1**	-	-	-	-	-

1. En pourcentage de la population active.
2. Pourcentage, par année.
3. En milliards de dollars américains, sur la base de la balance des paiements sauf pour l'Allemagne et l'Italie où les données sont celles du commerce extérieur.
4. Unités de la monnaie nationale par dollar américain.

SOURCE: OCDE.

chômage de 2,6%. Afin de répondre aux critiques envers son énorme excédent commercial et envers les mesures protectionnistes qui s'y rattachent, le Japon décide cependant de favoriser une appréciation du yen et de prendre des mesures destinées à encourager l'achat de produits étrangers. En vue d'obtenir une appréciation du yen, le Japon s'impose alors une hausse des taux d'intérêt.

En septembre 1985, une réunion du groupe des cinq principaux pays industrialisés réaffirme la nécessité d'une meilleure coordination des politiques macroéconomiques. De plus, le consensus qui s'y dégage quant à la nécessité d'obtenir une dévaluation plus poussée du dollar est effectivement suivi d'une accentuation de la baisse de la devise américaine. Par contre, peu de progrès sont réalisés en 1985 au plan du déficit budgétaire des États-Unis alors que les discussions visant à établir un programme de dépenses plus compatible à moyen terme avec le niveau des revenus demeurent sans issue.

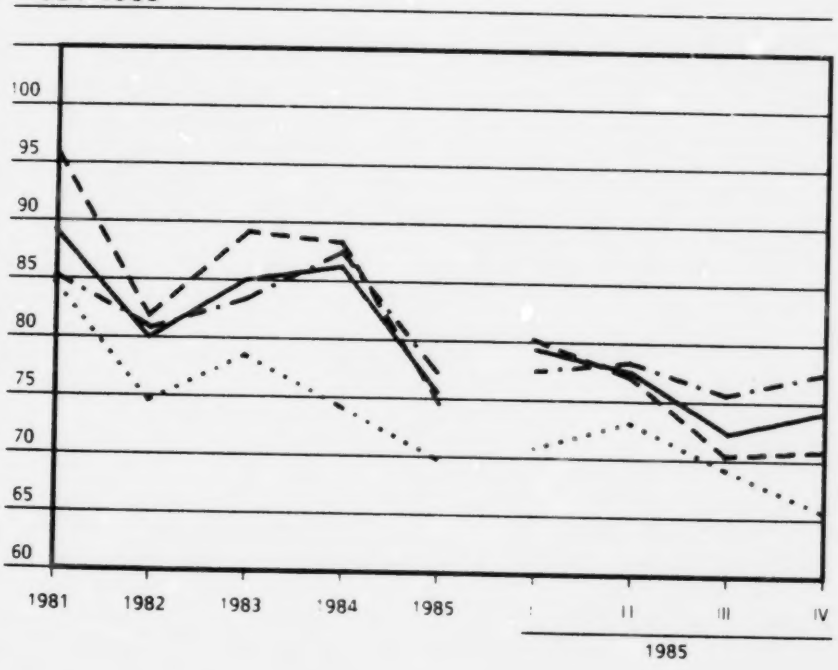
On assiste par ailleurs en 1985 à la conclusion d'une entente quant à la tenue d'une nouvelle ronde de négociation sur la libéralisation des échanges dans le cadre du GATT. De plus, alors que les solutions déjà préconisées pour faire face aux problèmes d'endettement du tiers monde présentent des difficultés d'application en 1985, un programme est proposé, le plan Baker, en vue de permettre une reprise des prêts aux pays en voie de développement.

En ce qui concerne les pays ne faisant pas partie de l'OCDE, ceux d'Amérique latine, malgré que plusieurs soient confrontés à un sérieux problème d'endettement, réussissent à accroître globalement leur produit national brut de 5% en 1985; le taux de croissance était de 3,6% en 1984. Le Brésil connaît notamment une croissance de 8% de son PNB en 1985 accompagnée toutefois d'un taux d'inflation supérieur à 200%. Par contre, les pays de l'Est asiatique connaissent une croissance de leur produit national brut de 4,8% en 1985 comparativement à une croissance de 7,2% en 1984, alors qu'ils constituaient un pôle important de croissance du commerce mondial.

L'Afrique ne voit croître pour sa part son produit national brut que de 1,2% en 1985 tandis que les pays du Moyen-Orient, affectés par la diminution des recettes pétrolières, voient le leur chuter de 6,5%.

Graphique 1A

Évolution des prix mondiaux des matières premières (1980 = 100) 1981-1985



Indice global[1]
Produits alimentaires
Produits non alimentaires d'origine agricole
Minéraux

1. Excluant les produits pétroliers.

Source Fonds monétaire international.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

L'expansion de l'économie américaine se poursuit sans grande vigueur en 1985 alors que le produit national brut enregistre une croissance de 2,2% par rapport à l'année précédente. En fait, en 1984, ce sont deux premiers trimestres de forte croissance qui ont permis à l'économie américaine de croître de 6,5%; par la suite l'économie américaine a connu une croissance de 1,6% au troisième trimestre, puis de 4,2% au quatrième trimestre. Cette évolution irrégulière et peu dynamique se prolonge en 1985 avec des taux de croissance trimestriels successifs du produit national brut de 3,7%, 1,1% 3,0% et 0,7%. Le ralentissement se manifeste en 1985 autant pour les composantes de la demande intérieure finale que pour les exportations nettes. De plus, le repli de l'économie est amplifié par le mouvement des stocks; en effet, alors qu'en 1984, l'accroissement des stocks atteignait 62,6 milliards de dollars, comptant pour plus du quart de l'augmentation du produit national brut, en 1985 l'augmentation de la valeur des stocks se limite à 5,7 milliards de dollars.

Du côté de la production, en accord avec la faiblesse de la demande, l'indice de la production industrielle n'augmente que de 2,3% en 1985, tandis qu'il grimpait de 11,6% en 1984. Parallèlement, le taux de chômage, qui reculait de deux points de pourcentage à 7,4% en 1984, se maintient à 7,1% en moyenne en 1985, niveau qu'il avait déjà atteint au quatrième trimestre de 1984.

Dès le troisième trimestre de 1984, les autorités monétaires américaines avaient réagi au ralentissement de la croissance économique en adoptant une politique monétaire plus expansionniste; cette politique se poursuit en 1985 et la masse monétaire américaine (M1) connaît une hausse de 12% comparativement à une augmentation de 5,4% pour l'ensemble de 1984; malgré cela, l'inflation se résorbe encore un peu plus, la croissance de l'indice des prix à la consommation étant limitée à 3,5% en 1985.

Ce changement de politique ne signifie pas, selon les autorités, que l'on ne craint plus une forte poussée inflationniste; on invoque d'une part, les changements institutionnels sur le marché des capitaux et d'autre part la diminution de la vitesse de la circulation de la monnaie, pour justifier une croissance beaucoup plus forte de la masse monétaire que du produit national brut nominal.

Quoi qu'il en soit, la politique monétaire plus souple permet une réduction significative des taux d'intérêt aux États-Unis. Ainsi, le taux préférentiel des banques qui atteignait un sommet de 13% au troisième trimestre de 1984, se situe à 7,5% au quatrième trimestre de 1985; il vaut en moyenne 9,93% en 1985 comparativement à 12,04% en 1984. Pour la même période de comparaison, les autres taux d'intérêt à court terme connaissent également une diminution d'environ 200 points de base. La baisse des taux d'intérêt à long terme est presque aussi prononcée comme l'atteste le taux de rendemment des obligations à 30 ans du gouvernement américain qui passe de 12,39% en moyenne en 1984 à 10,79% en 1985.

Cette baisse des taux d'intérêt a aussi comme conséquence favorable à l'économie américaine une dévaluation marquée du dollar par rapport aux autres monnaies. En effet, l'indice de la valeur de la devise américaine par rapport à un panier représentatif de monnaies passe de 158,1 en mars 1985 à 125,8 en décembre, ce qui représente une baisse de 20,5%. Cependant, puisque le dollar avait continué de s'apprécier fortement en janvier et février 1985, sa valeur moyenne pour l'ensemble de 1985 se situe à 3,9% au-dessus de sa valeur moyenne en 1984. De plus, la dépreciation du dollar ne se traduit pas immédiatement en une amélioration de la balance commerciale américaine dont le déficit passe de 112,5 à 124,4 milliards de dollars entre 1984 et 1985.

Tableau 1.2
Principaux indicateurs de l'économie américaine
1985

	1985				
	I	II	III	IV	1985
Demande globale (000 000 000 $ 1972)[1]					
Produit national brut	3 547,8	3 557,4	3 584,1	3 590,8	3 570,0
Variation en %	3,7	1,1	3,0	0,7	2,2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 288,6	2 303,5	2 329,6	2 330,4	2 313,0
Variation en %	4,8	2,6	4,6	0,1	3,3
Dépenses publiques	691,4	699,4	729,2	745,5	716,4
Variation en %	-1,4	4,7	18,2	9,2	6,0
Formation brute de capital fixe (entreprises)	619,6	636,1	642,4	657,5	638,9
Variation en %	0,0	11,1	4,0	9,8	7,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	15,8	15,1	-1,8	-6,3	5,7
Exportations de biens et services	368,7	358,2	353,5	359,2	359,9
Variation en %	-8,8	-10,9	-5,1	6,6	-3,0
Importations de biens et services	440,5	459,3	473,3	500,0	468,3
Variation en %	-27,6	18,2	12,8	24,5	2,7
Revenu (000 000 000 $)[1]					
Revenu personnel disponible	2 739,2	2 817,7	2 800,2	2 845,9	2 800,8
Variation en %	2,3	12,0	-2,5	6,7	4,9
Taux d'épargne (%)	4,8	5,9	3,7	4,0	4,6
Bénéfices des sociétés avant impôt	220,0	218,7	228,6	233,8	225,3
Variation en %	-13,3	-2,3	19,4	9,4	-5,2
Marché du travail[1]					
Emploi (000 000)	108,3	108,5	108,9	109,7	108,9
Variation en %	2,5	0,7	1,5	2,9	2,0
Taux de chômage (%)	7,2	7,2	7,0	6,9	7,1
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	317,4	321,2	323,6	326,5	322,2
Variation en %	3,6	3,7	3,4	3,5	3,6
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	165,3	166,8	167,8	170,9	167,7
Variation en %	3,5	3,7	2,4	7,6	3,9
Marchés financiers[2] **(%)**					
Taux préférentiel des banques	10,5	10,2	9,5	9,5	9,9
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	8,2	7,5	7,1	7,2	7,5
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	11,4	10,9	10,7	10,1	10,8
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[3]	3,7	2,3	26,4	44,3	21,0
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	156,5	149,1	139,2	128,2	143,2
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	1 761,7	1 742,7	1 687,7	1 773,3	1 741,3
Balance commerciale (000 000 000 $)	-25,0	-30,4	-31,7	-37,4	-124,4

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.
3. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCE: Data Resources Inc.

Tableau 1.3
Principaux indicateurs de l'économie américaine
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Demande globale (000 000 000 $ 1972)					
Produit national brut	3 248,7	3 166,0	3 277,6	3 492,0	3 570,0
Variation en %	1,9	-2,5	3,5	6,5	2,2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 024,2	2 050,7	2 145,9	2 239,9	2 313,0
Variation en %	1,2	1,3	4,6	4,4	3,3
Dépenses publiques	629,7	641,7	647,8	675,9	716,4
Variation en %	1,5	1,9	0,9	4,3	6,0
Formation brute de capital fixe (entreprises)	518,2	468,5	505,3	594,6	638,9
Variation en %	1,1	-9,6	7,8	17,7	7,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	23,8	-24,5	-5,5	62,6	5,7
Exportations de biens et services	392,7	362,0	349,3	370,9	359,9
Variation en %	0,9	-7,8	-3,5	6,2	-3,0
Importations de biens et services	343,3	335,7	368,7	455,8	468,3
Variation en %	3,4	-2,2	9,9	23,6	2,7
Revenu (000 000 000 $)					
Revenu personnel disponible	2 127,6	2 261,4	2 425,4	2 670,1	2 800,8
Variation en %	10,9	6,3	7,2	10,1	4,9
Taux d'épargne (%)	6,7	6,2	5,0	6,4	4,6
Bénéfices des sociétés avant impôt	226,5	169,6	205,0	237,6	225,3
Variation en %	-4,5	-25,1	20,9	15,9	-5,2
Marché du travail					
Emploi (000 000)	102,0	101,2	102,5	106,7	108,9
Variation en %	1,1	-0,8	1,3	4,1	2,0
Taux de chômage (%)	7,5	9,6	9,5	7,4	7,1
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	272,3	289,1	298,4	311,1	322,2
Variation en %	10,3	6,2	3,2	4,3	3,6
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	143,4	154,6	158,1	161,4	167,7
Variation en %	8,0	7,8	2,3	2,1	3,9
Marchés financiers (%)					
Taux préférentiel des banques	18,9	14,9	10,8	12,0	9,9
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	14,0	10,6	8,6	9,5	7,5
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	12,9	12,2	10,8	12,0	10,8
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[1]	-0,6	-10,4	56,7	27,4	21,0
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	103,3	116,5	125,3	138,3	143,2
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	1 096,3	1 057,3	1 702,5	1 763,0	1 741,3
Balance commerciale (000 000 000 $)	-28,0	-36,5	-67,1	-112,5	-124,4

1. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCE: Data Resources Inc.

La croissance du volume des importations de biens et services aux Etats-Unis est beaucoup moins marquée en 1985 qu'en 1984, soit de 2,7% plutôt que 23,6%, mais cela est en grande partie attribuable au ralentissement de la croissance économique; on observe une baisse sensible du taux de croissance pour la plupart des catégories de produits d'importation tandis que le volume des importations de pétrole brut et de produits pétroliers diminue de 7,6% en 1985. Cependant, le volume des importations de véhicules automobiles et de pièces connaît encore une forte hausse de 11,7% après avoir augmenté de 28,4% en 1984. Par ailleurs, le volume des exportations américaines de biens et services diminue de 3% en 1985 alors qu'il augmentait de 6,2% en 1984; une baisse de 15,4% du volume des exportations de produits alimentaires et de boissons contribue fortement à ce recul des exportations, mais on note également une baisse pour les biens de consommation et les biens intermédiaires utilisés dans l'industrie. Un redressement de la croissance des exportations se produit au quatrième trimestre de 1985, où le volume des exportations est en hausse de 6,6%, par rapport au quatrième trimestre de 1984[2]. Cependant, le volume des importations est également en hausse, de 24,5% pour la même période de comparaison.

En ce qui a trait à la demande intérieure, malgré la diminution des taux d'intérêt, ses différentes composantes connaissent une croissance plus faible qu'en 1984 et on n'observe pas de redressement du taux de croissance de trimestre en trimestre en 1985. C'est la demande de biens et services de consommation qui maintient le mieux sa croissance, augmentant de 3,3% en 1985, en regard d'une hausse de 4,4% en 1984; mais la hausse est de seulement 0,1% au quatrième trimestre de 1985. Cette progression de la consommation repose sur une réduction du taux d'épargne qui passe de 6,4% en 1984 à 4,6% en 1985, puisque le revenu personnel disponible ne s'accroît que de 4,9% en 1985. L'automobile constitue toujours un des points forts de la consommation puisque les ventes d'automobiles atteignent 11,1 millions d'unités en 1985, soit 0,7 million de plus qu'en 1984. Au chapitre de la construction résidentielle, on constate que le nombre de logements mis en chantier demeure à 1,7 million d'unités, tandis que les dépenses d'immobilisation en constructions résidentielles n'augmentent que de 1,7%. Cependant, ces dépenses sont en hausse à chaque trimestre en 1985 alors qu'au troisième et quatrième trimestres de 1984 elles diminuaient successivement de 4,8% et 6%. Les investissements en constructions non résidentielles, machines et équipements connaissent une croissance moindre qu'en 1984, où ils avaient augmenté de 17,7%, mais ils augmentent tout de même de 7,5% en 1985. En ce qui a trait aux entreprises, leurs dépenses d'investissement augmentent de 9,7% en 1985; la hausse est de 8,8% pour les machines et équipements et de 11,4% pour les constructions non résidentielles. Les profits des entreprises demeurent élevés totalisant avant impôt 225,3 milliards de dollars, comparativement à 237,6 milliards de dollars en 1984, et les fonds propres fournissent 90,2% des besoins de financement des entreprises; en 1984, ce ratio d'autofinancement se situait à 85,3%.

Dans ce contexte, les énormes besoins de financement liés au déficit public semblent un peu moins préoccupants, et aucune solution à moyen terme ne fait l'objet d'un concensus politique au cours de 1985; en l'occurence, le déficit du gouvernement fédéral s'accroît à 200 milliards de dollars, à partir d'un niveau de 172,9 milliards de dollars en 1984. Le gonflement du déficit empêche par ailleurs un ralentissement plus prononcé de la croissance en 1985, et les dépenses totales des administrations publiques, en hausse de 6% en volume, constituent le seul élément de la demande qui augmente plus fortement en 1985 qu'en 1984.

---

2. Toutes les données trimestrielles présentées dans le présent chapitre sont annualisées et corrigées des variations saisonnières; les taux de croissance sont calculés par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, la croissance de l'économie canadienne demeure très forte en 1985, le produit national brut enregistrant une hausse réelle de 4,5% après avoir augmenté de 5% en 1984. De plus, l'économie démontre une grande stabilité, avec un taux de croissance qui se situe au-dessus de 3% pour chacun des trimestres de 1985, par rapport aux mêmes trimestres de 1984. Le ralentissement de la croissance de l'économie américaine se traduit au niveau canadien par une croissance nettement moindre de la valeur des exportations en 1985, soit de 4,5% en dollars constants en regard de 19,5% en 1984, mais la demande intérieure est suffisamment dynamique pour soutenir la croissance. Ainsi, la demande intérieure finale s'accroît de 5% au Canada en 1985 alors qu'elle avait augmenté de 2,9 % en 1984.

Parmi les éléments qui favorisent la croissance de la demande intérieure, mentionnons la baisse des taux d'intérêt et la croissance modérée des prix et des salaires. De plus, un certain rattrapage a lieu en 1985 subséquemment à la faiblesse de l'investissement tant en constructions résidentielles en 1984, qu'en constructions non résidentielles, machinerie et équipements, au cours des dernières années.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, le fléchissement est limité par la faiblesse du dollar canadien qui chute de 5,2% par rapport à la devise américaine en 1985; à titre d'exemple, alors qu'aux États-Unis le taux de base des prêts bancaires aux entreprises passe de 12,0% en moyenne en 1984 à 9,9% en 1985, le taux correspondant au Canada passe de 12,1% en 1984 à 10,6% en 1985.

Comme en 1984, la difficulté à maintenir la valeur en $ US de la devise canadienne ne reflète pas un manque de compétitivité dans la production de biens puisque le commerce des marchandises du Canada avec le reste du monde se solde par un surplus de 16,8 milliards de dollars en 1985, le surplus du commerce avec les États-Unis atteignant même 20,5 milliards de dollars. Par contre, le Canada enregistre un déficit de 20,5 milliards de dollars dans les opérations avec l'extérieur au titre des services, dont 12,8 milliards de dollars au chapitre des intérêts et dividendes; avec les États-Unis seulement le déficit au titre des services atteint 13,6 milliards de dollars.

Finalement, au compte de capital, la balance extérieure canadienne affiche un excédent de 4,5 milliards de dollars, mais le compte de capital avec les États-Unis se solde par un déficit de 6,7 milliards de dollars en 1985.

Par ailleurs, la compétitivité des entreprises canadiennes est favorisée par la baisse de la valeur du dollar canadien, ce qui permet au Canada d'accroître son surplus commercial avec les États-Unis de 19,7 milliards de dollars en 1984 à 20,5 milliards de dollars en 1985. Les exportations canadiennes vers les États-Unis qui avaient augmenté de 28% en 1984, demeurent en hausse de 10,8% en 1985 malgré la plus faible croissance de l'économie américaine. Les exportations totales du Canada augmentent ainsi de 7,1% en dollars courants en 1985 en regard d'une hausse de 23,4% en 1984.

La poursuite de la croissance économique repose donc davantage sur la croissance de la demande intérieure en 1985. Les dépenses des entreprises pour la formation brute de capital fixe sont en hausse de 8,1% en 1985, en dollars constants, alors qu'elles diminuaient de 0,5% en 1984, de 6,1% en 1983 et de 11,5% en 1982. Au chapitre de la construction résidentielle notamment, le nombre de logements mis en chantier s'élève à 164 700 unités en 1985 comparativement à 135 300 unités en 1984.

Tableau 1.4
Principaux indicateurs de l'économie canadienne
1985

	1985				
	I	II	III	IV	1985
Demande globale (000 000 $ 1971)[1]					
Produit national brut	144 836	145 996	148 480	150 444	147 439
Variation en %	4,1	3,2	7,0	5,4	4,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	89 148	90 508	92 088	93 496	91 310
Variation en %	5,8	6,2	7,2	6,3	5,2
Dépenses publiques	28 976	28 992	28 904	29 248	29 030
Variation en %	0,7	0,2	-1,2	4,8	1,9
Formation brute de capital fixe (entreprises)	23 968	25 244	26 328	26 812	25 588
Variation en %	5,0	23,1	18,3	7,6	8,1
Valeur de la variation matérielle des stocks	1 460	132	1 936	1 068	1 149
Exportations de biens et services	44 080	43 412	43 904	44 928	44 081
Variation en %	0,8	-5,9	4,6	9,7	4,5
Importations de biens et services	-43 008	-42 404	-44 604	-44 928	-43 737
Variation en %	18,3	-5,5	22,4	2,9	6,7
Revenu (000 000 $)[1]					
Revenu personnel disponible	308 656	313 844	312 840	317 716	313 264
Variation en %	12,7	6,9	-1,3	6,4	8,0
Taux d'épargne (%)	14,0	13,4	10,9	10,2	12,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	42 004	40 244	40 272	44 528	41 762
Variation en %	9,6	-15,7	0,3	49,5	5,4
Marché du travail[1]					
Population active (000)	12 535,0	12 621,7	12 638,0	12 753,3	12 637,0
Variation en %	1,4	2,8	0,5	3,7	1,9
Emploi (000)	11 145,0	11 290,0	11 342,0	11 459,3	11 309,1
Variation en %	1,5	5,3	1,9	4,2	2,8
Taux de chômage (%)	11,1	10,5	10,3	10,2	10,5
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	125,2	126,6	127,8	128,9	127,2
Variation en %	3,7	4,0	4,0	4,2	4,0
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1971=100)	301,6	303,5	305,2	304,9	303,8
Variation en %	3,8	2,5	2,3	-0,4	2,6
Marchés financiers[2] **(%)**					
Taux d'escompte	10,6	9,6	9,3	9,1	9,6
Taux préférentiel des banques	11,4	10,6	10,3	10,0	10,6
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	11,9	11,0	10,9	10,4	11,0
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[3]	28,9	17,0	65,3	8,6	25,9
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($ US/ $ CAN)	0,739	0,730	0,735	0,725	0,732
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	124,3	154,3	184,7	195,3	164,7
Balance commerciale (000 000 $)	21 948,0	17 916,0	13 976,0	16 056,0	17 474

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.
3. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage..

SOURCES: Statistique Canada; Banque du Canada; Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Tableau 1.5
Principaux indicateurs de l'économie canadienne
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Demande globale (000 000 $ 1971)					
Produit national brut	136 108	130 065	134 361	141 097	147 439
Variation en %	3,3	-4,4	3,3	5,0	4,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	82 807	81 144	83 697	86 790	91 310
Variation en %	1,7	-0,2	3,1	3,7	5,2
Dépenses publiques	27 188	27 517	27 549	28 499	29 030
Variation en %	2,5	1,2	0,1	3,4	1,9
Formation brute de capital fixe (entreprises)	28 641	25 348	23 799	23 669	25 588
Variation en %	6,9	-11,5	-6,1	-0,5	8,1
Valeur de la variation matérielle des stocks	774	-3 650	-222	536	1 149
Exportations de biens et services	33 719	33 178	35 293	42 190	44 081
Variation en %	3,1	-1,6	6,4	19,5	4,5
Importations de biens et services	-37 344	-33 156	-35 833	-40 997	-43 737
Variation en %	4,5	-11,2	8,1	14,4	6,7
Revenu (000 000 $)					
Revenu personnel disponible	233 357	255 954	270 056	290 037	313 264
Variation en %	16,8	9,7	5,5	7,4	8,0
Taux d'épargne (%)	14,2	15,2	13,3	13,2	12,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	32 606	21 110	32 684	39 606	41 762
Variation en %	-13,4	-35,3	54,8	21,2	5,4
Marché du travail					
Population active (000)	1 903,9	11 972,8	12 175,5	12 396,5	126 370
Variation en %	2,9	0,6	1,7	1,8	1,9
Emploi (000)	1 005,8	10 648,2	10 731,2	10 997,7	11 309,1
Variation en %	2,8	-3,2	0,8	2,5	2,8
Taux de chômage (%)	7,5	11,1	11,8	11,3	10,5
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	100,0	110,8	117,2	122,3	127,2
Variation en %	12,5	10,8	5,8	4,3	4,0
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1971=100)	255,5	286,2	293,5	296,1	303,8
Variation en %	12,7	12,1	2,5	1,0	2,6
Marchés financiers(%)					
Taux d'escompte	17,9	14,0	9,6	11,3	9,6
Taux préférentiel des banques	19,3	15,8	11,2	12,1	10,6
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	15,2	14,3	11,8	12,8	11,0
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[1]	35,1	-49,1	31,7	22,9	25,9
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($ US/ $ CAN)	0,834	0,811	0,811	0,772	0,732
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	180,0	129,4	160,0	135,3	164,7
Balance commerciale (000 000 $)	7 329	17 814	17 704	20 667	17 474

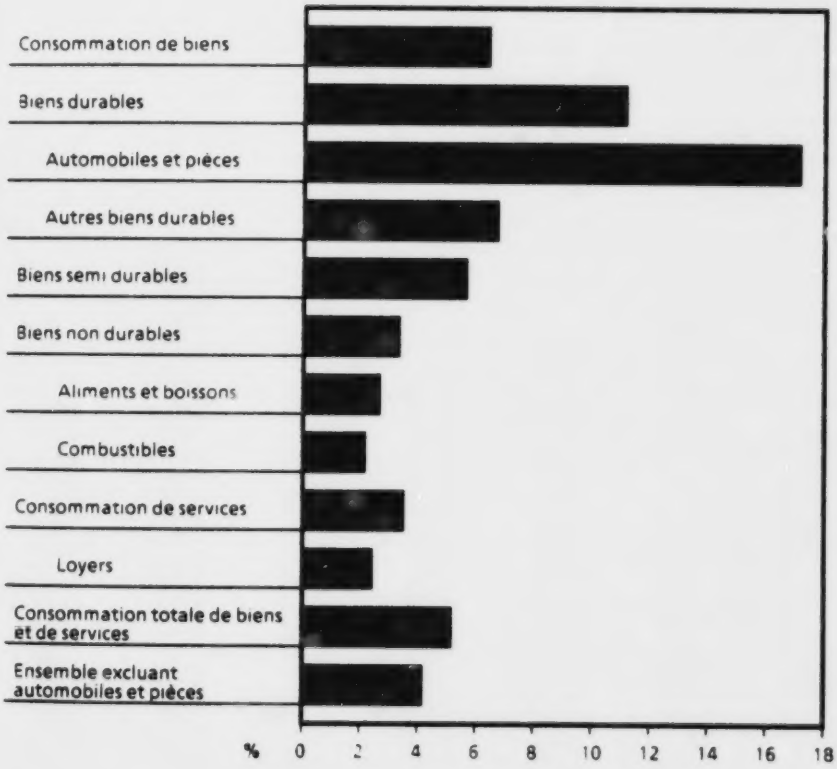
1. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCES: Statistique Canada; Banque du Canada; Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation connaissent également un accroissement marqué en 1985, soit 5,2%, alors qu'elles augmentaient de 3,7% en 1984. Les ventes d'automobiles neuves constituent à nouveau l'élément le plus dynamique de la demande des consommateurs en 1985, mais on observe un redressement significatif dans le cas des autres dépenses de consommation; la croissance de 8% du revenu personnel disponible, en hausse de 7,4% en 1984, et la réduction du taux d'épargne personnelle, qui passe de 13,2% en 1984 à 12,1% en 1985, expliquent la hausse des dépenses de consommation en 1985.

Graphique 18

Variation en pourcentage des dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars de 1971) 1985/1984



Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et Conference Board du Canada

Les différents secteurs de production bénéficient de la croissance de la demande intérieure et extérieure. En particulier, la valeur des expéditions des manufacturiers canadiens s'accroît de 7,1% en 1985, ce qui se traduit par une hausse de 4,3%, lorsque la valeur de ces expéditions est dégonflée par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie manufacturière. Le nombre de personnes occupant un emploi augmente en conséquence de 2,8%, soit de 314 000, cette hausse faisant suite à une augmentation de 2,5% en 1984. La diminution du taux de chômage n'est toutefois pas très prononcée, et il demeure à 10,5% en moyenne en 1985, alors que le taux de chômage atteignait 11,3% en 1984.

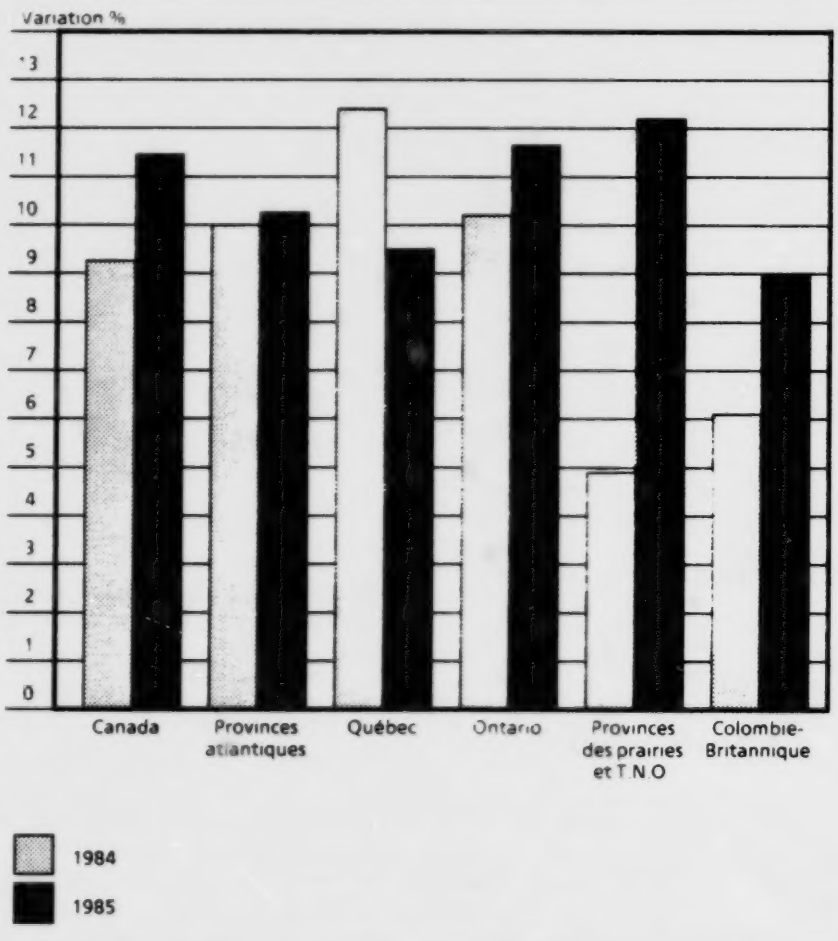
Au niveau des régions, le Québec et l'Ontario maintiennent une croissance supérieure à la moyenne canadienne en 1985, si l'on en juge par l'évolution de l'emploi. Parmi les provinces de l'Ouest, seule la Saskatchewan connaît une croissance de l'emploi plus forte que la moyenne tandis que, dans les Maritimes, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard enregistrent une forte croissance de l'emploi après une croissance très modeste en 1984.

La demande des ménages

La valeur des dépenses personnelles en biens et services de consommation s'élève à 270 522 millions de dollars en 1985, ce qui représente une augmentation de 9,5% par rapport à l'année précédente. La croissance réelle de la consommation de biens et services est évaluée à 5,2% en 1985, l'indice des prix des dépenses de consommation enregistrant une hausse de 4,1% par rapport à 1984; la croissance réelle de ces dépenses était moins importante en 1984, soit de 3,7%. Le volume des dépenses pour l'achat d'automobiles et de pièces s'accroît aussi fortement en 1985 qu'en 1984, soit de 17,1% comparativement à 17,8% alors que les autres dépenses en biens et services de consommation augmentent de 4,2% en 1985 en regard d'une hausse de 2,6% en 1984. Le redressement est très significatif au chapitre de la consommation de biens non durables pour lesquels la croissance atteint 3,3% en 1985 en regard de 1,1% en 1984; dans le cas des aliments et boissons notamment, le volume des dépenses de consommation augmente de 2,8% en 1985 alors qu'il diminuait de 0,2% en 1984. On observe également une croissance nettement plus forte des dépenses pour la consommation de biens semi-durables, soit de 5,7% en 1985 comparativement à 2,9% en 1984, et pour la consommation de services, où la croissance est de 3,6% en 1985 comparativement à 2,1% en 1984; parmi les services, on peut signaler cependant que le volume des dépenses au titre du loyer s'accroît de 2,4% en 1985 alors qu'il augmentait de 2,8% en 1984.

Les statistiques sur les ventes des différentes catégories de commerce de détail indiquent notamment que la valeur des ventes des magasins de vêtements et de chaussures s'accroît de 12,2%, en dollars courants, en 1985 comparativement à une hausse de 8% en 1984. De même, la valeur des ventes des grands magasins augmente de 5,7% en 1985 après avoir augmenté de 4,2% en 1984. Un renforcement notable de la croissance de la valeur des ventes se produit également pour les magasins de radios, téléviseurs et accessoires, en hausse de 37,7% en 1985 en regard d'une hausse de 24,1% en 1984; cependant, pour les magasins de meubles et articles d'ameublement, la valeur des ventes diminue de 9,2% en 1985 alors qu'elle augmentait de 9,5% en 1984. L'année 1985 est, par contre, très favorable aux marchands d'appareils ménagers dont les ventes sont en hausse de 16,4% en 1985 alors qu'elles diminuaient de 7% en 1984.

Graphique 1C
Variation des ventes au détail selon la région 1984-85



Source: Statistique Canada. *Commerce de détail.*

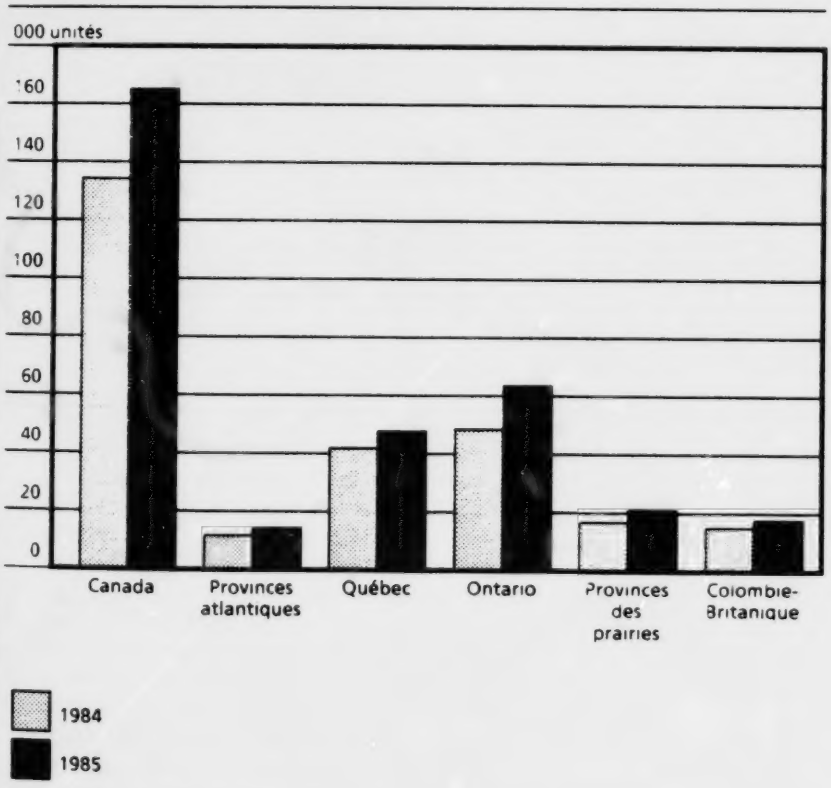
La construction résidentielle

En 1984 le Québec était la seule région canadienne à connaître un accroissement du nombre de logements mis en chantier et l'ensemble du Canada connaissait un faible total annuel de 135 000 unités de logements mis en chantier; on en dénombrait 129 000 en pleine récession en 1982. Un redressement significatif s'opère en 1985, auquel contribuent toutes les régions du pays, et le total des mises en chantier atteint 164 700 unités, ce qui demeure toutefois inférieur au total de 180 000 unités observé en 1981. Les données trimestrielles corrigées des variations saisonnières et annualisées montrent une progression constante en cours d'année: 124 000 unités au premier trimestre de 1985, 154 000 au second, 185 000 au troisième et 195 000 au dernier trimestre. L'accroissement de 22,9% du nombre de mises en chantier en 1985 se manifeste pour toutes les catégories de logements, mais la hausse est particulièrement marquée pour les appartements, soit de 38,1%; elle est de 17,9% pour les logements simples.

Parmi les régions canadiennes, les provinces de l'Atlantique enregistrent la plus forte croissance du nombre de logements mis en chantier en 1985, soit 36,1%, suivies de l'Ontario, 34,7%, du Québec, 14,6%, des provinces des Prairies, 13,5% et de la Colombie-Britannique 11,1%

Cette vigoureuse croissance du nombre de logements mis en chantier au Canada est favorisée par une baisse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires, qui se situent en moyenne en 1985 à 10,3% pour les échéances à un an, comparativement à 12% en 1984. Elle se traduit dans les comptes nationaux par une augmentation de 18,2% du volume des dépenses en constructions résidentielles, lesquelles avaient diminué de 4,2% en dollars constants en 1984.

Graphique 1D
Évolution des mises en chantier selon la région 1984-1985



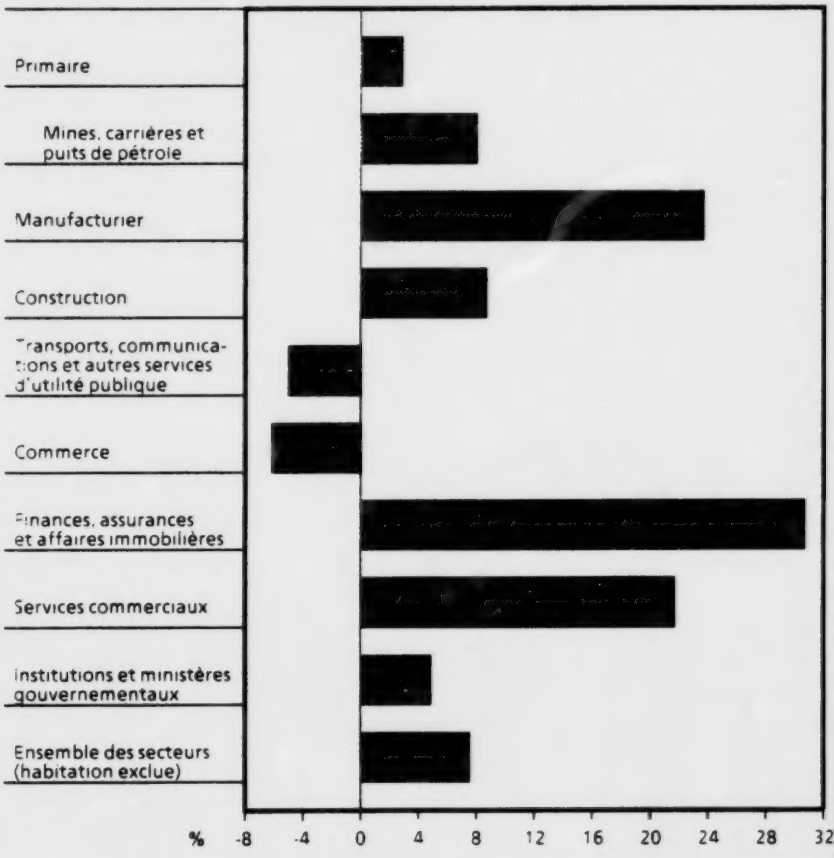
Source: Statistique Canada, *Logements mis en chantier et parachevés.*

Les dépenses d'immobilisation des entreprises

En excluant la construction résidentielle, la croissance des dépenses d'immobilisation des entreprises s'établit à 5,1% en volume en 1985, ce qui contraste avec la faible hausse de 0,6% observée en 1984. Cependant, en raison de la réduction importante de ces dépenses en 1983 et 1984, le niveau atteint en 1985, soit 19 156 millions de dollars de 1971, est sensiblement inférieur au total des années 1981 (22 905 millions de dollars) et 1982 (20 819 millions de dollars). Par ailleurs, en 1985 les dépenses des entreprises en constructions non résidentielles augmentent de 5,5% et les dépenses en machines et équipements de 4,7%, tandis qu'en 1984 les premières diminuaient de 2,6% et les secondes augmentaient de 3,5%. Cette reprise de l'investissement en constructions non résidentielles peut correspondre à la mise en place de nouvelles capacités de production alors que les dépenses en machines et équipements réalisées au cours des dernières années étaient davantage associées à des investissements de modernisation et de rationalisation des opérations.

Parmi les facteurs quantifiables qui peuvent être invoqués pour expliquer une reprise aussi modérée des investissements trois ans après la fin de la récession, mentionnons les profits des so-

Graphique 1E
Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques (excluant l'habitation)
Dollars courants
1985/1984



ciétés qui sont en hausse de 5,4% seulement en dollars courants en 1985. Malgré les augmentations substantielles de ces profits avant impôt en 1983 (54,8%) et 1984 (21,2%), leur valeur totale en 1985 n'est pas sensiblement supérieure, compte tenu de l'inflation, à ce qu'elle était en 1980, soit 41 762 millions de dollars comparativement à 37 644 millions de dollars; de plus, une part des profits réalisés au cours des dernières années ont été utilisés pour réduire l'endettement des entreprises. Finalement, les taux d'utilisation de la capacité de production dans le secteur manufacturier se situent encore sous les 80% en 1985, soit 77,1%, et en particulier 72% seulement pour les manufacturiers de biens durables. En dépit de ces capacités excédentaires, le secteur manufacturier connaît une hausse de 23,8% en dollars courants de la valeur des dépenses en immobilisations en 1985 selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics; ces dépenses totalisent 11 004 millions de dollars, comparativement à 8 887 millions de dollars en 1984 et 12 739 millions de dollars en 1981. Les industries où l'on observe la plus forte croissance de ces dépenses sont celles du matériel de transport (116,9%), des métaux primaires (45,4%), des papiers et produits connexes (57,9%) et du meuble (67,9%). En dehors du secteur manufacturier, ce sont les finances, les assurances et les affaires immobilières ainsi que les services commerciaux qui enregistrent les plus fortes hausses des dépenses en immobilisations, soit 30,8% et 21,6% respectivement; ces dépenses s'élèvent à 5 531 millions de dollars dans le premier cas et 6 524 millions de dollars dans le second cas.

Les administrations publiques

Les efforts visant à réduire le niveau des dépenses des administrations publiques se traduisent dans les comptes nationaux par une croissance globale de 1,9%, en dollars constants, de ces dépenses en 1985 alors que le taux de croissance réel atteignait 3,4% en 1984. Le déficit global des administrations publiques continue toutefois d'augmenter, passant de 26,7 milliards de dollars courants en 1984 à 27,5 milliards de dollars en 1985, selon les concepts des comptes nationaux. En proportion du produit national brut, le déficit public enregistre une légère baisse puisqu'il s'établit à 6,1% en 1985, comparativement à 6,3% en 1984; la part du déficit public dans le PNB canadien se situait à 1,6% en 1981.

Le déficit de l'administration fédérale s'accroît en 1985, atteignant 31,5 milliards de dollars courants en regard de 29,7 milliards de dollars en 1984, tandis que les administrations provinciales voient leur déficit consolidé diminuer, passant de 516 millions de dollars en 1984 à 275 millions de dollars en 1985; pour leur part, les administrations locales réalisent un surplus de 407 millions de dollars en 1985 alors qu'elles cumulaient un déficit de 520 millions de dollars en 1984.

Contrairement aux années précédentes, en 1985 les dépenses de l'administration fédérale augmentent moins fortement en pourcentage que ses recettes, soit de 7,7% comparativement à 8,3%, mais il s'agit d'une hausse de 8,2 millions de dollars dans le cas des dépenses et de 6,4 millions de dollars dans le cas des recettes. Pour l'ensemble des administrations publiques, on constate une augmentation de 8,1% des recettes (qui totalisent 238,4 milliards de dollars), et un accroissement de 7,6% des dépenses totales (274,1 milliards de dollars) en 1985; les dépenses courantes (262,0 milliards de dollars) affichent une hausse de 7,8% et celles pour la formation brute de capital fixe (12,1 milliards de dollars) augmentent de 3,5%. On peut noter que les dépenses pour la formation brute de capital fixe de l'administration fédérale diminuent de 6,2% en 1985, pour s'établir à 2,6 milliards de dollars. Le service de la dette publique constitue une des composantes des dépenses dont la croissance est la plus marquée tant pour l'ensemble des administrations, où elle atteint 38,2 milliards de dollars en hausse de 15,1%, que pour l'administration fédérale où elle s'établit à 25 milliards de dollars en hausse de 17,1%. Finalement, les transferts aux particuliers, qui constituent une part importante des dépenses de l'ensemble des administrations, totalisent 58,5 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 8,7% par rapport à 1984; les transferts faits aux particuliers par l'administration fédérale augmentent pour leur part de 7,2% pour atteindre 31,9 milliards de dollars.

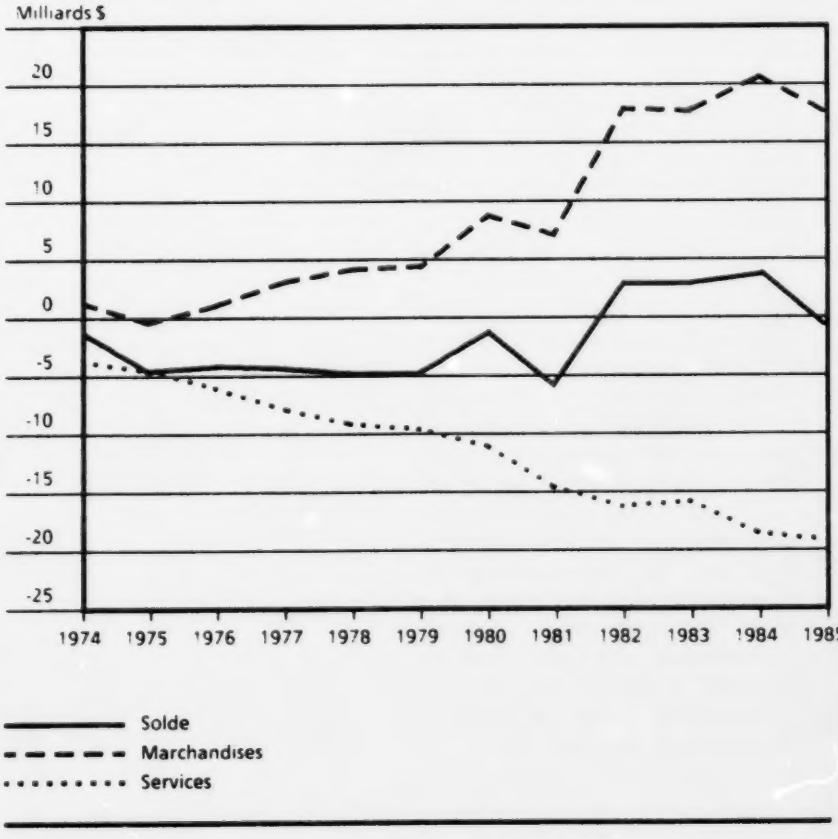
Le commerce extérieur et la balance des paiements

Après une année exceptionnelle au cours de laquelle le volume des exportations canadiennes de biens et de services avait augmenté de 19,5%, on observe en 1985 une croissance de ces exportations identique à celle du produit national brut réel, soit de 4,5% par rapport à 1984. La croissance du volume des importations de biens et de services est également plus faible en 1985, soit de 6,7% comparativement à 14,4% en 1984, mais le taux de croissance se révèle plus élevé pour les importations que pour les exportations. De plus, l'indice implicite des prix à l'exportation s'accroît de 3,1% en 1985 tandis que l'indice des prix à l'importation est en hausse de 4,9%; en dollars courants la croissance de la valeur des importations de biens et services surpasse donc d'autant plus la croissance de la valeur des exportations de biens et services, les taux de croissance étant de 11,9% et 7,7% respectivement. Si l'on s'en tient uniquement au commerce des marchandises, on observe en dollars courants une hausse de 7% de la valeur des exportations, qui atteint 120,1 milliards de dollars courants, et une hausse de 13% de la valeur des importations, qui s'élève à 103,3 milliards de dollars. L'excédent du commerce de marchandises du Canada est donc sensiblement réduit, s'établissant à 16,8 milliards de dollars en 1985 comparativement à 20,7 milliards de dollars en 1984. Plus de la moitié de cette diminution est attribuable au commerce de véhicules automobiles et pièces où l'excédent du commerce passe de 3,7 milliards de dollars en 1984 à 1,6 milliard de dollars en 1985; les exportations à ce chapitre sont en hausse de 12,7% tandis que les importations augmentent de 22,9%. Les produits de l'automobile demeurent tout de même en 1985 la composante la plus dynamique du commerce de marchandises du Canada avec l'étranger. En ce qui a trait aux autres produits finis non comestibles, la valeur des exportations s'accroît plus fortement que la valeur des importations en 1985 soit 9,6% comparativement à 5,3%.

La réduction de l'excédent commercial du Canada en 1985 n'est pas imputable au commerce avec les États-Unis qui dégage un excédent de 20,5 milliards de dollars, supérieur de 800 millions à celui de l'année précédente; la valeur des exportations à destination des États-Unis augmente de 10,8%, pour atteindre 94,7 milliards de dollars, tandis que la valeur des importations en provenance des États-Unis se situe à 74,1 milliards de dollars, en hausse de 12,7% par rapport à 1984. C'est dans le commerce avec les autres pays que le Canada enregistre un déficit en 1985 alors que la valeur des exportations non destinées aux États-Unis diminue de 4,6%, et que la valeur des importations qui proviennent d'autres pays que les État-Unis augmentent de 13,4%; ce commerce se solde par un déficit de 3,7 milliards de dollars pour le Canada en 1985.

Graphique 1F

Balance canadienne des paiements internationaux solde du compte courant 1974-1985

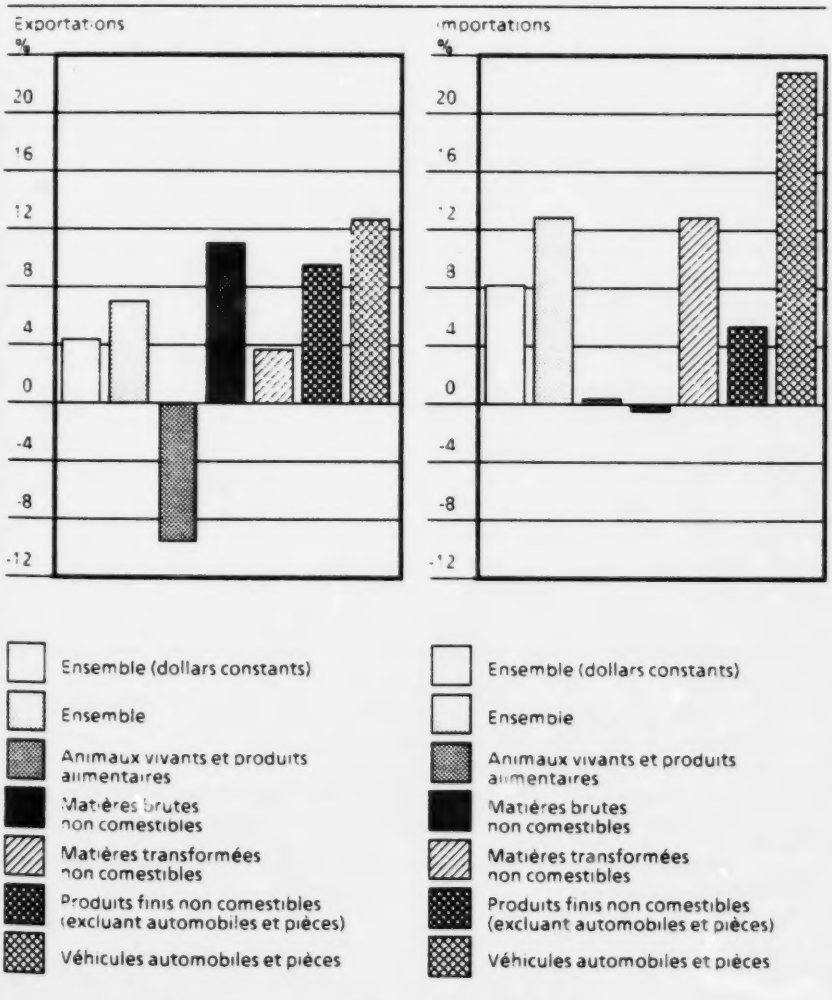


En ce qui a trait aux échanges de services, le déficit est plus important en 1985 soit de 20,5 milliards de dollars en regard de 19,1 milliards de dollars en 1984; la dégradation du déficit avec les États-Unis à ce chapitre est moins marquée puisque celui-ci passe de 13,2 à 13,6 milliards de dollars entre 1984 et 1985. Parmi les services, c'est au titre des paiements d'intérêts et dividendes que l'on retrouve l'aggravation la plus importante du déficit, qui passe de 11,3 milliards de dollars en 1984 à 12,8 milliards de dollars en 1985; à ce poste, le déficit avec les États-Unis s'accroît de 6,9 à 7,5 milliards de dollars. Les voyages internationaux entraînent par ailleurs un déficit inchangé en regard de 1984, de 2,1 milliards de dollars, la réduction du déficit avec les États-Unis, de 0,8 milliard de dollars en 1985 à 0,5 milliard en 1985, étant annulée par la croissance du déficit avec les autres pays.

La balance canadienne des paiements se solde par un excédent de 1,9 milliard de dollars en 1985, malgré un déficit global de 3,7 milliards de dollars enregistré dans les échanges de biens et de services; en 1984, le surplus de la balance des paiements atteignait 5,3 milliards alors que les échanges de biens et services dégageaient un excédent de 1,6 milliard. D'abord, des transferts nets de 1 milliard de dollars vers le Canada amène le déficit du compte courant à 2,6 milliards de dollars. Par ailleurs, le compte capital se solde par un excédent de 4,5 milliards de dollars, sensiblement supérieur à l'excédent de 2,8 milliards produit en 1984. On observe ainsi un redressement dans le solde des mouvements de capitaux à court terme qui était passé d'un surplus de 1,9 milliard de dollars en 1983 à un déficit de 0,1 milliard en 1984 et qui se situe à 0,8 milliard en 1985. Le solde des mouvements de capitaux à long terme passe quant à lui de 2,8 milliards en 1984 à 3,9 milliards de dollars en 1985. Les principaux mouvements concernent les entrées nettes sous forme de placements des non résidents en obligations canadiennes, qui augmentent de 3,8 milliards de dollars pour atteindre 11,7 milliards de dollars, et le rachat d'intérêts étrangers par les résidents, notamment dans le secteur du pétrole, qui transforme les entrées nettes de 2,2 milliards au titre de l'investissement direct au Canada en 1984 en sorties nettes de 2,4 milliards de dollars en 1985.

Graphique 1G

Variation du commerce des marchandises du Canada[1] 1985/1984



1 Variation évaluée en dollars courants, sauf indication contraire.

Source: Statistique Canada, *La balance canadienne des paiements internationaux*

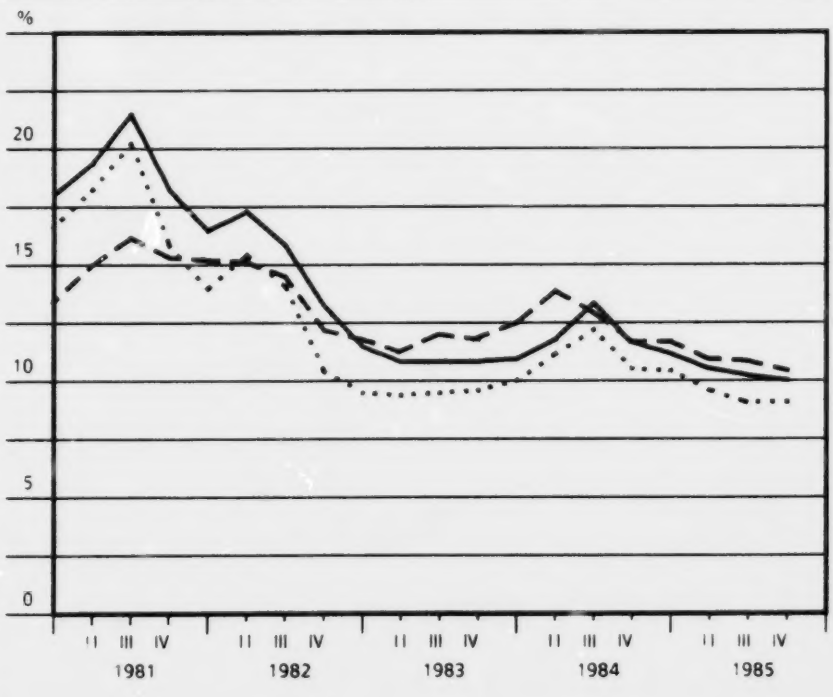
Les marchés financiers et la politique monétaire

La politique monétaire canadienne et l'évolution des taux d'intérêt sont fortement influencées par la situation qui prévaut sur le marché des devises alors que le dollar canadien fléchit à nouveau par rapport à la devise américaine: sa valeur s'établit à 71,7 ¢ US en décembre 1985 en regard de 75,5 ¢ US en janvier 1985, une baisse de 5%. Ainsi, le dollar canadien s'échange en moyenne contre 73,2 ¢ US en 1985 alors qu'il valait 77,2 ¢ US en 1984 et 81,1 ¢ US en 1983. Par ailleurs, suivant en cela l'évolution de la devise américaine, le dollar canadien se déprécie entre janvier et décembre 1985 de 24,3% par rapport au yen, de 26% par rapport à la livre sterling, de 24,8% par rapport au mark et de 24,8% par rapport au franc français.

Dans ce contexte, les taux d'intérêt canadiens ne connaissent pas une diminution très substancielle. Ainsi, le taux d'escompte de la Banque du Canada fixé à 9,66 % à la fin de janvier 1985, s'élève jusqu'à 11,18% en mars, puis redescend graduellement jusqu'à 8,77% en octobre pour terminer l'année à la hausse, soit à 9,49% à la fin de décembre 1985; sa valeur moyenne se situe à 9,6% en 1985 comme en 1983, alors qu'elle s'était élevée à 11,3% en 1984. Le taux de base appliqué par les banques à charte pour les prêts aux entreprises passe pour sa part de 11% en janvier 1985 à 10% en décembre 1985 non sans avoir augmenté comme les autres taux d'intérêt à court terme au premier trimestre, pour atteindre 11,75% en mars. De plus, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme pratiqués au Canada et aux États-Unis, qui s'était considérablement élargi au cours de la deuxième moitié de 1984 alors que les taux américains étaient en baisse, demeure très important en 1985; par exemple, l'écart entre les rendements canadiens et américains sur le bons du Trésor à 3 mois, qui était passé de 48 points de base au début de 1984 à 182 points de base en décembre 1984, fluctue entre 150 et 200 points de base tout au long de 1985 et s'établit en moyenne à 177 points de base pour l'ensemble de l'année.

L'évolution des taux d'intérêt à long terme s'inscrit également dans une tendance modérée à la baisse; à titre d'exemple, le taux de rendement moyen des obligations du gouvernement fédéral à échéance de 10 ans et plus passe de 11,38% en janvier 1985 à 10,06% en décembre 1985.

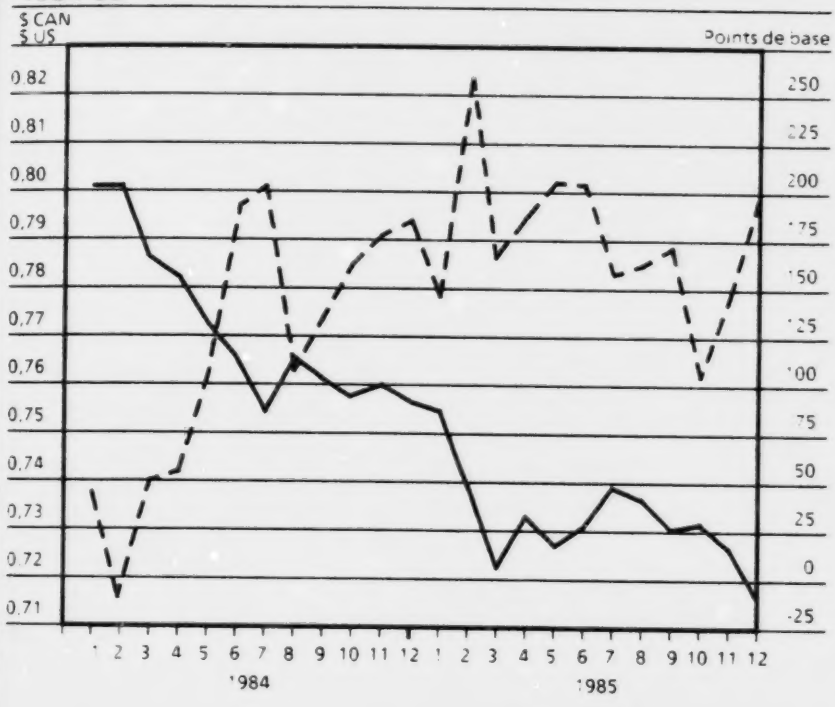
Graphique 1H
Évolution de certains taux d'intérêt au Canada 1981-1985



Source: Banque du Canada.

Graphique 11

Cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain et différentiel Canada - États-Unis de taux d'intérêt
1984-85



Source: Banque du Canada.

Les prix et les coûts

L'évolution favorable des prix mondiaux de la plupart des produits de base, dont le pétrole, et les augmentations modérées de salaires contribuent à maintenir l'inflation à un niveau semblable à ce qu'il était en 1984, malgré la faiblesse du dollar canadien qui entraîne des hausses des prix pour la plupart des produits importés. En ce qui a trait à l'indice des prix à la consommation, il s'accroît de 4% au Canada en 1985 alors qu'il augmentait de 4,3% en 1984; la croissance est toutefois un peu plus forte au quatrième trimestre qu'au premier trimestre, soit de 4,2% comparativement à 3,7%, par rapport aux mêmes trimestres de 1984. Pour l'ensemble de 1985, l'indice des prix des aliments connaît une hausse modeste de 2,9%; les seules grandes composantes dont la croissance dépasse les 4% sont les transports, et en particulier l'essence, ainsi que les tabacs et l'alcool dont l'indice augmente de 9,5% en raison notamment des hausses de différentes taxes. En conséquence, les aliments qui comptent pour 20% des dépenses de consommation (selon les pondérations de 1982) ne contribuent que pour 14,2% à l'accroissement de l'indice global des prix à la consommation, tandis que les tabacs et alcools, qui comptent pour 5,4%, y contribuent pour 15,2%; par ailleurs, la hausse de l'indice des prix des transports, dont la pondération se chiffre à 15,8% dans l'ensemble des dépenses, représente 19,7% de la croissance totale de l'indice des prix à la consommation en 1985.

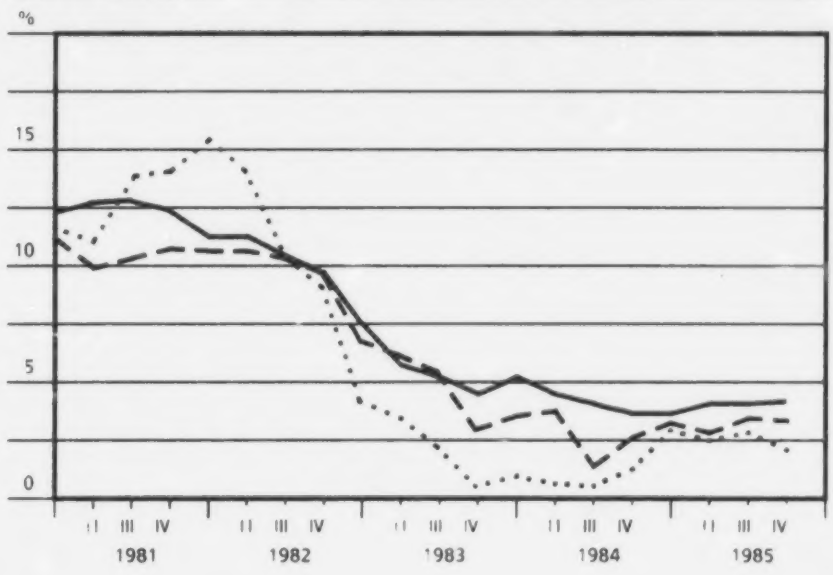
L'évolution de l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute, qui tient compte des hausses de prix non seulement des biens et services de consommation mais de toutes les catégories de demande dans l'économie, indique également une inflation modérée; cependant il connaît une croissance légèrement supérieure à la croissance observée l'année précédente, soit de 3,2% en 1985 comparativement à 2,8% en 1984.

Les prix de vente des manufacturiers canadiens évoluent d'une façon semblable à l'indice des prix de la dépense nationale brute, qu'ils déterminent en partie, l'indice de ces prix de vente s'appréciant de 2,7% en 1985. Cependant, certaines industries voient leurs prix évoluer très différemment de l'ensemble; on note ainsi une hausse de 6,4% de l'indice des prix de vente du matériel de transport, de 4,8% de celui des prix des produits raffinés du pétrole et du charbon, une faible hausse de 1,2% de l'indice des prix de vente des papiers et produits connexes et une baisse de 1,7% de celui des métaux de première transformation.

Quant aux coûts de la main-d'oeuvre, la rémunération hebdomadaire moyenne, excluant les heures supplémentaires, de l'ensemble des salariés atteint 408,70 $ au Canada en moyenne en 1985 ce qui constitue une augmentation de 3,3% par rapport à 1984. L'indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre s'accroît cependant un peu plus fortement en 1985 qu'en 1984, soit de 2,6% comparativement à 1,3%.

Graphique 1J

Évolution de la croissance[1] de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre 1981-1985



Indice des prix à la consommation
Indice implicite des prix de la dépense nationale brute
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre

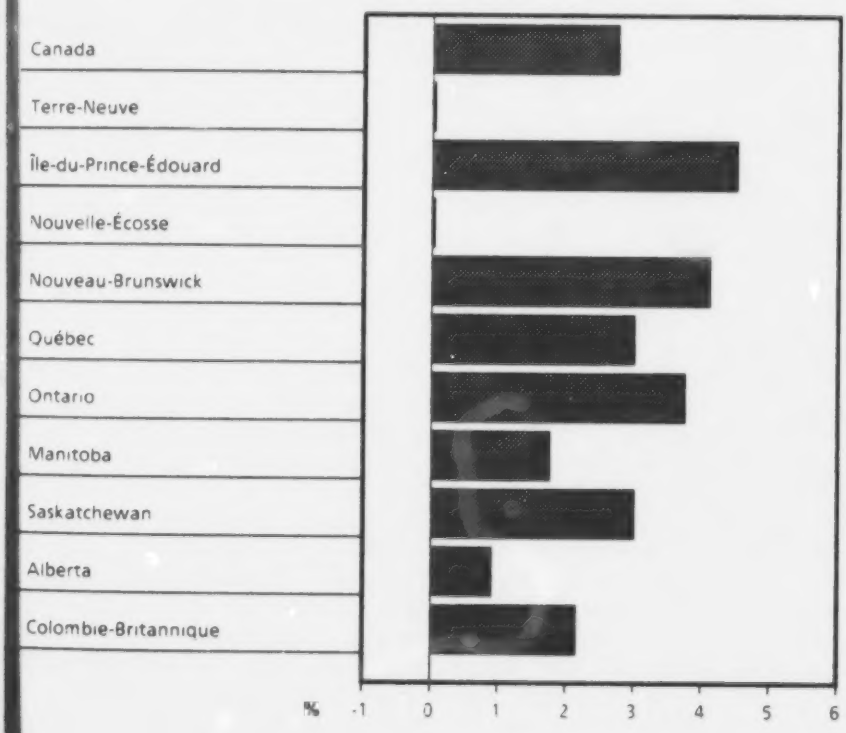
1. Variations calculées par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Sources: Statistique Canada; Banque du Canada.

Le marché du travail

Bien que la croissance économique canadienne soit un peu moins forte qu'en 1984 en termes d'augmentation du produit national brut, l'amélioration de la situation sur le marché du travail est un peu plus significative en 1985, comme en témoigne l'évolution du taux de chômage; celui-ci qui avait atteint un sommet de 11,8% en 1983, pour diminuer à 11,3% en 1984, s'établit en moyenne à 10,5% en 1985. Le nombre de personnes occupant un emploi augmente de 311 000 ou 2,8% en 1985 alors qu'en 1984 il était en hausse de 267 000 ou 2,5%. Parmi les 311 000 emplois additionnels, 244 000 sont des emplois à temps plein, et 67 000 des emplois à temps partiel, en hausse respectivement de 2,6% et 4%.

Graphique 1K
Variation de l'emploi selon la province 1985/1984



Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*

Par ailleurs, 241 000 de ces emplois se retrouvent en Ontario ou au Québec, soit 77,5% alors qu'en 1984 la part des deux provinces centrales dans le total des nouveaux emplois au Canada atteignait 85%; la part de ces deux provinces dans l'emploi canadien est donc de 63,7% en 1985 comparativement à 62,8% en 1983 et 62,7% en 1981. Parmi les Provinces de l'Ouest, c'est la Saskatchewan qui fait meilleure figure avec une augmentation de 3%, ou 13 000 de l'emploi total; la Colombie-Britannique connaît une hausse de 26 000 ou 2,2%, le Manitoba de 9 000 ou 1,8% et l'Alberta de 10 000 ou 0,9%. A l'exception du Manitoba, ces taux de croissance représentent une amélioration par rapport à 1984 alors que les augmentations avaient été de 0,6% en Saskatchewan, de 0,4% en Colombie-Britannique et que l'emploi avait diminué de 0,1% en Alberta. En ce qui concerne les Provinces maritimes, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard enregistrent de fortes hausses de l'emploi, soit de 4,1% ou 10 000 dans le premier cas et 4,6% ou 2 000 dans le second cas; cependant Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse ne connaissent aucune augmentation de l'emploi en 1985.

La croissance économique reste soutenue au Québec en 1985, bien qu'elle soit légèrement moins forte que l'année précédente. Le produit intérieur brut réel[1] s'accroît de 4,2% en 1985, grâce surtout au dynamisme de la demande intérieure; en 1984, la croissance réelle était de 5,0%. En outre, le rythme de croissance des principaux indicateurs économiques se maintient ou s'accentue au cours de l'année, la plupart de ceux-ci connaissant leur taux de croissance le plus élevé au quatrième trimestre de 1985.

La poursuite de la croissance économique, la baisse des taux d'intérêt et l'amélioration de la situation sur le marché du travail concourent à maintenir la confiance des consommateurs du Québec à un niveau relativement élevé comme en témoigne l'augmentation de 9,0% des dépenses personnelles en biens et services de consommation en 1985; la hausse du revenu personnel disponible réel et la réduction de la part du revenu disponible allouée à l'épargne contribuent à cette augmentation des dépenses de consommation. Comme c'est le cas depuis le début de la reprise économique en 1983, ce sont les dépenses en biens durables que favorisent particulièrement les consommateurs québécois en 1985, mais celles pour les autres catégories de biens et de services maintiennent également des taux de croissance relativement élevés.

Malgré la fin des programmes gouvernementaux d'aide à l'habitation, les dépenses aux fins de la construction résidentielle s'accroissent de 16,1% en 1985, alors que le nombre de logements mis en chantier atteint son plus haut niveau depuis 1978. La baisse des taux d'intérêt en 1985 favorise non seulement cette progression de la construction résidentielle mais, conjuguée à la vigueur de la demande en biens et services de consommation, elle incite également le secteur privé à accroître ses immobilisations malgré le ralentissement marqué de la croissance des bénéfices des sociétés. Dans l'ensemble des secteurs privé et public, les immobilisations (habitation exclue) totalisent 13,1 milliards de dollars, en hausse de 7,0% par rapport à 1984; cette hausse des investissements est surtout attribuable aux entreprises commerciales où les immobilisations augmentent de 16,3% tandis qu'elles diminuent de 16,5% dans les entreprises publiques. La croissance des investissements est cependant plus marquée dans certains secteurs d'activité; les industries manufacturières accroissent fortement leurs immobilisations pour une deuxième année consécutive, des investissements intensifs étant réalisés notamment dans les industries du bois, des meubles et articles d'ameublement, des papiers et produits connexes, des métaux primaires, de la machinerie et dans celle du matériel de transport. Dans le secteur primaire, c'est principalement dans les mines, carrières et puits de pétrole que la hausse des immobilisations est importante alors que, dans le tertiaire, ce sont les finances, les assurances et les affaires immobilières de même que les services commerciaux qui se distinguent à ce chapitre.

1. Il s'agit du produit intérieur brut au prix du marché, dégonflé par l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute (Canada).

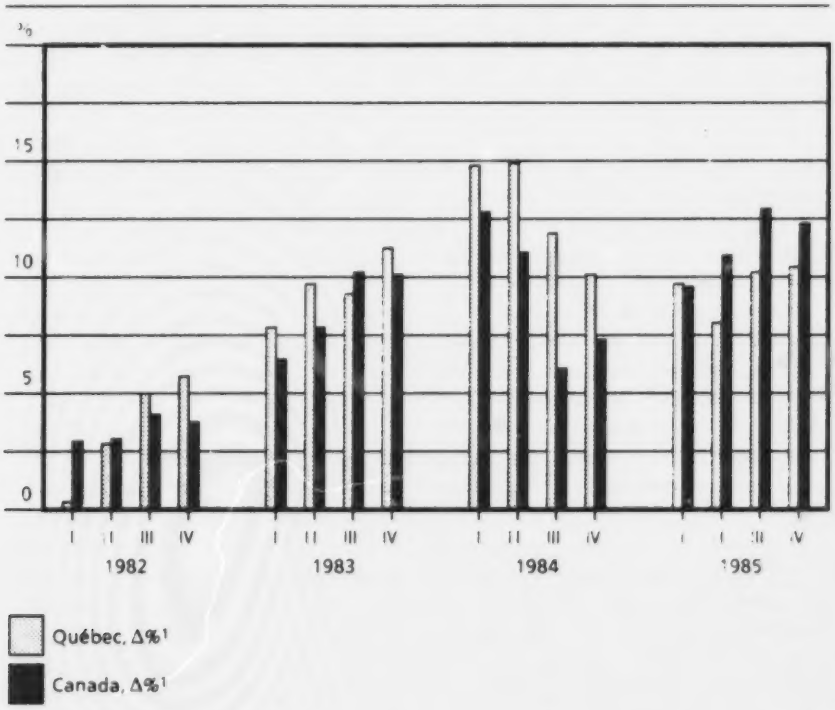
Ce qui différencie particulièrement l'évolution de l'économie du Québec en 1985 de celle de 1984, c'est la contribution beaucoup moins importante des marchés extérieurs comme source de croissance alors que la valeur des exportations internationales chargées au Québec augmente de 7,2% comparativement à une hausse de 16,1% en 1984. Cette diminution de la croissance des exportations s'explique en grande partie par le ralentissement de la croissance économique aux États-Unis où sont acheminées 75,8% des exportations internationales du Québec en 1985. Par ailleurs, la croissance de la valeur des importations internationales dédouanées au Québec connaît un fléchissement encore plus marqué que celle des exportations en 1985, s'établissant à 4,8% comparativement à 22,7% en 1984. En somme, la vigueur de la demande intérieure au Québec constitue un facteur de croissance de l'économie d'autant plus important en 1985 du fait que, contrairement à ce qui s'est produit en 1984, la croissance de la valeur des importations est beaucoup moins importante que celle de la demande intérieure et des exportations.

Dans l'ensemble, les activités de production maintiennent un bon rythme de croissance en 1985 bien que l'agriculture, les industries manufacturières ainsi que les finances, les assurances et les affaires immobilières connaissent une diminution importante de leur taux de croissance comparativement à 1984. Les industries manufacturières ont surtout connu des difficultés au cours de la première moitié de l'année comme l'indique la faible croissance de la valeur des expéditions aux premier et deuxième trimestres, mais un redressement important se produit par la suite, la valeur des expéditions augmentant de 9,2% au quatrième trimestre, par rapport au même trimestre de 1984. Les difficultés du secteur manufacturier se traduisent par une baisse de 12 000 emplois dans ce secteur mais, dans l'ensemble de l'économie, l'emploi s'accroît au même rythme en 1985 que l'année précédente, ce qui est également le cas de la population active. Il en résulte une baisse du taux de chômage de 1 point de pourcentage, le situant à 11,8%.

Du côté des prix, on n'observe aucun signe de recrudescence de l'inflation alors que les hausses restent modérées pour tous les indices de prix. Par ailleurs, les taux d'intérêt sont en baisse et la rémunération hebdomadaire moyenne ne s'accroît que de 3,0%.

Graphique 2A

Évolution des ventes au détail; Québec, Canada 1982-1985



1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Tableau 2.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1985 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1985				
	I	II	III	IV	1985
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	24 900	25 866	26 825	27 344	104 935
Variation en %	7,7	6,0	7,4	8,8	7,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 017	16 307	15 759	17 451	64 534
Variation en %	7,6	8,2	10,0	10,2	9,0
Dépenses publiques courantes	5 590	6 003	6 215	6 504	24 312
Variation en %	5,3	5,5	6,5	5,2	5,6
Formation brute de capital fixe	3 998	4 598	4 711	4 753	18 060
Variation en %	9,2	9,3	11,1	11,9	10,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	398	-195	376	-48	531
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	14 118	14 881	15 141	15 179	59 319
Variation en %	6,5	6,7	6,6	6,2	6,5
Revenu personnel disponible	16 634	19 975	18 312	18 697	73 618
Variation en %	10,5	8,4	5,6	4,1	7,0
Taux d'épargne (%)	8,2	17,1	12,5	5,4	11,0
Bénéfices des sociétés avant impôt	1 966	1 953	1 800	2 107	7 826
Variation en %	6,7	-1,5	-1,1	10,2	3,6
Marché du travail					
Population active (000)	3 059	3 204	3 258	3 202	3 181
Variation en %	0,4	1,8	2,0	3,2	1,9
Emploi (000)	2 655	2 817	2 910	2 836	2 805
Variation en %	1,7	3,1	3,1	4,0	3,0
Taux de chômage (%)	13,2	12,1	10,7	11,4	11,8
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation à Montréal	125,7	127,4	129,1	130,2	128,1
Variation en %	3,7	3,9	4,9	5,0	4,4
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	394,37	400,16	401,16	404,98	400,17
Variation en %	2,3	3,2	3,1	3,4	3,0
Marchés financiers (%)					
Taux d'escompte	10,6	9,6	9,3	9,0	9,6
Taux préférentiel des banques	11,4	10,6	10,3	10,0	10,6
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	11,9	11,0	10,9	10,4	11,1

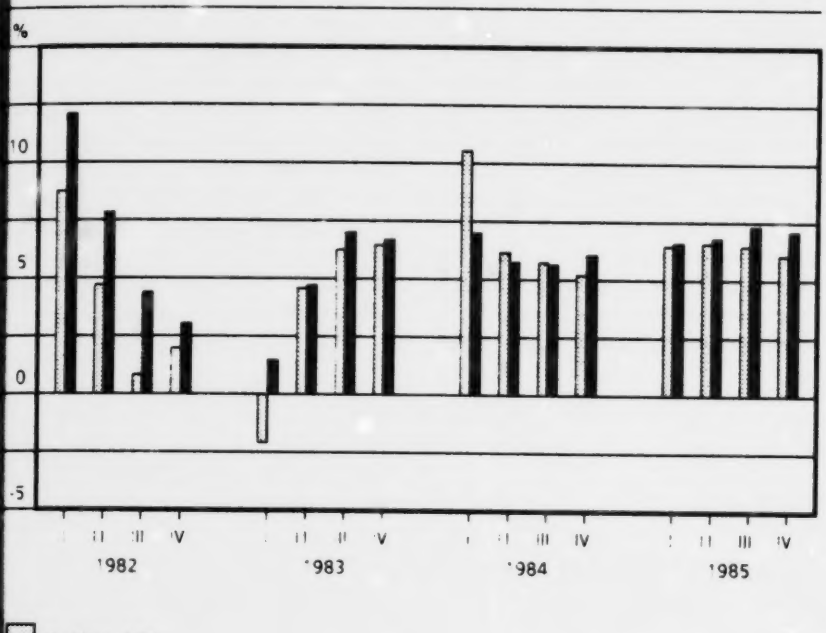
SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.2
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	80 015	84 009	90 432	97 631	104 935
Variation en %	13,8	5,0	7,6	8,0	7,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	45 477	48 899	53 642	59 198	64 534
Variation en %	11,3	7,5	9,7	10,4	9,0
Dépenses publiques courantes	18 401	20 283	21 508	23 012	24 312
Variation en %	14,5	10,2	6,0	7,0	5,6
Formation brute de capital fixe	14 446	13 695	14 660	16 351	18 060
Variation en %	6,3	-5,2	7,0	11,5	10,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	230	-2 195	14	618	531
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	47 995	50 091	52 282	55 706	59 319
Variation en %	14,9	4,4	4,4	6,5	6,5
Revenu personnel disponible	55 972	60 852	63 546	68 784	73 618
Variation en %	15,9	8,7	4,4	8,2	7,0
Taux d'épargne (%)	16,5	17,6	14,1	12,6	11,0
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 570	3 999	6 171	7 557	7 826
Variation en %	-1,9	-47,2	54,3	22,5	3,6
Marché du travail					
Population active (000)	3 040,3	2 997,8	3 068,9	3 123,0	3 181
Variation en %	1,7	-1,4	2,4	1,9	1,9
Emploi (000)	2 726	2 585	2 642	2 722	2 805
Variation en %	1,2	-5,2	2,2	3,0	3,0
Taux de chômage (%)	10,3	13,8	13,9	12,8	11,8
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation à Montréal	100,0	111,6	117,8	122,7	128,1
Variation en %	12,4	11,5	5,6	4,2	4,4
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	-	-	-	388,50	400,17
Variation en %	-	-	-	-	3,0
Marchés financiers (%)					
Taux d'escompte	17,9	14,0	9,6	11,3	9,6
Taux préférentiel des banques	19,3	15,8	11,2	12,1	10,6
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	15,2	14,3	11,8	12,8	11,0

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2B
Évolution des salaires et traitements; Québec, Canada 1982-1985



1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

Les dépenses de consommation

La poursuite de la croissance économique, l'augmentation de l'emploi et la faible croissance des prix à la consommation sont autant de facteurs qui favorisent la confiance des consommateurs du Québec et les incitent à accroître leurs dépenses en 1985. En outre, la rémunération des salariés augmente de 6,5% et la part du revenu personnel disponible qui est épargnée diminue, passant de 12,6% en 1984 à 11,0% en 1985. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent de 9,0% en 1985, en dollars courants, ce qui représente une hausse de 4,6% en dollars constants par rapport à 1984. En dollars courants, les dépenses personnelles en biens croissent sensiblement au même rythme que les dépenses en services, soit de 9,3% et 8,8% respectivement. Au chapitre de la consommation de biens, les dépenses personnelles en biens durables connaissent une forte croissance, augmentant de 15,2% en 1985 à la suite de hausses de 19,6% en 1983 et de 20,3% en 1984. La baisse des taux d'intérêt dans un environnement de reprise économique explique en bonne partie la vigueur persistante de la demande en biens durables au cours des trois dernières années. Par ailleurs, les dépenses personnelles en biens semi-durables et non durables sont en hausse de 7,4% et 6,5%, respectivement, en 1985 par rapport à 1984.

En ce qui a trait à la consommation de biens, les données sur les ventes au détail fournissent des informations sur l'évolution des ventes au cours de l'année par catégorie de magasins. Dans l'ensemble des magasins au Québec, la valeur des ventes au détail atteint 31,8 milliards de dollars en 1985, ce qui représente une augmentation de 9,5% par rapport à 1984. Stimulées en particulier par les réductions de taux d'intérêt offertes par les manufacturiers, les ventes des concessionnaires d'autos s'accroissent, pour la troisième année consécutive, de plus de 20%, soit des hausses de 28,1% en 1983, de 29,0% en 1984 et de 20,9% en 1985. Parmi les autres catégories de commerces, on note également une forte croissance de la valeur des ventes au détail en 1985 dans les librairies, papeteries et fleuristes (19,8%) ainsi que dans les pharmacies (13,9%). Cependant, le taux de croissance des ventes au détail en 1985 est sensiblement inférieur à celui de l'ensemble des magasins dans les magasins d'aliments ainsi que dans les bijouteries et magasins d'accessoires personnels où les hausses sont de 5,0% et 5,4% respectivement. Par ailleurs, comparativement à 1984, le taux d'accroissement des ventes au détail augmente sensiblement dans les magasins de vêtements et de chaussures (10,7% en 1985 contre 6,5% en 1984) et dans les quincailleries (6,5% contre 3,6%) alors qu'il diminue dans les magasins de meubles, télévisions et appareils ménagers (8,8% en 1985 contre 15,8% en 1984) et dans les magasins d'articles de sport (7,5% contre 13,8%).

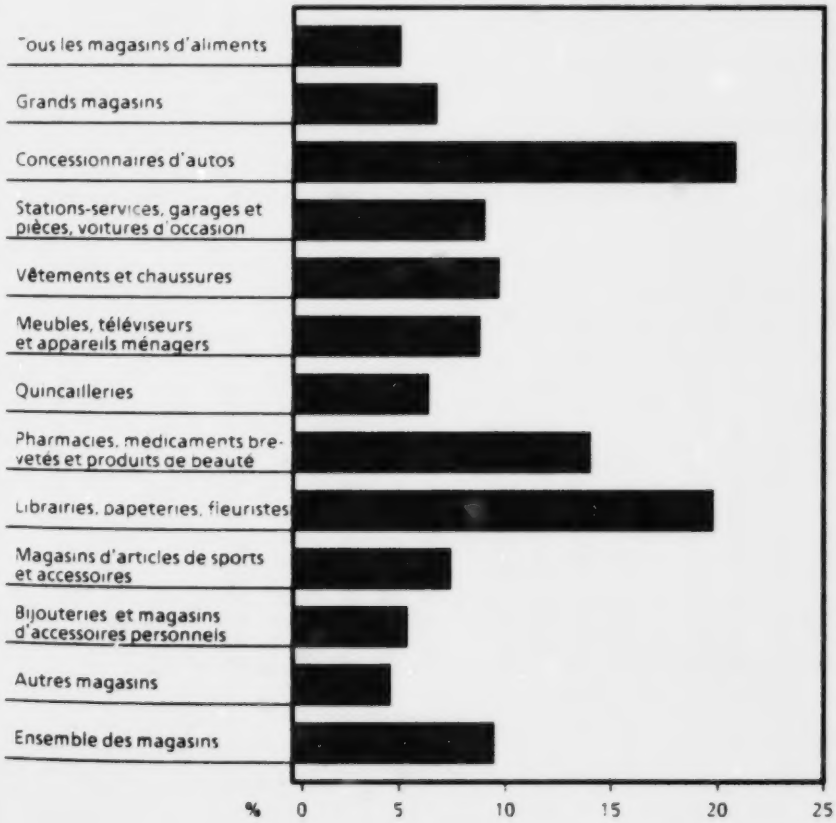
Tableau 2.3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation
1985(Données non corrigées des variations saisonnières)

	1985				
	I	II	III	IV	1985
	(000 000 $ courants)				
Dépenses personnelles en biens et services	**15 017**	**16 307**	**15 759**	**17 451**	**64 534**
Variation en %	**7,6**	**8,2**	**10,0**	**10,2**	**9,0**
Dépenses personnelles en biens	8 318	9 709	9 305	10 481	37 813
Variation en %	7,3	7,9	9,8	10,0	8,8
Biens durables	2 048	2 886	2 478	2 549	9 961
Variation en %	11,9	15,3	17,6	15,4	15,2
Biens semi-durables	1 369	1 766	1 757	2 343	7 235
Variation en %	6,0	5,5	8,3	9,0	7,4
Biens non durables	4 901	5 057	5 070	5 589	20 617
Variation en %	**5,9**	**4,9**	**6,9**	**8,0**	**6,5**
Dépenses personnelles en services	6 699	6 598	6 454	6 970	26 721
Variation en %	7,9	8,6	10,2	10,5	9,3

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

L'analyse de l'évolution trimestrielle des ventes au détail montre une croissance relativement stable des ventes au cours de 1985 mais on note toutefois une légère tendance à la hausse au cours de la deuxième moitié de l'année. Ainsi, la valeur totale des ventes au détail s'accroît de 9,5% au premier trimestre de 1985 et de 8,0% au deuxième trimestre puis le rythme d'augmentation monte à 10,2% et 10,4% au troisième et quatrième trimestre respectivement, par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente. D'ailleurs, toutes les catégories de commerces connaissent la plus forte croissance de leurs ventes au détail au troisième ou au quatrième trimestre de l'année sauf les stations-services, garages, marchands de voitures d'occasion et de pièces d'autos qui voient le taux de croissance de la valeur de leurs ventes descendre graduellement de 13,2% au premier trimestre à 8,4% au quatrième trimestre. Par ailleurs, une augmentation marquée du taux de croissance de la valeur des ventes au détail, entre le premier et le quatrième trimestre, s'observe dans les bijouteries, les librairies, papeteries et fleuristes ainsi que dans les magasins de meubles, téléviseurs et appareils ménagers, et dans les magasins d'aliments. Dans le cas de ces derniers, l'augmentation du taux de croissance de la valeur des ventes aux troisième et quatrième trimestres est attribuable en partie à la hausse plus accentuée des prix des aliments au cours de cette période, mais l'augmentation demeure sensible même si on exclut l'influence de l'évolution des prix.

Graphique 2C
Variation des ventes au détail[1] 1985/1984



1. Variation évaluée en dollars courants

La demande en biens et services au Québec en 1985 semble favoriser davantage les produits canadiens alors qu'on observe un net fléchissement de la croissance des importations du Québec comparativement à 1984. Ainsi, la valeur totale des importations dédouanées au Québec en 1985 connaît une augmentation de 4,8% par rapport à 1984, année où la hausse atteignait 22,7%. Parmi les principaux produits de consommation, on note une hausse de 4,1% des importations de vêtements de dessus non tricotés (comparativement à 13,8% en 1984) et de 4,2% de celles de tissus larges (comparativement à 20,1% en 1984) alors que les importations de téléviseurs, radios et phonographes diminuent de 1,7% (comparativement à une hausse de 44,7% en 1984) et que celles de café sont en baisse de 5,6% (comparativement à une hausse de 26,9% en 1984). Cependant, les importations d'automobiles se distinguent des autres produits en s'accroissant de 33,3% en 1985 par rapport à 1984, où l'augmentation se chiffrait à 5,4%.

La demande de logements

La baisse des taux d'intérêt conjuguée à la poursuite de la croissance économique permet à la construction résidentielle de continuer à augmenter malgré la fin des programmes gouvernementaux d'aide à l'habitation. Ainsi, les dépenses pour la construction résidentielle s'élèvent à 4 957 millions de dollars en 1985, en hausse de 16,1% par rapport à 1984. Le nombre de logements mis en chantier au Québec en 1985 atteint 48 031, ce qui est supérieur de 14,6% aux 41 902 mises en chantier de 1984. Il s'agit là du plus haut niveau de mises en chantier de logements depuis 1978 alors qu'on en comptait 57 580. Contrairement à 1984, l'augmentation du nombre de logements mis en chantier au Canada en 1985 est plus forte qu'au Québec, atteignant 22,9%; toutefois, cette hausse suit une baisse de 17,1% en 1984 et le nombre total de 165 826 logements mis en chantier au Canada en 1985 est à peine supérieur à celui de 1983 (162 645). La part du Québec dans le total des mises en chantier de logements au Canada se situe à 29,0% en 1985, comparativement à 31,1% en 1984 et 21,7% en moyenne entre 1974 et 1981.

Tableau 2.4
Évolution des mises en chantier
1985 (Données non corrigées des variations saisonnières)

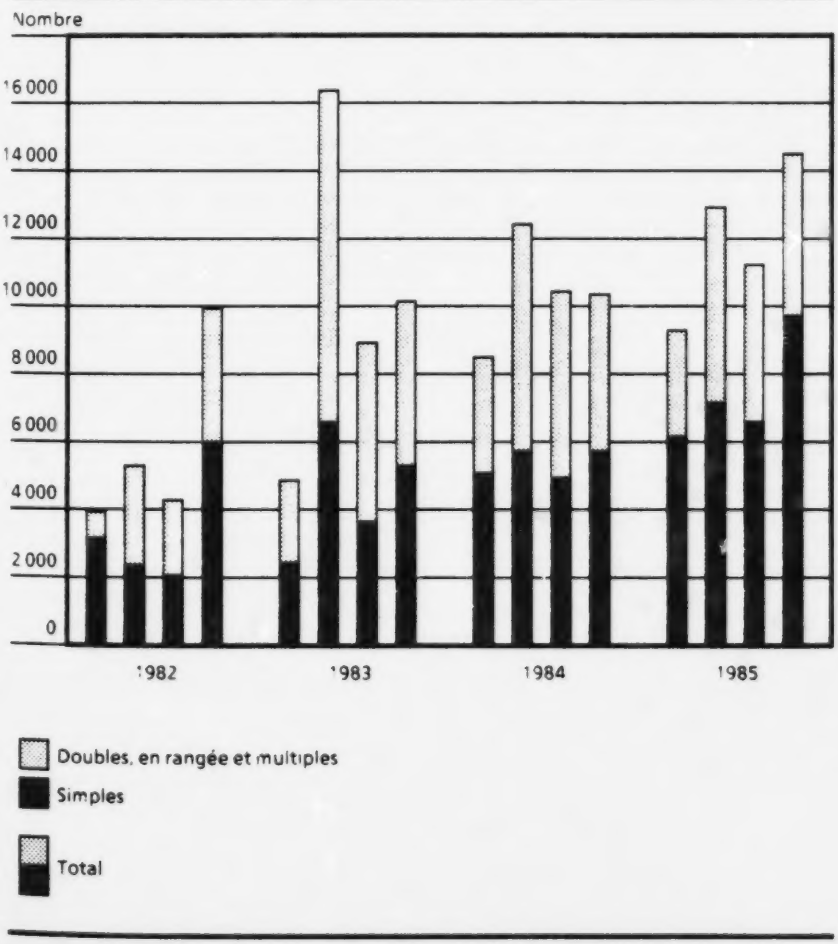
	1985				
	I	II	III	IV	1985
Logements simples	3 125	5 811	4 713	4 793	18 442
Variation en %	-6,7	-12,7	-14,2	2,4	-8,6
Logements doubles	605	721	552	676	2 554
Variation en %	23,7	-21,8	-30,4	-38,8	-22,8
Logements en rangée	438	1 037	289	561	2 325
Variation en %	53,1	178,0	23,5	51,2	83,9
Logements multiples	5 138	5 375	5 694	8 503	24 710
Variation en %	16,5	19,6	44,3	97,8	44,1
Total	**9 306**	**12 944**	**11 248**	**14 533**	**48 031**
Variation en %	**9,0**	**4,0**	**7,4**	**39,0**	**14,6**

SOURCE: Statistique Canada.

L'évolution trimestrielle du nombre de logements mis en chantier au Québec montre une augmentation particulièrement marquée au quatrième trimestre de 1985 alors qu'on dénombre 14 533 mises en chantier, soit 39,0% de plus qu'au même trimestre de 1984; de plus, c'est le seul trimestre de l'année où le nombre de logements simples mis en chantier est en hausse par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Au cours des trois premiers trimestres de 1985, le nombre total de logements mis en chantier augmente respectivement de 9,0%, 4,0% et 7,4%.

Dans l'ensemble de l'année, c'est la construction de maisons en rangée et d'édifices à appartements qui assure la croissance de la construction résidentielle alors que le nombre de mises en chantier augmente de 83,9% pour le premier type de logements et de 44,1% pour le deuxième. En ce qui a trait aux logements simples, les mises en chantier en 1985 sont inférieures de 8,6% à celles de 1984; celles de logements doubles, pour leur part, diminuent de 22,8% au cours de la même période.

Graphique 2D
Évolution des mises en chantier
1982-1985



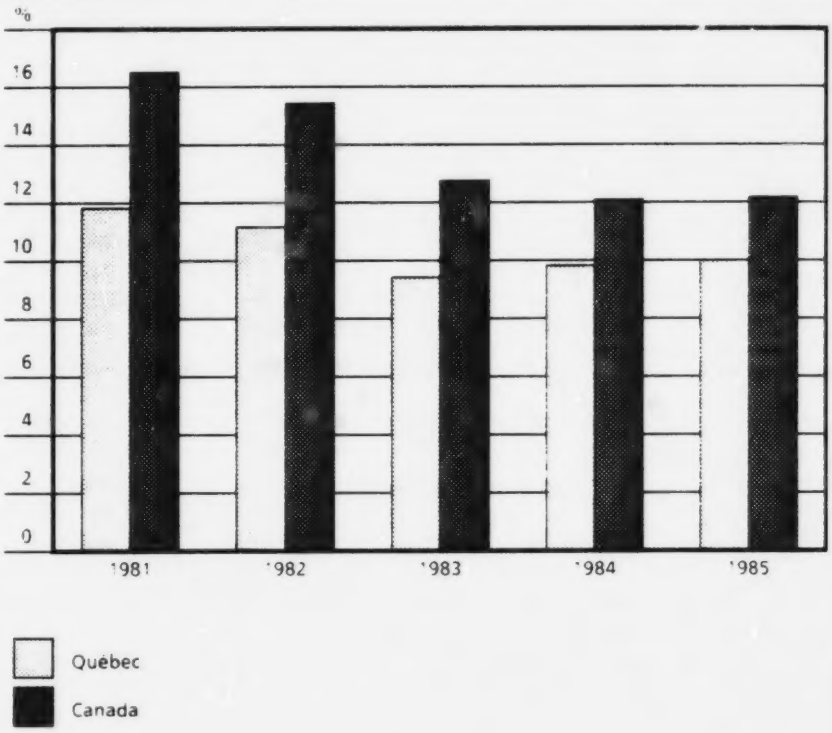
La formation brute de capital fixe

Comme ce fut le cas l'année précédente, la formation brute de capital fixe constitue un élément important de la croissance économique au Québec en 1985. Les dépenses aux fins de formation brute de capital fixe (excluant l'habitation) atteignent 13,1 milliards de dollars, soit une hausse de 8,4% par rapport à celles de 1984; bien qu'inférieur à celui de 12,6% enregistré en 1984, ce taux de croissance se place au deuxième rang en importance depuis le début de la présente décennie. De plus, la croissance des investissements en 1985 se situe dans un contexte de faible hausse des bénéfices des sociétés avant impôt et, dans le cas du secteur manufacturier, d'une utilisation encore restreinte des capacités de production existantes.

Les dépenses en formation brute de capital fixe (excluant l'habitation) s'accroissent de 6,9% dans les administrations publiques et de 8,8% dans les entreprises. Parmi les dépenses des entreprises, 37,5% sont destinées à la construction non résidentielle alors que 62,5% vont à la machinerie et l'équipement. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, ce sont surtout les entreprises commerciales qui assurent la vigueur des investissements en 1985 alors qu'elles augmentent leurs dépenses en immobilisations de 16,3% pour atteindre 8,0 milliards de dollars. Les entreprises publiques, pour leur part, continuent de réduire leurs dépenses d'immobilisation, celles-ci diminuant de 16,3% en 1985 après avoir décru

Graphique 2E

Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut[1] 1981-1985



1. Excluant la construction résidentielle.

de 11,2% en 1984. Cette tendance à la baisse des investissements des entreprises publiques au cours des dernières années s'observe également en Ontario et dans l'ensemble du Canada mais avec un peu moins d'ampleur qu'au Québec.

Le secteur des services commerciaux, celui des finances, des assurances et des affaires immobilières ainsi que le secteur manufacturier connaissent de fortes croissances des dépenses en immobilisations en 1985 par rapport à 1984. Dans le secteur manufacturier, qui enregistre dans son ensemble une augmentation importante de ses investissements pour une deuxième année consécutive, on note toutefois une grande disparité dans l'évolution des immobilisations selon les industries. Ainsi, dans les industries liées à l'habitation (bois et meubles), dans celles associées à la production de machinerie et d'équipements (métaux primaires, machinerie et matériel de transport) de même que dans l'industrie du papier et des produits connexes, les dépenses en immobilisations s'accroissent de façon marquée alors que dans les autres industries, on observe soit des hausses faibles ou modérées, soit des baisses, ce qui est le cas dans neuf des vingt industries manufacturières.

Tableau 2.5
Formation brute de capital fixe
1985 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1985				
	I	II	III	IV	1985
	(000 000 $ courants)				
Formation brute de capital fixe	**3 998**	**4 598**	**4 711**	**4 753**	**18 060**
Variation en %	**9,2**	**9,3**	**11,1**	**11,9**	**10,5**
Administrations publiques	609	662	687	682	2 640
Variation en %	12,8	8,5	4,2	3,2	6,9
Construction non résidentielle	485	541	563	561	2 150
Variation en %	14,7	8,4	3,5	3,3	7,0
Machinerie et équipement	124	121	124	121	490
Variation en %	**6,0**	**9,0**	**7,8**	**2,5**	**6,3**
Entreprises	2 400	2 553	2 682	2 828	10 463
Variation en %	6,5	4,8	12,9	11,0	8,8
Construction non résidentielle	801	846	1 109	1 172	3 928
Variation en %	-2,1	1,2	19,5	12,6	8,4
Machinerie et équipement	1 599	1 707	1 573	1 656	6 535
Variation en %	**11,4**	**6,6**	**8,7**	**9,9**	**9,1**
Habitation (construction résidentielle)	989	1 383	1 342	1 243	4 957
Variation en %	14,1	19,3	11,4	19,9	16,1

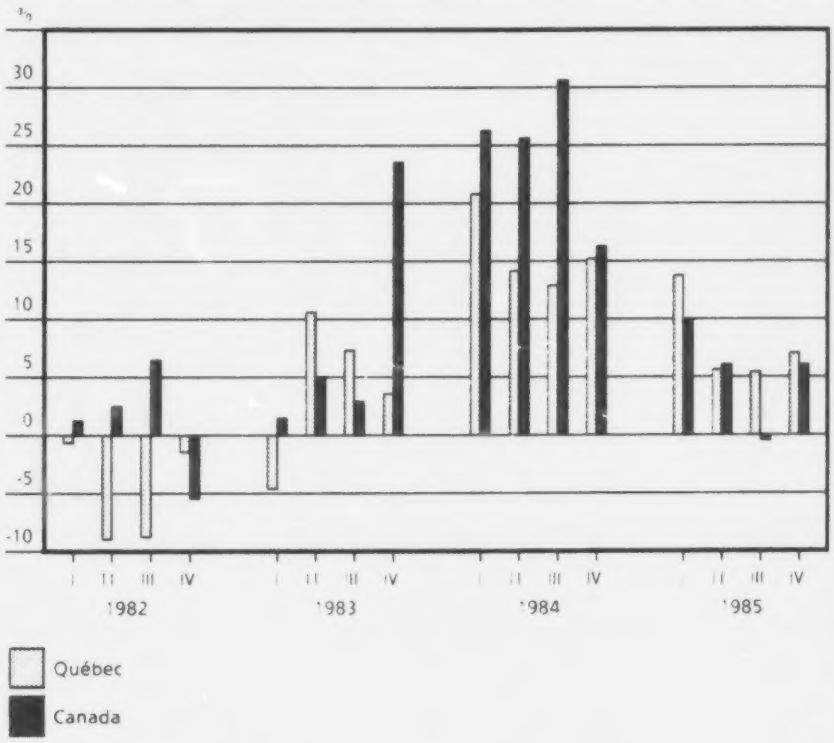
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

Les exportations

La demande extérieure constitue un facteur d'accroissement de l'activité économique beaucoup moins important en 1985 qu'au cours de l'année précédente, en raison surtout du fléchissement du rythme de croissance de l'économie américaine, le principal marché extérieur pour les produits du Québec. Ainsi, la valeur des exportations[2] internationales chargées au Québec augmente de 7,2% en 1985 pour atteindre 18,6 milliards de dollars; en 1984, la hausse avait été de 16,1%. Les exportations à destination des États-Unis se chiffrent à 14,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 8,4% par rapport à 1984 où on avait enregistré une hausse de 25,1%; la part relative des exportations vers les États-Unis continue donc son mouvement à la hausse observé depuis 1982, se situant à 75,8% en 1985 comparativement à 75,0% en 1984, 69,6% en 1983 et 64,5% en 1982.

Graphique 2F

Évolution des exportations chargées au Québec et au Canada (dollars courants)[1] 1982-1985



1 Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

2. Il s'agit des exportations canadiennes chargées au Québec auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte du commerce interprovincial.

Tableau 2.6
Exportations internationales du Québec[1]
1985

	1985				
	I	II	III	IV	1985[2]
	(000 000 $ courants)				
Minerais de fer, d'amiante et autres minéraux non métalliques	233,1	313,5	301,8	266,7	1 140,7
Variation en %	14,8	25,1	2,7	-3,3	3,9
Viandes et produits laitiers	141,9	142,8	99,9	146,9	531,4
Variation en %	9,5	5,1	-28,7	0,1	-3,8
Papiers d'imprimerie, pâtes de bois et pâtes similaires	721,3	743,0	770,4	767,1	2 995,1
Variation en %	9,5	-2,1	3,2	3,2	3,0
Bois d'oeuvre	146,0	188,8	179,9	162,2	677,0
Variation en %	1,5	13,1	-1,4	7,8	5,4
Cuivre, zinc, métaux précieux et alliages; fer et aciers primaires	186,7	262,2	189,1	191,3	831,6
Variation en %	-0,9	5,9	-12,2	-26,7	-10,0
Voitures particulières, pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	520,9	575,8	451,8	579,4	2 137,3
Variation en %	30,6	16,7	49,5	65,6	38,3
Avions entiers; moteurs et pièces; assemblages, équipement et pièces d'avions	269,7	269,3	252,5	313,1	1 145,1
Variation en %	2,5	-16,1	-0,4	-0,9	-0,7
Matériel de télécommunication; tubes électroniques et semi-conducteurs	265,9	295,2	249,3	296,7	1 107,4
Variation en %	19,2	21,1	4,0	-11,6	6,3
Machines et matériel de bureau	53,4	49,9	46,3	48,0	198,2
Variation en %	-1,4	-21,5	-13,9	-26,6	-16,5
Meubles et accessoires	36,7	39,0	36,1	43,1	155,1
Variation en %	37,3	12,5	22,7	7,4	18,5
Hydrocarbures et dérivés; mazout; essence	111,8	123,2	77,0	104,6	425,4
Variation en %	5,0	0,8	-21,8	9,9	2,3
Électricité	75,6	70,7	98,7	90,2	341,1
Variation en %	-14,9	-19,7	-10,2	-16,4	-13,2
Total de ces principaux produits	**2 762,9**	**3 073,4**	**2 752,8**	**3 009,3**	**11 685,3**
Variation en %	**11,2**	**5,0**	**3,3**	**4,2**	**5,8**
Total de tous les produits	**4 457,8**	**4 818,0**	**4 452,3**	**4 918,1**	**18 627,7**
Variation en %	**13,2**	**5,6**	**5,4**	**7,3**	**7,2**

1. Selon les données sur les exportations internationales chargées au Québec auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte des échanges interprovinciaux.
2. Le total annuel peut ne pas correspondre à la somme des données trimestrielles car il tient compte des révisions, ce qui n'est pas le cas pour celles-ci.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

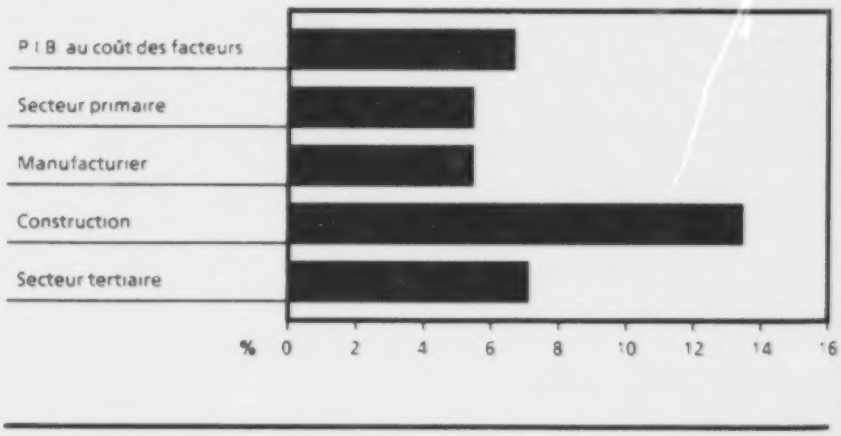
C'est au premier trimestre de 1985 que la croissance de la valeur des exportations a été la plus forte, atteignant 13,2% pour ensuite diminuer à 5,6% au deuxième et à 5,4% au troisième trimestre avant de remonter à 7,3% au quatrième trimestre, par rapport aux trimestres correspondants de 1984. La légère remontée observée au quatrième trimestre est en bonne partie liée à la vigueur du marché nord-américain de l'automobile; au quatrième trimestre de 1985, la valeur des exportations de voitures particulières et châssis du Québec s'accroît de 71,6%, cette augmentation faisant suite à des hausses de 31,6%, 18,6% et 55,6% respectivement au premier, deuxième et troisième trimestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'année précédente. D'ailleurs, les exportations de voitures particulières et châssis connaissent une des plus fortes augmentations parmi les principaux produits d'exportation chargés au Québec en 1985, soit 40,8%, la valeur de ces exportations totalisant 1 954,9 millions de dollars. Cependant, ce sont les exportations de matériel roulant de chemin de fer qui progressent le plus fortement avec une hausse de 85,4% qui porte la valeur de ces exportations à 152,4 millions de dollars; cette augmentation fait passer le matériel roulant de chemin de fer du 35e au 25e rang parmi les principaux produits d'exportation du Québec. En ce qui a trait aux produits minéraux, la situation des exportations se détériore en 1985 pour la plupart des produits sauf le fer. Ainsi, on note des baisses de la valeur des exportations d'aluminium, de cuivre, de zinc, de métaux précieux et de leurs alliages alors que celles de minéral de fer ainsi que de fers et aciers primaires augmentent de 8,1% et 30,7% respectivement. La valeur des exportations de produits alimentaires (viandes et produits laitiers), de machines et matériel de bureau de même que d'électricité enregistrent des baisses en 1985. Cependant, d'autres produits maintiennent des taux de croissance de la valeur de leurs exportations supérieurs à 15% en 1985; c'est le cas notamment des tubes électroniques et semi-conducteurs (17,8%), des assemblages, équipement et pièces d'avions (20,6%), des meubles et accessoires (18,5%) ainsi que du mazout (55,0%). Enfin, la valeur des exportations de papiers à imprimerie, principal produit d'exportation chargé au Québec, atteint 2 674,7 millions de dollars en 1985, en hausse de 5,3% par rapport à 1984 où l'augmentation était de 19,8%.

LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

La production

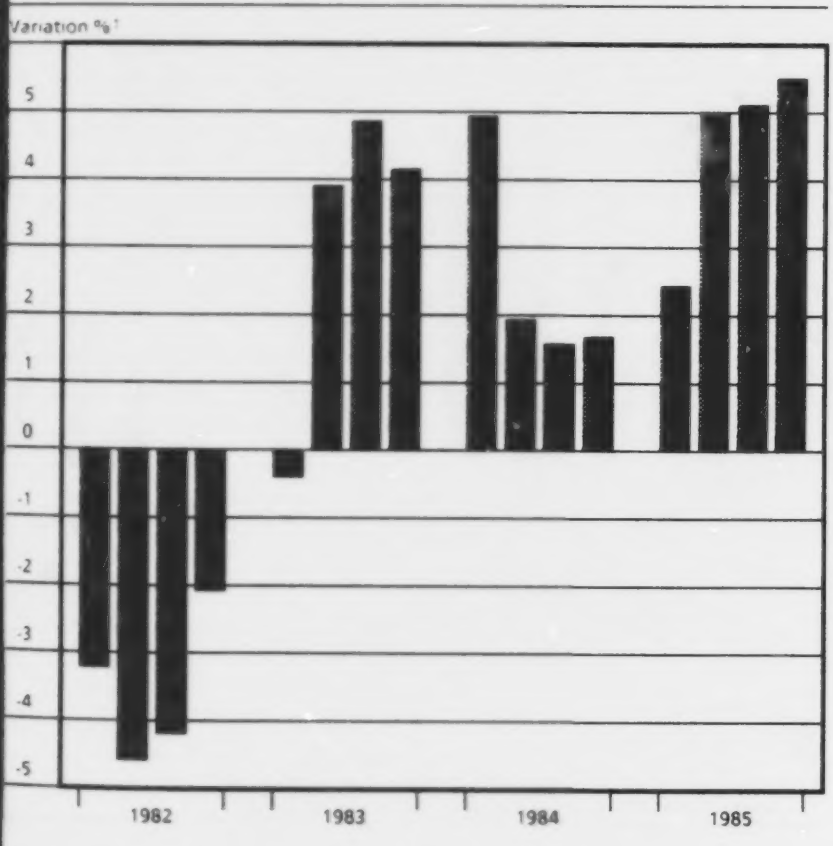
Suivant en cela le rythme de croissance de la demande globale, la croissance des activités de production diminue en 1985, alors que le produit intérieur brut au coût des facteurs totalise 92,0 milliards de dollars, soit 6,7% de plus qu'en 1984, année où il avait augmenté de 8,6%. Cependant, tous les secteurs d'activité participent à la croissance du produit intérieur brut de façon analogue, le secteur primaire connaissant une augmentation de 5,4%, le secondaire de 6,6% et le tertiaire de 6,8%.

Graphique 2G
Variation du P.I.B. au coût des facteurs 1985/1984



Par ailleurs, les secteurs primaire et tertiaire enregistrent leur taux de croissance le plus fort au premier trimestre de l'année, les fluctuations de croissance entre les trimestres étant particulièrement marquées dans le secteur primaire. Dans ce secteur, en effet, le PIB s'accroît de 14,4% au premier trimestre puis ralentit sa croissance à 4,5% au deuxième et 1,4% au troisième trimestre pour remonter légèrement à 4,1% au quatrième trimestre. Si on considère, par ailleurs, la situation dans les sous-secteurs du primaire, on constate que, sauf pour la pêche et le piégeage, le premier trimestre constitue partout, et de loin, le meilleur trimestre de l'année en termes de croissance. Si on exclut la pêche et le piégeage dont le PIB ne représente que 1,8% du PIB total du secteur primaire, c'est le sous-secteur des mines, carrières et puits de pétrole qui contribue le plus à la croissance du secteur primaire en 1985 avec une augmentation de 7,8% de son produit intérieur brut, suivi de l'agriculture avec 3,8%, (comparativement à 16,7% en 1984) et de la forêt avec 3,0%.

Graphique 2H
Évolution de l'emploi du secteur tertiaire 1982-1985



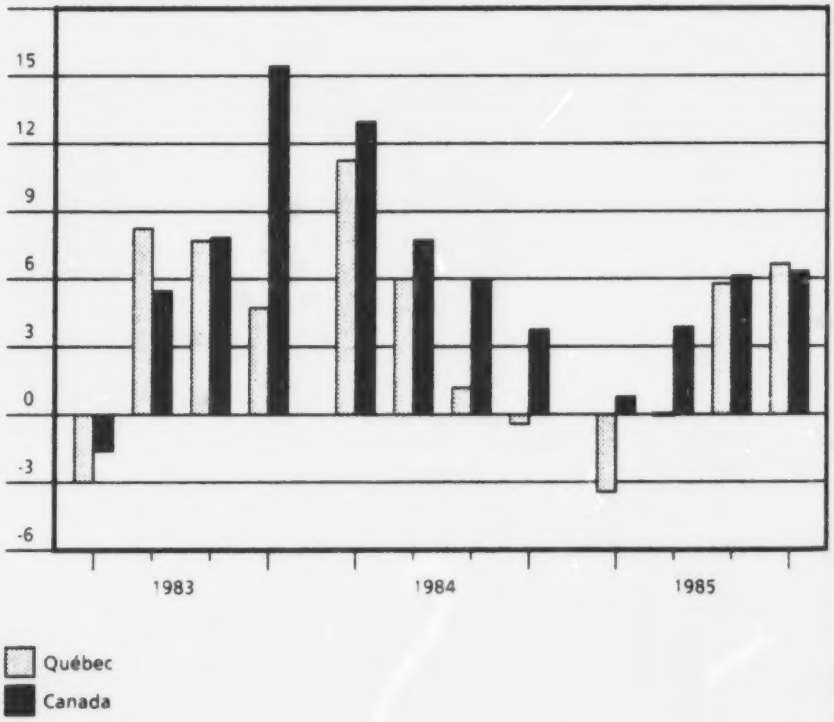
1. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

C'est dans le secteur tertiaire que la diminution du taux de croissance du produit intérieur brut est la moins marquée, ce taux passant de 7,7% en 1984 à 6,8% en 1985. Toutefois, l'évolution trimestrielle montre une tendance à la baisse, légère mais persistant tout au long de l'année, du taux de croissance du PIB de ce secteur qui passe graduellement de 7,9% au premier trimestre de 1985 à 6,0% au quatrième trimestre, par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente. On note cependant des différences importantes dans l'évolution du PIB des sous-secteurs du tertiaire; alors que la croissance est nettement moins forte qu'en 1984 dans les transports, l'entreposage, les communications, les finances, les assurances et les affaires immobilières ainsi que dans les administrations publiques et la défense, elle augmente sensiblement dans les services d'électricité, de gaz et d'eau de même que dans le commerce de gros et les services socio-culturels, commerciaux et personnels. Par ailleurs, les données sur l'emploi, qui constituent un bon indicateur du niveau d'activité dans le secteur tertiaire, indiquent une hausse de l'emploi dans ce secteur plus forte que l'année précédente, soit une augmentation de 4,5% en 1985 comparativement à 2,5% en 1984; cette observation sur l'évolution de l'emploi vaut également pour tous les sous-secteurs du tertiaire, sauf le commerce de détail ainsi que les administrations publiques et la défense.

Dans le secteur secondaire, le produit intérieur brut s'accroît de 6,6% en 1985 par rapport à 1984, en raison de hausses de 13,4% du produit intérieur brut de la construction et de 5,4% de celui de l'industrie manufacturière. Dans la construction, il s'agit de la plus forte croissance depuis 1981, ce qui permet au produit intérieur brut de cette industrie de dépasser son niveau d'avant récession. Pour sa part, l'industrie manufacturière, qui avait connu des hausses de son produit intérieur brut de 13,5% et 12,1% respectivement en 1983 et 1984, enregistre une augmentation de 5,4% en 1985; cette augmentation s'accompagne d'un accroissement de 5,0% par rapport à 1984 de la valeur des expéditions manufacturières. Toutefois, après une hausse de 5,0% en 1984, l'emploi dans l'industrie manufacturière fléchit de 2,1% en 1985, ce qui représente une perte de 12 000 emplois, situant ainsi le niveau de l'emploi en 1985 à 45 000 emplois au-dessous de celui de 1981, avant la récession.

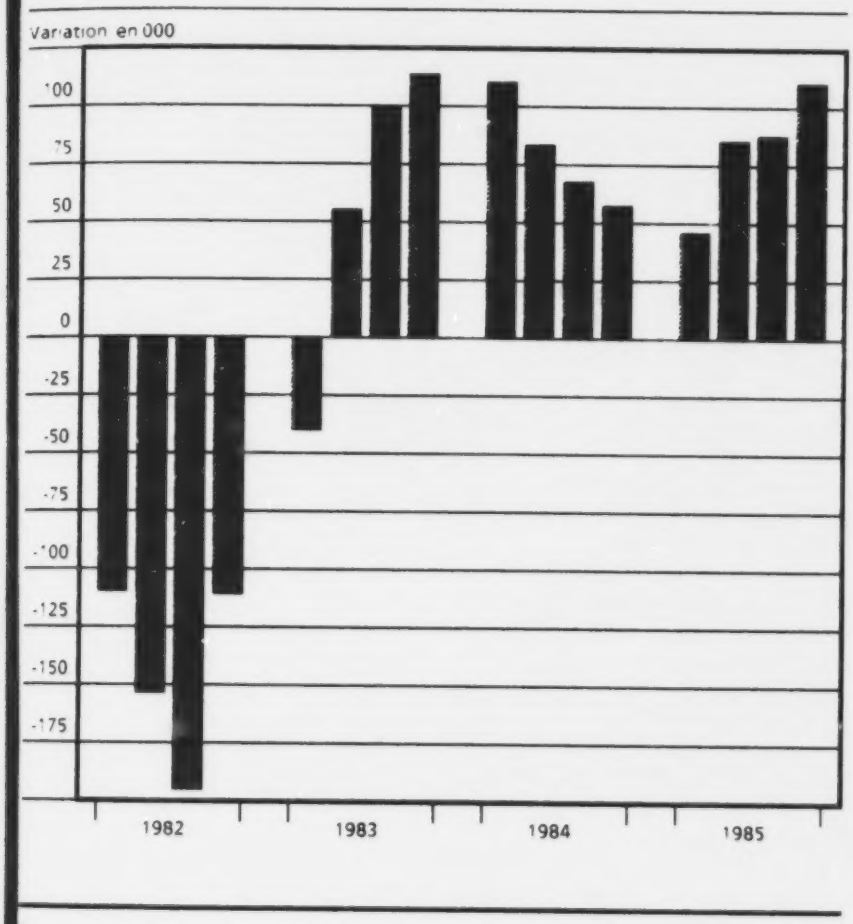
La valeur réelle des expéditions manufacturières, obtenue en dégonflant la valeur des expéditions de chaque industrie par l'indice canadien des prix de vente approprié, s'accroît de 2,2% en 1985 par rapport à 1984, permettant tout juste aux expéditions en termes réels de retrouver leur niveau d'avant la récession. L'analyse de l'évolution trimestrielle indique cependant, qu'à l'inverse de 1984, le taux de croissance de la valeur réelle des expéditions manufacturières s'accroît de façon marquée tout au long de 1985, passant d'une baisse de 3,4% au premier trimestre, à une croissance nulle au deuxième trimestre puis à des hausses de 5,8% et 6,7% au troisième et quatrième trimestre respectivement, par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente. Les industries du tabac, du papier, du meuble, des produits métalliques et de la machinerie connaissent en 1985 un accroissement de la valeur réelle de leurs expéditions supérieur à celui de 1984, la hausse dépassant 10% dans les trois dernières de ces industries. D'autres industries, qui avaient connu une forte augmentation de la valeur réelle de leurs expéditions en 1984, enregistrent un fléchissement important de croissance en 1985, notamment l'industrie du cuir, celle de l'imprimerie et de l'édition ainsi que celle des métaux primaires. C'est également le cas des industries du bois et des produits minéraux non métalliques mais ces deux industries conservent tout de même des taux de croissance de leurs expéditions en termes réels supérieurs à 5% en 1985. Notons, enfin, que seulement sept des vingt industries manufacturières pour lesquelles les données sont disponibles dépassent en 1985 le niveau d'avant récession de la valeur réelle de leurs expéditions.

Graphique 21
Évolution des expéditions manufacturières[1], 1983-1985



1. Dégonflées par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie

Graphique 2J
Évolution de l'emploi
1982-1985



L'emploi

La situation sur le marché du travail au Québec continue de s'améliorer en 1985 alors que le nombre d'emplois augmente au même rythme qu'en 1984, soit 3,0%, ce qui représente une hausse de 82 000 de l'emploi total qui atteint 2 804 000; grâce à cette augmentation, le nombre d'emplois au Québec dépasse son niveau d'avant la récession qui était de 2 726 000 en 1981. L'accroissement de l'emploi se répartit de façon assez équilibrée au cours des quatre trimestres de l'année bien qu'on décèle une légère tendance à la hausse à mesure que l'année s'écoule. Ainsi, c'est au premier trimestre que l'emploi connaît sa plus faible augmentation, 1,7%, suivie de hausses de 3,1% pour chacun des deuxième et troisième trimestres et de 4,0% au quatrième trimestre, par rapport aux trimestres correspondants de 1984 où l'on avait observé un mouvement inverse, le taux de croissance de l'emploi diminuant tout au long de l'année.

L'accroissement de l'emploi total est surtout attribuable au secteur tertiaire où 87 000 nouveaux emplois sont créés en 1985; il s'agit là d'une hausse de 4,5% par rapport à 1984. On note, en particulier, de fortes augmentations de l'emploi dans les transports, les communications et les autres services d'utilité publique, dans les finances, les assurances et les affaires immobilières ainsi que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels.

Dans les autres secteurs d'activité économique, la progression de l'emploi en 1985 est toutefois beaucoup plus faible que celle du secteur tertiaire. Dans le secteur primaire, l'emploi augmente de 1,8% en regard de 1984, malgré une hausse de 10,5% de l'emploi agricole, les baisses enregistrées dans les autres activités du secteur primaire annulant en bonne partie les gains réalisés dans l'agriculture. Pour sa part, le secteur secondaire connaît une perte de 7 000 emplois, résultant d'une baisse de 12 000 du nombre d'emplois dans les industries manufacturières compensée en partie par une hausse de 5 000 emplois dans la construction.

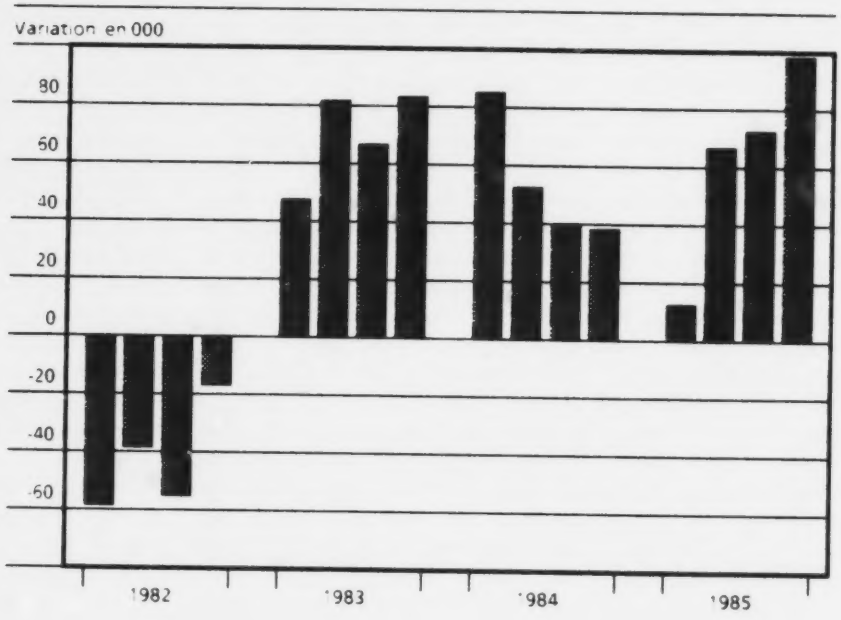
La population active maintient, comme l'emploi, le même rythme d'augmentation en 1985 qu'en 1984, soit une hausse de 1,9%. Faible au premier trimestre, avec 0,4%, la croissance de la population active prend de l'ampleur de trimestre en trimestre, s'établissant à 1,8% au deuxième, 2,0% au troisième et 3,2% au quatrième trimestre, par rapport aux mêmes trimestres de 1984. Les hausses combinées de la population active et de l'emploi résultent en une baisse de 6,0% en moyenne du nombre de chômeurs en 1985, ce qui se traduit par un taux de chômage moyen de 11,8%; ce taux est inférieur de 1,0 point de pourcentage à celui de 1984.

Tableau 2.7
Population active, emploi et chômage
1985

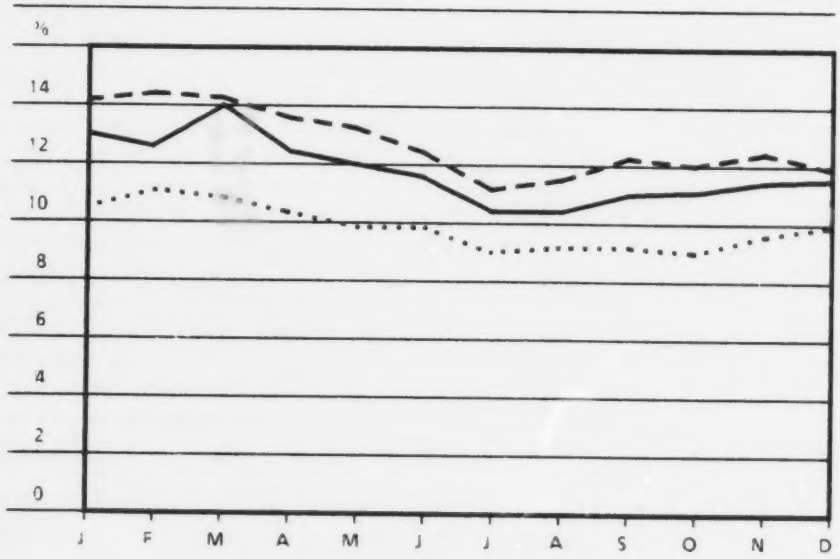
	1985				
	I	II	III	IV	1985
Population active (000)					
15 ans et plus	3 059	3 204	3 258	3 202	3 181
Variation en %	0,4	1,8	2,0	3,2	1,9
15 à 24 ans	649	708	753	678	697
Variation en %	-2,5	-2,1	-1,1	0,7	-1,2
25 ans et plus	2 410	2 496	2 505	2 524	2 484
Variation en %	1,2	3,0	2,9	3,9	2,8
Emploi (000)					
15 ans et plus	2 655	2 817	2 910	2 836	2 805
Variation en %	1,7	3,1	3,1	4,0	3,0
15 à 24 ans	517	573	635	561	571
Variation en %	0,5	0,0	1,2	2,2	1,0
25 ans et plus	2 138	2 244	2 275	2 274	2 233
Variation en %	2,1	4,0	3,6	4,5	3,6
Chômage (000)					
15 ans et plus	404	387	348	367	376
Variation en %	-7,6	-6,8	-6,5	-2,9	-6,0
15 à 24 ans	132	135	118	117	126
Variation en %	-12,2	-10,2	-11,0	-5,6	-9,9
25 ans et plus	272	252	230	250	251
Variation en %	-4,9	-4,9	-3,8	-1,6	-3,8
Taux de chômage					
15 ans et plus	13,2	12,1	10,7	11,4	11,8
15 à 24 ans	20,3	19,1	15,8	17,3	18,1
25 ans et plus	11,3	10,1	9,2	9,9	10,1

SOURCE: Statistique Canada.

Graphique 2K
Évolution de la population active
1982-1985



Graphique 2L
Évolution du taux de chômage
1984,1985 et 1980



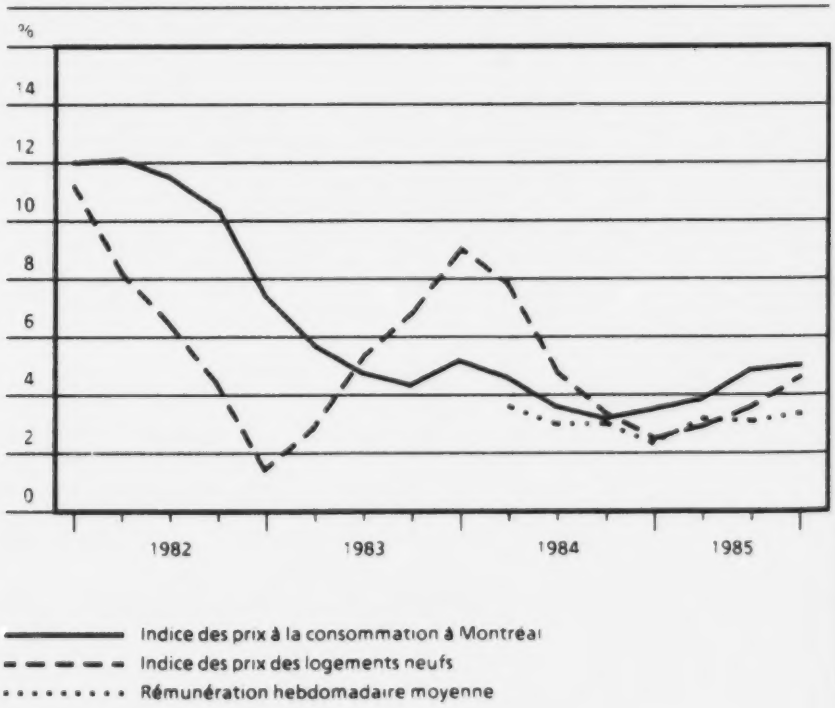
Taux de chômage en 1985
Taux de chômage en 1984
Taux de chômage en 1980

LES PRIX ET LES COÛTS DE PRODUCTION

Dans l'ensemble, l'évolution des prix et des coûts de production suit à peu près, en 1985, la même tendance qu'en 1984 alors que les facteurs déterminant cette évolution maintiennent un mouvement analogue à celui de l'année précédente. Ainsi, le niveau élevé du taux de chômage et le maintien d'un faible taux d'inflation ne sont pas de nature à accroître les pressions sur les coûts salariaux de sorte que la rémunération hebdomadaire moyenne ne s'accroît que de 3,0% en 1985, comparativement à une hausse de 3,2% aux cours des neuf derniers mois de 1984 par rapport à la période correspondante de 1983 (selon la méthodologie de l'enquête utilisée à partir de mars 1983). Toutefois, contrairement à l'année précédente, le taux de croissance de la rémunération hebdomadaire augmente, bien que très légèrement, au cours de l'année 1985, passant de 2,3% au premier trimestre à 3,4%, au quatrième trimestre par rapport aux mêmes trimestres de 1984.

Par ailleurs, les prix mondiaux des matières premières connaissent un fléchissement marqué en 1985 comme l'indiquent la baisse de 12,4% de l'indice global des prix mondiaux des matières premières. Cette baisse explique la faible croissance de 1,1% qu'enregistre l'indice des prix des matières premières au Canada en 1985, par rapport à 1984. Les prix des substances végétales, ceux des substances animales et ceux des métaux non ferreux sont particulièrement affectés par la chute des cours mondiaux de ces produits alors que leurs indices de prix au Canada diminuent de 7,3%, 1,5% et 5,7% respectivement. Sans aller jusqu'à diminuer, les indices de prix du bois et des matières ferreuses connaissent néanmoins un net fléchissement de leur taux de croissance; ce fléchissement est beaucoup plus marqué dans le cas des matières ferreuses (hausse de 1,7% en 1985 contre 9,4% en 1984) que dans celui du bois (0,6% contre 3,5%). Cependant, la situation est différente pour les produits minéraux non métalliques et les combustibles dont les indices de prix augmentent plus fortement en 1985 que l'année précédente, soit de 4,9% contre 3,2% pour les minéraux non métalliques et de 4,7% contre 1,5% pour les combustibles. Toutefois, en ce qui a trait aux combustibles, l'évolution trimestrielle de l'indice des prix montre que c'est en début d'année que la croissance a été forte, celle-ci diminuant à 1,0% au quatrième trimestre de 1985 en regard du même trimestre de 1984.

Graphique 2M
Évolution des prix et des coûts 1982-1985



1. Variations par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

L'évolution des principaux coûts de production, salaires et matières brutes utilisées, se traduit par une augmentation de l'indice des prix de vente dans les industries manufacturières au Canada un peu moins forte en 1985 que l'année précédente, soit de 2,7% comparativement à 4,5%. Ce mouvement de l'indice d'ensemble des prix de vente reflète celui observé dans la majorité des industries. Cependant la diminution du taux de croissance est beaucoup plus marquée dans l'industrie des aliments (1,1% en 1985 contre 5,6% en 1984), dans celle des papiers et des produits connexes (1,2% contre 11,3%) et dans celle de la première transformation des métaux (-1,7% contre 3,3%); notons que ces trois industries occupent une place importante dans le secteur de la fabrication au Québec où elles représentent, en 1985, 32,3% de la valeur totale des expéditions manufacturières et 23,7% du nombre total d'employés salariés de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, contrairement à l'indice d'ensemble, l'indice des prix de vente au Canada augmente légèrement son taux de croissance en 1985 par rapport à 1984 dans les industries du tabac, des produits en caoutchouc, des produits raffinés du pétrole et du charbon ainsi que dans celles du bois, du matériel de transport, des produits minéraux non métalliques et dans le groupe des industries manufacturières diverses.

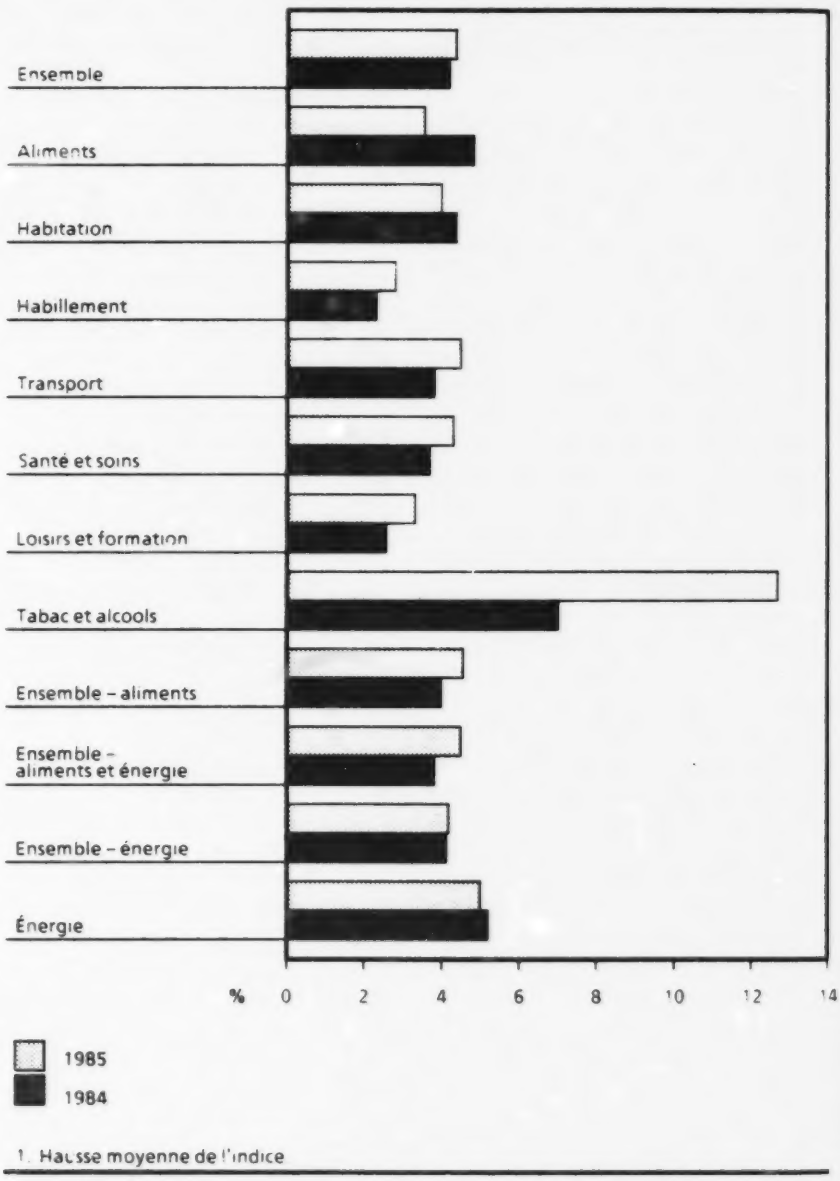
Pour la construction résidentielle, deux indicateurs permettent d'évaluer l'évolution des prix à la fois du côté des coûts de production et de celui des prix à la consommation. Du côté des coûts, l'indice des prix d'entrée des matériaux dans la construction résidentielle au Canada s'accroît de 4,1% en 1985 par rapport à 1984 où la croissance avait été de 3,4%. Du côté des prix à la consommation, l'indice des prix des logements neufs augmente de 3,5% à Montréal et de 5,3% à Québec, comparativement à des hausses respectives de 6,2% et 5,0% en 1984. Outre les coûts de production, les conditions qui prévalent sur le marché local de l'habitation influencent également les prix des logements neufs, ce qui peut expliquer en partie la différence observée dans l'évolution de ces prix entre les régions de Québec et de Montréal en 1985.

Dans l'ensemble, l'indice des prix à la consommation à Montréal continue de croître à un rythme très modéré bien que le taux de croissance soit très légèrement plus élevé que l'année précédente, s'établissant à 4,4% en 1985 comparativement à 4,2% en 1984. De plus, c'est surtout dans la deuxième moitié de l'année que l'augmentation des prix à la consommation s'est accélérée alors que l'indice d'ensemble enregistre des hausses de 4,9% et 5,0% respectivement au troisième et quatrième trimestre par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente; au cours des deux premiers trimestres, l'accroissement de l'indice s'est établi à 3,7% et 3,9% respectivement.

En ce qui a trait aux grandes composantes de l'indice d'ensemble cependant, on remarque que les deux principales d'entre elles, en termes de poids dans l'indice d'ensemble, évoluent de manière différente de celui-ci en 1985, ayant un taux de croissance inférieur à celui de 1984. En effet, les aliments et l'habitation, composantes auxquelles on attribue un poids totalisant 57,2% dans l'indice d'ensemble, connaissent des augmentations de leur indice de prix de 3,6% et 4,0% respectivement en 1985 par rapport à 1984 alors que ces indices s'étaient accrus de 4,8% et 4,4% respectivement. Les hausses de prix de ces deux composantes expliquent ainsi 50,5% de l'augmentation de l'indice d'ensemble en 1985. Par ailleurs, toutes les autres grandes composantes suivent le mouvement observé pour l'indice d'ensemble; les tabacs et alcools se distinguent toutefois en connaissant le taux de croissance le plus élevé, soit 12,7%, de sorte que l'augmentation des prix de ces produits, qui ont un poids de 5,5% dans l'indice d'ensemble, explique 17,7% de la hausse de cet indice.

Graphique 2N

Variation de l'indice des prix à la consommation[1] à Montréal 1985/1984, 1984/1983



1. Hausse moyenne de l'indice

En 1985, l'emploi au Québec progresse au même rythme qu'en 1984, soit de 3%. Cette hausse de 82 000 emplois s'accompagne d'une augmentation de 58 000 de la population active, de sorte que le nombre de chômeurs enregistre une baisse de 24 000. Le taux d'activité passe de 61,5% en 1984 à 62,2% en 1985, dépassant le sommet d'avant récession observé en 1981 (61,5%). L'amélioration des conditions sur le marché du travail se traduit également par une baisse d'un point de pourcentage du taux de chômage, qui s'établit à 11,8% en 1985 comparativement à 12,8% en 1984. Le ratio entre le nombre de personnes occupant un emploi et la population de 15 ans et plus augmente de 1,2 point (tout comme en 1984), se situant à 54,8% en 1985 comparativement à 53,6% l'année précédente; le niveau observé en 1985 demeure toutefois inférieur à celui enregistré avant la récession, soit 55,1% en 1981.

Tableau 3.1
Caractéristiques générales de la population active
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Population totale (000)	6 433	6 475	6 506	6 542	6 581
Variation en %	0,8	0,7	0,5	0,5	0,6
Population 15 ans et plus (000)	4 945	4 996	5 039	5 074	5 115
Variation en %	1,3	1,0	0,9	0,7	0,8
Population active (000)	3 040	2 998	3 069	3 123	3 181
Variation en %	1,7	-1,4	2,4	1,8	1,9
Taux d'activité (%)	61,5	60,0	60,9	61,5	62,2
Emploi (000)	2 726	2 584	2 642	2 722	2 804
Variation en %	1,2	-5,2	2,2	3,0	3,0
Chômage (000)	314	413	427	400	376
Variation en %	6,8	31,5	3,4	-6,3	-6,0
Taux de chômage (%)	10,3	13,8	13,9	12,8	11,8
Rapport emploi/population (%)	55,1	51,7	52,4	53,6	54,8

SOURCE: Statistique Canada.

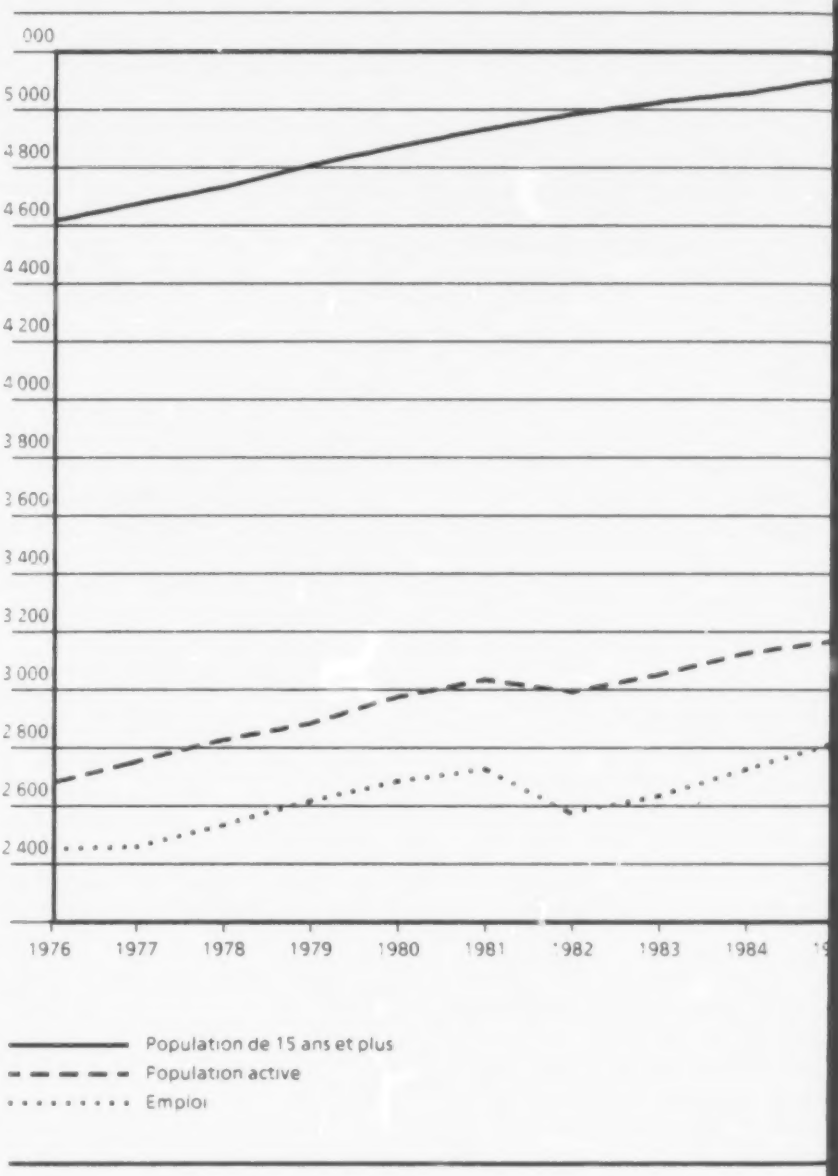
LA POPULATION ACTIVE ET LE TAUX D'ACTIVITÉ

La population du Québec s'élève à 6 581 000 personnes en 1985, dont 5 115 000 sont âgées de 15 ans et plus. Quant à la population active, elle atteint 3 181 000 personnes en 1985, soit une hausse de 58 000 par rapport à 1984; de ces nouveaux venus sur le marché du travail, on dénombre 25 000 hommes et 33 000 femmes. Tout comme ce fut le cas au cours des dernières années, le taux de croissance de la population active s'avère plus élevé chez les femmes (2,6%) que chez les hommes (1,3%).

Le taux d'activité chez les hommes gagne 4 dixièmes de point, se situant à 75,1% en 1985. Ce taux demeure toutefois inférieur à celui enregistré en 1981, soit 76,4%. Chez les femmes, le taux d'activité avait déjà dépassé en 1983 le niveau atteint en 1981, avant la récession. La tendance historique à la hausse se poursuit en 1985, alors que le taux d'activité atteint le niveau sans précédent de 50% chez les femmes, soit une hausse de 9 dixièmes de point par rapport à l'année précédente. Il faut noter qu'une forte proportion des emplois créés au cours des dernières années provient du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels et de celui du commerce, où la proportion des emplois occupés par des femmes est plus élevée. Ce phénomène peut donc avoir joué un rôle incitatif important en ce qui a trait à l'arrivée des femmes sur le marché du travail durant cette période.

Graphique 3A

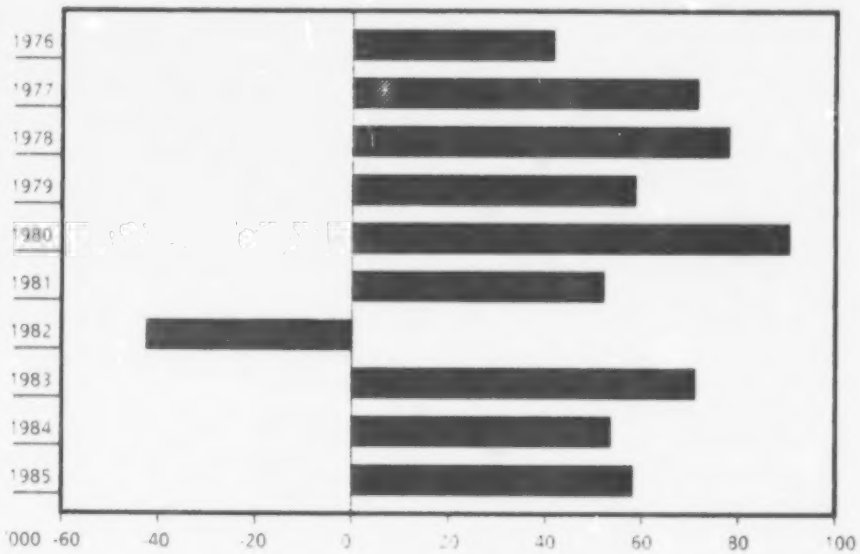
Population de 15 ans et plus, population active et emploi 1976-1985



Règle générale, tant chez les hommes que chez les femmes, les données ventilées par groupe d'âge dénotent un même comportement que les données globales par sexe. Chez les hommes, on assiste à une augmentation du taux d'activité en 1985 pour tous les groupes d'âge, exception faite de celui des hommes âgés de 45 à 64 ans, où il passe de 78,3% en 1984 à 77,6% en 1985. Cependant, le taux d'activité observé en 1985 demeure inférieur à celui enregistré en 1981, et ce pour tous les groupes d'âge entre 15 et 64 ans chez les hommes. Chez les femmes, tous les groupes d'âge situés entre 15 et 64 ans enregistrent une hausse de leur taux d'activité. Celui des femmes âgées de 15 à 19 ans atteint un niveau supérieur à celui enregistré en 1981 (ce qui avait déjà été observé dans tous les autres groupes d'âge depuis 1983).

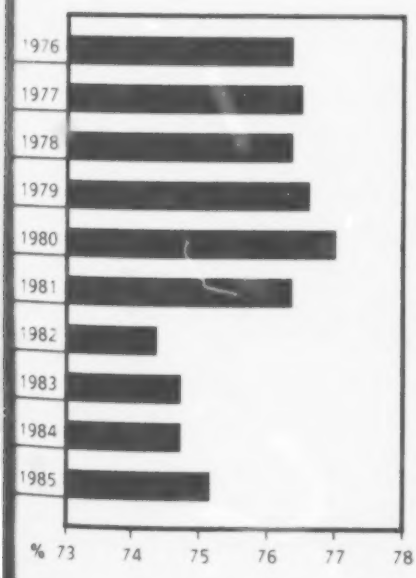
Graphique 3C

Croissance de la population active 1976-1985

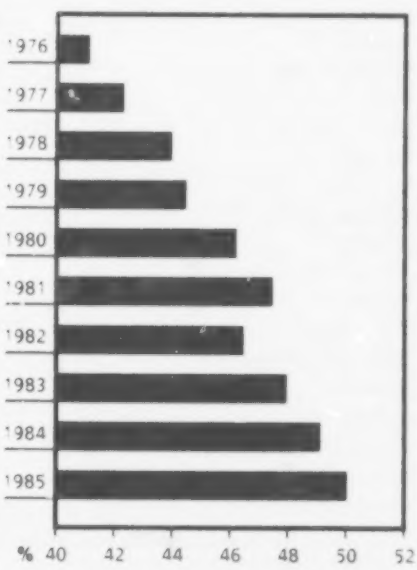


Graphique 3B

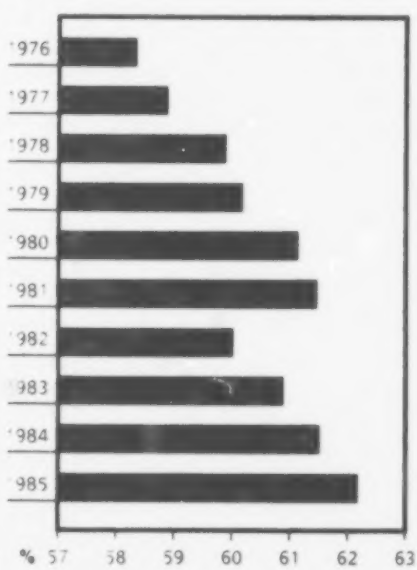
Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus 1976-1985



Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus 1976-1985



Taux d'activité de la population de 15 ans et plus 1976-1985



Chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans, la population active enregistre une diminution de 1,5% en 1985, par rapport au niveau de 1984. Alors qu'une hausse de 1 000 personnes est enregistrée chez les femmes de ce groupe d'âge (première hausse depuis 1980), une baisse de 4 000 est observée chez les hommes. Toutefois, la baisse de la population active chez les jeunes de 15 à 19 ans s'explique essentiellement par l'évolution des conditions démographiques. En effet, la population âgée de 15 à 19 ans diminue en 1985 de 14 000 chez les hommes et de 14 000 également chez les femmes. Les données sur le taux d'activité montrent bien le retour des jeunes sur le marché du travail: puisque la diminution de la population active est relativement moins forte que celle de la population totale âgée de 15 à 19 ans, le taux d'activité parmi ce groupe d'âge enregistre une augmentation, passant de 43,9% en 1984 à 45,7% en 1985. Cette hausse de 1,8 point est la plus élevée parmi tous les groupes d'âge. Parmi le personnes âgées de 15 à 19 ans, c'est chez les femmes que la hausse du taux d'activité est la plus élevée, alors que ce taux passe de 41% en 1984 à 44% en 1985; chez les hommes, il passe de 46,7% à 47,3%.

Chez les personnes âgées de 20 à 24 ans, on observe un phénomène analogue à celui observé dans la catégorie d'âge précédente; la population active enregistre en 1985 une baisse qui s'explique par une diminution de la population. Cependant, la baisse de la population active se fait presqu'au même rythme que celle de la population globale, tant chez les hommes (-0,6% en comparaison avec -0,8%) que chez les femmes (-1,5% en comparaison avec -1,7%). Il en résulte une faible augmentation du taux d'activité, qui passe de 81,1% en 1984 à 81,3% en 1985 chez les hommes de ce groupe d'âge, et de 72,6% à 72,7% chez les femmes. Pour l'ensemble des deux sexes, le taux d'activité passe de 76,8% à 77%.

Tableau 3.2
Caractéristiques de la population active selon le sexe 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Population 15 ans et plus (000)					
Hommes	2 407	2 429	2 448	2 464	2 485
Variation en %	1,2	0,9	0,8	0,7	0,8
Femmes	2 539	2 567	2 591	2 610	2 630
Variation en %	1,4	1,1	0,9	0,7	0,8
Population active (000)					
Hommes	1 838	1 808	1 829	1 841	1 866
Variation en %	0,4	-1,6	1,2	0,7	1,3
Femmes	1 203	1 190	1 240	1 282	1 315
Variation en %	4,0	-1,1	4,2	3,4	2,6
Taux d'activité (%)					
Hommes	76,4	74,4	74,7	74,7	75,1
Femmes	47,4	46,4	47,9	49,1	50,0
Emploi (000)					
Hommes	1 659	1 560	1 576	1 611	1 648
Variation en %	-0,1	-6,0	1,0	2,2	2,3
Femmes	1 067	1 024	1 066	1 111	1 157
Variation en %	3,3	-4,0	4,1	4,2	4,1
Chômage (000)					
Hommes	178	248	254	230	218
Variation en %	4,7	39,3	2,4	-9,4	-5,0
Femmes	136	166	173	171	158
Variation en %	9,7	22,1	4,2	-1,2	-7,1
Taux de chômage (%)					
Hommes	9,7	13,7	13,9	12,5	11,7
Femmes	11,3	13,9	14,0	13,3	12,0
Rapport emploi/population (%)					
Hommes	68,9	64,2	64,4	65,4	66,3
Femmes	42,0	39,9	41,1	42,6	44,0

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau 3.3
Population active et taux d'activité selon l'âge
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
15-19 ans					
Population active (000)	280,2	240,5	235,0	225,8	222,4
Variation en %	-4,1	-14,2	-2,3	-3,9	-1,5
Taux d'activité (%)	46,1	41,4	42,9	43,9	45,7
20-24 ans					
Population active (000)	493,6	478,6	481,8	479,6	474,8
Variation en %	0,3	-3,0	0,7	-0,4	-1,0
Taux d'activité (%)	78,0	75,9	76,7	76,8	77,0
25-44 ans					
Population active (000)	1 501,3	1 514,4	1 574,1	1 641,5	1 709,1
Variation en %	4,7	0,9	3,9	4,3	4,1
Taux d'activité (%)	77,1	75,7	76,7	78,1	79,5
45-64 ans					
Population active (000)	728,7	725,2	735,5	727,9	734,0
Variation en %	-0,2	-0,5	1,4	-1,0	0,8
Taux d'activité (%)	59,2	58,4	58,7	57,6	57,5
65 ans et plus					
Population active (000)	36,6	39,5	42,5	47,5	40,9
Variation en %	-7,6	8,0	7,6	11,8	-13,9
Taux d'activité (%)	7,0	7,3	7,6	8,3	7,0
15 ans et plus					
Population active (000)	**3 040,3**	**2 997,8**	**3 068,9**	**3 123,0**	**3180,8**
Variation en %	**1,7**	**-1,4**	**2,4**	**1,8**	**1,9**
Taux d'activité (%)	**61,5**	**60,0**	**60,9**	**61,5**	**62,2**

SOURCE: Statistique Canada.

Le taux d'activité chez les personnes âgées de 25 à 44 ans passe de 78,1% en 1984 à 79,5% en 1985. Le taux d'activité chez les hommes de ce groupe d'âge se situe à 92,8%; ce niveau est à peine supérieur au bas niveau observé en 1983, 92,3%, et demeure inférieur à celui de 1981, qui était de 94,1%. Par contre, le taux d'activité chez les femmes du même groupe d'âge suit une évolution différente, marquée par une progression plus régulière. Après être descendu à 59% en 1982, ce taux s'élève à 61,2% en 1983 et à 64% en 1984, pour se situer à 66,2% en 1985.

Chez les personnes âgées de 45 à 64 ans, le taux d'activité demeure relativement stable, se chiffrant à 57,5% en 1985, comparativement à 57,6% en 1984. Chez les femmes de ce groupe d'âge, le taux d'activité passe de 38,3% en 1984 à 38,7% en 1985 tandis que chez les hommes, la tendance historique à la baisse observée au cours des dernières années se poursuit, ce taux se situant à 77,6% en 1985 comparativement à 78,3% en 1984.

L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

Le nombre d'emplois au Québec se chiffre à 2 804 000 en 1985, comparativement à 2 722 000 en 1984 et 2 726 000 en 1981. La répartition entre les emplois à temps plein et ceux à temps partiel n'est cependant pas la même qu'en 1981. En 1985, on dénombre 391 000 emplois à temps partiel comparativement à 306 000 en 1981, tandis que le niveau d'emplois à temps plein, qui est de 2 414 000 en 1985, est légèrement inférieur à celui de 2 421 000 observé en 1981. En 1985, on dénombre 50 000 emplois à temps plein de plus qu'en 1984, alors que les emplois à temps partiel augmentent de 32 000 durant la même période. Dans le cas des emplois à temps plein, cette augmentation représente plus de 60% de l'augmentation totale de l'emploi en 1985; ce pourcentage est inférieur à celui de 1984 (82%), mais supérieur à celui de 1983 (49%). Le rapport emploi/population (qui représente le ratio entre le nombre de personnes occupant un emploi et la population en âge de travailler) augmente de 1,2 point en 1985, pour se situer à 54,8% comparativement à 53,6% en 1984. Ce rapport demeure encore inférieur à celui observé en 1981, soit 55,1%. Le nombre de chômeurs se situe à 376 000, soit 24 000 de moins qu'en 1984. Cette baisse de 6% est la deuxième à survenir, suite à celle de 6,3% enregistrée en 1984, après les hausses successives de 6,8%, 31,5% et 3,4% observées de 1981 à 1983. L'effet combiné de la baisse du nombre de chômeurs et de la hausse de la population active se traduit par une baisse du taux de chômage (qui correspond au rapport entre le nombre de chômeurs et la population active), qui passe de 12,8% en 1984 à 11,8% en 1985.

Graphique 3D
Création nette d'emploi
1976-1985

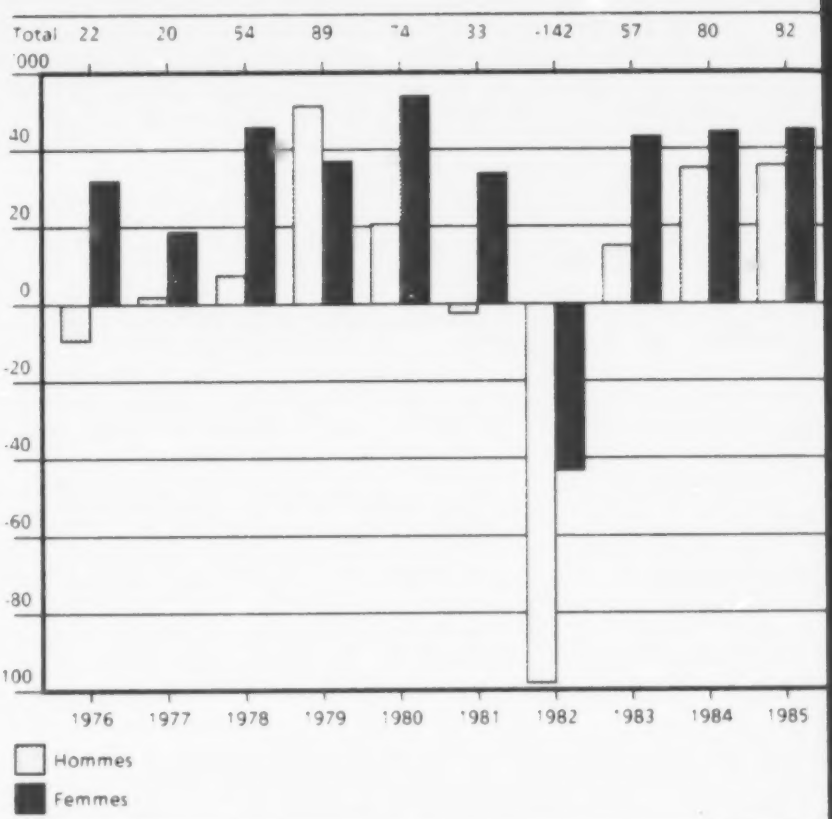


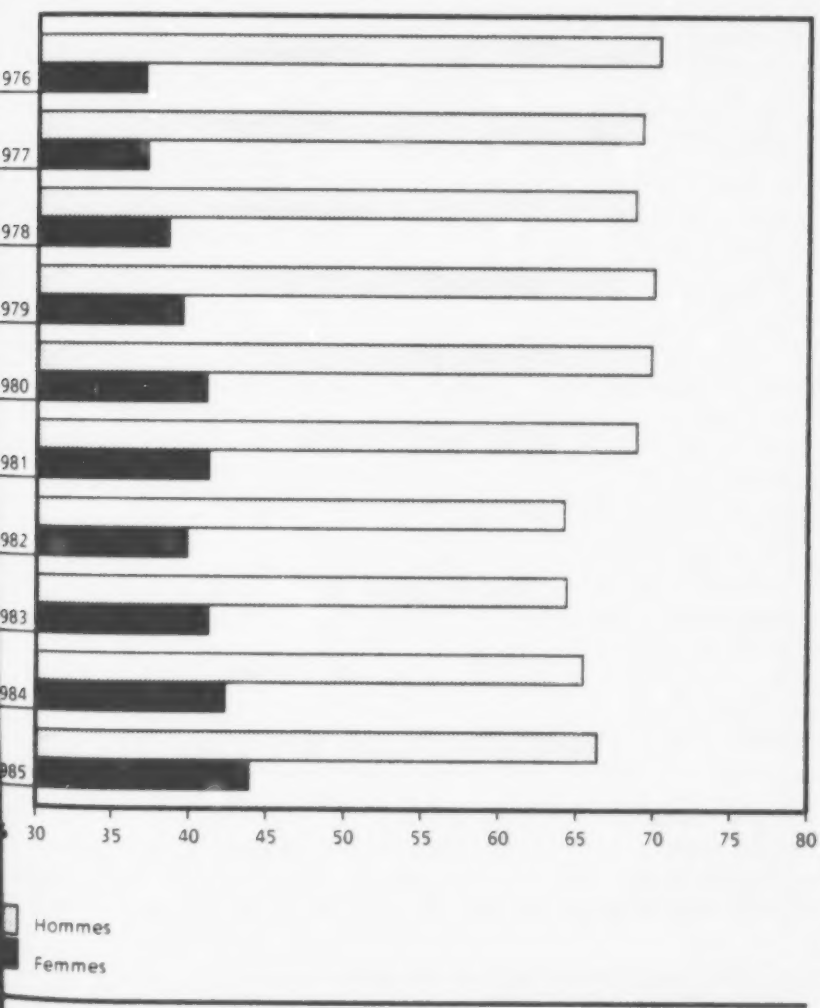
Tableau 3.4
Emploi temps plein et temps partiel
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Temps plein	**2 420,6**	**2 270,4**	**2 298,4**	**2 363,8**	**2 413,5**
Variation en %	**0,1**	**-6,2**	**1,2**	**2,8**	**2,1**
Hommes	1 567,2	1 464,9	1 473,3	1 505,2	1 530,3
Variation en %	-0,8	-6,5	0,6	2,0	1,9
Femmes	853,5	805,4	824,8	861,6	883,2
Variation en %	1,6	-5,6	2,4	4,5	2,5
Temps partiel	**305,5**	**314,1**	**343,8**	**358,5**	**391,1**
Variation en %	**11,3**	**2,8**	**9,5**	**4,3**	**9,1**
Hommes	92,1	95,6	102,3	109,0	117,4
Variation en %	13,6	3,8	7,0	6,6	7,7
Femmes	213,5	218,6	241,5	249,5	273,6
Variation en %	10,5	2,4	10,5	3,3	9,7

SOURCE: Statistique Canada.

La situation des femmes sur le marché du travail continue à suivre la tendance observée au cours des dernières années. Sur 82 000 nouveaux emplois enregistrés en 1985, on en dénombre 46 000 qui sont occupés par des femmes; en 1983 et 1984, la hausse du nombre d'emplois chez les femmes s'est chiffrée à 42 000 et 45 000 respectivement. Depuis la reprise en 1983, l'augmentation de l'emploi chez les femmes se poursuit à un rythme stable, supérieur à 4% annuellement. Chez les hommes, l'augmentation de l'emploi lors de la reprise en 1983 s'est avérée plus faible (16 000 ou 1%), mais le rythme s'est accru par la suite (35 000 ou 2,2% en 1984 et 37 000 ou 2,3% en 1985). Néanmoins, la récupération des emplois perdus chez les hommes en 1982 n'est pas encore complétée, puisque le niveau de l'emploi atteint 1 648 000 chez les hommes en 1985 comparativement à 1 659 000 en 1981. Par ailleurs, au cours des dernières années, le taux de croissance de l'emploi à temps plein s'est avéré supérieur chez les femmes. Alors qu'entre 1981 et 1984, on observait des variations de l'emploi à temps plein de -0,8%, -6,5%, 0,6% et 2% respectivement chez les hommes, des variations de 1,6%, -5,6%, 2,4% et de 4,5% furent enregistrées durant les mêmes périodes chez les femmes. La tendance se maintient en 1985, alors que l'emploi à temps plein s'accroît de 1,9% chez les hommes et de 2,5% chez les femmes. Le niveau de l'emploi à temps plein chez les hommes, se chiffrant à 1 530 000 en 1985, est toujours inférieur à celui observé en 1981, alors de 1 567 000; chez les femmes, la récupération des emplois à temps plein perdus en 1982 était déjà complétée en 1984.

Graphique 3E
Rapport emploi/population
1976-1985



L'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi étant supérieure à l'augmentation de la population active, tant chez les hommes que chez les femmes, il en résulte une baisse du nombre de chômeurs en 1985. Le nombre de chômeurs diminue de 12 000 chez les hommes, soit une baisse de 5%, alors que celle observée en 1984 était de 9,4%. Chez les femmes, la diminution du nombre de chômeurs est plus importante en 1985 (12 000 ou 7,1%) que celle enregistrée en 1984 (2 000 ou 1,2%). Quant au taux de chômage, la hausse de la population active et la baisse du nombre de chômeurs le fait passer de 13,3% en 1984 à 12% en 1985 chez les femmes et de 12,5% à 11,7% chez les hommes.

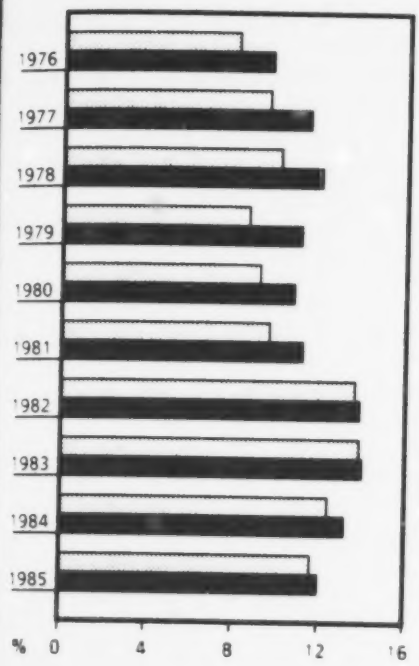
Les données ventilées par groupe d'âge indiquent que c'est le groupe des personnes âgées de 25 à 44 ans qui enregistre le taux de croissance de l'emploi le plus élevé en 1985, soit 5,2%. Seul le groupe des personnes âgées de 65 ans et plus enregistre une baisse de l'emploi, qui est de 14,6%. Chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans, l'emploi s'accroît de 1,8% en 1985, comparativement à 1,5% en 1984. De plus, il faut noter que la population totale de ce groupe d'âge diminue. Le rapport emploi/population permet de mesurer l'évolution de l'emploi en tenant compte des conditions démographiques. Ce rapport passe de 33,8% en 1984 à 36,4% en 1985. Cette hausse de 2,6 points est plus élevée que celles observées parmi les autres groupes d'âge en 1985. De plus, le niveau atteint en 1985 rejoint celui observé en 1981, bien qu'il soit inférieur à celui de 36,7% enregistré en 1980. Chez les femmes de ce groupe d'âge, l'emploi s'accroît de 5,2% en 1985. Il s'agit de la première hausse depuis 1979. Quant au rapport emploi/population, il passe de 31,9% en 1984 à 35,5% en 1985. Chez les hommes âgés de 15 à 19 ans, l'emploi diminue de 1,3% en 1985, après des hausses de 1,1% en 1983 et de 4,3% en 1984. Malgré cette diminution, le rapport emploi/population augmente de 1,4 point, passant de 35,9% en 1984 à 37,3% en 1985, suite à une diminution plus forte de la population totale chez les hommes de ce groupe d'âge. Ce rapport demeure inférieur à celui observé avant la récession (38,5% en 1981), contrairement à celui chez les femmes du même groupe d'âge, qui est de 35,5% en 1985 comparativement à 34,1% en 1981. Chez les jeunes âgés de 20 à 24 ans, l'emploi augmente de 0,6% en 1985, alors que le rapport emploi/population passe de 62,8% en 1984 à 63,9% en 1985. Comme c'est le cas chez les hommes âgés de 15 à 19 ans, l'emploi chez ceux âgés de 20 à 24 ans enregistre une baisse (-0,4%) quoique moins importante que celle de la population, faisant ainsi passer le rapport emploi/population de 65,5% en 1984 à 65,8% en 1985; ce niveau demeure cependant inférieur à celui d'avant récession, soit 70,2% en 1981. Chez les femmes de ce groupe d'âge, l'emploi s'accroît de 1,7% en 1985 tandis que le rapport emploi/population, passant de 60,2% en 1984 à 62,2% en 1985, dépasse celui enregistré en 1981, qui se situait alors à 62%. L'emploi chez les personnes âgées de 25 à 44 ans progresse de 5,2% en 1985. Cette hausse fait suite à celles de 3,7% et 5% enregistrées successivement en 1983 et 1984. La hausse de l'emploi est de 4,1% chez les hommes de ce groupe d'âge et de 6,9% chez les femmes. Il s'agit du taux de croissance du nombre d'emplois le plus élevé enregis-

Tableau 3.5
Emploi et rapport emploi/population selon l'âge
1981-1985

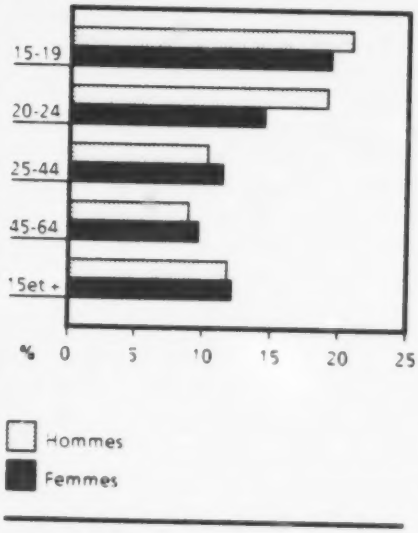
	1981	1982	1983	1984	1985
15-19 ans					
Emploi (000)	220,8	172,5	171,7	174,2	177,3
Variation en %	-4,0	-21,9	-0,5	1,5	1,8
Rapport emploi/population (%)	36,4	29,7	31,3	33,8	36,4
20-24 ans					
Emploi (000)	418,7	380,2	381,7	391,9	394,2
Variation en %	-0,4	-9,1	0,4	2,7	0,6
Rapport emploi/population (%)	66,1	60,3	60,7	62,8	63,9
25-44 ans					
Emploi (000)	1 371,3	1 331,5	1 381,3	1 450,3	1 526,2
Variation en %	3,5	-2,9	3,7	5,0	5,2
Rapport emploi/population (%)	70,4	66,5	67,3	69,0	70,9
45-64 ans					
Emploi (000)	679,7	661,6	666,1	659,2	666,7
Variation en %	0,0	-2,7	0,7	-1,0	1,1
Rapport emploi/population (%)	55,2	53,3	53,2	52,1	52,2
65 ans et plus					
Emploi (000)	35,9	38,5	41,6	46,8	40,0
Variation en %	-7,9	7,2	8,0	12,6	-14,6
Rapport emploi/population (%)	6,8	7,1	7,5	8,2	6,8
15 ans et plus					
Emploi (000)	**726,3**	**2 384,6**	**2 642,0**	**2 722,4**	**2 804,5**
Variation en %	**1,2**	**-3,2**	**2,2**	**3,0**	**3,0**
Rapport emploi/population (%)	**55,1**	**51,7**	**52,4**	**53,6**	**54,8**

SOURCE: Statistique Canada.

Graphique 3F
Taux de chômage 1976-1985



Graphique 3G
Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe 1985



tré en 1985 chez les femmes parmi tous les groupes d'âge, tandis que chez les hommes, il s'agit du deuxième taux le plus élevé après celui de 11,8% enregistré chez ceux âgés de 65 ans et plus. Quant au rapport emploi/population, toujours parmi ce groupe d'âge, il passe de 82% en 1984 à 83,3% en 1985, soit un niveau inférieur à celui d'avant récession (86,8% en 1981). Chez les femmes, le niveau d'avant récession (54,2% en 1981) avait déjà été atteint en 1984 avec 56,3%, et passe à 58,8% en 1985. Après une diminution de 1% en 1984, l'emploi chez les personnes âgées de 45 à 64 ans augmente de 1,1% en 1985. Le rapport emploi/population demeure relativement stable, passant de 52,1% en 1984 à 52,2% en 1985. Chez les hommes de ce groupe d'âge, bien que l'emploi augmente de 0,2%, le rapport emploi/population passe de 71,4% en 1984 à 70,7% en 1985.

Le nombre de chômeurs atteint 376 000 en 1985, soit une diminution de 24 000, dont 12 000 chômeurs de moins chez les hommes et 12 000 de moins également chez les femmes. Le taux de chômage baisse d'un point de pourcentage, passant de 12,8% en 1984 à 11,8% en 1985. Au cours des deux dernières années, le nombre de chômeurs enregistre une diminution de plus de 50 000 alors que le taux de chômage baisse de 2,1 points de pourcentage; néanmoins, le niveau de ces deux indicateurs est encore supérieur à ce qu'il était en 1981 (376 000 chômeurs en 1985 comparativement à 314 000 en 1981, taux de chômage de 11,8% en 1985 comparativement à 10,3% en 1981). Le groupe des jeunes âgés de 15 à 19 ans demeure, en 1985, celui où l'on observe le taux de chômage le plus élevé, soit un taux de 20,3%. C'est

aussi dans ce groupe d'âge que le taux de chômage connaît sa baisse la plus importante, soit 2,7 points de pourcentage (le taux étant de 23% en 1984). De plus, le taux de 20,3% observé en 1985 est inférieur à celui d'avant récession, qui était de 21,1% en 1981; pour tous les autres groupes d'âge, le taux de chômage enregistré en 1985 est encore supérieur à celui observé en 1981. Chez les hommes âgés de 15 à 19 ans, le taux de chômage passe de 23,4% en 1984 à 21% en 1985 (comparativement à 21,7% en 1981), tandis que chez les femmes, il passe de 22,4% à 19,4% durant cette période (comparativement à 20,5% en 1981). Chez les jeunes âgés de 20 à 24 ans, le nombre de chômeurs enregistre en 1985 une baisse de 8,1% par rapport à 1984 (comparativement à une baisse de 12,6% chez les personnes âgées de 15 à 19 ans). La baisse est beaucoup plus marquée chez les femmes âgées de 20 à 24 ans, où l'on dénote une diminution de 17%, que chez les hommes de ce groupe d'âge, où la baisse n'est que de 1,7%; en 1984, le phénomène inverse fut observé alors que la baisse du nombre de chômeurs était plus importante chez les hommes (baisse de 18,7%) que chez les femmes (baisse de 3,7%), toujours dans ce groupe d'âge. Chez les personnes âgées de 25 à 44 ans, le nombre de chômeurs diminue de 4,4% en 1985 (baisse de 6,8% chez les hommes et de 1,1% chez les femmes). Le taux de chômage chez les personnes de ce groupe d'âge passe de 11,7% en 1984 à 10,7% en 1985; malgré cette baisse, le taux de chômage demeure supérieur à son niveau de 1981, qui était alors de 8,7%. Chez les hommes âgés de 45 à 64 ans, le nombre de chômeurs augmente légèrement de 0,8%. Il s'agit du seul groupe âge-sexe où le nombre de chômeurs s'accroît en 1985. Cette faible hausse succède cependant à une diminution de 5,1% en 1984, tandis que chez les femmes de ce groupe d'âge, la baisse de 7,2% enregistrée en 1985 fut précédée d'une hausse de 5,6% en 1984. Le taux de chômage demeure relativement stable chez les hommes de ce groupe d'âge, étant de 8,9% en 1985 comparativement à 8,8% en 1984; son niveau se maintient près du sommet de 9,1% enregistré en 1983. Chez les femmes âgées de 45 à 64 ans, le taux de chômage a connu trois hausses successives, le faisant passer de 7,5% en 1981 à 10,6% en 1984; en 1985, ce taux connaît une baisse de 9 dixièmes de point, se situant à 9,7%, soit un niveau encore supérieur à celui de 9,3% observé en 1982.

Tableau 3.6
Chômage et taux de chômage selon l'âge
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
15-19 ans					
Chômage (000)	59,3	67,8	63,4	51,8	45,2
Variation en %	-4,7	14,3	-6,4	-18,3	-12,6
Taux de chômage (%)	21,1	28,2	27,0	23,0	20,3
20-24 ans					
Chômage (000)	75,4	98,3	100,3	87,7	80,6
Variation en %	3,8	30,4	1,9	-12,6	-8,1
Taux de chômage (%)	15,3	20,5	20,8	18,3	17,0
25-44 ans					
Chômage (000)	130,1	182,8	192,9	191,3	183,0
Variation en %	19,8	40,5	5,6	-0,8	-4,4
Taux de chômage (%)	8,7	12,1	12,3	11,7	10,7
45-64 ans					
Chômage (000)	48,8	63,6	69,3	68,8	67,4
Variation en %	-3,5	30,2	9,0	-0,7	-2,1
Taux de chômage (%)	6,7	8,8	9,4	9,5	9,2
15 ans et plus					
Chômage (000)	314,1	413,3	426,9	400,0	376,4
Variation en %	6,8	31,5	3,4	-6,3	-6,0
Taux de chômage (%)	10,3	13,8	13,9	12,8	11,8

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau 3.7
Emploi et chômage par région administrative
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
			(000)		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie					
Emploi	74,9	65,0	71,1	78,3	115,4
Variation en %	-9,6	-13,2	9,4	10,1	7,0
Chômage	16,4	17,6	20,0	21,5	24,5
Variation en %	34,9	7,1	13,7	7,5	-4,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Emploi	94,7	90,6	88,9	92,0	112,3
Variation en %	-13,5	-4,3	-1,8	3,5	8,1
Chômage	13,8	15,8	18,3	17,8	19,7
Variation en %	-11,7	13,9	15,9	-2,3	-1,7
Québec					
Emploi	419,2	397,9	402,8	424,3	398,6
Variation en %	1,0	-5,1	1,2	5,3	1,2
Chômage	50,0	59,5	55,0	52,1	39,9
Variation en %	12,1	19,0	-7,6	-5,3	-15,4
Trois-Rivières					
Emploi	173,9	161,5	167,1	167,8	182,6
Variation en %	5,9	-7,1	3,5	0,4	5,4
Chômage	22,2	31,8	32,0	29,3	28,8
Variation en %	-7,6	43,6	0,5	-8,6	-5,2
Estrie					
Emploi	93,1	90,9	95,6	93,9	111,2
Variation en %	-3,1	-2,3	5,1	-1,7	8,2
Chômage	11,6	16,8	16,8	13,7	13,6
Variation en %	1,5	44,6	0,5	-18,8	-4,1
Montréal					
Emploi	1 638,0	1 565,2	1 566,5	1 619,5	1 667,6
Variation en %	2,5	-4,4	0,1	3,4	2,2
Chômage	168,9	231,0	242,5	222,0	219,8
Variation en %	7,8	36,8	5,0	-8,5	-1,9
Outaouais					
Emploi	110,1	106,3	115,6	110,9	113,5
Variation en %	-0,9	-3,4	8,7	-4,0	11,0
Chômage	14,3	15,6	15,9	18,0	13,9
Variation en %	6,2	8,7	2,1	13,1	-11,2
Abitibi-Témiscamingue					
Emploi	51,6	53,6	55,5	55,5	55,2
Variation en %	10,5	3,9	3,6	0,0	9,1
Chômage	8,9	15,8	15,2	13,0	9,0
Variation en %	15,1	76,6	-3,7	-14,3	-22,9
Côte-nord — Nouveau-Québec					
Emploi	39,4	37,1	38,1	38,8	47,8
Variation en %	-18,6	-5,9	2,7	1,8	-1,5
Chômage	6,4	7,2	6,5	8,3	7,6
Variation en %	-10,5	11,7	-9,3	28,2	-27,2

1. Les données pour 1985 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation pour 1985 sont calculés en fonctions des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

SOURCE: Statistique Canada.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES REGIONS

Le taux de chômage diminue dans toutes les régions au Québec en 1985. Dans la plupart des régions cette baisse ne résulte pas d'une diminution de la population active. En effet, seulement deux régions, soit celle de la Côte-Nord — Nouveau-Québec et celle du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie enregistrent une baisse de leur taux d'activité. A l'exception de celle de la Côte-Nord — Nouveau-Québec, toutes les régions enregistrent une croissance de l'emploi. De plus, chacune d'elles sans exception voit son rapport emploi/population augmenter en 1985 et enregistre une diminution du nombre de chômeurs[1]. Alors

1. Les données de l'enquête sur la population active correspondent à une nouvelle délimitation des régions en 1985. Les taux de variation pour 1985 sont calculés à partir des niveaux pour l'année 1984 selon les nouvelles délimitations. On ne peut cependant comparer les niveaux de l'emploi, du nombre de chômeurs et de la population active dans une perspective historique. Les comparaisons entre les taux de variation en sont moins affectées, quoique celles concernant le taux de chômage, le taux d'activité et le rapport emploi/population deviennent très délicates.

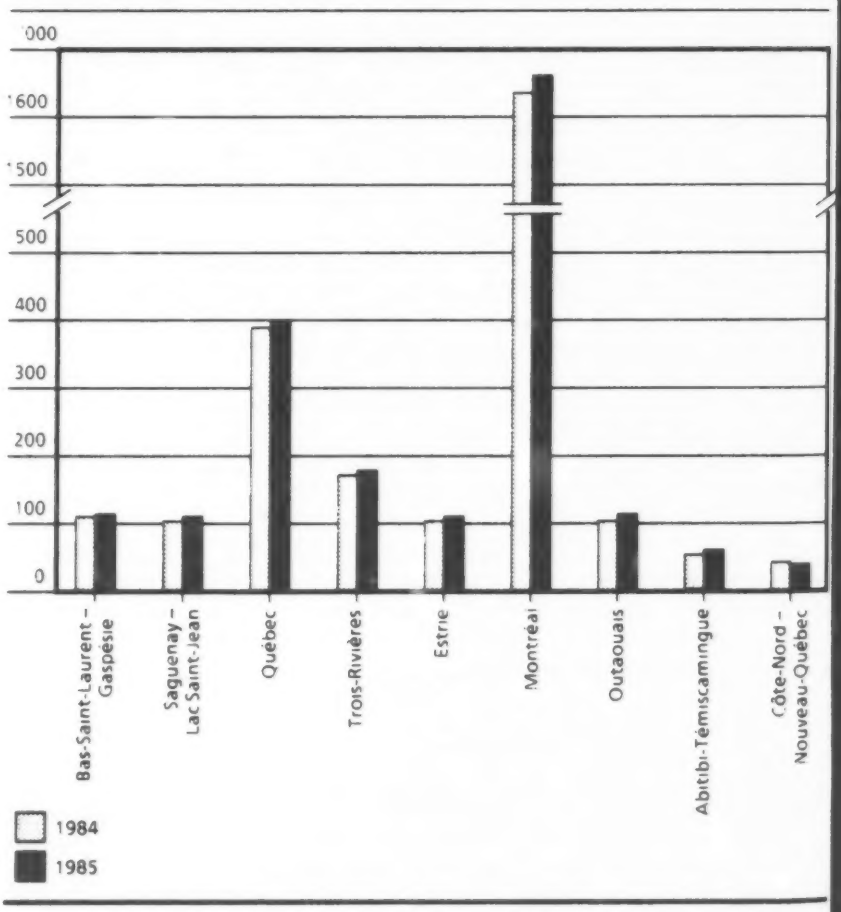
qu'en 1984 la croissance de l'emploi s'était surtout concentrée dans les régions les plus populeuses, l'on dénote une plus grande dispersion des nouveaux emplois en 1985. En 1984, la région de Montréal comptait 53 000 emplois de plus et celle de Québec 22 000, alors que l'augmentation se chiffrait à 80 000 dans l'ensemble du Québec. En 1985, on compte 82 000 emplois de plus dans l'ensemble du Québec; on en dénombre 35 000 dans la région de Montréal et 5 000 dans celle de Québec[2]. Alors que les régions de l'Estrie et de l'Outaouais connaissaient une baisse de l'emploi en 1984, seule celle de la Côte-Nord — Nouveau-Québec enregistre une baisse en 1985.

La région de Montréal connaît une hausse de l'emploi de 2,2% en 1985 tandis qu'on y observe une diminution de 1,9% du nombre de chômeurs. L'emploi y avait connu un plus fort taux de croissance en 1984, soit 3,4%, tandis que le nombre de chômeurs diminuait alors de 8,5%. Le taux de chômage se situe à 11,6% en 1985, comparativement à 12,1% en 1984 et 13,4% en 1983. Le taux d'activité, après être descendu à 62,8% en 1983, passe à 63,5% en 1984 et à 63,9% en 1985, soit un niveau semblable à celui d'avant récession, qui était de 64% en 1981. Le rapport emploi/population, malgré deux hausses annuelles successives, demeure encore inférieur en 1985 (56,5%) à celui observé en 1981 (58%).

Après avoir connu une baisse de 5,1% en 1982 et des hausses successives de 1,2% en 1983 et 5,3% en 1984, l'emploi progresse de 1,2% dans la région de Québec en 1985. Quant au nombre de chômeurs, il diminue dans cette région de 15,4% en 1985; cette baisse succède à celles de 5,3% et de 7,6% enregistrées en 1984 et 1983, respectivement. Le taux d'activité demeure relativement stable en 1985, se situant à 60,6%. Il faut cependant noter que la région de Québec est parmi celles dont le niveau de population est le plus touché par les nouvelles délimitations des régions, rendant plus hasardeuse toute comparaison historique du taux de chômage, du taux d'activité et du rapport emploi/population. Toutefois, la baisse du nombre de chômeurs n'est pas seulement due à la hausse de l'emploi; en effet, l'on dénote une diminution de 0,6% de la population active en 1985, alors que la population de 15 ans et plus dans la région de Québec augmente de 0,5%.

2. Selon la nouvelle délimitation dans les deux cas.

Graphique 3H
Emploi par région
1984-1985



La région de l'Outaouais connaît une croissance de l'emploi de 11% en 1985. Cette hausse fait suite à une baisse de 4% en 1984 et à une augmentation de 8,7% en 1983. De plus, il s'agit de la hausse la plus importante, en termes relatifs, parmi les régions du Québec. Le nombre de chômeurs diminue de 11,2% dans cette région en 1985; cette baisse est la première depuis celle de 12,9% enregistrée en 1980. La baisse du nombre de chômeurs n'est pas liée à un accroissement de la population inactive; en effet, le taux d'activité passe de 62,6% en 1984 à 67,2% en 1985, suite à une augmentation de la population active (8,1%) supérieure à celle de la population tc ale de 15 ans et plus (0,9%). L'effet combiné de la hausse de ia population active et de la baisse du nombre de chômeurs conduit à une diminution du taux de chômage, qui se situe à 10,9% en 1985. Le rapport emploi/population se hisse à un niveau de 59,9% en 1985, devenant le plus élevé parmi les régions du Québec.

En 1985, l'emploi s'accroît de 5,4% dans la région de Trois-Rivières, par rapport à 1984. Cette augmentation est la plus importante à survenir dans cette région depuis celle de 5,9% enregistrée en 1981. Le nombre de chômeurs enregistre une deuxième baisse consécutive en 1985, alors que ce nombre diminue de 5,2%; en 1984, la baisse était de 8,6%. La baisse du nombre de chômeurs dans cette région s'accompagne d'une hausse de 3,8% de la population active, faisant passer le taux de chômage de 14,8% en 1984 à 13,6% en 1985. L'amélioration de la situation sur le marché du travail dans la région de Trois-Rivières se reflète également dans la hausse du rapport emploi/population qui se situe à 50,5% en 1985.

La région de l'Estrie connaît en 1985 sa plus forte augmentation de l'emploi, en termes relatifs, depuis le début de la reprise. En fait, l'année 1984 avait été marquée par une baisse de 1,7% de l'emploi dans cette région, qui avait succédé à la hausse de 5,1% observée en 1983. En 1985, l'emploi s'accroît de 8,2% en Estrie. Le nombre de chômeurs diminue de 4,1% en 1985, il s'agit d'une deuxième baisse consécutive. Toutefois, alors que la baisse du nombre de chômeurs s'accompagnait en 1984 d'une baisse de la population active, celle de 1985 s'accompagne d'une hausse de 6,2% de la population active. Le taux d'activité rejoint donc en 1985 le niveau observé en 1983, soit

Tableau 3.8
Taux de chômage et taux d'activité par région administrative 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
			%		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie					
Taux de chômage	18,0	21,3	22,0	21,6	17,5
Taux d'activité	50,8	47,0	51,1	55,6	55,1
Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Taux de chômage	12,7	14,8	17,0	16,3	14,9
Taux d'activité	54,3	53,4	52,9	53,7	56,6
Québec					
Taux de chômage	10,7	13,0	12,0	10,9	9,1
Taux d'activité	59,7	58,9	58,5	60,3	60,6
Trois-Rivières					
Taux de chômage	11,3	16,5	16,1	14,8	13,6
Taux d'activité	58,4	56,8	58,1	57,1	58,5
Estrie					
Taux de chômage	11,1	15,6	15,0	12,7	10,9
Taux d'activité	60,5	60,0	62,0	58,9	62,0
Montréal					
Taux de chômage	9,3	12,9	13,4	12,1	11,6
Taux d'activité	64,0	62,9	62,8	63,5	63,9
Outaouais					
Taux de chômage	11,6	12,8	12,1	14,0	10,9
Taux d'activité	62,5	60,2	64,0	62,6	67,2
Abitibi-Témiscamingue					
Taux de chômage	14,7	22,7	21,5	19,0	14,0
Taux d'activité	55,3	58,3	59,3	56,6	57,5
Côte-Nord — Nouveau-Québec					
Taux de chômage	13,9	16,3	14,6	17,6	13,7
Taux d'activité	56,9	60,3	61,2	64,8	62,2

1. Les données pour 1985 correspondent à une nouvelle délimitation des régions.

SOURCE: Statistique Canada.

62%, après être descendu à 58,9% en 1984. Le taux de chômage continue à baisser se situant à 10,9% en 1985.

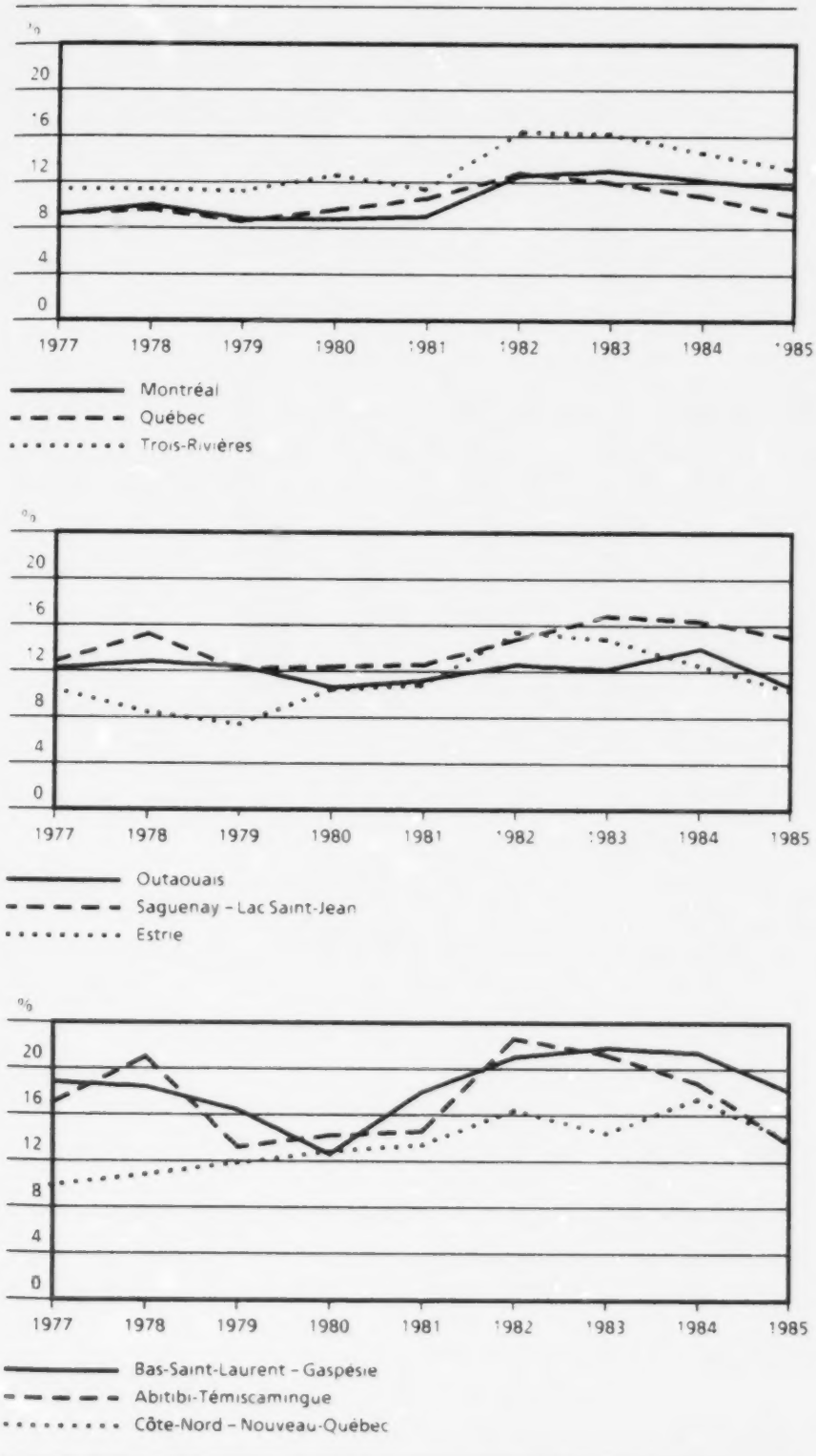
Pour la troisième année consécutive, on note une croissance de l'emploi dans la région du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie. Après les hausses de 9,4% et de 10,1% enregistrées respectivement en 1983 et 1984, l'emploi s'accroît de 7% dans cette région en 1985. On y enregistre aussi la première baisse du nombre de chômeurs (baisse de 4,5%) depuis 1980; cette baisse s'accompagnant d'une augmentation de la population active de 5,1% en 1985, le taux de chômage enregistre alors une baisse, se situant à 17,5%. Il s'agit là du taux le plus élevé au Québec; par ailleurs, l'on retrouve dans cette région le taux d'activité le plus faible de la province en 1985, soit 55,1%.

La région du Saguenay — Lac-Saint-Jean connaît une croissance de l'emploi de 8,1% en 1985, succédant à celle de 3,5% enregistrée en 1984. La population active s'y accroît de 6,5% en 1985, alors que le nombre de chômeurs diminue de 1,7%; ces deux effets conduisent à une baisse du taux de chômage, qui passe de 16,3% en 1984 à 14,9% en 1985. Le redressement qui s'opère sur le marché du travail dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean se reflète aussi par la hausse du taux d'activité, qui passe de 53,7% en 1984 à 56,6% en 1985, et du rapport emploi/population, qui passe de 45,1% en 1984 à 48,2% en 1985. Toutefois, ces niveaux demeurent quand même bien en deçà des moyennes québécoises, soit 62,2% et 54,8% respectivement en 1985 pour le taux d'activité et le rapport emploi/population.

La région de l'Abitibi-Témiscamingue fut épargnée durant la récession, ne connaissant pas de diminution de l'emploi. L'année 1982 a toutefois été marquée par une forte croissance du nombre de chômeurs (76,6%), due principalement à l'augmentation de la population active. En 1985, l'emploi s'accroît de 9,1% dans cette région, alors que le nombre de chômeurs diminue de 22,9%; même en tenant compte de la délimitation différente, on peut considérer que le nombre de chômeurs dans la région a rejoint en 1985 son niveau d'avant récession, soit 9 000, tout comme en 1981. Cette baisse du nombre de chômeurs, malgré la hausse de 3,2% de la population active, conduit à une diminution du taux de chômage lequel se situe à 14% en 1985. Le taux d'activité se situe à 57,5% alors que le rapport emploi/population atteint 49,4%.

La région de la Côte-Nord — Nouveau-Québec est la seule à connaître une diminution de l'emploi en 1985, alors qu'on y enregistre une baisse de 1,5%. On y observe également une diminution de 27,2% du nombre de chômeurs, quoiqu'elle s'accompagne d'une diminution de la population active, de l'ordre de 5,8%. Le taux de chômage se situe à 13,7%, alors que le taux d'activité correspond à la moyenne québécoise, soit 62,2% en 1985.

Graphique 31
Taux de chômage par région
1977-1985



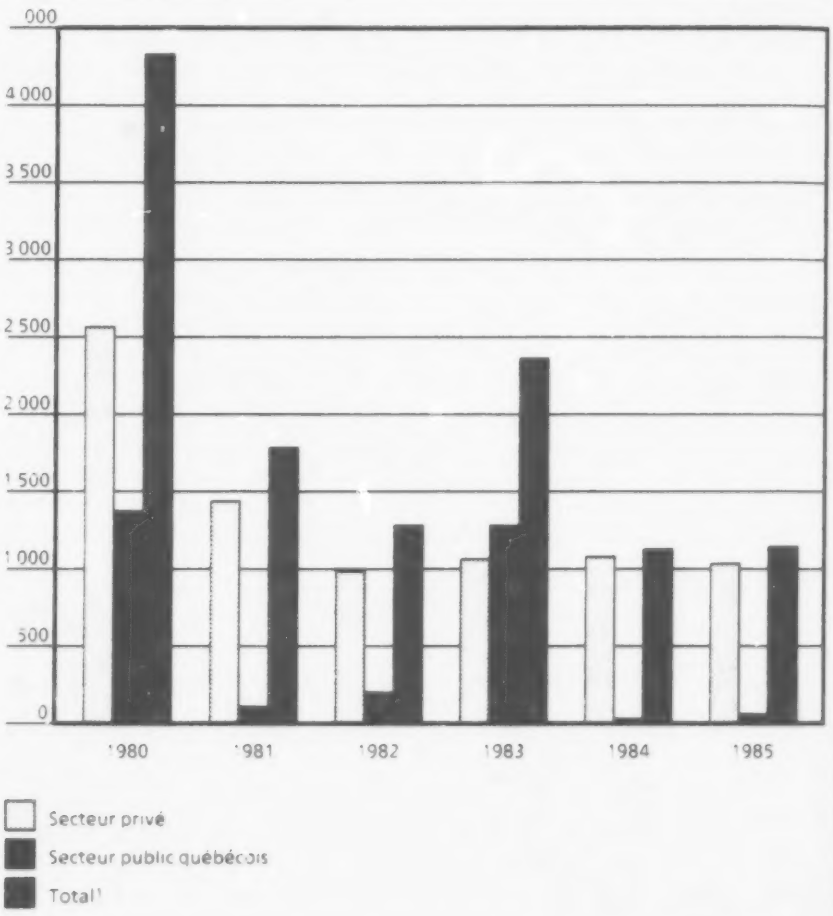
LA RÉMUNÉRATION ET LES RELATIONS DE TRAVAIL

Selon la nouvelle enquête sur la rémunération hebdomadaire moyenne, cette dernière augmente de 3% en 1985 au Québec, par rapport à 1984. Durant cette période, l'indice des prix à la consommation à Montréal connaît une croissance légèrement supérieure, soit 4,4%.

Les arrêts de travail représentent en 1985, 1 118 348 jours-personnes, soit une augmentation de 0,6% par rapport à 1984. Si l'on exclut les arrêts de travail affectant le secteur public au Québec, le nombre de jours-personnes perdus à la suite d'arrêts de travail passe de 1 107 233 en 1984 à 1 071 661 en 1985, soit une diminution de 3,2%.

Graphique 3J

Jours-personnes perdus en arrêts de travail 1980-1985



1. Incluant les arrêts de travail de compétence fédérale

La ventilation des données par région indique que le nombre de jours-personnes perdus à la suite de conflits de travail ne touchant qu'une seule région est en baisse dans la majorité des régions du Québec en 1985. On note des diminutions de 84,2% dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean, de 72% dans celle de la Côte-Nord — Nouveau-Québec, de 48,9% dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, de 24,9% dans celle de Trois-Rivières et de 21,9% dans celle de l'Estrie. Par contre, les régions de l'Outaouais, du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, de Québec et de Montréal connaissent en 1985 des hausses de 300,8%, 30,4%, 17,8% et 2,9% respectivement, par rapport à 1984. En ce qui a trait aux conflits affectant plusieurs régions, le nombre de jours-personnes perdus atteint 167 029 en 1985, comparativement à 39 799 en 1984; cela représente une augmentation de 319,7%.

Tableau 3.9

Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail selon la région
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	13 296	25 588	4 943	10 748	14 011
Variation en %	-60,4	92,4	-80,7	117,4	30,4
Saguenay — Lac-Saint-Jean	123 155	35 466	26 667	107 180	16 907
Variation en %	-69,0	-71,2	-24,8	301,9	-84,2
Québec	148 619	107 828	97 964	122 035	143 798
Variation en %	-35,0	-27,4	-9,1	24,6	17,8
Trois-Rivières	337 928	51 838	72 144	78 513	58 952
Variation en %	-24,9	-84,7	39,2	8,8	-24,9
Estrie	27 067	18 033	4 813	24 616	19 213
Variation en %	6,1	-33,4	-73,3	411,4	-21,9
Montréal	470 524	672 593	554 421	590 456	607 493
Variation en %	-49,3	42,9	-17,6	6,5	2,9
Outaouais	15 714	14 788	24 309	9 365	37 538
Variation en %	-9,2	-5,9	64,4	-61,5	300,8
Abitibi-Témiscamingue	171 949	25 761	30 029	102 817	52 515
Variation en %	136,5	-85,0	16,6	242,4	-48,9
Côte-Nord — Nouveau-Québec	88 535	5 608	6 925	3 190	892
Variation en %	-47,1	93,7	23,5	-53,9	-72,0
Plus d'une région	393 633	320 966	1 560 318	62 670	167 029
Variation en %	-80,3	-18,5	386,1	-96,0	166,5
Total	**1 790 420**	**1 278 469**	**2 382 533**	**1 111 590**	**1 118 348**
Variation en %	**-58,5**	**-28,6**	**86,4**	**-53,3**	**0,6**

SOURCE: Travail Québec.

Le revenu intérieur net au coût des facteurs s'élève à 81,4 milliards de dollars en 1985, en hausse de 6,6% par rapport à l'année 1984. Il correspond à l'ensemble des revenus générés dans l'économie, soit principalement la rémunération des salariés, qui totalise 59,3 milliards de dollars, les bénéfices des sociétés avant impôt, 7,8 milliards de dollars, les intérêts et revenus divers de placement 8,3 milliards de dollars, le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, 5,4 milliards de dollars, et agricoles, 0,8 milliard de dollars. Le fait marquant en 1985 réside dans la modeste hausse de 3,6% des bénéfices des sociétés avant impôt, lesquels avaient augmenté de 22,5% en 1984. La part de la rémunération des salariés se maintient à 72,9% du revenu intérieur net en 1985, comparativement à 73% en 1984, et 74,6% en 1980; en 1982 cette part s'élevait à 77,2% en raison de la faiblesse des bénéfices des sociétés avant impôt. Depuis 1980, ceux-ci n'ont pas complètement retrouvé leur importance relative dans le produit intérieur brut puisque leur part atteint 9,6% en 1985 et 9,9% en 1984 en regard de

Tableau 4.1
Revenu intérieur
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Rémunération des salariés	47 995	50 091	52 282	55 706	59 319
Variation en %	14,9	4,4	4,4	6,5	6,5
Solde et indemnités militaires	230	265	279	307	322
Variation en %	15,0	15,2	5,3	10,0	4,9
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 570	3 999	6 171	7 557	7 826
Variation en %	-1,9	-47,2	54,3	22,5	3,6
Intérêts et revenus divers de placement	5 907	6 220	7 210	7 889	8 346
Variation en %	22,6	5,3	15,9	9,4	5,8
Revenu net des exploitants agricoles	648	672	591	813	818
Variation en %	7,5	3,7	-12,1	37,6	0,6
Revenu net des entreprises individuelles	2 885	3 391	4 143	4 686	5 379
Variation en %	11,1	17,5	22,2	13,1	14,8
Ajustement de la valeur des stocks	-1 731	259	-512	-648	-632
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**63 504**	**64 897**	**70 164**	**76 310**	**81 378**
Variation en %	**13,5**	**2,2**	**8,1**	**8,8**	**6,6**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

13,8% en 1980. Cependant, en 1980 les bénéfices déclarés par les sociétés incluaient un gain en capital sur les stocks beaucoup plus important qu'en 1985, gain que la comptabilité nationale exclut du produit intérieur net sous la forme d'un ajustement à la valeur des stocks. Par ailleurs, la part des revenus des entreprises individuelles non agricoles ne cesse d'augmenter, passant de 4,6% en 1980 à 6,1% en 1984 et 6,6% en 1985. Les intérêts et revenus divers de placement représentent également une part du revenu intérieur brut plus importante en 1985 qu'en 1980, soit 10,3% comparativement à 8,6%.

Étant donné ces revenus des différentes catégories d'agents économiques et les transferts qui s'opèrent entre les agents, la prise en compte des dépenses réalisées par les particuliers, les entreprises et les administrations publiques permet de dégager leurs besoins ou leurs capacités de financement selon le cas. Les informations partielles disponibles sur le mode de financement et les instruments d'épargne utilisés complètent le portrait de la situation financière des différents agents.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES PARTICULIERS

Le revenu personnel enregistre une augmentation de 7,5% en 1985, pour atteindre 94,8 milliards de dollars, alors qu'en 1984 le revenu personnel s'était accru de 8,1%. La rémunération des salariés connaît en 1985 une hausse identique à celle de 1984, soit de 6,5%; le revenu des entreprises individuelles enregistre pour sa part une croissance un peu plus forte en 1985, soit de 14,8%, comparativement à 13,1% en 1984. Parmi les principales composantes du revenu personnel, ce sont donc les revenus des particuliers sous forme d'inté-

Tableau 4.2
Sources du revenu personnel
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Rémunération des salariés	47 995	50 091	52 282	55 706	59 319
Variation en %	14,9	4,4	4,4	6,5	6,5
Solde et indemnités militaires	230	265	279	307	322
Variation en %	15,0	15,2	5,3	10,0	4,9
Revenu net des exploitants agricoles	648	672	591	813	818
Variation en %	7,5	3,7	-12,1	37,6	0,6
Revenu net des entreprises individuelles	2 885	3 391	4 143	4 686	5 379
Variation en %	11,1	17,5	22,2	13,1	14,8
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	8 513	9 928	9 413	10 476	11 461
Variation en %	34,6	16,6	-5,2	11,3	9,4
Transferts des administrations publiques aux particuliers	10 699	12 889	14 230	15 698	17 017
Variation en %	14,3	20,5	10,4	10,3	8,4
Subventions d'équipement	98	239	403	222	201
Variation en %	7,7	143,9	68,6	-44,9	-9,5
Transferts des corporations	171	128	139	143	152
Variation en %	23,9	-25,1	8,6	2,9	6,3
Transferts des non-résidents du Canada	144	158	161	167	171
Variation en %	4,3	9,7	1,9	3,7	2,4
Revenu personnel	**71 383**	**77 761**	**81 641**	**88 218**	**94 840**
Variation en %	**16,6**	**8,9**	**5,0**	**8,1**	**7,5**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

rêts, de dividendes et de revenus divers de placements, ainsi que les transferts des administrations publiques aux particuliers qui augmentent un peu moins fortement en 1985 qu'en 1984; toutefois les hausses demeurent importantes en 1985, soit de 9,4% pour les revenus de placements et 8,4% pour les transferts. Par ailleurs, le revenu net des exploitants agricoles ne s'accroît que de 0,6% en 1985 mais son niveau reste élevé, à 818 millions de dollars, après être passé de 591 millions de dollars à 813 millions de dollars entre 1983 et 1984.

En soustrayant du revenu personnel de 94,8 milliards de dollars, les impôts directs des particuliers (totalisant 15,3 milliards de dollars), les cotisations des employeurs et employés à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions (5,3 milliards de dollars) et les autres transferts aux administrations publiques, on obtient un revenu personnel disponible de 73,6 milliards de dollars en 1985. Celui-ci est en hausse de 7% par rapport à 1984 où il avait augmenté de 8,2%.

L'augmentation des impôts directs des particuliers limite la croissance du revenu personnel disponible; ces impôts sont en hausse de 10,8% en 1985 en regard de hausses de 7% en 1984 et 3,1% en 1983. Par contre la croissance des diverses cotisations à l'assurance sociale et aux régimes publics de pension est moins forte en 1985 qu'au cours des deux années précédentes, soit de 4,6% comparativement à 10% en 1984 et 19,9% en 1983.

Tableau 4.3
Emplois du revenu personnel
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Revenu personnel	71 383	77 761	81 641	88 218	94 840
Variation en %	16,6	8,9	5,0	8,1	7,5
Impôts directs des particuliers	11 237	12 485	12 868	13 770	15 260
Variation en %	18,5	11,1	3,1	7,0	10,8
Droits et impôts successoraux	39	37	52	39	43
Variation en %	-9,3	-5,1	40,5	-25,0	10,3
Cotisations à l'assurance sociale et régimes publics de pensions	3 614	3 885	4 563	5 020	5 251
Variation en %	24,1	5,3	19,9	10,0	4,6
Autres transferts aux administrations publiques	521	582	612	605	668
Variation en %	3,2	11,7	5,2	-1,1	10,4
Revenu personnel disponible	55 972	60 852	63 546	68 784	73 618
Variation en %	15,9	8,7	4,4	8,2	7,0
Dépenses courantes en biens et services	45 477	48 899	53 642	59 198	64 534
Variation en %	11,3	7,5	9,7	10,4	9,0
Transferts courants aux corporations (intérêts de dettes à la consommation)	1 180	1 142	814	-2,1 797	9,0 869
Variation en %	24,2	-3,2	-28,7	-2,1	9,0
Transferts courants aux non-résidents du Canada	96	105	112	121	135
Variation en %	6,7	9,4	6,7	8,0	11,6
Epargne personnelle	9 219	10 706	8 978	8 668	8 080
Variation en %	44,7	16,1	-16,1	-3,5	-6,8
Taux d'épargne	16,5	17,6	14,1	12,6	11,0

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

La plus grande part du revenu personnel disponible est consacrée à l'achat de biens et services de consommation. Les dépenses personnelles à ce titre totalisent 64,5 milliards de dollars ce qui constitue une augmentation de 9% par rapport à 1984. Les intérêts payés sur les dettes à la consommation augmentent également de 9% en 1985. Étant donné cet accroissement des dépenses, les sommes allouées à l'épargne personnelle subissent une baisse de 6,8% pour s'établir à 8,1 milliards de dollars. Le taux d'épargne, qui représente la part de l'épargne personnelle dans le revenu personnel disponible poursuit donc son évolution à la baisse se situant à 11% en regard de 12,6% en 1984 et 17,6% en 1982; il s'établissait à 10,1% en 1979.

Le financement des dépenses de consommation connaît une forte expansion en 1985. Des données complètes à cet égard ne sont pas disponibles au niveau provincial mais la répartition régionale de l'actif des banques à charte canadiennes permet d'apprécier la croissance des prêts personnels en 1985; en plus du crédit à la consommation, ces prêts comprennent la valeur des prêts aux particuliers pour l'achat de titres, qui ne peuvent être considérés séparément. Selon ces données, l'encours des prêts personnels effectués par les banques à charte du Québec atteint 6 532 millions de dollars en 1985, ce qui constitue une forte hausse de 17,7% par rapport à 1984. La valeur des prêts personnels consentis au Québec surpasse donc de 982 millions de dollars les remboursements effectués alors qu'en 1984, cet écart était de 508 millions de dollars. Parmi ces prêts des banques à charte, les prêts sur carte de crédit connaissent à nouveau un taux de croissance très élevé, soit de 15,9% en 1985; ceux-ci atteignent 838 millions de dollars. Dans l'ensemble du Canada, l'encours des prêts personnels s'accroît de 10,2% en 1985, pour atteindre 37 456 millions de dollars, tandis que l'encours du seul crédit à la consommation consentis par les banques à charte s'élève à 36 064 millions de dollars, en hausse de 9,5% par rapport à 1984. En incluant les autres principaux prêteurs, l'encours total du crédit à la consommation totalise 54 658 millions de dollars au Canada en 1984, ce qui représente une augmentation de 10,2% par rapport en 1984.

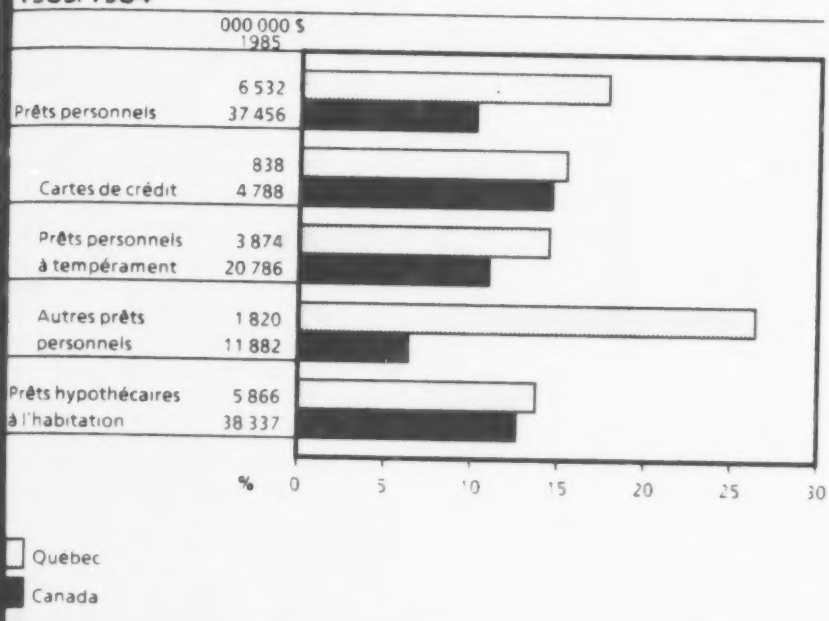
Tableau 4.4
Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Banques à charte	31 521,8	31 306,1	30 931,2	32 937,0	36 064,0
Variation en %	13,7	-0,7	-1,2	6,5	9,5
Sociétés de financement de prêts à la consommation	3 042,4	2 718,0	2 381,3	2 373,3	2 838,8
Variation en %	5,1	-10,7	-12,4	-0,3	19,6
Compagnies d'assurance	2 239,3	2 621,8	2 690,8	2 664,9	2 670,8
Variation en %	22,6	17,1	2,6	-1,0	0,2
Banque d'épargne du Québec	172,1	139,4	181,5	200,4	212,0
Variation en %	9,5	-19,0	30,2	10,4	5,8
Grands magasins	1 538,8	1 559,7	1 619,4	1 766,4	1 966,1
Variation en %	7,7	1,4	3,8	9,1	11,3
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	1 692,8	1 844,6	2 075,8	2 467,8	3 152,1
Variation en %	36,3	9,0	12,5	18,9	27,7
Somme partielle	40 206,9	40 189,1	39 879,8	42 410,0	46 904,0
Variation en %	14,0	0,0	-0,8	6,3	10,6
Caisses populaires et "credit unions"	6 024,8	5 768,3	6 070,3	6 816,5	7 822,7
Variation en %	-5,8	-4,3	5,2	12,3	14,8
Total	**46 477,0**	**45 857,0**	**46 114,8**	**49 607,3**	**54 658,3**
Variation en %	**10,6**	**-1,3**	**0,6**	**7,6**	**10,2**

SOURCE:Statistique Canada.

Graphique 4A

Variation de l'encours de certains prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada 1985/1984



Par ailleurs, les statistiques sur les prêts hypothécaires à l'habitation indiquent une forte augmentation de 12,2% de l'encours de ces prêts en 1985, lequel totalise 34 030 millions de dollars; en 1983 et 1984 la croissance de l'encours des prêts hypothécaires atteignait 9,6% et 8,7% respectivement. Ce sont les sociétés de fiducie et les sociétés de prêts hypothécaires non affiliées aux banques qui enregistrent la plus forte croissance à ce chapitre en 1985, soit de 24,1%, alors que les banques à charte connaissent également une hausse importante de 18,1% de l'encours de leurs prêts hypothécaires. Les caisses d'épargne et de crédit demeurent cependant au premier rang quant à l'encours des prêts hypothécaires, avec un encours total de 10 312 millions de dollars en 1985, en hausse de 10,7% en regard de l'année précédente. Fait à noter comme au cours des dernières années, les institutions publiques provinciales et fédérales qui réalisent des prêts hypothécaires (Société canadienne d'hypothèques et de logement, Société fédérale du crédit agricole, Société d'habitation du Québec, Caisse de dépôt et de placement, Office du crédit agricole) réduisent l'encours de ces prêts, de 1,5% en 1985 par rapport à l'année précédente.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

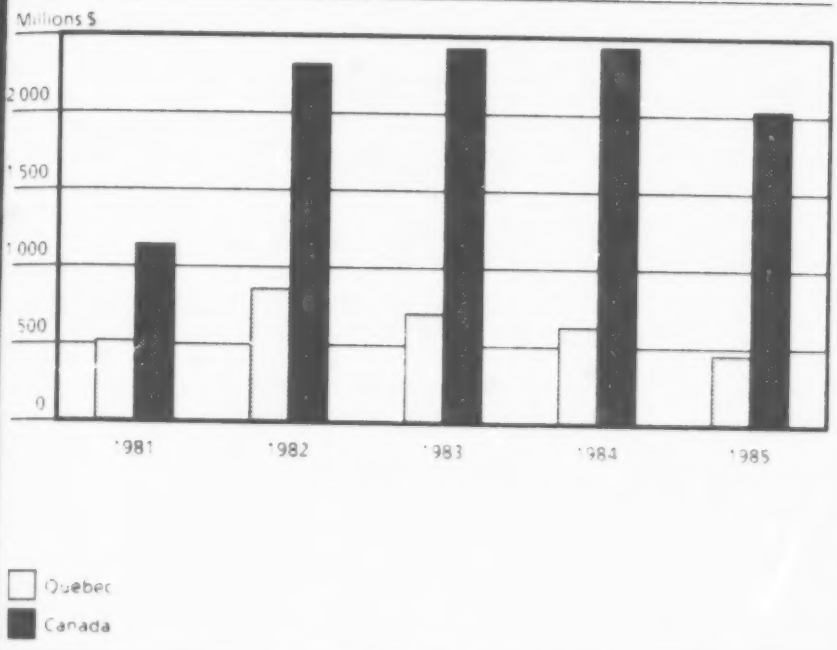
Après avoir connu une très forte croissance en 1984 les bénéfices et les revenus nets d'exploitation des entreprises québécoises n'augmentent que faiblement en 1985, à l'exception des revenus nets des entreprises individuelles non agricoles. En effet, les revenus nets de ces entreprises qui sont en forte hausse au Québec depuis quelques années, passant de 2,6 milliards de dollars en 1980 à 4,7 milliards de dollars en 1984, connaissent une hausse de 14,8% en 1985 pour atteindre 5,4 milliards de dollars. Par contre, les bénéfices des sociétés avant impôt, qui augmentaient de 22,5% en 1984, et de 54,3% en 1982, ne progressent que de 3,6% en 1985; cette augmentation amène toutefois ces bénéfices avant impôt à un niveau de 7,8 milliards de dollars, supérieur au sommet de 7,7 milliards de dollars atteint en 1980. De même, les revenus nets des exploitants agricoles n'enregistrent qu'une augmentation de 0,6% en 1985, mais puisque l'année 1984 avait été exceptionnelle avec une croissance de 37,6% des revenus nets, leur valeur de 818 millions de dollars en 1985 demeure très supérieure au sommet de 672 millions de dollars observé en 1982.

Les statistiques sur les faillites commerciales reflètent l'amélioration de la situation financière des entreprises québécoises depuis 1982. Ainsi, le passif total des faillites commerciales totalise 473,9 millions de dollars en 1985, ce qui représente une baisse de 26,2% par rapport à 1984; en 1982 ce passif avait culminé à 836 millions de dollars. C'est dans le secteur tertiaire que la diminution du passif total des faillites est la plus significative en 1985, puisqu'il passe de 430 millions de dollars en 1984 à 255,2 millions de dollars en 1985. Dans le secteur primaire le passif des faillites diminue également, de 55 à

Tableau 4.5
Encours des prêts hypothécaires selon les principaux établissements prêteurs, Québec 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
	(000 000 $)				
Banques à charte	4 923	4 805	5 114	5 637	6 655
Variation en %	-	-2,4	6,4	10,2	18,1
Banque d'épargne	906	802	807	860	948
Variation en %	-	-11,5	0,6	6,6	10,2
Caisses d'épargne et de crédit	6 652	6 989	8 256	9 318	10 312
Variation en %	-	5,1	18,1	12,9	10,7
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	3 214	3 292	3 746	4 349	5 395
Variation en %	-	2,4	13,8	16,1	24,1
Sociétés d'entraide	984	490	410	394	357
Variation en %	-	-50,2	-16,4	-3,9	-9,4
Compagnies d'assurance-vie	3 089	3 136	3 291	3 543	4 018
Variation en %	-	1,5	4,9	7,7	13,4
Institutions publiques	3 597	3 361	3 317	3 139	3 093
Variation en %	-	-6,6	-1,3	-5,4	-1,5
Fonds de successions des sociétés de fiducie	2 856	2 593	2 961	3 093	3 252
Variation en %	-	-9,2	14,2	4,5	5,1
Total	**26 221**	**25 468**	**27 902**	**30 333**	**34 030**
Variation en %	**-**	**-2,9**	**9,6**	**8,7**	

Graphique 4B
Passif des faillites commerciales
1981-1985



28,5 millions de dollars, de même que dans la construction, de 71,6 à 64,8 millions de dollars; par contre, le passif des faillites des entreprises du secteur manufacturier totalise 125,4 millions de dollars en 1985 comparativement à 85,1 millions de dollars en 1984.

Alors que la croissance des profits des entreprises ralentit en 1985, les dépenses en immobilisations des entreprises, demeurent en forte croissance. Elles augmentent en effet de 11,1% pour atteindre 15,4 milliards de dollars; elles incluent des dépenses en constructions résidentielles totalisant 4,9 milliards de dollars, en hausse de 16,2%, et des dépenses en constructions non résidentielles, en machines et matériel, de 10,5 milliards de dollars, en hausse de 8,8%.

Tableau 4.6
Revenus des corporations et des entreprises individuelles
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 570	3 999	6 171	7 557	7 826
Variation en %	-1,9	-47,2	54,3	22,5	3,6
Impôts directs des sociétés[1]	2 251	1 558	1 705	1 964	2 037
Variation en %	-6,7	-27,6	9,4	15,2	3,7
Fédéraux	1 514	1 239	1 417	1 652	1 659
Variation en %	-4,8	-6,3	14,4	16,6	0,4
Provinciaux	637	319	288	312	378
Variation en %	-10,9	-50,0	-9,7	8,3	21,2
Ajustement de la valeur des [illegible]	-1 731	259	-512	-648	-632
Revenu net des exploitants agricoles	648	672	591	813	818
Variation en %	7,5	3,7	-12,1	37,6	0,6
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	2 885	3 391	4 143	4 686	5 379
Variation en %	11,1	17,5	22,2	13,1	14,8

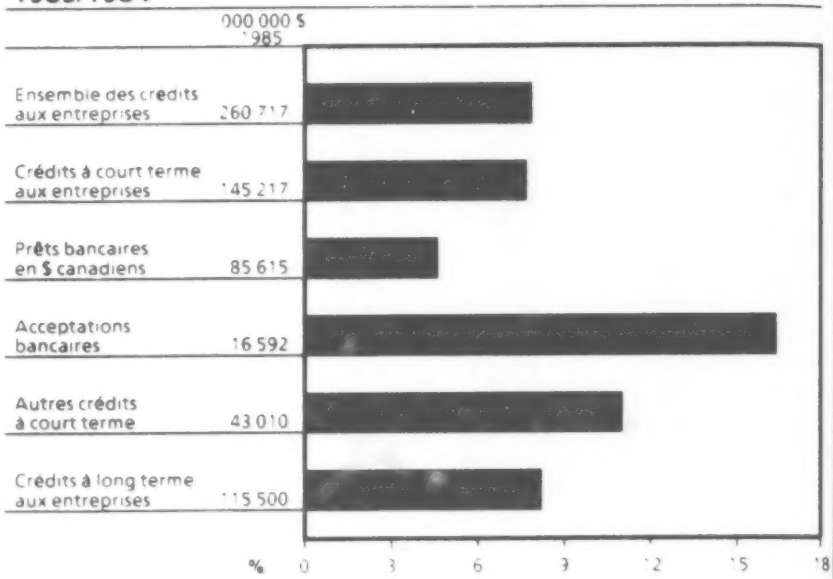
1. Comprenant certains paiements d'impôt sur des revenus de placement et dividendes.
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

Fait à noter, en raison de la diminution des dépenses en immobilisations des entreprises publiques, qui baissent de 16,5% en 1985, et de la forte hausse de 16,3% des dépenses en immobilisations des entreprises commerciales, la part des entreprises commerciales dans l'ensemble des dépenses en immobilisations au Québec atteint un niveau exceptionnel de 47,1%; cette part se situe en moyenne à 41,4% entre 1975 et 1985. La part de l'ensemble du secteur privé, qui comprend, outre les entreprises commerciales, les institutions privées et l'habitation, s'élève à 71,1% en 1985 comparativement à 62,4% en 1984.

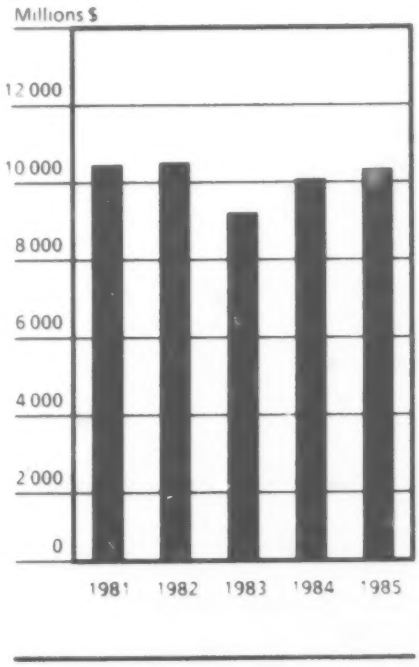
La contribution des entreprises à la demande globale dans l'économie comprend, en plus de la formation brute de capital fixe, la valeur de la variation matérielle des stocks. En 1985, l'augmentation du volume des stocks représente un accroissement en valeur de 531 millions de dollars, ce qui est légèrement inférieur à la hausse de 618 millions de dollars enregistrée en 1984. En 1982, la dépression de la demande finale avait été aggravée par une diminution de 2,2 milliards de dollars de la valeur des stocks détenus par les entreprises.

De façon générale, les besoins de financement du secteur des entreprises surpassent l'épargne brute réalisée dans le secteur. Cette épargne est constituée des bénéfices non répartis des sociétés et de leurs provisions pour consommation de capital; les revenus et l'épargne des entreprises individuelles agricoles et non agricoles ainsi que les dividendes payés par les sociétés sont comptabilisés dans les revenus et l'épargne personnelle. Au Québec, les données disponibles ne permettent pas d'évaluer de façon

Graphique 4C
Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada 1985/1984



Graphique 4D
Encours des prêts de banques à charte aux entreprises québécoises 1981-1985



satisfaisante les bénéfices non répartis des sociétés et les provisions pour consommation de capital. De plus, il n'existe que des données partielles sur le financement externe auquel les entreprises font appel pour réaliser leurs projets d'investissement ou combler leurs besoins de liquidité. Une information peut être tirée des données sur la répartition régionale de l'actif en dollars canadiens des banques à charte; ces données révèlent que l'encours des prêts consentis aux entreprises du Québec par ces institutions atteint 10,3 milliards de dollars en 1985, comparativement à 10 milliards de dollars en 1984, et 10,6 milliards de dollars en 1982. Au Canada, l'encours de ces prêts bancaires aux entreprises augmente aussi de façon modérée, passant de 81,8 milliards de dollars en 1984 à 85,6 milliards de dollars en 1985; ils totalisaient 90,8 milliards de dollars en 1982. La réduction des prêts bancaires aux entreprises survenue après 1982 reflète un changement dans la structure de financement des entreprises qui repose moins sur le financement à court terme; en 1985 toutefois, le crédit à court terme aux entreprises canadiennes s'accroît presqu'aussi fortement que le crédit à long terme, soit de 7,7% comparativement à 8,2%. L'ensemble des crédits aux entreprises canadiennes augmente ainsi de 7,9% en 1985, en regard d'une hausse de 3,8% en 1984, pour atteindre 260,7 milliards de dollars. Par ailleurs, l'assainissement des finances des entreprises privées non financières au Canada, réalisé au cours des dernières années, permet à ces entreprises d'accroître fortement leur stock de capital non financier en 1985 tout en maintenant globalement de bons ratios financiers, malgré une croissance modeste des bénéfices non répartis. Ainsi le coefficient d'autofinancement des entreprises privées non financières canadiennes qui s'était élevé à 1,0 en 1984, en raison de la faiblesse de l'investissement combiné à une forte hausse des profits, enregistre une baisse à 0,88 en 1985; cependant, ce ratio qui représente le rapport entre les valeurs de l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier se situait à 0,53 en 1981 et 0,67 en 1982.

Par ailleurs, le coefficient d'endettement des entreprises, soit le rapport entre le passif total et l'avoir des actionnaires continue de décroître passant de 1,56 en 1984 à 1,49 en 1985. De même, sur le plan des liquidités, la situation des entreprises privées canadiennes s'améliore encore en 1985, alors que le

Tableau 4.7
Financement des entreprises privées, Canada
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Acquisition de capital non financier (000 000 $)	45 429	31 104	33 950	38 317	45 502
Variation en %	24,77	-31,53	9,15	12,86	18,75
Épargne brute[1] (000 000 $)	23 886	20 738	33 242	38 313	40 216
Variation en %	-14,41	-13,18	60,30	15,25	4,97
Coefficient d'autofinancement[2]	0,53	0,67	0,98	1,00	0,88
Part du financement par actions dans le financement externe à long terme[3]	0,38	0,30	0,40	0,59	0,54
Part du financement à court terme dans le financement total	0,59	0,61	0,58	0,56	0,56
Paiements d'intérêt par rapport aux bénéfices avant impôt	0,52	1,04	0,59	0,52	0,47
Coefficient d'endettement[4]	1,55	1,71	1,62	1,56	1,49
(Disponibilités-stocks)/exigibilités	0,80	0,74	0,76	0,80	0,84

1. Bénéfices non répartis et provisions pour consommation de capital.
2. Rapport entre l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier.
3. Le financement à long terme comprend les émissions nettes d'actions et d'obligations.
4. Rapport entre le passif total et l'avoir total des actionnaires.

SOURCES: Banque du Canada; Statistique Canada.

ratio disponibilités (excluant les stocks)/exigibilités se situe à 0,84 comparativement à 0,80 en 1984 et 0,74 en 1982. En raison d'un endettement plus faible et de taux d'intérêt en baisse, la valeur des paiements d'intérêt correspond à une proportion plus faible de la valeur des bénéfices avant impôt, soit 47% en 1985, en regard de 52% en 1984 et 104% en 1982.

Toutefois, la part du financement à court terme dans le financement total des entreprises privées cesse de diminuer en 1985, s'établissant à 56% comme en 1984. De plus la part du financement par action dans le financement externe à long terme, qui était passée de 30% en 1982 à 59% en 1984 connaît un recul à 54% en 1985.

LES REVENUS ET LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les revenus des administrations publiques incluant les transferts intergouvernementaux, totalisent 58,1 milliards de dollars en 1985, ce qui constitue une augmentation de 7,5% par rapport à 1984 où ces revenus avaient augmenté de 8,1%. Les revenus de l'administration fédérale au Québec atteignent 16,9 milliards de dollars et connaissent en 1985 une augmentation un peu moins importante qu'en 1984, soit de 8,7% comparativement à 11,4%. Par contre les revenus de l'administration provinciale (26,2 milliards de dollars) augmentent plus fortement en 1985 qu'en 1984, soit de 8,7% comparativement à 7,1%, de même que les revenus des administrations locales (8,7 milliards de dollars) qui sont en hausse de 4,3% en 1985 en regard d'une augmentation de 1,3% en 1984. Les autres composantes des revenus des administrations publiques sont les revenus des hôpitaux (3,9 milliards de dollars, constitués presqu'exclusivement de transferts de l'administration provinciale) qui progressent de 2,8% en 1985 après avoir augmenté de 17,4% en 1984, ainsi que les recettes de la Régie des rentes du Québec qui s'élèvent à 2,4 milliards de dollars en 1985, en hausse de 6,9% par rapport à 1984.

Du côté des dépenses courantes des administrations publiques, on observe un accroissement de 6,2% en 1985 ce qui est sensiblement inférieur à l'augmentation de 8,9% qui s'est produite en 1984. Ces dépenses totalisent 58,2 milliards de dollars en 1985 et, en raison de l'écart important avec les revenus totaux, l'augmentation des dépenses est aussi importante que celle des revenus, soit d'environ 4 milliards de dollars, même si la hausse en pourcentage est plus faible pour les dépenses que pour les revenus. L'épargne des administrations publiques, soit la différence entre les revenus et les dépenses courantes demeure donc négative et représente un besoin de financement de 10 milliards de dollars en 1985.

Aux dépenses courantes s'ajoutent les dépenses en formation brute de capital fixe des administrations publiques qui s'élèvent à 2,6 milliards de dollars, en hausse de 5,7% en 1985, alors qu'elles augmentaient de 15,1% en 1984.

En ajoutant à l'épargne négative des administrations publiques les provisions pour consommation de capital (1,9 milliard de dollars) puis en soustrayant la valeur des dépenses en formation brute de capital fixe on obtient le déficit des administration publiques sur la base des comptes nationaux. Ce déficit se situe presqu'au même niveau qu'en 1984, soit 10,7 milliards de dollars, dont la majeure partie, soit 9,3 milliards de dollars, est attribuable à l'administration fédérale. En proportion du produit intérieur brut toutefois, le déficit des administrations publiques devient moins important, puisqu'il en représente 10,2% en 1985 en regard de 11,1% en 1984; en 1980, cette proportion s'établissait à 8,7%.

En ce qui a trait aux revenus des administrations publiques, les impôts directs sur les personnes en constituent la plus importante composante, totalisant 20,6 milliards de dollars. L'augmentation de ces impôts est un peu plus marquée en 1985 qu'en 1984, soit de 9,2% comparativement à

Tableau 4.8
Revenus et dépenses des administrations publiques
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Recettes totales	43 253	47 206	50 007	54 080	58 144
Variation en %	16,9	9,1	5,9	8,1	7,5
Administration fédérale	13 257	13 280	13 927	15 516	16 868
Variation en %	24,0	0,2	4,9	11,4	8,7
Administration provinciale	18 290	20 952	22 542	24 144	26 234
Variation en %	17,5	14,6	7,6	7,1	8,7
Administrations locales	7 230	7 816	8 196	8 306	8 663
Variation en %	6,9	8,1	4,9	1,3	4,3
R.R.Q.	1 730	1 967	2 060	2 262	2 419
Variation en %	8,7	13,7	4,7	9,8	6,9
Hôpitaux	2 728	3 171	3 261	3 829	3 935
Variation en %	14,3	16,2	2,8	17,4	2,8
Dépenses courantes totales	49 604	55 357	58 958	64 205	68 183
Variation en %	17,1	11,6	6,5	8,9	6,2
Administration fédérale	18 396	21 005	22 449	24 529	25 981
Variation en %	22,9	14,2	6,9	9,3	5,9
Administration provinciale	20 147	22 199	23 307	25 352	26 997
Variation en %	13,6	10,2	5,0	8,8	6,5
Administrations locales	7 221	7 898	8 732	9 307	9 716
Variation en %	13,0	9,4	10,6	6,6	4,4
R.R.Q.	859	1 053	1 267	1 612	1 897
Variation en %	24,0	22,6	20,3	27,2	17,7
Hôpitaux	2 971	3 190	3 187	3 387	3 572
Variation en %	14,6	7,4	-0,0	6,3	5,5
Formation brute de capital fixe	1 893	1 873	2 154	2 480	2 621
Variation en %	-4,4	-1,1	15,0	15,1	5,7
Administration fédérale	202	223	332	525	406
Variation en %	21,0	10,4	48,9	58,1	-22,7
Administration provinciale	718	653	720	774	945
Variation en %	1,7	-9,1	10,3	7,5	22,1
Administrations locales	964	981	1 080	1 153	1 232
Variation en %	-12,2	1,8	10,1	6,8	6,9
Surplus ou déficit	-6 958	-8 609	-9 509	-10 824	-10 737
Administration fédérale	-5 161	-7 749	-8 632	-9 291	-9 250
Administration provinciale	-2 080	-1 358	-867	-1 276	-934
Administrations locales	-438	-490	-969	-1 438	-1 525
R.R.Q.	871	914	793	650	522
Hôpitaux	-158	66	160	526	445

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

7,7%, en raison d'un accroissement de 11,9% de ceux perçus par l'administration fédérale (8,3 milliards de dollars), qui avaient augmenté de 6,7% en 1984. L'administration provinciale réduit pour sa part à 7,2% la croissance des impôts directs sur les personnes qui étaient en hausse de 8% en 1984. Les impôts indirects (15 milliards de dollars) connaissent par ailleurs un accroissement plus important en 1985 qu'en 1984, soit de 9,8% comparativement à 7,1%, et notamment ceux de l'administration publique provinciale qui sont en hausse de 15% en 1985 alors qu'ils augmentaient de 3,1% en 1984. Les revenus des administrations publiques sous forme de revenus de placement n'augmentent pas aussi fortement qu'en 1984 mais ils sont tout de même en hausse de 10,9% en 1985 ce qui les porte à 4,3 milliards de dollars. Finalement, la catégorie de revenus dont l'augmentation est la plus faible en 1985 est celle des impôts directs sur les entreprises privées et publiques qui sont en hausse de 3,7% (atteignant 2 milliards de dollars) tandis qu'ils progressaient de 15,2% en 1984; cette évolution est semblable à celle des bénéfices des sociétés. Du côté de l'administration fédérale, la croissance de ces impôts passe de 16,6% en 1984 à 0,4% en 1985, mais les impôts directs sur les entreprises perçus par l'administration provinciale sont en hausse de 21,2% en 1985 en regard d'une hausse de 8,3% en 1984; la part de l'administration provinciale dans ces revenus s'accroît de 15,9% en 1984 à 18,6% en 1985 alors qu'elle s'élevait à 31% en 1980.

Par ailleurs, les dépenses courantes des administrations publiques se partagent en 26 milliards de dollars pour l'administration fédérale (en hausse de 5,9%), 27 milliards de dollars pour l'administration provinciale (en hausse de 6,5%), 9,7 milliards de dollars pour les administrations locales (en hausse de 4,4%), 3,6 milliards de dollars pour les hôpitaux (en hausse de 5,5%) et 1,9 milliard de dollars pour la Régie des rentes du Québec (en hausse de 17,7%); dans le cas de la Régie des rentes il s'agit du plus faible accroissement des dépenses des cinq dernières années, les hausses dépassant toujours les 20% depuis 1981. Outre les transferts intergouvernementaux qui s'élèvent à 15,3 milliards de dollars en 1985, les dépenses courantes des administrations publiques comprennent des dépenses en biens et services (24,3 milliards de dollars), des transferts aux particuliers (17 milliards de dollars), des subventions (2,5 milliards de dollars) et le service de la dette publique (9 milliards de dollars).

Il ne se produit pas de ralentissement sensible de la croissance du service de la dette publique en 1985, puisque celui-ci s'accroît de 13,7% comparativement à 14,5% en 1985. De même les transferts aux particuliers sont en hausse de 9% soit presqu'aussi fortement qu'en 1984 (10,3%); le taux de croissance de ceux émanant de l'administration provinciale passe de 13,9% en 1984 à 7% en 1985 tandis que ceux provenant de l'administration fédérale voient leur taux de croissance passer de 4,7% en 1984 à 7,6% en 1985.

Tableau 4.9
Revenus des administrations publiques[1]
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Impôts directs sur les personnes	14 890	16 327	17 483	18 829	20 554
Variation en %	19,8	9,7	7,1	7,7	9,2
Administration fédérale	5 876	6 242	6 982	7 450	8 336
Variation en %	18,3	6,2	11,9	6,7	11,9
Administration provinciale	8 042	8 997	9 379	10 126	10 855
Variation en %	23,3	11,9	4,2	8,0	7,2
R.R.Q.	963	1 078	1 112	1 241	1 350
Variation en %	2,8	11,9	3,2	11,6	8,8
Impôts directs sur les entreprises (privées et publiques)	2 151	1 558	1 705	1 964	2 037
Variation en %	-6,7	-22,6	9,4	15,2	3,7
Administration fédérale	1 514	1 239	1 417	1 652	1 659
Variation en %	-4,8	-18,2	14,4	16,6	0,4
Administration provinciale	637	319	288	312	378
Variation en %	-10,9	-49,9	-9,7	8,3	21,2
Impôts des non-résidents	270	286	253	267	260
Variation en %	11,6	5,9	-11,5	5,5	-2,6
Impôts indirects	11 344	12 313	12 727	13 636	14 968
Variation en %	25,7	8,5	3,4	7,1	9,8
Revenus de placement	2 587	3 045	3 268	3 914	4 342
Variation en %	18,7	17,7	7,3	19,8	10,9
Administration fédérale	961	1 168	1 133	1 433	1 596
Variation en %	14,0	21,5	-3,0	26,5	11,4
Administration provinciale	809	932	1 131	1 401	1 615
Variation en %	29,0	15,2	21,4	23,9	15,3
Administrations locales	34	37	36	38	39
Variation en %	-1,5	8,8	-2,7	9,6	2,6
R.R.Q.	767	889	948	1 021	1 069
Variation en %	17,3	15,9	6,6	7,7	4,7

1. N'apparaissent pas dans ce tableau les transferts intergouvernementaux (15 315 millions de dollars en 1985) et certains transferts provenant des particuliers (1 668 millions de dollars).

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

Cependant, au chapitre des subventions on observe une diminution de 6,7% des dépenses en 1985, en raison d'une baisse de 15,8% de celles de l'administration fédérale, alors que celles de l'administration provinciale augmentent de 25,4%; ces dernières avaient augmenté de 35% en 1984. La diminution des subventions de l'administration fédérale s'explique en partie par la baisse des subventions à l'importation de pétrole dont la valeur passe de 474 à 231 millions de dollars entre 1984 et 1985. Les dépenses en biens et services de l'ensemble des administrations publiques sont en hausse de 5,6% en 1985 alors qu'elles avaient augmenté de 7% en 1984; celles de l'administration fédérale augmentent moins fortement qu'en 1984, soit de 6,3% comparativement à 11,2% mais celles de l'administration provinciale connaissent une hausse plus forte en 1985 qu'en 1984, soit de 7,3% comparativement à 4,7%.

En ce qui concerne les dépenses en formation brute de capital fixe, l'augmentation de 5,7% enregistrée en 1985 résulte d'une diminution de 22,7% des dépenses de l'administration fédérale, qui atteignent 406 millions de dollars, d'une hausse de 22,1% de celles de l'administration provinciale (945 millions de dollars) et d'une augmentation de 6,9% de celles des administrations locales (1 232 millions de dollars). A noter toutefois, concernant les dépenses en formation de capital fixe de l'administration fédérale, qu'elles se sont fortement accrues au cours des deux années précédentes, passant de 223 millions de dollars en 1982 à 525 millions de dollars en 1984.

Quant à la part dans le produit intérieur brut des dépenses publiques totales en biens et services, soit les dépenses courantes et celles pour la formation brute de capital fixe, elle diminue légèrement en 1985, s'établissant à 25,7% comparativement à 26,1% en 1984; en 1980 cette part se situait aussi à 25,7%.

Graphique 4E

Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut 1981-1985

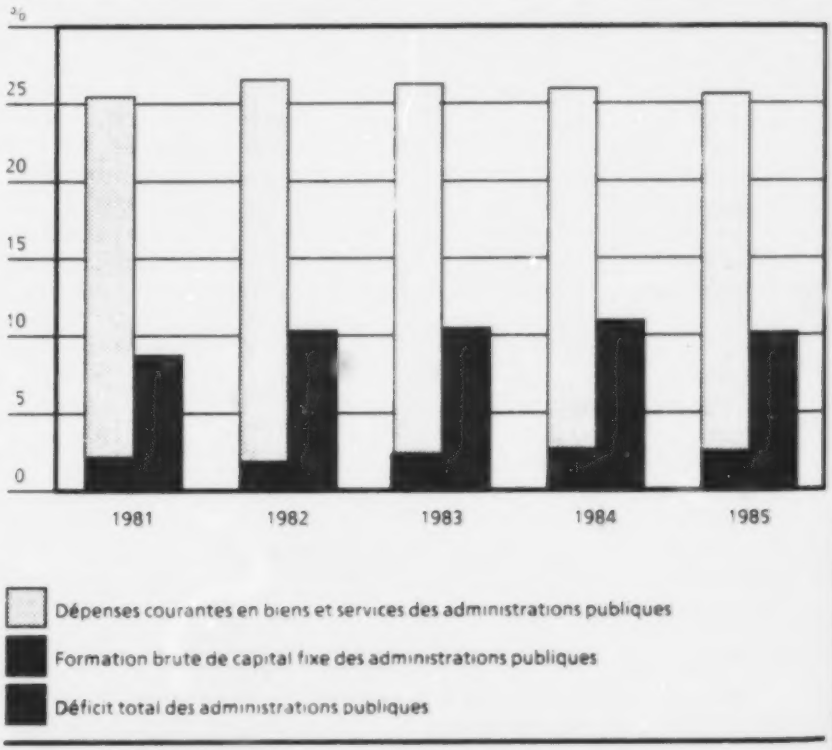


Tableau 4.10

Dépenses courantes des administrations publiques[1]
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Dépenses en biens et services	18 401	20 283	21 509	23 012	24 312
Variation en %	14,5	10,2	6,0	7,0	5,6
Administration fédérale	3 049	3 352	3 577	3 959	4 208
Variation en %	22 ?	9,9	6,7	11,2	6,3
Administration provinciale	6 056	6 868	7 189	7 542	8 091
Variation en %	10,6	13,4	4,7	4,7	7,3
Administrations locales	6 381	6 929	7 632	8 193	8 516
Variation en %	15,2	8,6	10,1	7,4	3,9
R.R.Q.	31	47	45	58	61
Variation en %	6,9	51,6	-4,3	28,9	5,2
Transferts aux particuliers	10 699	12 889	14 230	15 698	17 017
Variation en %	14,3	20,5	10,4	10,3	9,0
Administration fédérale	5 095	6 658	7 321	7 664	8 248
Variation en %	14,3	30,7	10,0	4,7	7,6
Administration provinciale	4 766	5 213	5 672	6 462	6 913
Variation en %	12,6	9,4	8,8	13,9	7,0
R.R.Q.	828	1 006	1 222	1 554	1 836
Variation en %	24,7	21,5	21,5	27,2	18,1
Subventions (y compris celles d'équipement)	3 458	2 496	2 317	2 682	2 502
Variation en %	41,8	-27,8	-7,2	15,8	-6,7
Administration fédérale	2 994	2 030	1 880	2 092	1 762
Variation en %	44,8	-32,2	-7,4	11,3	-15,8
Administration provinciale	464	466	437	590	740
Variation en %	24,7	-0,4	-6,2	35,0	25,4
Service de la dette publique	5 556	6 574	6 943	7 948	9 037
Variation en %	32,6	18,7	5,3	14,5	13,7

1. Excluant les transferts intergouvernementaux (15 315 millions de dollars en 1985).

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, 1971-1985.

LE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS[1]

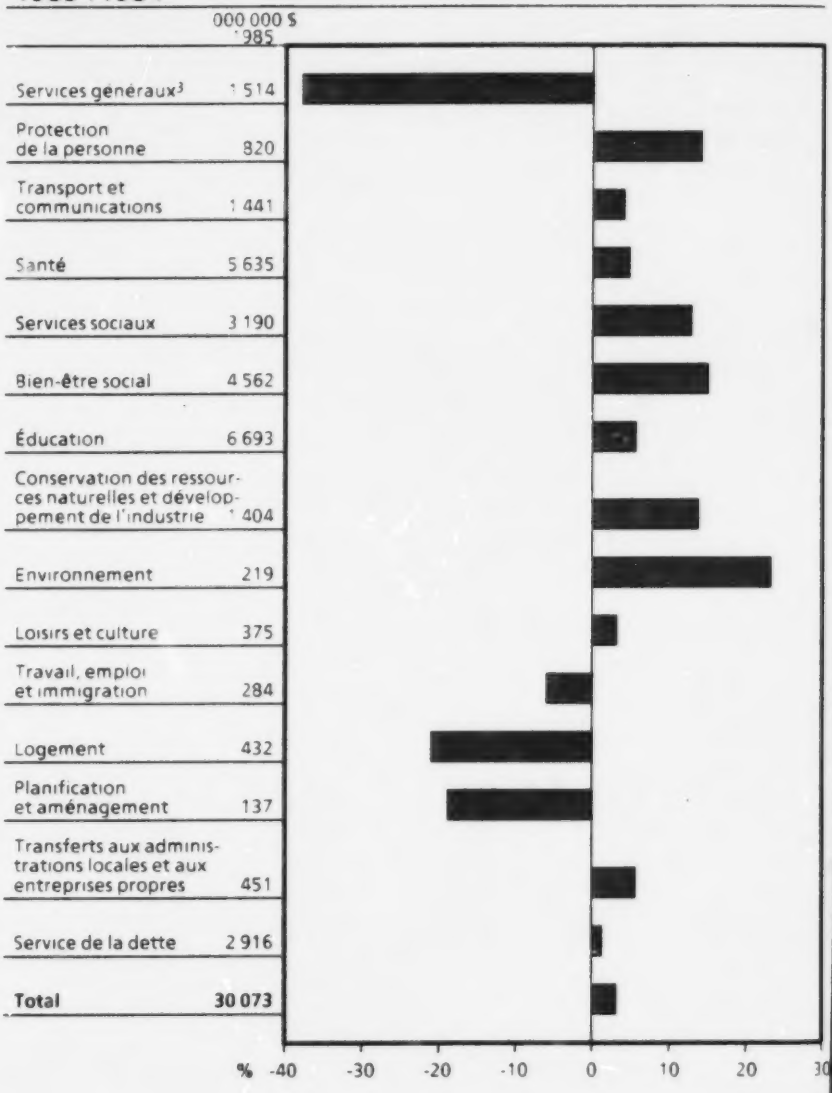
Les emprunts à long terme du secteur public québécois totalisent 7,5 milliards de dollars en 1985 ce qui représente une augmentation de 900 millions de dollars, soit 13,4% par rapport à 1984. Cette hausse importante amène la proportion de ces emprunts en rapport au produit intérieur brut du Québec à 7,2% alors qu'elle s'établissait à 6,8% en 1984 et 6,7% en 1979. Quant aux emprunts à court terme du secteur public québécois, leur encours s'accroît de 10,7% entre le 31 décembre 1984 et le 31 décembre 1985. Par ailleurs, alors qu'en 1984, la diminution importante des emprunts des entreprises publiques compensait en partie la croissance très forte des emprunts à long terme des administrations provinciales et locales, en 1985 ce sont les emprunts des entreprises publiques qui sont responsables de l'augmentation des emprunts du secteur public québécois.

En effet, les emprunts des entreprises publiques passent de 1,1 milliard de dollars en 1984 à 2 milliards de dollars en 1985, retrouvant presque leur niveau de 1983. Les emprunts à long terme d'Hydro-Québec en particulier augmentent de 54,6% en 1985, passant de 1,1 milliard de dollars à 1,7 milliard de dollars.

1. Dans la présente section, contrairement aux précédentes, le secteur public québécois n'est pas défini au sens des comptes économiques; il exclut le gouvernement fédéral mais comprend les entreprises publiques québécoises.

Graphique 4F

Dépenses de l'administration publique provinciale[1] selon la fonction
1985[2]/1984



1. Incluant la Régie des rentes et les hôpitaux.
2. Données préliminaires.
3. La baisse de ces dépenses s'explique en partie (environ 500 millions de dollars) par une modification comptable qui fait que les contributions du gouvernement au RREGOP à titre d'employeur sont exclues des dépenses à compter d'avril 1985.

La société Sidbec réalise pour sa part des emprunts à long terme de 253 millions de dollars en 1985 alors qu'elle n'en avait pas contracté en 1984. De même les emprunts de l'ensemble des autres entreprises publiques provinciales atteignent 298 millions de dollars en 1985 comparativement à un total de 51,7 millions de dollars en 1984. Finalement, les emprunts des entreprises publiques locales de transport en commun diminuent légèrement pour se situer à 34,9 millions de dollars en 1985.

Du côté de l'administration provinciale les emprunts à long terme s'élèvent à 4,3 milliards de dollars; la faiblesse de l'accroissement des emprunts à long terme (0,9%) est attribuable à une baisse de 59,1% des emprunts des commissions scolaires dont la valeur passe de 595 millions de dollars en 1984 à 243,3 millions de dollars en 1985. Par contre les emprunts des cégeps totalisent 200 millions de dollars en 1985 comparativement à 146 millions de dollars, en 1984, et ceux de l'Université du Québec atteignent 76 millions de dollars en 1985 comparativement à 17 millions de dollars en 1984. De même les emprunts des institutions publiques de santé enregistrent une forte hausse de 60,8% pour se situer à 210 millions de dollars en 1985. Les emprunts du gouvernement du Québec augmentent pour leur part de 5,8% pour atteindre 3,6 milliards de dollars.

La croissance des emprunts des administrations publiques locales est également modérée en 1985, leur valeur s'établissant à 1 188 millions de dollars en regard de 1 179 millions de dollars en 1984. Les emprunts à long terme des municipalités enregistrent pour leur part une hausse importante, passant de 732 millions de dollars en 1984 à 1 005 millions de dollars en 1985, mais les emprunts des communautés urbaines diminuent d'une façon aussi importante, soit de 447 à 183 millions de dollars, au cours de la même période.

La répartition selon la monnaie des émissions d'obligations du secteur public québécois indique un redressement de la part des emprunts réalisés en monnaies étrangères en 1985; la part des émissions réalisées en monnaie américaine passe ainsi de 14,3% en 1984 à 17,6% en 1985, tandis que la part des emprunts réalisés en monnaies européennes passe de 11,6% à 13,4% et que la part des emprunts en yens et autres monnaies étrangères passe de 2,5% à 7,5%. La part des emprunts en monnaie canadienne redescend vers son niveau de 1982 (53,5%), se situant à 61,5% en 1985 après avoir culminé à 71,6% en 1984.

Toutefois, les entreprises publiques favorisent davantage les emprunts en monnaie canadienne en 1985. Par exemple, Hydro-Québec réalise 50,6% de ses emprunts en monnaie canadienne en 1985 comparativement à 46,9% en 1984; les autres emprunts se répartissent en monnaie américaine, pour 24,4% en 1985 et 8,6% en 1984, en monnaies européennes, pour 17,3% en 1985 et 38,5% en 1984, et en autres monnaies, pour 11% en 1985 et 5,4% en 1984. Par ailleurs, Sidbec, qui n'avait pas contracté d'emprunt à long terme en 1984, effectue 90,1% de la valeur de ses emprunts en monnaie américaine en 1985, le reste étant libellé en monnaie canadienne. Les entreprises publiques de transport en commun délaissent pour leur part le marché européen puisqu'elles ne réalisent que 8% de leurs emprunts en monnaies européennes en 1985, alors que cette proportion atteignait 54,6% en 1984; leurs autres emprunts se font en monnaie canadienne en 1985 comme en 1984.

Les administrations locales effectuent aussi une plus grande proportion de leurs emprunts en monnaie canadienne en 1985, soit 75% comparativement à 60,8% en 1984. Les communautés urbaines notamment favorisent la monnaie canadienne pour leurs emprunts dans une proportion de 51,5% en regard de 35,2% en 1984; elles abandonnent totalement le financement en monnaie américaine, qui comptait pour 57,6% en 1984, ce qui fait passer la part des monnaies européennes de 7,2% en 1984 à 48,5% en 1985.

La plus forte contribution du financement en monnaies étrangères par le secteur public québécois en 1985 est donc attribuable à l'administration publique provinciale et plus précisément au gouvernement du Québec, puisque les commissions scolaires, les cégeps et les institutions de santé n'utilisent pas le financement en monnaies étrangères en 1985, comme en 1984; de plus, l'Université du Québec effectue 32,9% de ses emprunts en monnaies européennes en 1985 alors que tous ses emprunts étaient libellés en monnaie canadienne en 1984.

En ce qui concerne le gouvernement du Québec, la part du financement en monnaie canadienne se situe à 58% en 1985 comparativement à 76,3% en 1984; la part de la monnaie américaine passe de 17% en 1984 à 23,1% en 1985, tandis que la part des monnaies européennes passe de 3,6% à 10% et la part des autres monnaies, de 3,1% à 8,9%.

Tableau 4.11
Financement du secteur public québécois
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
				(000 000 $)	
Administration publique provinciale	2 537,2	3 200,5	3 034,0	4 279,6	4 136,1
Variation en %	-17,4	25,2	-9,2	41,1	0,9
Gouvernement du Québec	2 336,3	2 852,6	2 560,1	3 390,4	3 586,5
Variation en %	-17,6	22,1	-10,2	32,4	5,8
Commissions scolaires	35,0	47,9	368,0	595,3	243,3
Variation en %	-71,4	36,9	668,3	61,8	-59,1
Cégeps	28,5	70,0	0,0	146,4	200,3
Variation en %	0,0	145,6	-	-	36,8
Université du Québec	27,0	32,0	17,0	17,0	76,0
Variation en %	22,7	18,5	-46,9	0,0	347,1
Institutions de santé	130,4	198,0	88,8	130,6	210,0
Variation en %	48,3	51,8	-55,1	47,1	60,8
Administrations publiques locales	1 147,6	1 233,7	826,8	1 179,4	1 188,8
Variation en %	-10,3	7,5	-33,0	42,6	0,8
Municipalités	827,2	884,0	593,6	732,2	1 005,4
Variation en %	-7,5	6,9	-32,8	23,3	37,3
Communautés urbaines	319,7	348,5	233,3	447,1	183,4
Variation en %	-16,8	9,0	-33,0	91,6	-59,0
MRC/corporations de comtés	0,7	1,2	0,0	0,2	0,0
Variation en %	85,7	71,4	-	-	-
Entreprises publiques	2 307,7	2 847,1	2 231,7	1 118,5	2 033,9
Variation en %	7,4	23,4	-21,6	-46,7	81,8
Hydro-Québec	2 239,5	2 289,9	1 768,1	1 100,2	1 700,9
Variation en %	7,1	2,3	-22,8	-37,8	54,6
Régie des installations olympiques	50,0	448,0	0,0	0,0	0,0
Variation en %	-	796,0	-	-	-
Sidbec	0,0	0,0	375,0	0,0	253,2
Variation en %	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	0,0	0,0	46,2	51,7	298,0
Variation en %	-	-		11,9	476,4
Commissions de transport	18,2	109,2	42,3	36,6	34,9
Variation en %	132,6	500,0	-61,3	-13,5	-4,6
Total	**6 012,5**	**7 281,3**	**6 092,5**	**6 647,6**	**7 538,8**
Variation en %	**-7,8**	**21,1**	**-16,3**	**9,1**	**13,4**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Financement à long terme du secteur public québécois, 1985.

L'ÉVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DES POLITIQUES COMMERCIALES EN 1985

La croissance du commerce mondial ralentit considérablement en 1985 puisque la valeur totale des exportations des pays non communistes augmente de 0,8% après avoir augmenté de 5,9% en 1984; cette valeur atteint 1 780,0 milliards de dollars américains en 1985. La hausse de la valeur du dollar américain a pour effet de réduire le taux de croissance de la valeur en $ US des exportations mondiales en 1985 comme en 1984; ainsi, d'après les estimations préliminaires du GATT, en volume les exportations mondiales sont en hausse de 3% en 1985 et de 9% en 1984. Selon ces données, c'est le volume des exportations de produits manufacturés qui s'accroît le plus fortement en 1985, soit de 5% tandis que le volume des exportations diminue de 2,5% pour les produits agricoles et de 3% pour les produits minéraux (y compris les produits pétroliers). Le ralentissement de la croissance du commerce mondial en 1985 résulte pour une bonne part du ralentissement de la croissance économique aux États-Unis; la valeur des importations américaines, qui compte pour près de 20% de la valeur des importations mondiales, s'accroît de 6% en 1984 alors qu'elle augmentait de 26,4% en 1984. Cependant, la demande provenant des pays en voie de développement est également moins forte en 1985; les données de 1985 indiquent en effet une baisse de 3,4% de la valeur des importations de ces pays par rapport à 1984, où cette valeur était demeurée au même niveau qu'en 1983. La baisse de 5,7% (en $ US) des recettes à l'exportation de ces pays en 1985, liée à la faiblesse des cours mondiaux des produits de

Tableau 5.1
Commerce mondial par groupe de pays
1984 et 1985

	Exportations		Importations	
	1984	1985	1984	1985
	(000 000 000 $ US)			
Monde[1]	1 765,4	1 780,0	1 846,2	1 878,6
Variation en %	5,9	0,8	6,4	1,8
Pays industrialisés	1 214,2	1 258,4	1 309,3	1 361,2
Variation en %	6,6	3,6	9,1	4,0
Pays en voie de développement	520,8	490,9	515,0	497,3
Variation en %	3,7	-5,7	0,0	-3,4
États-Unis	217,9	213,1	341,2	361,6
Variation en %	8,7	-2,2	26,4	6,0
Canada	90,3	90,6	79,8	81,5
Variation en %	18,1	0,4	22,6	2,1
Pays exportateurs de pétrole[2]	166,7	142,3	126,2	82,1[3]
Variation en %	-6,9	-14,6	-12,5	-14,8
Pays de l'Est	202,6	201,3	177,8	197,5
Variation en %	1,6	-0,6	3,3	11,1

1. Le commerce international des pays de l'Est n'est pas inclus dans ce total.
2. Ce sont les pays dont les exportations nettes de pétrole constituent au moins les deux tiers de leurs exportations totales et forment au moins 1% des exportations mondiales de pétrole. Ces critères sont appliqués sur la période de 1976 à 1978.
3. Trois premiers trimestres de 1985 par rapport aux trois premiers trimestres de 1984.

SOURCES: L'ONU pour les pays l'Est et le Fonds monétaire international pour les autres pays.

base incluant le pétrole[1], impose une contrainte à la capacité d'importer des pays en voie de développement; cette contrainte est d'autant plus sévère que leur situation financière limite l'obtention de nouveaux prêts sur les marchés et auprès des organismes internationaux. Par ailleurs, les déséquilibres importants des balances commerciales provoquent des tensions en 1985 notamment entre les États-Unis et ses principaux partenaires commerciaux soit le Canada, le Japon et la Communauté économique européenne. Malgré la baisse de la valeur du dollar américain à compter de mars 1985, les exportations américaines diminuent de 1,4% en volume et de 2,2% en valeur en 1985; dans ce contexte, l'administration américaine subit de fortes pressions de la part des producteurs américains qui réclament des mesures protectionnistes. Les pays participants au GATT réussissent tout de même à s'entendre, vers la fin de 1985, pour entreprendre une nouvelle ronde de négociations en vue de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce international. Ces discussions sont complexes, les différents intervenants ayant des intérêts très divergents quant aux sujets à considérer de façon prioritaire; la dernière ronde de négociations a duré de 1973 à 1979. Les principes du GATT privilégient les accords multilatéraux, mais ils permettent tout de même l'établissement d'ententes de libre-échange entre deux pays à condition que ces ententes couvrent à peu près l'ensemble des échanges entre les deux pays. C'est donc en conformité avec ces principes que les États-Unis et le Canada annoncent en 1985 qu'ils envisagent de conclure une entente de libre-échange; les discussions qui seraient engagées entre les deux pays notamment sur le commerce de produits agricoles, les échanges de services et les barrières non tarifaires pourraient tracer la voie aux discussions du GATT sur ces sujets peu abordés auparavant. En ce qui a trait aux tarifs doua-

1. Pour les pays exportateurs de pétrole dont plusieurs sont des pays en voie de développement, la valeur des importations enregistre une baisse de 14,8% au cours des trois premiers trimestres de 1985 alors que la valeur de leurs exportations est en baisse de 18%.

Tableau 5.2
Exportations mondiales
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Monde					
prix (1980 = 100 $ US)	99,0	95,4	90,3	88,3	-
valeur (%)[1]	-1,6	-7,5	-2,9	5,9	0,8
volume (%)	-0,6	-4,0	2,6	8,3	-
Pays industrialisés					
prix (1980 = 100 $ US)	96,2	92,8	89,7	87,2	87,0
valeur (%)	-1,7	-5,2	-1,2	6,6	3,6
volume (%)	2,2	-1,7	2,0	9,6	3,9
Pays en développement					
prix (1980 = 100 $ US)	106,1	102,0	91,7	90,8	-
valeur (%)	-2,1	-12,0	-5,9	3,7	-5,7
volume (%)	-7,7	-8,5	4,7	4,8	-
États-Unis					
prix (1980 = 100 $ US)	109,2	110,4	111,6	113,1	112,2
valeur (%)	5,9	-9,2	-5,5	8,7	-2,2
volume (%)	-3,1	-10,2	-6,5	7,2	-1,4
Canada					
prix (1980 = 100 $ US)	103,7	101,3	100,3	96,8	94,0
valeur (%)	7,4	-2,1	7,3	18,1	0,4
volume (%)	3,5	0,3	8,4	22,4	3,4
Pays exportateurs de pétrole[2]					
prix (1980 = 100 $ US)	112,3	108,9	94,7	92,7	-
valeur (%)	-7,4	-20,7	-18,6	-6,9	-
volume (%)	-17,6	-18,3	-6,5	-4,9	-

1. Variation par rapport à l'année précédente.
2. Ce sont les pays dont les exportations nettes de pétrole constituent au moins les deux tiers de leurs exportations totales et forment au moins 1% des exportations mondiales de pétrole. Ces critères sont appliqués sur la période de 1976 à 1978.

SOURCE: Fonds monétaire international.

niers sur les marchandises, selon les derniers accords du GATT, dès janvier 1987 80% des produits exportés du Canada vers les États-Unis y entreront sans aucun droit de douane, tandis que dans le cas des exportations des États-Unis vers le Canada la proportion de produits en franchise se situera à 65%. Même dans ce cadre plus restreint que le GATT, la négociation d'une entente de libre-échange est difficile. La définition même du champ de négociation est complexe. Les possibilités vont d'une abolition complète des obstacles pour l'ensemble des échanges de biens, de services et de facteurs de production, qui peut impliquer aussi l'abolition des subventions aux entreprises exportatrices, à la conclusion d'une série d'accords sectoriels. Parmi les sujets portant à controverse figure l'inclusion, dans un tel accord, des industries liées aux communications et à la culture. Par ailleurs, la libéralisation des échanges de produits agricoles remettrait en cause tout le système de contrôle des marchés agricoles mis en place au Canada et entraînerait une certaine dépendance envers les États-Unis pour l'approvisionnement dans un domaine névralgique. La reconsidération du pacte de l'auto est aussi une question litigieuse puisque cette entente se révèle actuellement favorable au Canada; cependant, ce succès ne peut être attribué aux effets du libre-échange puisque même si les échanges de produits automobiles sont libres de tout tarif, le pacte garantit au Canada un niveau de production en rapport avec sa consommation, contrairement aux principes du libre-échange. Au niveau des industries particulières, les études révèlent que selon leur degré de compétitivité par rapport aux industries américaines et le niveau des tarifs ou des obstacles existant actuellement, certaines industries seraient affectées négativement par le libre-échange tandis que d'autres seraient favorisées.

Par ailleurs, bien que la prise en compte des politiques sociales apparaît être exclue dans les discussions avec les États-Unis, il faut noter que la mise en concurrence des producteurs canadiens et américains risque d'entraîner en elle-même une forte pression en faveur d'une réduction des contributions des entreprises au financement des programmes sociaux au Canada. Les opposants au libre-échange craignent une telle perte d'autonomie du Canada quant à la conduite de sa politique économique et sociale. Ils font remarquer que le déficit commercial américain et les menaces protectionnistes qui en découlent sont temporaires et ne devraient pas déterminer les orientations économiques à long terme du Canada. Les partisans du libre-échange considèrent pour leur part que le libre-échange constitue la voie d'avenir pour le Canada; il lui permettrait, grâce à l'accès à un marché beaucoup plus vaste, d'une part d'accroître sa productivité dans certains secteurs en raison des économies d'échelle et d'autre part, de restructurer une partie de son industrie en se spécialisant dans des produits à forte valeur ajoutée et de s'adapter ainsi à la concurrence la plus dommageable qui vient des pays du tiers monde. Les partisans du libre-échange avec les États-Unis estiment de plus qu'il permettrait au Canada d'enlever à d'autres pays concurrents une partie non négligeable du marché américain.

Au moment où ces discussions se préparent entre le Canada et les États-Unis il est intéressant de comparer quelques statistiques économiques concernant le Canada, le Québec et les états américains. On constate ainsi que seize états américains ont un revenu per capita inférieur à celui du Canada en 1983, tandis que neuf d'entre eux ont un revenu per capita inférieur à celui du Québec. Parmi ces neuf états certains sont peu industrialisés, mais d'autres, comparativement au Québec, comptent une part plus importante de leur emploi total dans le secteur manufacturier.

Tableau 5.3
Statistiques économiques comparatives de quelques États[1] américains, du Canada et du Québec, 1982-1983

	Revenu personnel per capita 1983 ($ US)	Taux de chômage 1982	Taux de chômage 1983	Part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total non agricole en 1983(%)	Rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur manufacturier en 1983 ($ US)
Mississipi	8 777	11,0	12,6	25,8	268,67
Virginie-occidentale	9 728	13,9	18,0	15,5	385,70
Utah	9 733	7,8	9,2	15,1	343,17
Arkansas	9 805	9,8	10,1	27,0	282,71
Alabama	9 992	14,4	13,7	25,7	308,51
Idaho	10 092	9,8	9,8	16,0	317,53
Caroline du Sud	10 116	10,8	10,0	30,6	285,30
Nouveau-Mexique	10 262	9,2	10,1	7,2	301,75
Kentucky	10 300	10,6	11,7	20,9	344,57
Québec	**10 354**	**13,8**	**13,9**	**20,8**	**318,21**
Tennessee	10 419	11,8	11,5	27,3	303,34
Montana	10 546	8,6	8,8	7,7	413,67
Vermont	10 802	6,9	6,9	23,1	306,40
Louisiane	10 808	10,3	11,8	11,5	391,60
Maine	10 813	8,6	9,0	25,8	303,64
Caroline du Nord	10 850	9,0	8,9	32,8	267,20
Dakota du Sud	11 069	5,5	5,4	10,3	299,94
Canada	**11 126**	**11,1**	**11,8**	**18,4**	**340,18**
Georgie	11 551	7,8	7,5	22,4	293,04
Oregon	11 611	11,5	10,8	19,4	398,34
Oklahoma	11 655	5,7	9,0	14,2	373,01
Indiana	11 717	11,9	11,1	28,7	414,10
Arizona	11 841	9,9	9,1	14,6	364,10
Missouri	12 151	9,2	9,9	20,8	354,71
Iowa	12 160	8,5	8,1	19,6	400,57
Wyoming	12 224	5,8	8,4	4,0	321,77
Ontario	**12 242**	**9,8**	**10,4**	**23,6**	**347,58**
Pennsylvanie	12 314	10,9	11,8	24,2	350,84
Dakota du Nord	12 352	5,9	5,6	5,9	294,12
Ohio	12 355	12,5	12,2	26,1	437,18
Nebraska	12 430	6,1	5,7	14,0	352,63
Wisconsin	12 474	10,7	10,4	26,1	398,05
Texas	12 572	6,9	8,0	15,6	363,19
Michigan	12 607	15,5	14,2	27,6	494,02
Floride	12 763	8,2	8,6	11,9	298,33
Etats-Unis	**12 789**	**9,7**	**9,6**	**20,5**	**354,08**
Washington	12 792	12,1	11,2	17,5	-
Rhode Island	12 820	10,2	8,3	29,3	269,88
New Hampshire	13 192	7,4	5,4	27,7	296,68
Minnesota	13 247	7,8	8,2	20,1	379,53
Kansas	13 248	6,3	6,1	18,0	362,85
Virginie	13 254	7,7	6,1	18,2	308,87
Nevada	13 320	10,1	9,8	4,7	349,98
Delaware	13 685	8,5	8,1	25,5	369,77
Illinois	13 802	11,3	11,4	21,1	393,59
Colorado	13 847	7,7	6,6	13,6	357,90
New York	14 318	8,6	8,6	17,8	347,41
Maryland	14 464	8,4	6,9	24,5	360,80
Californie	14 487	9,9	9,7	19,4	380,80
Massachusetts	14 784	7,9	6,9	23,4	319,60
Connecticut	16 556	6,9	6,0	27,9	361,79
District de Columbia	17 113	10,6	11,7	2,4	376,35

1. Les données concernant le New Jersey ne sont pas toutes disponibles pour 1983; le revenu personnel per capita s'y établit à 15 440 $.

SOURCES: Handbook of Labor Statistics, U.S. Department of Labor, 1985; Survey of current Business, U.S. Department of Commerce, août 1985; Statistique Canada.

LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[2]

La valeur des exportations internationales du Québec atteint 18,6 milliards de dollars en 1985 avec un taux de croissance de 7,2%. Cette situation est relativement bonne puisqu'elle fait suite à une augmentation de 16,1% en 1984. Les États-Unis, principal partenaire commercial du Québec, continuent, en 1985, à jouer un rôle important dans la croissance des exportations québécoises puisque la valeur des exportations à destination de ce pays augmente de 8,4% alors que vers les autres pays la hausse est de 3,7%. L'écart était toutefois plus prononcé en 1984 avec une augmentation des exportations vers les États-Unis de 25,1% comparativement à une baisse de 4,5% vers les autres pays. Ainsi, la part des exportations internationales du Québec vers les États-Unis augmente sensiblement en 1985 en passant de 75,0% en 1984 à 75,8% en 1985, tandis que cette part relative était de 69,6% en 1983.

Les pays de la Communauté économique européenne constituent globalement le deuxième débouché en importance pour les exportations internationales du Québec, avec une valeur totalisant 1,8 milliard de dollars en 1985. Ce niveau correspond à une hausse de 8,2% des exportations, qui fait suite à une baisse de 5,7% en 1984. Parmi les pays de la CEE, les meilleurs clients des exportateurs québécois en 1985 sont les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest, lesquels se situent respectivement aux 3e et 4e rang des principaux pays de destination des exportations internationales du Québec. La valeur des exportations vers les Pays-bas atteint 373 millions de dollars en 1985, ce qui correspond à une croissance de 12,6% par rapport à l'année précédente. Les exportations vers l'Allemagne de l'Ouest s'accroissent pour leur part de 69,9% en 1985 pour atteindre 367 millions de dollars; ce succès fait suite à une baisse de 21,3% en 1984. La valeur des exportations vers l'Italie ainsi que vers la Belgique et le Luxembourg augmente respectivement de 10,9% et 39,3% et ces pays se situent aux 9e et 10e rangs. Les exportations diminuent de 13,2% pour le Royaume-Uni, de 11,4% pour la France et de 20,0% pour la Suisse en 1985. En ce qui concerne le Japon, il est passé du 4e rang au 5e rang des principaux pays de destination des exportations du Québec et ce, malgré une hausse de 23,1% en 1985. Ce taux de croissance est relativement faible puisqu'il fait suite à une baisse de 39,4% en 1984. Les États-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon absorbent environ 87% de l'ensemble des exportations du Québec. La valeur des exportations à destination des autres pays atteint 2,4 milliards de dollars en 1985 et elle est en hausse de 1,5% par rapport à 1984. Parmi ces pays, la République populaire de Chine et le Brésil sont les principaux clients du Québec en 1985 avec respectivement des taux de croissance de 60,5% et 22,6%, se situant ainsi aux 7e rang et 8e rang des principaux pays de destination des exportations chargées au Québec. Ces augmentations font suite à une baisse de 50,0% en 1984 pour la République populaire de Chine et à une hausse de 121,1% pour le Brésil. On relève aussi une forte augmentation de 181,9%, en 1985, des exportations vers la Turquie alors que vers l'Algérie, elles diminuent de 33,0%. Les exportations vers le Mexique augmentent par ailleurs de 21,0% en 1985, ce qui constitue la première augmentation depuis 1982.

2. Ce sont les exportations canadiennes chargées au Québec et corrigées partiellement par le Bureau de la statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

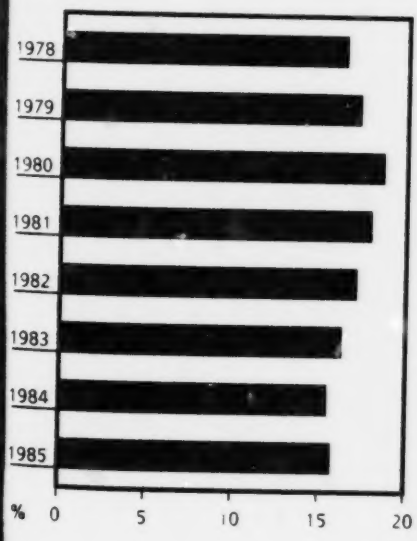
Tableau 5.4
Principaux pays de destination des exportations internationales du Québec
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Etats-Unis	9 812 176	9 291 398	10 408 191	13 023 972	14 116 268
Variation en %		-5,3	12,0	25,1	8,4
Royaume-Uni	773 603	790 687	661 797	582 707	505 794
Variation en %		2,2	-16,3	12,0	-13,2
Pays-Bas	404 893	379 028	331 331	331 195	372 941
Variation en %		-6,4	-12,6	0,0	12,6
Allemagne de l'Ouest	319 552	311 213	274 602	216 132	367 183
Variation en %		-2,6	-11,8	-21,3	69,9
Japon	297 189	377 714	439 003	265 958	327 344
Variation en %		27,1	16,2	-39,4	23,1
France	255 229	258 203	208 610	251 546	222 840
Variation en %		1,2	-19,2	20,6	-11,4
République populaire de Chine	55 579	177 591	238 314	119 195	191 327
Variation en %		219,5	34,2	-50,0	60,5
Brésil	139 238	90 100	68 502	151 437	185 599
Variation en %		-35,3	-24,0	121,1	22,6
Italie	165 486	137 170	112 515	140 634	156 004
Variation en %		-17,1	-18,0	25,0	10,9
Belgique-Luxembourg	161 816	175 709	115 422	96 590	134 545
Variation en %		8,6	-34,3	-16,3	39,3
Algérie	135 501	204 014	170 223	186 647	125 101
Variation en %		50,6	-16,6	9,7	-33,0
Turquie	21 201	33 402	17 021	31 798	89 646
Variation en %		57,5	-49,0	86,8	181,9
Mexique	224 080	142 521	117 813	73 350	88 748
Variation en %		-36,4	-17,3	-37,3	21,0
Malaisie	26 009	43 422	34 632	39 787	86 422
Variation en %		66,9	-20,2	14,9	117,2
Arabie Saoudite	85 855	118 444	99 582	105 385	73 568
Variation en %		38,0	-15,9	5,8	-30,2
Suisse	166 122	120 701	137 682	91 199	72 953
Variation en %		-27,3	14,1	-33,8	-20,0
Inde	84 494	61 715	55 339	69 468	72 007
Variation en %		-27,0	-10,3	25,5	3,7
Hong Kong	29 568	50 371	51 219	28 488	70 767
Variation en %		70,4	1,7	-44,4	148,4
Corée du Sud	30 558	40 741	63 629	73 222	59 980
Variation en %		33,3	56,2	15,1	-18,1
Espagne	70 680	53 192	35 335	21 793	58 870
Variation en %		-24,7	-33,6	-38,3	170,1
Total des 25 principaux pays	**13 527 991**	**13 108 487**	**13 871 471**	**16 130 320**	**17 620 674**
Total de tous les pays	**15 065 016**	**14 399 874**	**14 961 398**	**17 373 307**	**18 627 686**
Variation en %		**-4,4**	**3,9**	**16,1**	**7,2**

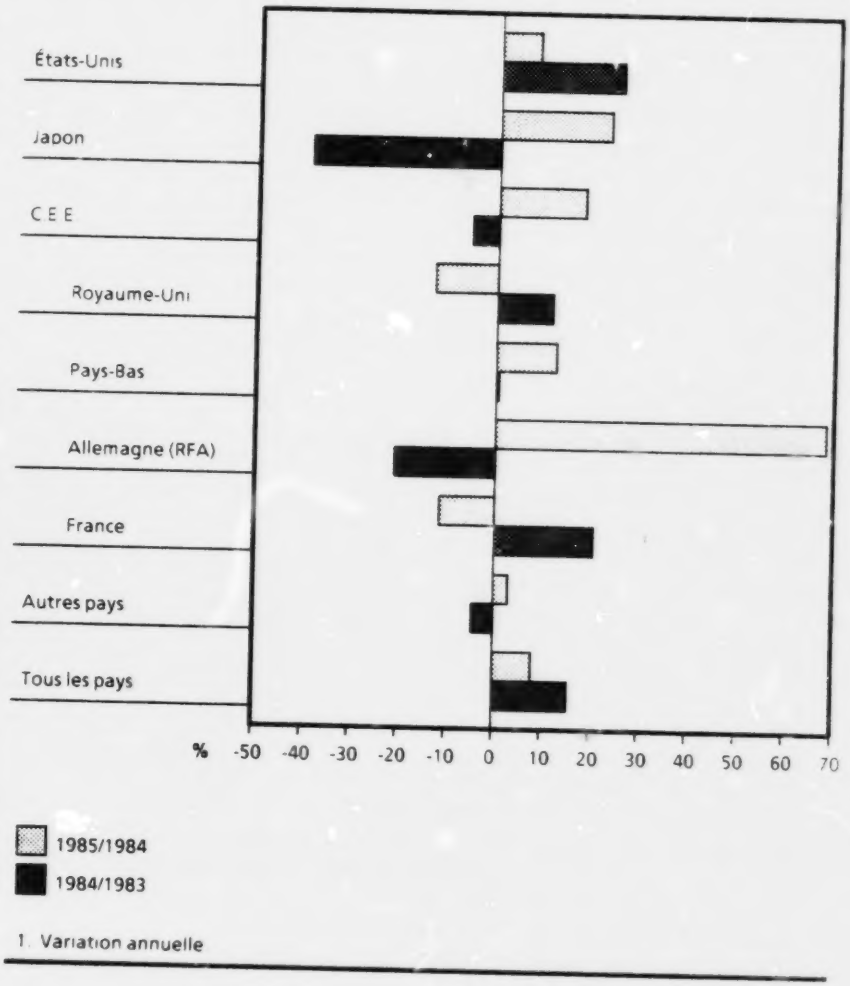
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

L'analyse de la répartition des exportations internationales du Québec, par produit, révèle que la performance globale pour l'année 1985 est attribuable à une minorité de produits. En effet, en regard des 20 principaux produits exportés, on relève que 12 de ces produits connaissent une diminution de leurs ventes à l'étranger par rapport à 1984 et que seulement 6 produits surpassent la performance globale. En outre, en excluant seulement un produit, soit les automobiles et châssis, la croissance des exportations totales serait de 4,3% au lieu de 7,2%. Depuis 1980, les automobiles et châssis, le papier d'imprimerie ainsi que l'aluminium et ses alliages constituent les trois principaux produits du Québec vendus sur le marché international. Ils continuent à se démarquer des autres produits puisque, pour chacun d'eux, les ventes à l'étranger dépassent le milliard de dollars et qu'ensemble ils représentent, pour l'année 1985, 45% de la valeur des 25 principaux produits exportés et, pour la première fois depuis 1978, 30% du total des exportations québécoises. Parmi ces produits, les automobiles et châssis affichent la meilleure tenue avec un taux de croissance des ventes à l'étranger de 40,8%, puis suivent les papiers d'imprimerie avec une augmentation de 5,3% alors que les exportations d'aluminium et ses alliages diminuent de 10,0% par rapport à l'année précédente. De 1981 à 1985, parmi les trois principaux produits, la hausse la plus importante est aussi attribuable aux automobiles et châssis avec

Graphique 5A
Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 1978-1985



Graphique 5B
Évolution de la destination des exportations internationales[1] 1984-85



1. Variation annuelle

un taux de croissance annuel moyen de 16,4% comparé à un taux de 3,9% pour les papiers d'imprimerie et de 3,4% pour l'aluminium et ses alliages. Pour cette même période, le taux de croissance annuel moyen est de 5,5% pour l'ensemble des produits d'exportation international. Depuis 1984, le bois d'oeuvre conserv sa position relative au niveau de l'exportation internationale en demeurant au 4e rang avec un taux de croissance de 5,4% en 1985. Cette hausse est relativement faible puisque, pour la première fois depuis 1979, le taux de croissance annuel est inférieur à 10%. La valeur des exportations des pâtes de bois et pâtes similaires diminue de 12,7% en 1985 et ces produits glissent ainsi au 14e rang. Les trois principaux produits liés à l'exploitation forestière, soit le papier d'imprimerie, le bois d'oeuvre ainsi que les pâtes de bois et pâtes similaires, ont donc un taux de croissance inférieur à l'ensemble des produits exportés en 1985. La performance sur le marché international des principaux métaux et alliages pour l'année 1985 est inférieure à celle enregistrée en 1984. La valeur des exportations de l'aluminium et ses alliages, augmentait de 25,9% en 1984 alors que, tel que mentionné précédemment, elle diminue de 10,0% en 1985. Malgré son ampleur, cette baisse est moins importante que celle enregistrée pour le cuivre. En effet, le cuivre et ses alliages connaît une diminution des ventes à l'étranger de 17,4%, après une diminution de 13,0% en 1984. Il baisse ainsi en importance relative en atteignant, pour la première fois depuis 1978, le 10e rang des principaux produits exportés. Quant au zinc et ses alliages, la baisse est de 8,4% en 1985 en comparaison d'une hausse de 18,4% en 1984. Malgré cette diminution du taux de croissance, le zinc et ses alliages se situe parmi les 15 principaux produits pour la première fois depuis 1979. Les minerais, concentrés et déchets de fer occupent le 5e rang avec un taux de croissance de 8,1% en 1985. Sauf pour l'année 1984 où ils ont glissé au 6e rang, les minerais, concentrés et déchets de fer se situent entre le 3e et le 5e rang depuis 1979. Quant à l'amiante non manufacturé, les ventes à l'étranger ont beaucoup diminué depuis 1979; occupant alors le 4e rang des principaux produits exportés avec une valeur de 528 millions de dollars, ce produit se situe, en 1985, au 13e rang avec une valeur de 331 millions de dollars. De 1979 à 1985, le taux de variation annuel moyen est de -7,5% pour les exportations d'amiante non manufacturé. Les tubes électroniques et semi-conducteurs constituent un produit dont la valeur des exportations internationales a connu de fortes hausses au cours des années récentes. Alors qu'en 1980 ce produit ne figurait pas parmi les 25 principaux produits exportés, il passe du 7e rang en 1984 au 6e rang en 1985 avec un taux de croissance de 17,8%. Du 5e rang qu'ils occupaient en 1984, les moteurs d'avions et pièces glissent au 7e rang en 1985 avec une baisse de 2,5%. La valeur des exportations des assemblages, équipement et pièces d'avions s'accroît de 20,6% en 1985 et celle des avions entiers avec moteurs diminue de 19,6%, soit la plus forte baisse parmi les 20 principaux produits exportés. Par ailleurs, en 1985, la croissance la plus élevée des exportations internationales du Québec revient au mazout avec une augmentation des ventes à l'étranger de 55,1%.

Tableau 5.5

Principaux produits d'exportation internationale du Québec
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Papier d'imprimerie	2 293 129	2 238 682	2 120 546	2 540 464	2 674 709
Variation en %	21,0	-2,4	-5,3	19,8	5,3
Automobiles et châssis	1 063 517	775 547	1 352 082	1 388 645	1 954 542
Variation en %	20,5	-27,1	74,3	2,7	40,8
Aluminium et alliages	944 758	642 189	952 975	1 199 902	1 079 761
Variation en %	-5,9	-32,0	48,4	25,9	-10,0
Bois d'oeuvre	448 982	496 237	563 538	642 092	676 963
Variation en %	17,8	10,5	13,6	13,9	5,4
Minerais, concentrés et déchets de fer	740 762	544 126	496 532	598 782	647 011
Variation en %	12,6	-26,5	-8,7	20,6	8,1
Tubes électroniques et semi-conducteurs	204 283	138 713	220 988	529 041	623 374
Variation en %	101,1	-32,1	59,3	139,4	17,8
Moteurs d'avions et pièces	691 692	461 406	467 478	626 713	610 905
Variation en %	40,6	-33,3	1,3	34,1	-2,5
Matériel commercial de télécommunication	238 319	217 907	300 620	512 994	484 032
Variation en %	17,3	-8,6	38,0	70,6	-5,6
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	329 416	405 066	332 106	347 716	344 856
Variation en %	27,1	23,0	-18,0	4,7	-0,8
Cuivre et alliages	445 380	364 622	477 291	415 438	343 259
Variation en %	-31,2	-18,1	30,9	-13,0	-17,4
Électricité	191 854	295 864	332 995	392 789	341 107
Variation en %	24,3	54,2	12,6	18,0	-13,2
Assemblages, équipement et pièces d'avions	199 017	262 417	299 973	276 272	333 050
Variation en %	9,6	31,9	14,3	-7,9	20,6
Amiante non manufacturé	437 778	375 040	355 202	358 137	330 886
Variation en %	-8,5	-14,3	-5,3	0,8	-7,6
Pâtes de bois et pâtes similaires	363 458	302 281	268 693	366 912	320 434
Variation en %	-2,1	-16,8	-11,1	36,6	-12,7
Zinc et alliages	170 520	133 004	198 853	235 491	215 691
Variation en %	-3,1	-22,0	49,5	18,4	-8,4
Mazout	88 276	203 031	95 263	135 941	210 785
Variation en %	...	130,0	-53,1	42,7	55,1
Avions entiers avec moteurs	213 880	304 703	280 226	250 245	201 109
Variation en %	885,3	42,5	-8,0	-10,7	-19,6
Machines et matériel de bureau	226 200	265 209	219 057	237 261	198 179
Variation en %	23,4	17,2	-17,4	8,3	-16,5
Produits laitiers	131 325	201 925	201 407	204 563	186 565
Variation en %	43,7	53,8	-0,3	1,6	-8,8
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	78 601	89 907	102 815	157 162	182 798
Variation en %	14,6	14,4	14,4	52,9	16,3
Total des 25 principaux produits	**10 424 739**	**9 599 378**	**10 392 416**	**12 012 214**	**12 726 429**
Total de tous les produits	**15 065 016**	**14 399 874**	**14 961 398**	**17 373 307**	**18 627 686**
Variation en %	**6,9**	**-4,4**	**3,9**	**16,1**	**7,2**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

LES IMPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[3]

La valeur des importations internationales du Québec atteint 20,3 milliards de dollars en 1985, ce qui correspond à une hausse de 4,8% par rapport à l'année précédente. Cette faible augmentation provient de la combinaison d'une hausse de seulement 0,2% des importations venant des États-Unis, lesquelles forment la moitié du total des importations québécoises, et d'une hausse de 9,8% des importations en provenance des autres pays. La faiblesse de la devise canadienne par rapport à la devise américaine constitue un facteur important de la légère hausse des importations d'origine américaine. Parmi les 20 principaux pays d'origine, les importations diminuent en 1985 pour seulement trois d'entre eux, soit de 13,8% pour le Venezuela, de 0,9% pour Taiwan et de 12,7% pour Hong Kong. Le Venezuela se situe, en 1985, au 6e rang des principaux pays d'origine pour les importations du Québec alors qu'en 1982 il occupait le 2e rang. Cette situation s'explique par la baisse des importations de pétrole brut du Québec dont plus de 30% proviennent du Venezuela. Les valeurs des importations en provenance des principaux pays d'origine européenne connaissent des taux de croissance élevés en 1985 et ce, d'autant plus que ces importations augmentaient déjà beaucoup en 1984: le Royaume-Uni, augmentation de 61,2% en 1985 suite à une hausse de 57,6% en 1984; l'Allemagne de l'Ouest, 14,4% en 1985 suite à 39,5% en 1984; la France, 10,9% en 1985 suite à 43,5% en 1984; l'Italie, 33,3% en 1985 suite à 34,7% en 1984. La valeur des importations en provenance du Japon, second fournisseur du Québec depuis 1983, augmente de 10,4% en 1985 et atteint 1,2 milliard de dollars. Les automobiles et châssis jouent un rôle important dans les importations en provenance du Japon puisqu'elles constituent 40% de ces importations et qu'elles s'accroissent de 26,5% par rapport à l'année 1984. Les ventes d'automobiles au Québec continuent leur expansion en 1985, ce qui se reflète par une croissance de la valeur totale des importations d'automobiles et châssis de 33,3%, la hausse se situant à 28,2% pour les camions et châssis. En excluant les automobiles et châssis, les importations totales augmenteraient de seulement 1,0% en 1985 au lieu de 4,8%. Les importations de moteurs de véhicules automobiles et pièces diminuent de 19,6% en 1985, faisant suite à une croissance soutenue au cours des deux années précédentes, soit de 26,6% en 1983 et de 28,4% en 1984. Quant aux pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles, la baisse est de 9,3% en 1985. Le pétrole brut, la seule composante des autres substances bitumineuses brutes, demeure le deuxième produit en importance et la valeur de ces importations diminue de 2,1% en 1985; la valeur des importations du Québec en pétrole brut pour l'année 1985 est d'ailleurs en baisse de 50% par rapport à 1981. Par ailleurs, depuis 1982 les importations d'essence augmentent beaucoup et, avec une croissance de 65,5% en 1985, ce produit fait maintenant partie des 20 principaux produits d'importation du Québec. Parmi ces produits, la croissance la plus élevée en 1985 est celle de l'essence tandis que la diminution la plus forte revient au mazout avec une baisse de 22,4%. Toutefois cette baisse fait suite à des hausses de 576,0% en 1983 et de 280,2% en 1984. Le rythme de croissance des importations de tubes électroniques et semi-conducteurs ralentit en 1985 avec une hausse de 3,5% par rapport à des augmentations de 50,9% et de 68,5% pour 1984 et 1985. Bien que la valeur des importations de ce produit soit systématiquement plus élevée que celle des exportations, cet écart diminue puisque depuis 1981 les exportations ont plus que triplé (taux de croissance annuel moyen de 32,2%) alors que les importations ont plus que doublé (taux de croissance annuel moyen de 21,7%). Les importations de moteurs d'avions et pièces diminuent de 7,4% en 1985 tandis que les importations d'assemblages, équipement et pièces d'avion augmentent de 4,0%. Les machines et matériel de bureau voient leurs importations diminuer pour la première fois depuis 1981, avec une baisse de 8,3% en 1985. Finalement, la croissance des importations de machines à forer continue à être élevée en 1985 avec une augmentation de 22,2% suite à une hausse de 62,8% en 1984.

3. Ce sont les importations canadiennes dédouanées au Québec et corrigées partiellement par le Bureau de la statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

Tableau 5.6
Principaux pays d'origine des importations internationales du Québec
1982-1985

	1982	1983	1984	1985
			(000 $)	
Etats-Unis	6 404 581	8 378 735	10 219 428	10 244 320
Variation en %	-20,8	30,8	22,0	0,2
Japon	701 004	903 382	1 091 635	1 205 708
Variation en %	..	28,9	20,8	10,4
Royaume-Uni	659 277	453 864	715 135	1 152 499
Variation en %	...	-31,2	57,6	61,2
Allemagne de l'Ouest	508 318	583 242	813 384	930 563
Variation en %	...	14,7	39,5	14,4
France	444 180	454 167	651 849	723 016
Variation en %	...	2,2	43,5	10,9
Venezuela	973 944	629 946	666 447	574 719
Variation en %	...	-35,3	5,8	-13,8
Italie	267 088	317 382	427 664	570 160
Variation en %	...	18,8	34,7	33,3
Corée du Sud	156 572	217 865	327 618	404 922
Variation en %	...	39,1	50,4	23,6
Brésil	192 271	239 549	302 402	386 583
Variation en %	...	24,6	26,2	27,8
Mexique	515 970	419 268	337 280	365 649
Variation en %	...	-18,7	-19,6	8,4
Taiwan	183 619	283 536	357 558	354 329
Variation en %	...	54,4	26,1	-0,9
Hong Kong	147 776	212 408	261 794	228 541
Variation en %	...	43,7	23,3	-12,7
Pays-Bas	70 627	116 325	194 192	212 444
Variation en %	...	64,7	66,9	9,4
Suisse	208 955	221 604	153 373	207 821
Variation en %	...	6,1	-30,8	35,5
Suède	120 241	122 872	182 803	188 455
Variation en %	...	2,2	48,8	3,1
Belgique-Luxembourg	91 314	94 635	154 691	187 449
Variation en %	...	3,6	63,5	21,2
Espagne	85 192	92 037	143 918	170 570
Variation en %	...	8,0	56,4	18,5
République populaire de Chine	84 147	104 634	137 879	163 792
Variation en %	...	24,3	31,8	18,8
Jamaïque	113 990	97 372	124 761	134 855
Variation en %	...	-14,6	28,1	8,1
Nigeria	...	...	60 988	108 104
Variation en %	...	...	...	77,3
Total des 25 principaux pays	**12 376 104**	**14 664 829**	**17 743 319**	**18 957 805**
Total de tous les pays	**13 594 236**	**15 767 596**	**19 343 892**	**20 266 001**
Variation en %	**-21,7**	**16,0**	**22,7**	**4,8**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.7
Principaux produits d'importation internationale du Québec
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Automobiles et châssis	1 305 079	1 019 597	2 161 170	2 277 848	3 037 452
Variation en %	7,8	-21,9	112,0	5,4	33,3
Autres substances bitumineuses brutes	3 529 249	2 306 213	1 779 166	1 806 155	1 768 942
Variation en %	55,9	-34,7	-22,9	1,5	-2,1
Tubes électroniques et semi-conducteurs	309 705	257 886	389 045	655 505	678 624
Variation en %	26,1	-16,7	50,9	68,5	3,5
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	569 045	349 859	607 287	664 645	602 690
Variation en %	23,8	-38,5	73,6	9,4	-9,3
Camions et châssis	...	232 144	201 300	401 607	507 481
Variation en %		...	-13,3	99,5	26,4
Moteurs d'avions et pièces	337 916	232 096	300 768	411 655	381 238
Variation en %	37,4	-31,3	29,6	36,9	-7,4
Machines et matériel de bureau	215 169	278 586	329 913	369 178	338 517
Variation en %	45,3	29,5	18,4	11,9	-8,3
Mazout	49 833	15 953	107 842	410 047	318 393
Variation en %	-27,0	-68,0	576,0	280,2	-22,4
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	231 615	224 956	215 120	272 140	292 933
Variation en %	16,3	-2,9	-4,4	26,5	7,6
Assemblages, équipement et pièces d'avions	277 984	213 858	190 581	269 697	280 518
Variation en %	13,6	-23,1	-10,9	41,5	4,0
Téléviseurs, radios et phonographes	145 219	58 992	185 891	268 945	264 442
Variation en %	20,8	-59,4	215,1	44,7	-1,7
Vêtements de dessus non tricotés	289 275	155 789	188 853	214 862	223 676
Variation en %	24,0	-46,1	21,2	13,8	4,1
Essence	23 898	1	83 882	124 202	205 495
Variation en %	-65,8	...	...	48,0	65,5
Matériel commercial de télécommunication	121 144	101 311	131 894	192 015	202 748
Variation en %	16,0	-16,4	30,2	45,6	5,6
Autres tissus larges	164 801	121 071	156 443	187 899	195 780
Variation en %	23,9	-26,5	29,2	20,1	4,2
Café	182 466	150 035	156 728	198 912	187 740
Variation en %	-7,4	-17,8	4,5	26,9	-5,6
Fruits et baies frais ou réfrigérés	148 286	163 657	156 121	172 878	182 123
Variation en %	8,9	10,4	-4,6	10,7	5,3
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	169 372	133 011	91 333	148 772	181 789
Variation en %	8,0	-21,5	-31,4	62,8	22,2
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	182 338	116 966	148 052	190 064	152 896
Variation en %	17,5	-43,1	26,6	28,4	-19,6
Autres machines industrielles spéciales	79 983	88 926	76 249	125 817	148 699
Variation en %	...	11,2	-14,3	65,0	18,2
Total des 25 principaux produits	**9 727 722**	**6 855 879**	**8 383 627**	**9 523 587**	**10 825 835**
Total de tous les produits	**17 356 346**	**13 594 236**	**15 767 596**	**19 343 892**	**20 266 001**
Variation en %	**18,8**	**-21,7**	**16,0**	**22,7**	**4,8**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU QUÉBEC AVEC LES ÉTATS-UNIS

La valeur des exportations du Québec vers les États-Unis augmente de 8,4% en 1985, soit une hausse légèrement supérieure à celle des exportations totales. De 65% en 1981, la part des exportations totales du Québec qui est destinée aux États-Unis s'élève à 76% en 1985. Parmi les principaux produits qui ont vu leur part s'accroître de façon significative, on relève le papier d'imprimerie (de 80% en 1981 à 93% en 1985), le bois d'oeuvre (de 62% à 88%) et les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées (de 56% à 76%). Le commerce d'automobiles et châssis entre le Québec et les États-Unis est intense en 1985 puisque les exportations augmentent de 41,1% alors que les importations sont en hausse de 33,8%. L'année précédente, les exportations augmentaient de seulement 1,0% alors que les importations diminuaient de 2,2%. Du côté des pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles, les exportations s'accroissent de 10,9% alors que les importations diminuent de 10,4%. Les exportations des principaux produits de l'avionnerie diminuent de 7,0% en 1985 suite à une baisse de 5,9% pour les moteurs d'avions et pièces, une hausse de 26,0% pour les assemblages, équipement et pièces d'avions et une baisse de 41,0% pour les avions entiers avec moteurs. Les importations de moteurs d'avion et pièces sont en baisse de 7,6% en 1985 alors que pour les assemblages, équipement et pièces d'avion, elles augmentent de 1,9%. Le commerce avec les États-Unis de tubes électroniques et semi-conducteurs s'accentue légèrement en 1985 avec une augmentation des exportations de 24,1% (142,8% en 1984) et une hausse des importations de 7,5% (68,9% en 1984). Depuis 1981, les exportations de ce produit vers les États-Unis augmentent au taux annuel moyen de 32,8% alors que pour les importations le taux est de 21,9%. Les ventes du Québec aux Etats-Unis des principaux métaux et produits en métal baissent de façon significative en 1985. La diminution est de 3,5% pour l'aluminium et ses alliages, de 15,5% pour le cuivre et ses alliages, de 4,1% pour le zinc et ses alliages, de 29,4% pour les métaux précieux et leurs alliages (22e principal produit exporté aux États-Unis) et finalement de 22,1% pour les minerais, concentrés et déchets de fer. Ensemble, en 1978 ces produits constituaient près de 20% des exportations totales vers les États-Unis alors qu'en 1985, ils forment 12,3% du total. Pour l'année 1978, seul le zinc et ses alliages n'était pas dans les 10 principaux produits, tandis qu'en 1985, seul l'aluminium constitue un des 10 principaux produits exportés aux Etats-Unis. Le bois d'oeuvre du Québec continue sa progression sur le marché américain avec une croissance de 20,9% en 1985, conduisant ainsi à un taux de croissance annuel moyen de 21,3% depuis 1981. Quant aux exportations de meubles et accessoires, elles ont presque doublé en deux ans et connaissent un taux de croissance de 22,6% en 1985.

Tableau 5.8
Valeur des exportations internationales du Québec vers les États-Unis selon les 20 principaux produits de 1985
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Papier d'imprimerie	1 825 443	1 854 555	1 830 556	2 299 665	2 479 749
Variation en %	18,0	1,6	-1,3	25,6	7,8
Automobiles et châssis	1 048 139	765 237	1 343 209	1 356 941	1 914 890
Variation en %	20,1	-27,0	75,5	1,0	41,1
Aluminium et alliages	846 935	622 160	929 674	1 085 460	1 047 195
Variation en %	20,1	-26,5	49,4	16,8	-3,5
Bois d'oeuvre	277 016	313 816	418 798	495 305	598 923
Variation en %	26,2	13,3	33,5	18,3	20,9
Tubes électroniques et semi-conducteurs	186 932	117 333	193 011	468 574	581 622
Variation en %	155,7	-37,2	64,5	142,8	24,1
Moteurs d'avions et pièces	549 398	322 490	316 796	447 119	420 824
Variation en %	47,3	-41,3	-1,8	41,1	-5,9
Électricité	191 854	295 864	332 995	392 789	341 107
Variation en %	24,3	54,2	12,5	18,0	-13,2
Matériel commercial de télécommunication	162 632	121 076	190 418	288 242	283 308
Variation en %	40,2	-25,6	57,3	51,4	-1,7
Assemblages, équipement et pièces d'avions	139 571	193 945	236 435	211 167	266 003
Variation en %	11,5	39,0	21,9	-10,7	26,0
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	183 734	253 575	208 818	261 395	263 453
Variation en %	23,6	38,0	-17,7	25,2	0,8
Minerais, concentrés et déchets de fer	380 761	203 424	203 884	281 771	219 568
Variation en %	30,9	-46,6	0,2	38,2	-22,1
Pâte de bois et pâtes similaires	276 531	201 303	186 789	252 623	217 038
Variation en %	8,0	-27,2	-7,2	35,2	-14,1
Cuivre et alliages	186 787	142 878	148 509	234 031	197 666
Variation en %	-35,0	-23,5	3,9	57,6	-15,5
Mazout	76 857	140 918	95 261	114 833	181 684
Variation en %	...	83,3	-32,4	20,5	58,2
Zinc et alliages	108 515	69 122	119 881	165 734	158 901
Variation en %	22,6	-36,3	73,4	38,2	-4,
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	60 799	74 683	87 259	139 544	154 746
Variation en %	14,8	22,8	16,8	59,9	10,
Meubles et accessoires	...	56 611	72 930	115 703	141 88
Variation en %	...	...	28,8	58,6	22,
Avions entiers avec moteurs	194 069	262 823	253 089	220 343	130 11
Variation en %	797,6	35,4	-3,7	-12,9	-41,
Boulons, écrous, quincaillerie de base	86 273	90 257	94 708	117 279	121 06
Variation en %	14,3	4,6	4,9	23,8	3,
Journaux, revues et périodiques	64 003	70 606	72 673	88 818	108 37
Variation en %	0,4	10,3	2,9	22,2	22,
Total des 25 principaux produits	**7 508 373**	**6 793 674**	**7 840 813**	**9 602 747**	**10 333 92**
Total de tous les produits	**9 812 176**	**9 291 398**	**10 408 191**	**13 023 972**	**14 116 62**
Variation en %	**15,2**	**-5,3**	**12,0**	**25,1**	**8,**

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.9

Valeur des importations internationales du Québec provenant des États-Unis selon les 20 principaux produits de 1985

1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Automobiles et châssis	883 693	621 413	1 709 311	1 671 600	2 237 400
Variation en %	-4,7	-29,7	175,1	-2,2	33,8
Tubes électroniques et semi-conducteurs	296 154	243 297	359 749	607 796	653 237
Variation en %	29,0	-17,8	47,9	68,9	7,5
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	546 506	328 156	586 052	629 889	564 100
Variation en %	23,9	-40,0	78,6	7,5	-10,4
Camions et châssis	...	181 127	141 672	343 128	444 148
Variation en %	...	...	-21,8	142,2	29,4
Moteurs d'avions et pièces	258 476	192 597	263 281	353 629	326 679
Variation en %	34,0	-25,5	36,7	34,3	-7,6
Machines et matériel de bureau	168 470	236 320	285 873	318 252	283 989
Variation en %	49,1	40,3	21,0	11,3	-10,8
Assemblages, équipement et pièces d'avions	263 071	205 335	183 301	255 424	260 387
Variation en %	12,8	-21,9	-10,7	39,3	1,9
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	186 541	112 145	144 762	171 337	142 109
Variation en %	7,8	-39,9	29,1	18,4	-17,1
Mazout	...	...	19 263	162 352	126 302
Variation en %	...	...	...	742,8	-22,2
Billes en grumes ou grossièrement équarries	51 430	50 089	75 592	98 546	109 656
Variation en %	-6,1	-2,6	50,9	30,4	11,3
Téléviseurs, radios et phonographes	...	25 238	70 934	95 434	98 341
Variation en %	...	...	181,1	34,5	3,0
Pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer	...	...	...	26 723	97 310
Variation en %	...	...	...	...	264,1
Matériel commercial de télécommunication	82 099	67 390	68 555	96 857	92 022
Variation en %	9,0	-17,9	1,7	41,3	-5,0
Matériel électronique et équipement connexe	67 220	73 340	78 480	105 591	87 927
Variation en %	15,2	9,1	7,0	34,5	-16,7
Machines à forer pour mine, pétrole et gaz	102 891	82 392	54 948	73 989	82 755
Variation en %	6,4	-19,9	-33,3	34,7	11,8
Autres machines industrielles spéciales	58 216	53 068	52 931	72 315	78 772
Variation en %	-3,7	-8,8	-0,3	36,6	8,9
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs	77 820	63 999	72 554	79 341	78 170
Variation en %	0,8	-17,8	13,4	9,4	-1,5
Légumes frais ou réfrigérés	81 569	75 017	83 174	84 360	77 237
Variation en %	16,6	-8,0	10,9	1,4	-8,4
Autres instruments de mesure et de contrôle	56 898	84 042	...	57 352	77 166
Variation en %	25,8	47,7	...	...	34,5
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	100 899	83 557	98 340	87 817	74 983
Variation en %	9,4	-17,2	17,7	-10,7	-14,6
Total des 25 principaux produits	**4 361 280**	**3 324 478**	**5 069 149**	**5 723 214**	**6 331 653**
Total de tous les produits	**8 090 815**	**6 404 581**	**8 378 735**	**10 214 417**	**10 239 152**
Variation en %	**5,1**	**-20,8**	**30,8**	**21,9**	**0,2**

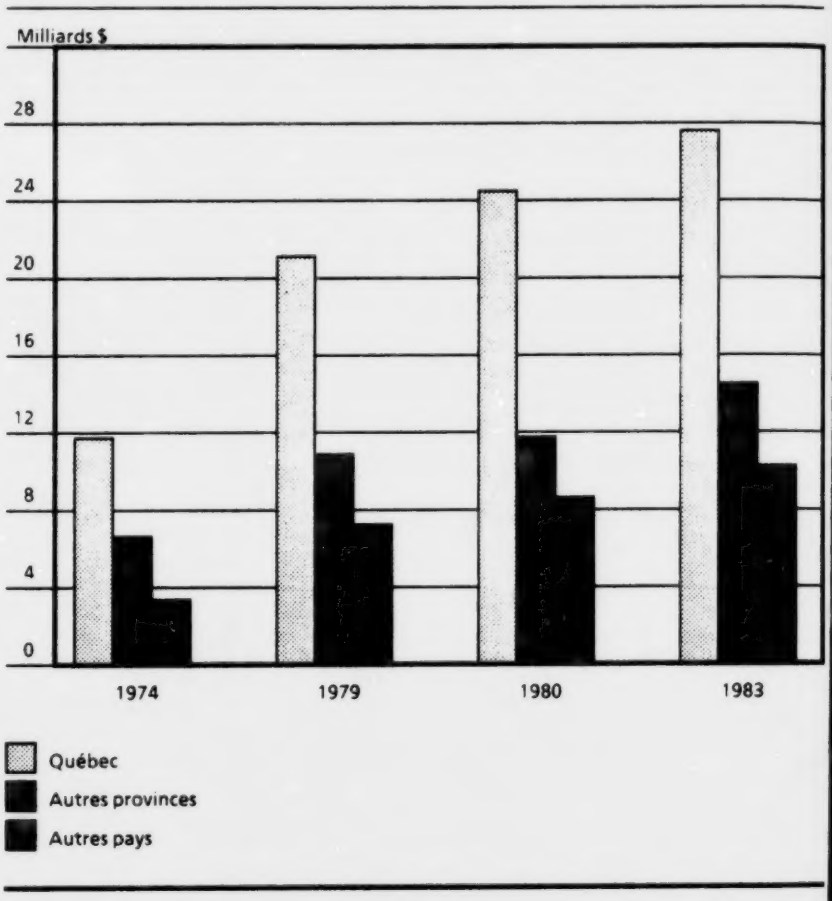
SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

LA DESTINATION DES EXPÉDITIONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC

Les statistiques sur les échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces canadiennes sont moins complètes que celles avec les autres pays. En ce qui concerne les données sur les expéditions vers le reste du Canada des manufacturiers exportateurs du Québec, elles sont disponibles actuellement pour l'année 1983 et reposent sur un univers statistique comparable à ceux des années 1974, 1979 et 1980. La distribution des expéditions manufacturières du Québec est relativement stable pour les années 1979, 1980 et 1983. L'Ontario demeure en 1983 la province canadienne recevant la plus grande part des exportations du Québec, soit 17,5%, alors que la part des expéditions à l'extérieur du Canada atteint 19,5%. La valeur des expéditions manufacturières du Québec effectuées à l'extérieur du Canada est moins importante que celles faites au reste du Canada, soit 10,2 milliards de dollars comparativement à 14,4 milliards de dollars pour l'année 1983. Par ailleurs, près des deux tiers des expéditions hors

Graphique 5C

Destination des expéditions manufacturières 1974, 1979, 1980, 1983



du Canada sont réalisées par seulement trois des vingt industries manufacturières, soit celles du papier et produits connexes (2,6 milliards de dollars), du matériel de transport (2,5 milliards de dollars) et des métaux primaires (1,7 milliard de dollars). L'importance relative de ces trois industries dans le total des expéditions à l'extérieur du Canada est respectivement de 25,1%, 24,3% et 16,6% en 1983, alors que l'industrie des aliments et boissons et des appareils et matériel électrique, qui les suivent, ne comptent que pour 6,3% et 5,4%. Pour ces trois principales industries, au moins 70% des expéditions sont dirigées vers l'extérieur du Québec, soit 85,5% pour le matériel de transport, 75,3% pour les métaux primaires et 70,0% pour l'industrie du papier et produits connexes. L'industrie des aliments et boissons est la plus importante au niveau de la valeur totale des expéditions manufacturières en atteignant 9,1 milliards de dollars, soit 17,3% du total, mais elle est une des industries vendant le moins à l'extérieur du Québec, soit 28,4%. Seules les industries des produits du pétrole et du charbon et l'imprimerie, édition et industries connexes ont une plus faible représentativité sur le marché hors Québec, soit respectivement 11,7% et 25,2%.

Tableau 5.10
Destination des expéditions manufacturières du Québec
1974, 1979, 1980, 1983

	1974	1979	1980	1983
		(000 000 $)		
Québec	11 901,9	21 158,8	24 326,1	27 738,0
	(53,1)[1]	(53,7)	(54,2)	(52,9)
Reste du Canada	6 954,6	10 798,0	11 949,5	14 437,9
	(31,1)	(27,4)	(26,6)	(27,5)
Provinces de l'Atlantique	913,9	1 299,9	1 340,9	1 799,9
	(4,1)	(3,3)	(3,0)	(3,4)
Ontario	4 513,1	6 755,1	7 611,0	9 192,1
	(20,2)	(17,2)	(16,9)	(17,5)
Provinces de l'Ouest et Territoires	1 527,7	2 743,1	2 997,6	3 445,9
	(6,8)	(7,0)	(6,7)	(6,6)
Extérieur du Canada	3 539,8	7 416,3	8 630,7	10 242,8
	(15,8)	(18,8)	(19,2)	(19,5)
Total	**22 396,3**	**39 373,2**	**44 906,3**	**52 418,7**
	(100)	**(100)**	**(100)**	**(100)**

1. Les nombres entre parenthèses indiquent la part en pourcentage de la région dans les expéditions totales.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec; Statistique Canada.

Tableau 5.11
Destination[1] des expéditions manufacturières du Québec par industrie
1983

	Vers le reste du Canada		Vers l'extérieur du Canada		Total à l'extérieur du Québec	Part des expéditions à l'extérieur dans les expéditions totales	Expéditions totales[2]	
	(000 000 $)	(%)	(000 000 $)	(%)	(000 000 $)	(%)	(000 000 $)	(%)
Aliments et boissons	1 933,3	(13,4)[3]	645,9	(6,3)	2 579,2	28,4	9 084,1	(17,3)
Tabac	493,3	(3,4)	8,2	(0,1)	501,5	70,9	707,6	(1,3)
Caoutchouc et produits en plastique	497,9	(3,4)	174,2	(1,7)	672,1	60,0	1 121,0	(2,1)
Cuir	200,0	(1,4)	16,3	(0,2)	216,3	50,4	428,8	(0,8)
Textile	1 063,2	(7,4)	129,9	(1,3)	1 193,1	49,3	2 420,2	(4,6)
Bonneterie	292,3	(2,0)	4,8	(0,0)	297,1	42,6	697,8	(1,3)
Vêtement	1 094,4	(7,6)	75,3	(0,7)	1 169,7	46,4	2 520,0	(4,8)
Bois	318,0	(2,2)	438,2	(4,3)	756,2	36,5	2 072,4	(4,0)
Meubles et articles d'ameublement	334,6	(2,3)	61,5	(0,6)	396,1	45,7	867,0	(1,7)
Papier et produits connexes	1 197,5	(8,3)	2 573,9	(25,1)	3 771,4	70,0	5 384,6	(10,3)
Imprimerie, édition et industries connexes	397,5	(2,8)	111,8	(1,1)	509,3	25,2	2 024,5	(3,9)
Métaux primaires	1 037,8	(7,2)	1 704,0	(16,6)	2 741,8	75,3	3 639,4	(6,9)
Produits métalliques	675,1	(4,7)	292,1	(2,9)	967,2	32,4	2 983,7	(5,7)
Machinerie	338,7	(2,3)	393,1	(3,8)	731,8	67,0	1 092,1	(2,1)
Matériel de transport	672,0	(4,7)	2 492,5	(24,3)	3 164,5	85,5	3 702,3	(7,1)
Appareils et matériel électriques	1 162,9	(8,1)	554,6	(5,4)	1 717,5	77,1	2 229,2	(4,3)
Produits minéraux non métalliques	191,6	(1,3)	125,9	(1,2)	317,5	31,5	1 008,8	(1,9)
Produits du pétrole et du charbon	706,4	(4,9)	13,8	(0,1)	720,2	11,7	6 138,1	(11,7)
Industrie chimique	1 452,0	(10,1)	291,5	(2,9)	1 743,5	52,8	3 301,2	(6,3)
Industrie diverses	379,3	(2,6)	135,3	(1,3)	514,6	51,7	995,9	(1,9)
Total	14 437,9	(100)	10 242,8	(100)	24 680,7	47,1	52 418,7	(100)

1. Les statistiques sur la destination des expéditions manufacturières du Québec proviennent de l'enquête du BSQ citée ci-dessous.
2. Le total inclut les expéditions manufacturières à l'intérieur du Québec.
3. Les nombres entre parenthèses indiquent la part de l'industrie dans les expéditions vers les autres provinces canadiennes, vers l'extérieur du Canada ou dans les expéditions totales selon le cas.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec.

Les chapitres qui suivent contiennent une description détaillée de chaque grand secteur d'activité économique, faisant appel à un grand nombre d'informations tant sur la quantité que sur la valeur de la production de ceux-ci. Les quelques variables considérées dans le présent chapitre permettent une introduction sommaire à l'analyse plus détaillée des chapitres ultérieurs.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Le produit intérieur brut au coût des facteurs mesure les revenus totaux générés sous forme de salaires, bénéfices, intérêts et autres dans l'économie. Son évolution en dollars courants dépend donc des quantités de biens ou de services produits, de matières premières, de main d'oeuvre et autres intrants utilisés, ainsi que de l'évolution des prix et salaires correspondants. En conséquence, les modifications dans les prix relatifs ainsi que les gains de productivité influencent son évolution.

Le produit intérieur brut du Québec croît de 6,7% en 1985 comparativement à 8,6% en 1984. Cette croissance s'accompagne de hausses de 7,8% des dépenses d'immobilisation et de 3% de l'emploi.

C'est le produit intérieur brut du secteur tertiaire qui connaît la hausse la plus importante en 1985 avec 6,8% d'augmentation. Par contre le taux de croissance de ce secteur diminue depuis 1981. Ainsi il est passé de 13,1% en 1981, à 9,4% en 1982, à 8,4% en 1983, à 7,7% en 1984 et à 6,8% en 1985. Dans ce secteur, on retrouve quatre activités qui connaissent une croissance supérieure à la moyenne de l'économie en 1985. Il s'agit des communications avec une croissance du PIB de 7,6%, du commerce de gros (8,5%), du commerce de détail (9,0%) et des services socio-culturels, commerciaux et personnels (8,4%).

Quant au PIB du secteur secondaire, il augmente de 6,6% en 1985, après avoir connu deux hausses annuelles consécutives de l'ordre de 10%. Cette augmentation est le résultat de la hausse de 5,4% pour les industries manufacturières combinée à celle de 13,4% pour la construction. Cette dernière activité est celle qui a connu le taux de croissance le plus élevé de son PIB en 1985. Après deux années de baisse, 1982 et 1983, la construction avait connu un mouvement de reprise en 1984 avec une croissance de 2,1%, qui s'est accentuée en 1985; ainsi le niveau du PIB de la construction en 1985 est plus élevé qu'avant les deux années de recul. Pour sa part, le PIB du secteur manufacturier, qui atteint 19 940 millions de dollars en 1985, avait déjà dépassé en 1984 son niveau de 1981 (17 314 millions de dollars), les hausses de 13,5% en 1983 et 12,1% en 1984 compensant la baisse de 14,1% survenue en 1982.

En ce qui concerne le secteur primaire, la hausse du PIB est de 5,4% en 1985 comparativement à 13,2% en 1984. Après avoir connu une hausse de 16,7% en 1984, le PIB de l'agriculture atteint un taux de croissance de 3,8% en 1985. Le PIB des pêches et du

Tableau 6.1
PIB au coût des facteurs par industrie
1981-1985

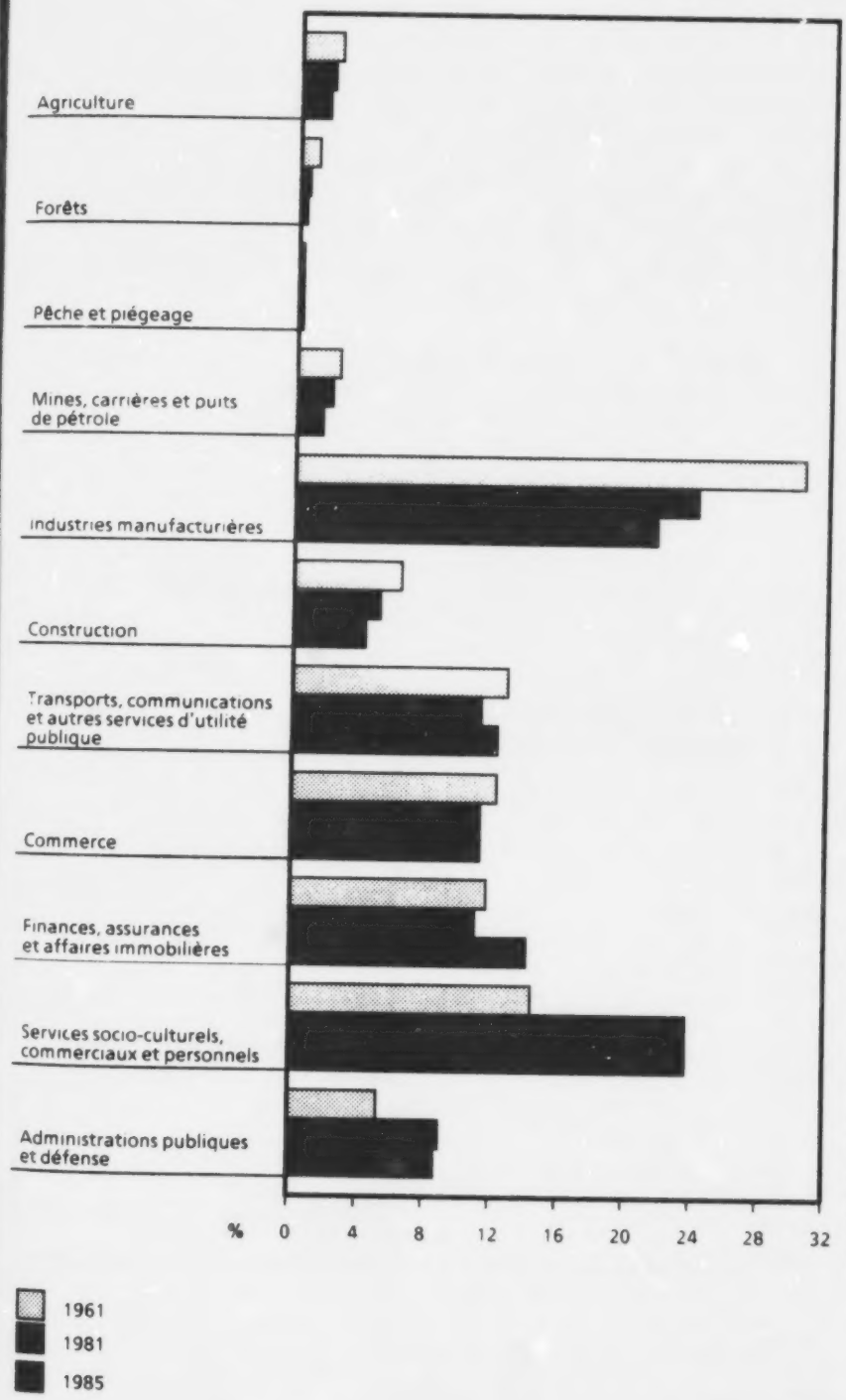
	1981	1982	1983	1984	1985[1]
			(000 000 $)		
Primaire	3 564	3 595	3 108	3 517	3 706
Variation en %	9,9	0,9	-13,5	13,2	5,4
Agriculture	1 430	1 537	1 405	1 640	1 703
Variation en %	11,6	7,5	-8,6	16,7	3,8
Forêts	532	547	444	469	483
Variation en %	14,9	2,8	-18,8	5,6	3,0
Pêche et piégeage	57	60	58	58	65
Variation en %	16,3	5,3	-3,3	0,0	12,1
Mines, carrières et puits de pétrole	1 545	1 451	1 201	1 350	1 455
Variation en %	6,5	-6,1	-17,2	12,4	7,8
Secondaire	20 960	18 357	20 195	22 313	23 788
Variation en %	14,0	-12,4	10,0	10,5	6,6
Industries manufacturières	17 314	14 868	16 871	18 920	19 940
Variation en %	12,8	-14,1	13,5	12,1	5,4
Construction	3 646	3 489	3 324	3 393	3 848
Variation en %	20,0	-4,3	-4,7	2,1	13,4
Tertiaire	47 372	51 810	56 136	60 468	64 551
Variation en %	13,1	9,4	8,4	7,7	6,8
Transports	3 746	4 081	4 385	4 788	4 913
Variation en %	12,1	8,9	7,4	9,2	2,6
Entreposage	140	147	155	169	176
Variation en %	11,1	5,0	5,4	9,0	4,1
Communications	1 993	2 313	2 410	2 707	2 914
Variation en %	10,6	16,1	4,2	12,3	7,6
Electricité, gaz et eau	2 362	3 098	3 495	3 161	3 265
Variation en %	-0,8	31,2	12,8	-9,6	3,3
Transports, communications et autres services d'utilité publique	8 241	9 639	10 445	10 825	11 268
Variation en %	7,7	17,0	8,4	3,5	4,1
Commerce de gros	3 417	3 453	3 789	4 050	4 395
Variation en %	9,9	1,1	9,7	6,9	8,5
Commerce de détail	4 715	4 652	5 110	5 575	6 075
Variation en %	9,7	-1,3	9,8	9,1	9,0
Finances, assurances et affaires immobilières	7 936	9 015	10 790	12 170	12 951
Variation en %	17,7	13,6	19,7	12,8	6,4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	17 138	18 402	18 874	20 210	21 900
Variation en %	15,4	7,4	2,6	7,1	8,4
Administrations publiques et défense	5 925	6 649	7 128	7 638	7 962
Variation en %	13,6	12,2	7,2	7,2	4,2
Total	**71 896**	**73 762**	**79 439**	**86 298**	**92 045**
Variation en %	**13,2**	**2,6**	**7,7**	**8,6**	**6,7**

1. Données préliminaires.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1985.

Graphique 6A

Répartition du produit intérieur brut par industrie 1961,1981 et 1985



piégeage connaît pour sa part une première hausse depuis 1982 où il avait crû de 5,3% pour ensuite diminuer de 3,3% en 1983; avec une croissance de 12,1%, l'année 1985 marque un rattrapage par rapport aux deux années précédentes. Le PIB du secteur des mines croît de 7,8% en 1985 mais sa valeur n'atteint pas encore en 1985 (1 455 millions de dollars) le niveau d'avant la récession (1 545 millions de dollars).

Compte tenu de leurs taux de croissance respectifs, l'année 1985 se révèle une période de stabilité dans la répartition du PIB entre les différents secteurs d'activité. Après avoir atteint un sommet de 70,7%, en 1983, à la suite de deux hausses successives de 4,2% et 0,5%, la part du secteur tertiaire est descendue à 70,1% en 1984 et se maintient à ce niveau en 1985. La part de ce secteur était de 56,6% en 1961 et de 65,9% en 1981. Parmi les activités du secteur tertiaire les services socio-culturels, commerciaux et personnels augmentent leur part du PIB de 0,4 point de pourcentage, soit de 23,4% en 1984 à 23,8% en 1985. Par contre, les transports, communications et autres services d'utilité publique voient leur part diminuer de 0,3 point de pourcentage (de 12,5% en 1984 à 12,2% en 1985).

La part du secteur primaire se situe autour de 4% depuis 1983, notamment à 4,1% en 1985; elle était de 4,9% en 1981 et 1982, et de 6,4% en 1961. Finalement, la part du secondaire se situe à 25,8% du PIB en 1985, comparativement à 25,9% en 1984.

L'EMPLOI

En 1985, on compte 78 000 personnes employées de plus que durant l'année précédant la récession, soit 1981. Cependant, les industries de la forêt, des mines, des carrières et puits de pétrole, les industries manufacturières ainsi que le transport, l'entreposage, les communications et les autres services publics n'ont pas retrouvé leur niveau d'emploi d'avant la récession.

En 1985, par rapport à 1984, c'est le secteur tertiaire qui connaît la plus forte augmentation de l'emploi avec un accroissement de 87 000 ou 4,5%, suivi du secteur primaire avec un léger accroissement de 2 000 ou 1,8% alors que le secteur secondaire enregistre une baisse de 7 000 ou 1%.

L'augmentation de l'emploi dans le secteur tertiaire provient essentiellement des industries du transport, des communications et des autres services d'utilité publique, avec une hausse de 9,1%, la première hausse depuis l'année 1979 où l'emploi avait crû de 7,1%; viennent ensuite les industries des finances, des assurances et des affaires immobilières avec 6,5% d'augmentation, ainsi que l'industrie des services socio-culturels, commerciaux et personnels avec une croissance de 5,5%.

Les autres industries du secteur tertiaire enregistrent aussi une augmentation de l'emploi en 1985 à l'exception des administrations publiques et la défense où le nombre de travailleurs diminue faiblement, soit de 0,4%.

Par ailleurs, la hausse de 1,8% de l'emploi dans le secteur primaire résulte de la croissance de 10,5% de l'emploi dans l'agriculture; dans les mines, carrières et puits de pétrole l'emploi revient au niveau de 1983 avec une diminution de 7,4%. De même, l'industrie de la forêt voit le nombre de ses travailleurs passer de 21 000 en 1984 à 19 000 en 1985, soit une baisse de 9,5%. Cette baisse survient malgré une augmentation de 5,2% du PIB du secteur.

Enfin, la diminution de l'emploi dans le secteur secondaire survient malgré une hausse de 8,5% de son PIB et de 18,2% de ses dépenses d'immobilisation en 1985. Cette baisse est due à une diminution de 12 000 ou 2,1% des emplois dans les industries manufacturières, tandis que l'emploi dans la construction augmente de 5 000 ou 3,8%.

Graphique 68

Emploi par secteur d'activité, variations annuelles 1981-1985

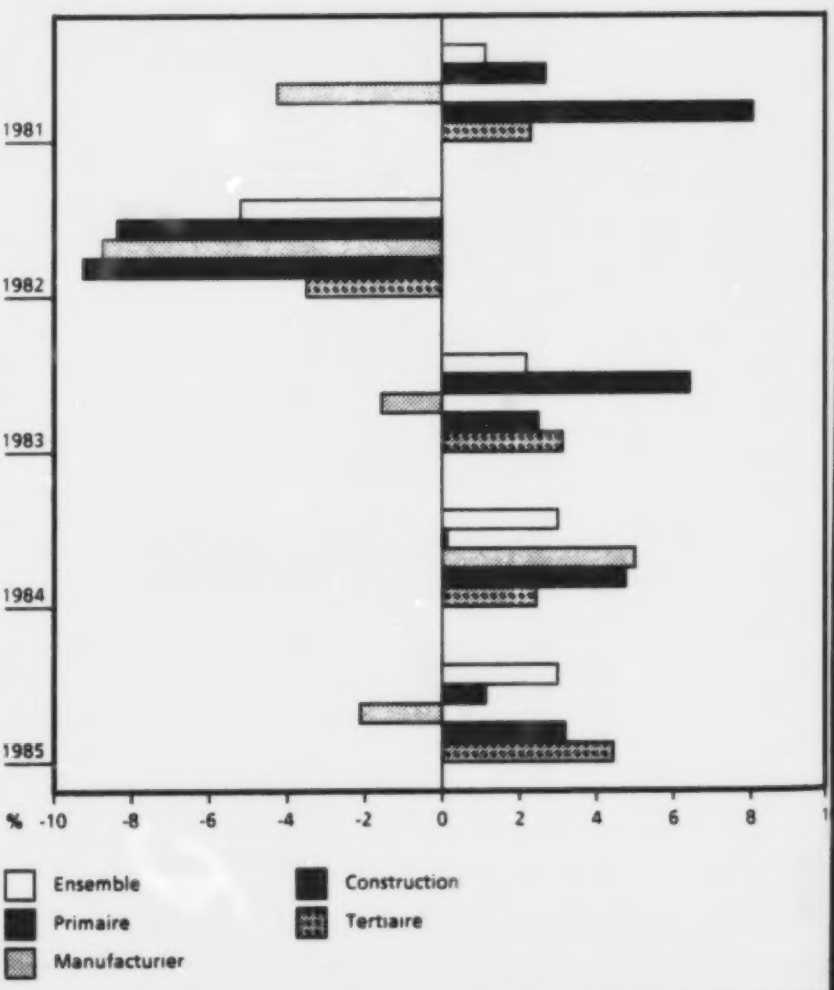


Tableau 6.2
Emploi par industrie
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000)		
Primaire	130,7	119,8	127,5	127,7	130,1
Variation en %	2,7	-8,4	6,5	0,2	1,8
Agriculture	78,7	76,8	79,5	76,9	85,1
Variation en %	0,5	-2,4	3,6	-3,2	10,5
Forêts	23,0	18,0	21,0	21,0	19,0
Variation en %	15,0	-21,7	16,7	0,0	-9,5
Pêche et piégeage	-	1,0	2,0	2,0	-
Mines, carrières et puits de pétrole	29,0	24,0	25,0	27,0	25,0
Variation en %	7,4	-17,2	4,2	8,0	-7,4
Secondaire	717,7	654,7	648,7	681,0	673,8
Variation en %	-2,3	-8,8	-0,9	5,0	-1,0
Industries manufacturières	593,1	541,7	532,8	559,6	548,1
Variation en %	-4,3	-8,7	-1,6	5,0	-2,1
Construction	124,7	113,1	115,9	121,4	125,7
Variation en %	8,1	-9,3	2,5	4,7	3,8
Tertiaire	1 876,1	1 809,7	1 866,5	1 913,3	2 000,6
Variation en %	2,4	-3,5	3,1	2,5	4,5
Transports, communications et autres services d'utilité publique	229,5	218,2	212,2	202,5	221,3
Variation en %	-0,3	-4,9	-2,8	-4,6	9,1
Commerce	467,8	440,8	457,1	480,3	491,3
Variation en %	3,4	-5,8	3,7	5,1	2,2
Finances, assurances et affaires immobilières	140,1	134,6	142,9	146,5	155,9
Variation en %	-7,0	-3,9	6,2	2,5	6,5
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	843,5	831,8	857,8	888,2	937,3
Variation en %	3,9	-1,4	3,1	3,5	5,5
Administrations publiques et défense	195,3	184,4	196,6	195,8	194,8
Variation en %	4,6	-5,5	6,6	-0,4	-0,4
Total	2 726,3	2 584,6	2 642,0	2 722,3	2 804,5
Variation en %	1,2	-5,2	2,2	3,0	3,0

SOURCE: Statistique Canada.

LES IMMOBILISATIONS

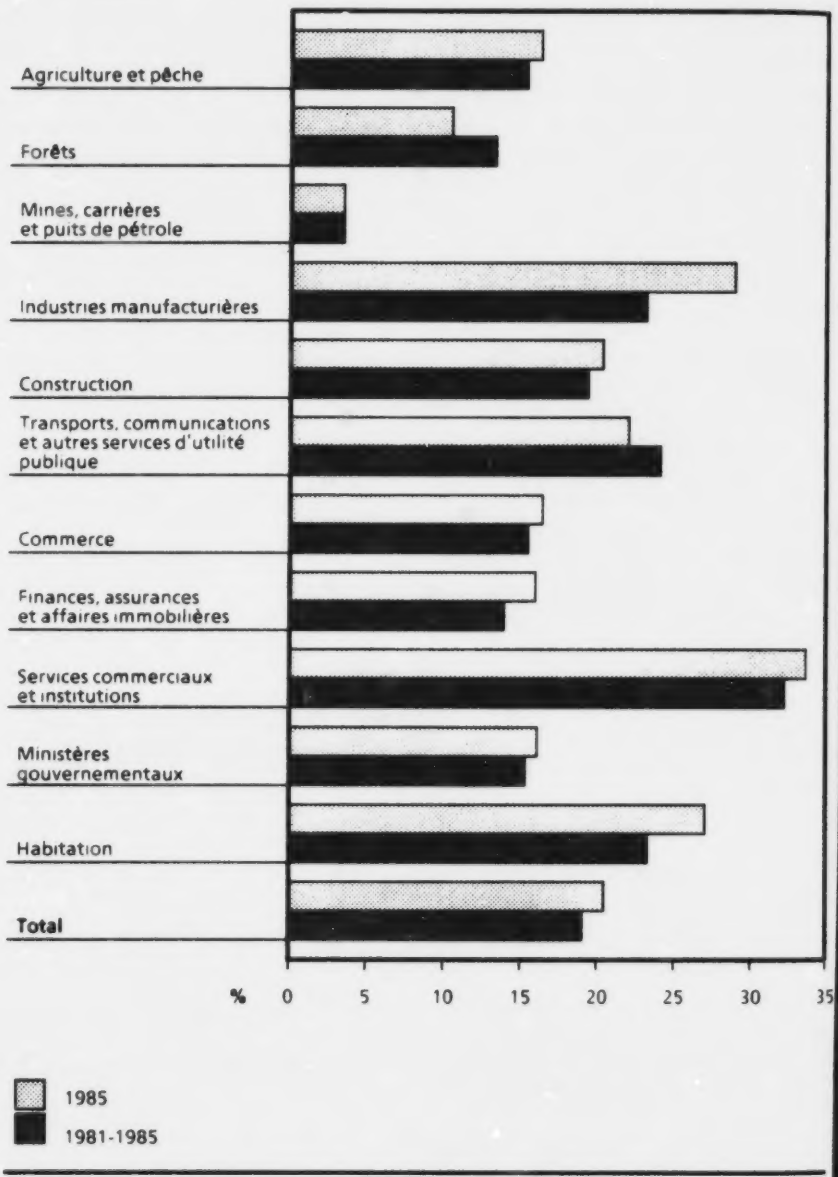
Les dépenses d'immobilisation au Québec se chiffrent à près de 17 milliards de dollars en 1985, soit une augmentation de 7,8% par rapport à l'année précédente. Cette hausse provient essentiellement du secteur secondaire qui connaît une hausse de 18,2% et, plus particulièrement, des industries manufacturières qui voient leurs dépenses en immobilisations augmenter de 19,3%.

Contrairement aux deux années précédentes, la croissance des dépenses d'immobilisation est plus faible au Québec qu'au Canada, ce qui entraîne une diminution de la part du Québec dans les dépenses d'immobilisation au Canada. C'est la part du secteur secondaire qui diminue le plus, passant de 29,6% en 1984 à 28,7% en 1985.

Après une croissance importante en 1984, les dépenses d'immobilisation du secteur primaire n'augmentent que de 1,6% en 1985 et cela malgré une hausse 13,7% pour les mines, carrières et puits de pétrole. La part relative du Québec dans le secteur primaire canadien diminue quelque peu, passant de 7,1% en 1984 à 6,9% en 1985. Les dépenses d'immobilisation de l'agriculture et de la pêche baissent de 4% au Québec et de 7,5% au Canada. Par conséquent, la part du Québec augmente légèrement dans l'ensemble du Canada. En ce qui concerne l'industrie de la forêt, les dépenses d'immobilisation demeurent au

Graphique 6C

Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par industrie
1981-1985



même niveau qu'en 1984 tandis qu'au Canada elles augmentent de 1,9%, ce qui entraîne une légère diminution de la part du Québec. Après une hausse de 18,1% en 1984, l'industrie des mines, carrières et puits de pétrole voit ses dépenses d'immobilisation augmenter de 13,7%; toutefois, malgré deux années de forte croissance, les dépenses en immobilisations du secteur des mines, carrières et puits de pétrole n'atteignent pas un niveau aussi élevé qu'en 1981.

La part du Québec dans les dépenses d'immobilisation du secteur secondaire au Canada diminue de près d'un point de pourcentage pour se situer à 28,7 % en 1985 et cela malgré une hausse de 18,2% de ces dépenses d'immobilisation au Québec. La part du Québec diminue tant pour les industries manufacturières que pour la construction.

Les dépenses en immobilisations de l'ensemble du secteur tertiaire québécois croît plus faiblement que celles du secteur tertiaire canadien entraînant une diminution de la part du Québec de 0,4 point de pourcentage (21,3% en 1984 et 20,9% en 1985). La croissance n'est pas répartie de façon uniforme entre les secteurs. Ainsi, les dépenses en immobilisations de l'industrie des finances, des assurances et des affaires immobilières sont en hausse de 45,4%, ce qui fait passer la part du Québec de 14,3% à 15,9% en 1985 dans l'ensemble du Canada, tandis que les dépenses d'immobilisation de l'industrie du transport et de l'entreposage baisse de 32,7%. Les dépenses en immobilisations de l'industrie des communications et de celle de l'électricité, du gaz et des autres services d'utilité publique varient respectivement de 7,0% et de -11,6% en 1985.

Par ailleurs, les dépenses en immobilisations de l'industrie des services commerciaux et des institutions augmentent de 25,6%, faisant passer la part du Québec dans l'ensemble canadien de 32,7% à 33,8%. Finalement, les dépenses en immobilisations dans l'habitation sont en hausse de 10,7% en 1985, comparativement à 13,4% en 1984. L'augmentation plus forte au Canada (14,7%) provoque, là aussi, une légère baisse de la part du Québec dans l'ensemble canadien qui passe de 28,1% en 1984 à 27,4% en 1985.

Tableau 6.3
Immobilisations par industrie[1]
1981-1985

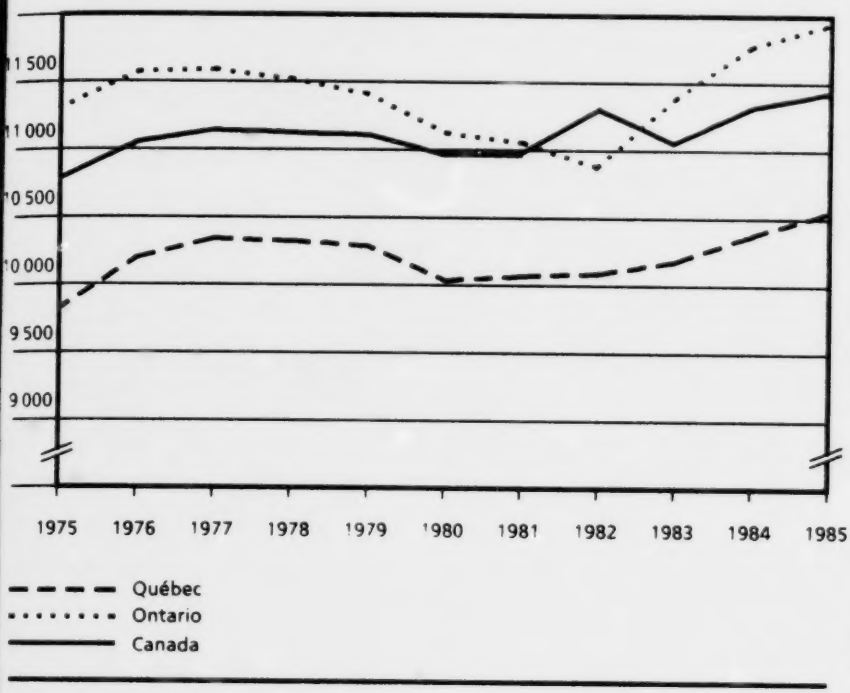
	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Primaire	1 093,8	1 061,5	907,9	1 007,1	1 023,6
Variation en %	15,4	-3,0	-14,5	10,9	1,6
Agriculture et pêche	614,4	711,0	620,2	669,1	642,1
Variation en %	12,6	15,7	-12,8	7,9	-4,0
Forêts	45,5	23,5	19,5	21,2	21,2
Variation en %	-6,8	-48,8	-17,0	8,7	0,0
Mines, carrières et puits de pétrole	433,9	327,0	268,2	316,8	360,3
Variation en %	22,7	-24,6	-18,0	18,1	13,7
Secondaire	2 508,8	2 393,8	2 338,9	3 020,2	3 569,5
Variation en %	4,4	-4,6	-2,3	29,1	18,2
Industries manufacturières	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 751,0	3 281,7
Variation en %	3,8	-5,0	-3,3	31,8	19,3
Construction	236,4	234,0	251,1	269,2	287,8
Variation en %	10,4	-1,0	7,3	7,2	6,9
Tertiaire	7 777,6	7 834,5	7 585,3	8 186,9	8 476,2
Variation en %	4,5	0,7	-3,2	7,9	3,5
Transports et entreposage	778,2	886,1	755,9	774,7	521,4
Variation en %	46,8	13,9	-14,7	2,5	-32,7
Communications	734,3	736,9	549,4	618,7	661,9
Variation en %	8,8	0,4	-25,4	12,6	7,0
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 716,9	2 678,6	2 368,1	2 032,6	1 796,7
Variation en %	2,8	-1,4	-11,6	-14,2	-11,6
Commerce	258,4	285,6	325,7	408,7	391,6
Variation en %	0,6	10,5	14,0	25,5	-4,2
Finances, assurances et affaires immobilières	482,5	572,3	536,8	603,2	876,9
Variation en %	54,6	18,6	-6,2	12,4	45,4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	1 317,9	1 195,8	1 354,6	1 752,7	2 201,7
Variation en %	-5,8	-9,3	13,3	29,4	25,6
Administrations publiques et défense	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 996,3	2 026,0
Variation en %	-8,4	-0,7	14,6	17,8	1,5
Habitation	2 359,0	1 807,7	3 115,0	3 533,6	3 910,3
Variation en %	16,5	-23,4	72,3	13,4	10,7
Total	13 739,2	13 097,5	13 947,1	15 747,8	16 979,6
Variation en %	7,2	-4,7	6,5	12,9	7,8

1. Les données de Statistique Canada sur les investissements privés et publics au Canada diffèrent légèrement des données des Comptes économiques en raison de différences conceptuelles. Dans le domaine de l'habitation en particulier, les Comptes économiques tiennent compte des commissions payées aux courtiers.

SOURCE: Statistique Canada.

Graphique 6D

Productivité du travail du Québec, de l'Ontario et du Canada ($ de 1971) 1975-1985



LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

L'année 1985 marque un ralentissement de la croissance de la productivité québécoise, évaluée selon la production par travailleur, même si le PIB réel s'accroît de 4,3%. Ainsi, alors qu'en 1984 le PIB par travailleur augmentait de 1,8% par rapport à 1983 et s'établissait à 10 383 $, en 1985 il s'accroît de 1,3% par rapport à 1984 et atteint 10 513 $. Il s'agit d'une cinquième hausse annuelle consécutive de la productivité au Québec.

La productivité ontarienne, mesurée aussi selon la production par travailleur, enregistre le même taux de croissance en 1985 que celle du Québec, mais le ralentissement de la croissance est plus marqué. Ainsi, l'Ontario connaît une baisse de 1,9 point de pourcentage de la croissance de sa productivité comparativement à 0,5 point de pourcentage pour le Québec.

Depuis 1975, la productivité au Québec a crû à un taux annuel moyen de 0,64% comparativement à 0,55% pour l'Ontario. En 1985 le rapport entre la productivité du Québec et celle de l'Ontario se situe à 88,2% comparativement à 87,4% en 1975; il était de 93,0% en 1982. Par rapport au Canada, l'écart est le même qu'en 1975, soit 8%, ce qui fait suite à une croissance identique de la productivité.

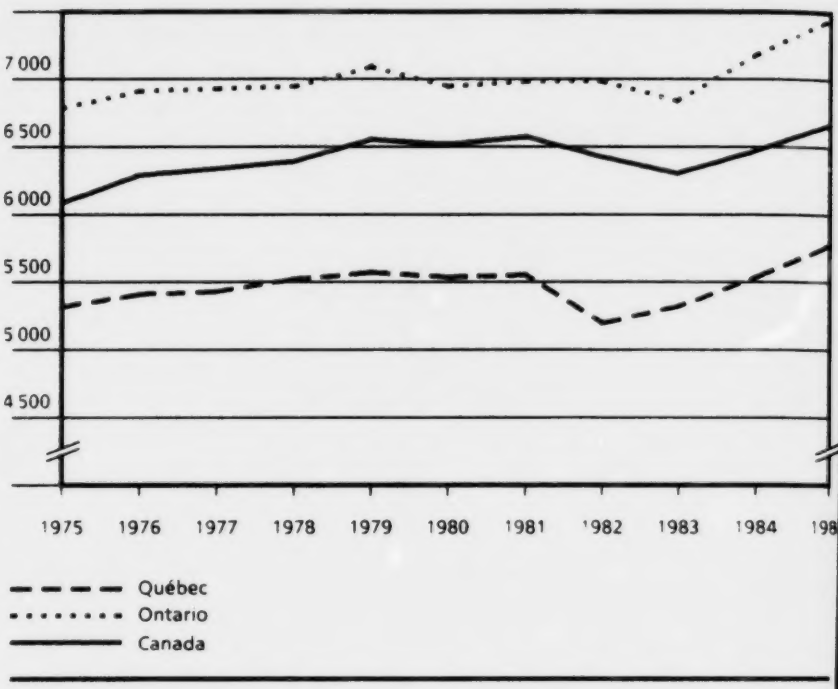
Le concept de productivité sociale est également intéressant; il se réfère à la production par personne en âge de travailler et s'établit, en 1985, à 5 763,50 $ au Québec, à 7 448,30 $ en Ontario et à 6 698,20 $ au Canada. Ces chiffres correspondent à des hausses respectives de 3,5%, 3,3% et 3,1%, par rapport à 1984.

Depuis 1975, le taux annuel moyen de croissance de la productivité sociale a été de 0,83%, 0,95%, et 0,90% respectivement pour le Québec, l'Ontario et le Canada. L'écart a donc augmenté entre le Québec et l'Ontario ainsi qu'avec le Canada; par rapport à l'Ontario l'écart est maintenant de 22,6% comparativement à 21,7% en 1975. En ce qui concerne la comparaison avec le Canada, l'écart était de 13,3% en 1975 alors qu'il est maintenant de 14%.

La productivité mesurée selon la production par travailleur a été utilisée pour des fins de comparaisons avec l'Ontario et le reste du Canada. L'évolution de la productivité à l'aide de la production par heure travaillée est plus précise et c'est cette mesure qui est utilisée pour analyser la productivité au Québec par secteur d'activité. La croissance de la productivité est en effet inégalement répartie entre les secteurs. Parmi les dix grands secteurs, cinq seulement voient croître leur productivité du travail en 1985 par rapport à 1984. Il s'agit du secteur de la forêt et de la

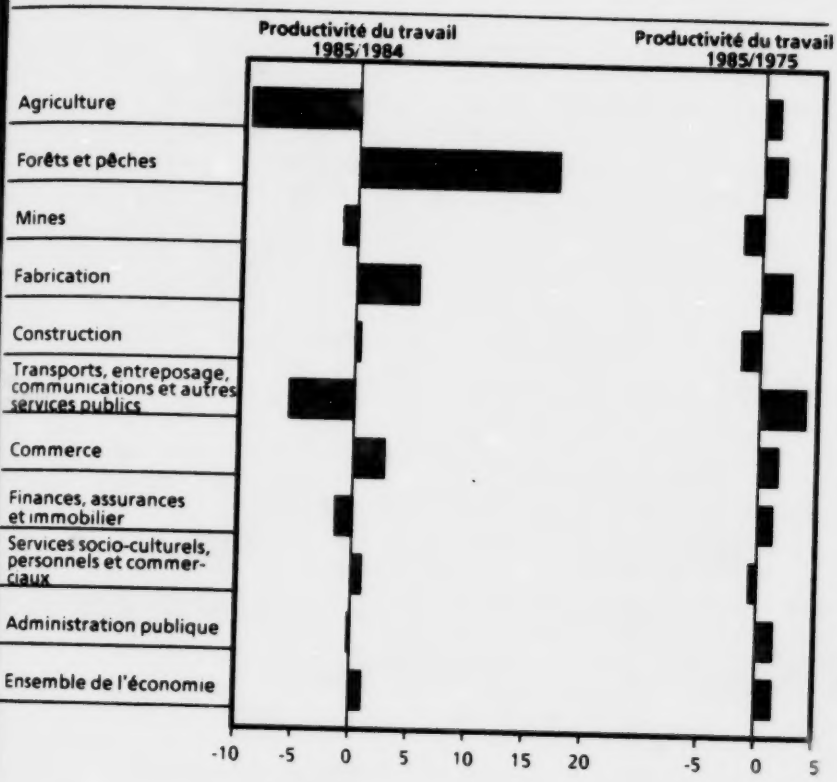
Graphique 6E

Productivité sociale du Canada, du Québec et de l'Ontario, ($ de 1971) 1975-1985



Graphique 6F

Taux de croissance annuel moyen de la productivité[1] par secteur d'activité, Québec, 1975-1985



1. PIB réel par heure travaillée.

pêche avec une hausse de 17,3%[1], du secteur de la fabrication (5,2%), du secteur de la construction (0,3%), du commerce (2,6%) et du secteur des services socio-culturels, personnels et commerciaux (0,7%). Par ailleurs, quatre secteurs connaissent des baisses de 1,0% ou plus: l'agriculture (-9,6%), les mines (-1,0%), le transport, l'entreposage, les communications et les autres services d'utilité publique (-5,5%) ainsi que le secteur des finances, assurances et affaires immobilières (-1,2%).

Par rapport à l'année 1975, seulement trois secteurs ne connaissent pas de hausse. Il s'agit des mines avec un taux de croissance annuel moyen de -1,6%, de la construction (-1,3%) et des services socio-culturels, personnels et commerciaux (-0,4%). Par ailleurs, quatre secteurs enregistrent des hausses supérieures à celle observée pour l'ensemble de l'économie (1,3%): la forêt et la pêche avec 1,9%, la fabrication (2,6%), le commerce (1,4%), ainsi que le transport, l'entreposage, les communications et les autres services d'utilité publique (4,3%).

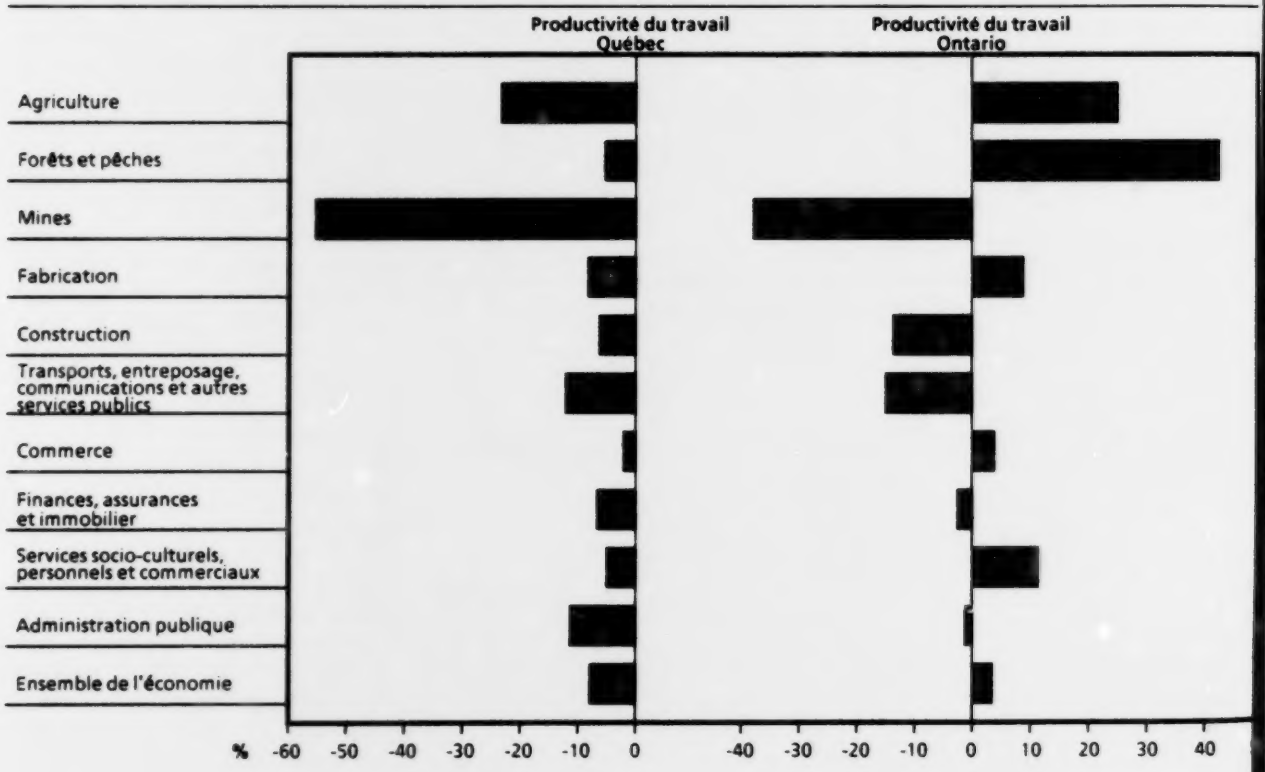
1. En 1985, pour le secteur de la forêt, les heures-travaillées sont estimées à 8,8 millions, comparativement à 10,5 millions en 1984, 10,3 millions en 1983, 8,4 millions en 1982 et 10,9 millions en 1981. De l'autre côté, le PIB atteint 185 millions de dollars en 1985, 187 millions en 1984, 180 millions en 1983, 154 millions en 1982 et 180 millions de dollars en 1981.

Dans ce dernier cas, le taux de croissance annuel moyen de 4,3% est le résultat d'une diminution de 0,69% des heures travaillées combinée à une hausse de 3,54% du PIB. Le même phénomène se produit pour le secteur de la fabrication, c'est-à-dire une diminution des heures travaillées de 0,91% et une augmentation du PIB de 1,71%.

Par ailleurs, en considérant la production par travailleur on constate que l'écart entre le Québec et le Canada se retrouve dans tous les secteurs de l'activité économique. Les secteurs où cet écart est le plus important sont les mines (56,2%), l'agriculture (23,1%), le transport, l'entreposage, les communications et autres services d'utilité publique (12,5%) et l'administration publique (10,7%). Par rapport à l'Ontario, l'écart est positif pour le Québec dans deux secteurs d'activités seulement; il s'agit du secteur de la construction où cet écart est de 6,7% et celui du transport, de l'entreposage, des communications et des autres services d'utilité publique où il atteint 3,1%.

Graphique 6G

Écarts de productivité[1] par rapport au Canada, par secteur d'activité, Québec, 1985



1. PIB réel par travailleur.

La croissance de la production ralentit en 1985 dans tous les sous-secteurs du primaire sauf la pêche et le piégage; toutefois, le ralentissement est beaucoup plus marqué dans l'agriculture dont le produit intérieur brut s'accroît de 3,8% en 1985, comparativement à une hausse de 16,7% en 1984. L'industrie de la pêche et du piégeage ainsi que l'industrie minière connaissent une bonne croissance en 1985 avec des hausses de 12,1% et 7,8% respectivement de leur produit intérieur brut, en dépit de la baisse des prix de plusieurs de leurs produits. Quant à l'industrie forestière, elle enregistre un taux de croissance de son produit intérieur brut de 3,0%, soit le taux le plus faible parmi les sous-secteurs du primaire.

La construction résidentielle continue de croître fortement en 1985 alors que le nombre de logements mis en chantier atteint son plus haut niveau depuis 1978. La construction non résidentielle, pour sa part, connaît une croissance modérée grâce à une hausse importante de la construction de bâtiments combinée à une baisse des travaux de génie. Dans l'ensemble de l'industrie de la construction, le produit intérieur brut s'accroît ainsi de 13,4% en 1985.

L'AGRICULTURE

Les marchés de plusieurs produits agricoles sont saturés en 1985 comme en témoigne l'évolution des prix. Aussi, bien que les volumes de certaines productions soient en forte hausse, la valeur des recettes monétaires agricoles n'augmente que de 1,4% par rapport à 1984; ces recettes totalisent 3 097 millions de dollars. Pour obtenir la valeur totale de la production agricole, il faut ajouter des revenus en nature de 59,8 millions de dollars, puis déduire des recettes monétaires 17,9 millions de dollars qui correspondent à la valeur des ventes réalisées à partir des stocks existants. La faiblesse des prix de vente affecte la plupart des produits; ainsi, l'indice des prix à la ferme des produits agricoles au Québec connaît une baisse de 1,5% en 1985 après avoir diminué de 1,3% en 1984 et augmenté de 1,9% en 1983.

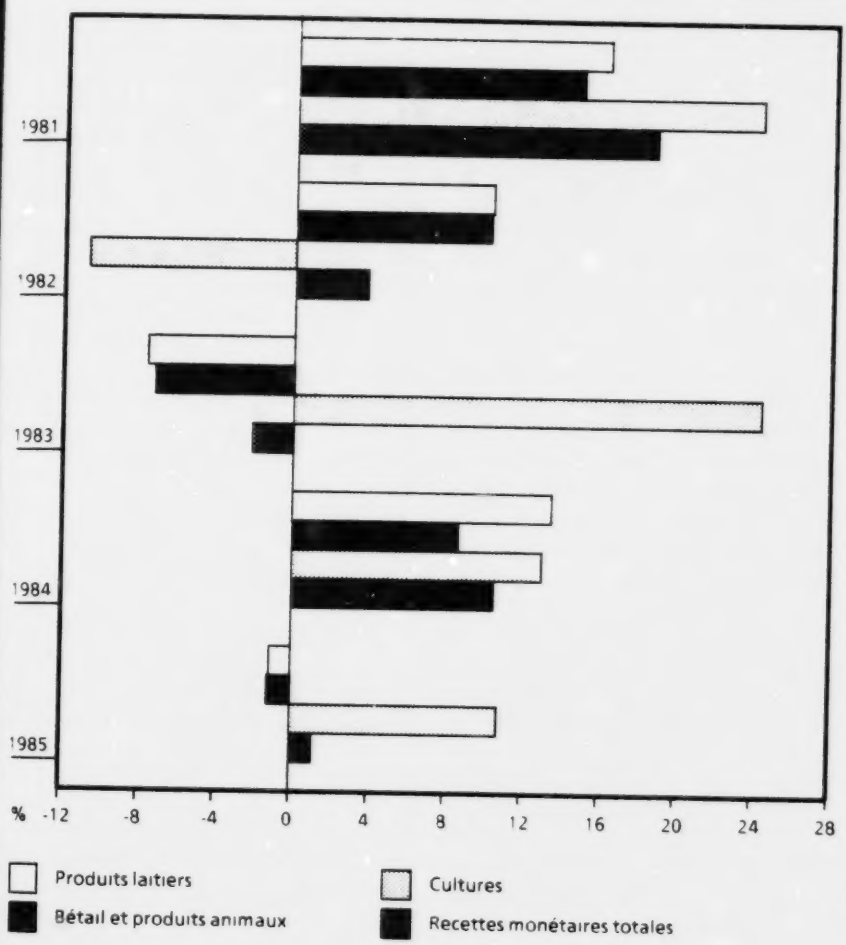
Par ailleurs, les recettes monétaires agricoles comprennent les montants reçus dans le cadre de divers programmes de soutien gouvernementaux. En 1985, ces montants demeurent à peu près au même niveau qu'en 1984, totalisant 280,3 millions de dollars. Les sommes versées au titre de l'assurance-récolte sont en baisse, passant de 15,7 à 5,8 millions de dollars, de même que les paiements supplémentaires à l'industrie laitière, qui passent de 139,1 à 133,3 millions de dollars. Par contre, les versements dans le cadre du programme provincial de stabilisation des revenus atteignent 107,4 millions de dollars en 1985 en regard de 95,6 millions de dollars en 1984. Les autres paiements supplémentaires et paiements d'appoint s'élèvent à 33,7 millions de dollars en 1985 comparativement à 27,2 millions de dollars en 1984.

Tableau 7.1
Agriculture
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur brute de la production					
(000 000 $)	2 798,6	2 868,6	2 765,8	3 123,4	3 138,9
Variation en %	17,0	2,5	-3,6	12,9	0,5
Recettes monétaires agricoles	2 699,0	2 799,4	2 739,5	3 055,1	3 097,0
Variation en %	18,8	3,7	-2,1	11,5	1,4
Revenu en nature	63,9	59,9	58,4	58,4	59,8
Variation en %	3,8	-6,3	-2,5	-	2,4
Valeur de la variation des stocks	35,7	9,3	-32,1	9,9	-17,9
Indice des prix à la ferme					
des produits agricoles					
(1971 = 100)	287,0	299,5	304,6	300,7	296,2
Variation en %	12,4	4,4	1,9	-1,3	-1,5
Valeur des consommations					
intermédiaires (000 000 $)	1 410,9	1 465,7	1 471,0	1 538,8	1 503,4
Variation en %	14,4	3,9	0,4	4,6	-2,3
Indice des prix des entrées					
(Est du Canada) (1971 = 100)	100,0	102,9	104,4	108,2	107,9
Variation en %	12,8	2,9	1,5	3,6	-0,3
PIB au coût des facteurs					
(000 000 $)	1 430,0	1 537,0	1 405,0	1 640,0	1 703,0
Variation en %	16,0	7,5	-8,6	16,7	3,8
Revenus nets des exploitants					
agricoles	648,0	672,0	591,0	813,0	818
Variation en %	7,5	3,7	-12,1	37,6	0,6
Rémunération des salariés	215,0	234,0	251,0	266,0	282
Variation en %	12,6	8,8	7,3	6,0	6,0
Emploi (000)	78,7	76,8	79,5	76,9	85,0
Variation en %	0,5	-2,4	3,6	-3,2	10,5
Immobilisations (000 000 $)	609,0	706,0	614,8	662,6	636,3
Variation en %	14,6	15,9	-12,9	7,8	-4,0
Construction	241,7	303,4	220,4	233,6	236,0
Variation en %	30,4	25,5	-27,4	6,0	1,0
Machinerie et équipement	367,3	402,6	394,4	429,0	400,3
Variation en %	6,2	9,6	-2,0	8,8	-6,7

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Graphique 7A
Évolution des recettes monétaires agricoles[1] 1981-1985



1. Variation annuelle.

Le produit intérieur brut, soit l'ensemble des revenus du secteur agricole, totalise 1 703 millions de dollars en 1985, ce qui représente une augmentation de 3,8% par rapport à 1984. Toutefois, des éléments de revenu correspondent à des dépenses pour les exploitants agricoles, soit la rémunération des salariés, les intérêts sur la dette et les loyers. La rémunération totale des salariés atteint 282 millions de dollars en 1985, en hausse de 6% comme en 1984. Fait à noter, le nombre de personnes qui se sont déclarées employées dans l'agriculture lors de l'enquête mensuelle de Statistique Canada sur la population active se révèle en hausse de 10,5% par rapport à 1984; on en dénombre 85 000 en moyenne pour l'ensemble de l'année. Par ailleurs, les données sur les dépenses d'exploitation des agriculteurs indiquent une diminution de 4,9% des paiements d'intérêt sur la dette lesquels atteignent 237,3 millions de dollars comparativement à 249,5 millions en 1984 et 231,6 millions en 1983. Les loyers représentent pour leur part une somme relativement faible de 20,8 millions de dollars en 1985, en baisse de 1,1%.

En ce qui concerne les dépenses en consommations intermédiaires, le fait le plus significatif réside dans la diminution de 8,4% des dépenses pour l'alimentation du bétail, qui passent de 667,7 millions de dollars en 1984 à 611,6 millions de dollars en 1985. Les sommes consacrées à l'achat d'engrais et chaux diminuent également de 1,3% pour atteindre 154,7 millions de dollars en 1985. L'accroissement le plus important s'observe au chapitre de l'entretien de la machinerie où les dépenses augmentent de 4,9%, s'élevant à 262,7 millions de dollars.

Finalement, le revenu net des exploitants agricoles se maintient en 1985 à 818 millions de dollars, après avoir augmenté de 37,6% en 1984, par rapport à 1983.

L'examen détaillé des recettes monétaires permet d'analyser l'évolution des différentes activités agricoles en 1985. Ainsi les recettes tirées de la vente de bétail et de produits animaux diminuent de 1,7% en 1985, tandis que celles provenant de la culture augmentent de 10,9% par rapport à 1984. Les produits laitiers sont les plus importants produits animaux avec des recettes de 986,4 millions de dollars en 1985, lesquelles sont toutefois en baisse de 1,1% par rapport à 1984. En volume, les ventes de lait diminuent d'environ 5%[1]. Une réduction de 50% de la subvention accordée pour l'exportation de produits laitiers explique en partie cette diminution de la production; en l'occurence, les marchés internationaux sont saturés et la valeur des exportations de produits laitiers du Québec vers l'extérieur du Canada (principalement de la poudre de lait écrémé) passe de 204,6 millions de dollars en 1984 à 186,6 millions de dollars en 1985. En ce qui concerne les viandes, les prix de vente sont en baisse à l'exception de ceux du mouton et de l'agneau qui constituent des productions relativement peu importantes au Québec. L'indice des prix de la viande de porc est en baisse de 5,3% de sorte que les recettes provenant des ventes de porc diminuent de 4,9% pour se situer à 567 millions de dollars. Ce secteur est de plus perturbé par la menace de mesures protectionnistes de la part des Etats-Unis, mais leur portée est cependant réduite au milieu de l'année, alors que seules les exportations de porcs vivants demeurent visées. La valeur totale des exportations de viandes du Québec à l'extérieur du Canada atteint 344,9 millions de dollars en 1985, ce qui représente une diminution de 0,8% par rapport à 1984.

Du côté des produits de la culture, les conditions climatiques favorables entraînent des récoltes très abondantes alors que plusieurs marchés sont déjà saturés.

Toutefois, dans le cas des céréales, la faiblesse des prix est compensée par le volume de la production et les recettes des ventes sont en hausse, de 11,4% pour le maïs notamment. Cependant, la baisse de plus de 40% des prix de la pomme de terre se traduit par une diminution de 24,2% des recettes tirées de cette production. Les prix des légumes et des fruits augmentent pour leur part modérément et les recettes tirées de ces deux produits sont en hausse respectivement de 3,3% et 24,8% par rapport à 1984. Le secteur de la floriculture et des pépinières poursuit sa forte croissance, avec des recettes en hausse de 9,5% en 1985. Finalement, les produits forestiers et ceux de l'érable génèrent des recettes en hausse de 27,9% en 1985 en raison principalement d'une forte augmentation des prix des produits de l'érable.

Au chapitre des immobilisations, les dépenses des exploitants agricoles diminuent de 4% en 1985 par rapport à 1984 pour se situer à 636,3 millions de dollars; elles avaient atteint leur plus haut niveau en 1982, soit 706 millions de dollars.

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Le secteur forestier continue de croître faiblement en 1985 et son produit intérieur brut, atteignant 483 millions de dollars, demeure nettement inférieur à son niveau de 1982, soit 547 millions de dollars. La croissance de 5,6% en 1984, puis de 3% en 1985 du produit intérieur brut du secteur forestier ne compense pas la diminution de 18,8% enregistrée en 1983. La rémunération totale des salariés du secteur s'élève à 392 millions de dollars en 1985, soit environ 80% du produit intérieur brut du secteur, ce qui représente une augmentation de 2,1% par rapport à 1984. Le nombre de salariés connaît également un accroissement de 2% pour s'établir à 12 682, mais la durée du travail diminue sensiblement; le nombre moyen d'heures de travail s'établit en effet à 40,4 en 1985 en regard de 42,4 heures en 1984.

1. Les estimations des volumes de production et des prix de vente proviennent du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

L'enquête de Statistique Canada sur la population active indique par ailleurs que le nombre de personnes occupées dans le secteur forestier est en baisse, passant de 21 000 en 1984 à 19 000 en 1985. Cette situation affecte le marché du travail; ainsi la rémunération hebdomadaire moyenne des salariés connaît une diminution de 1,6% pour se situer à 475,02 $ (en excluant les heures supplémentaires de travail), comparativement à 482,65 $ en 1984 où elle avait augmenté de 1,9%. En outre, depuis 1982, le nombre annuel de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail est inférieur à 10 000, et il est de 3 600 en 1985, alors qu'on en comptait 384 700 en 1981.

L'organisation de la production dans le cas de l'exploitation forestière implique un grand nombre de petits producteurs ainsi que des grandes entreprises intégrées qui opèrent, parallèlement à leur activité d'abattage, des scieries ou des usines de pâtes et de papiers. Ces activités manufacturières qui constituent les principaux débouchés de l'exploitation forestière ne connaissent pas une très forte croissance en 1985. La valeur de la production de l'industrie du bois s'accroît en effet de 6,5% en 1985 tandis que la valeur de la production de l'industrie du papier et des produits connexes augmente de 5,8%; de plus, ces augmentations reflètent en partie des hausses de prix, de 2% dans l'industrie du bois et de 1,2% dans l'industrie du papier et des produits connexes, selon l'indice canadien des prix de vente. Par ailleurs, l'indice des prix du bois acheté comme matière première par les industries manufacturières ne s'accroît que de 0,6% en 1985. D'autres indicateurs révèlent le peu de dynamisme du marché du bois à pâte et de déchets en bois; la consommation de bois à pâte est en effet en baisse de 2,2% au Québec en 1985. De plus, la part des déchets de bois, principalement des copeaux achetés aux scieries, continue de s'accroître alors que ces déchets totalisent 13,5 millions de mètres cubes sur une consommation totale de 26,1 millions de mètres cubes; en 1984, ces déchets comptaient pour 13,3 millions de mètres cubes dans une consommation totale de 26,7 millions de mètres cubes. La production de bois à pâte dans les concessions forestières diminue donc de 8%, passant de 8,4 millions de mètres cubes en 1984 à 7,7 en 1985, tandis que la quantité de bois rond acheté par les usines passe de 5,7 à 5,5 millions de mètres cubes.

Par ailleurs, le programme de reboisement créé en 1984 prend de l'ampleur, avec plus de 100 millions de plants mis en terre, et l'objectif demeure fixé à 300 millions de plants pour 1988. Une menace protectionniste de la part des Etats-Unis à l'encontre des exportations canadiennes de bois d'oeuvre assombrit cependant l'avenir de l'activité forestière. Dans ce contexte, les dépenses en immobilisations du secteur s'élèvent à 21,2 millions de dollars en 1985, comme en 1984, alors qu'elles atteignaient 45,5 millions de dollars en 1981.

Tableau 7.2
Forêt (abattage)
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs					
(000 000 $)	532	547	444	469	483
Variation en %	14,9	2,8	-18,8	5,6	3,0
Rémunération des salariés	445	406	375	384	392
Variation en %	21,9	-8,8	-7,6	2,4	2,1
Emploi(000)	23,0	18,0	21,0	21,0	19,0
Variation en %	15,0	-21,7	16,7	0,0	-9,5
Jours-personnes perdus					
en arrêts de travail (000)	384,7	7,8	6,1	7,9	3,6
Immobilisations (000 000 $)	45,5	23,5	19,5	21,2	21,2
Variation en %	-6,8	-48,4	-17,0	8,7	0,0
Construction	24,2	16,3	12,8	9,1	11,4
Variation en %	-0,8	-32,6	-21,5	-28,9	25,3
Machinerie et équipement	21,3	7,2	6,7	12,1	9,8
Variation en %	-12,7	-66,2	-6,9	80,6	-19,0

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

LA PÊCHE ET LE PIÉGEAGE

Malgré les difficultés éprouvées dans certaines activités et certaines régions, l'année 1985 se révèle assez favorable à l'industrie de la pêche et du piégeage. La pêche maritime connaît ainsi une croissance de 11,3% de la valeur des prises au débarquement tandis que la valeur totale des peaux d'animaux à fourrure capturés augmente de 1,2% après avoir diminué de 12% en 1984. La valeur de la production de ces deux activités totalise 69,2 millions de dollars en 1985; pour compléter le portrait de l'industrie, il faudrait ajouter à ce montant la valeur des prises de la pêche commerciale en eau douce qui n'est malheureusement pas connue. L'augmentation de la production se traduit par une forte croissance des revenus générés par ces activités; le produit intérieur brut de l'industrie de la pêche et du piégeage atteint en effet 65 millions de dollars en 1985, ce qui représente une hausse de 12,1% par rapport à 1984. La rémunération totale des salariés de l'industrie passe notamment de 19 à 22 millions de dollars entre 1984 et 1985. Fait à noter, l'industrie comprend un grand nombre d'entreprises individuelles dont les propriétaires ne sont pas considérés comme salariés[2]. Par ailleurs, le nombre de personnes employées dans l'industrie s'établit à environ deux mille selon l'enquête de Statistique Canada sur la population active dont le degré de précision ne permet pas toutefois d'évaluer les variations de ce nombre d'employés d'une année à l'autre.

Par ailleurs, les investissements réalisés au cours des dernières années pour le développement de l'industrie de la pêche au Québec visaient principalement la modernisation des usines de transformation; ces dépenses sont donc comptabilisées dans le secteur manufacturier. La valeur des dépenses en immobilisations de l'industrie de la pêche et du piégeage demeure pour sa part peu élevée, totalisant 5,8 millions de dollars en 1985 comparativement à 6,5 millions de dollars en 1984 et 5,4 millions de dollars en 1983.

Les deux principaux produits marins exploités au Québec, soit le crabe des neiges et la morue, contribuent à la croissance de la valeur des prises en 1985. Dans le cas du crabe, la valeur de la production s'accroît de 11,2% pour atteindre 17,1 millions de dollars, ce qui découle cependant d'une augmentation de 17,3% du volume des prises. En effet la progression de l'offre de crabes au cours des dernières années, ainsi que l'apparition de produits de substitution fabriqués par l'industrie alimentaire, occasionne une pression à la baisse sur les prix, qui se traduit par une diminution de 5,2% de la valeur moyenne de la tonne de crabe en 1985. Dans le cas de la morue par contre, c'est une augmentation de 9,5% de la valeur moyenne des prises qui permet à la valeur de la production de s'accroître de 12,1% à 16,8 millions de dollars. La saison de la pêche est retardée et compromise sur la Côte-Nord par la présence tardive des glaces et au total la quantité de morue débarquée au Québec n'augmente que de 2,4% en 1985, atteignant 38,5 millions de tonnes. Les autres espèces pour lesquelles la pêche n'est pas très bonne en 1985 sont le sébaste et le pétoncle; le volume des captures diminue de 33,2% pour le sébaste et de 0,6% pour le pétoncle. De plus, la valeur moyenne de la tonne de sébaste diminue de 2,2% tandis que la valeur moyenne de la tonne de pétoncle est en baisse de 4,5%; la valeur des prises connaît donc une baisse de 34,7% dans le cas du sébaste et de 5,1% dans le cas du pétoncle. Toutefois la valeur des pétoncles capturés atteint 1,5 million de dollars en 1985 alors qu'elle était inférieure à un million de dollars jusqu'en 1983.

2. Comme en 1984, les données sur le nombre de pêcheurs ainsi que celles permettant de distinguer la production de la pêche côtière et celle de la pêche hauturière ne sont pas disponibles.

Tableau 7.3
Pêche et piégeage
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur de la production (000 $)	58 548,5	58 086,9	61 983,5	62 682,7	69 152,7
Variation en %	9,5	-0,8	6,7	1,1	10,3
Valeur des prises au débarquement (000 $)	46 790,4	50 000,1	55 276,2	56 780,0	63 177
Variation en %	11,8	6,9	10,6	1,4	11,3
Pêche hauturière	21 077,7	24 426,0	25 677,6	-	-
Variation en %	14,2	15,9	5,1	-	-
Pêche côtière	25 712,7	25 574,1	29 598,6	-	-
Variation en %	9,9	-0,5	15,7	-	-
Valeur des fourrures (piégeage) (000 $)	11 758,1	8 086,8	6 707,3	5 902,7	5 975,1
Variation en %	1,4	-31,2	-17,1	-12,0	1,2
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	57,0	60,0	58,0	58,0	65,0
Variation en %	16,3	5,3	-3,3	0,0	12,1
Rémunération des salariés	16,0	18,0	19,0	19,0	22,0
Variation en %	33,3	12,5	5,6	0,0	15,8
Pêcheurs	4 724	4 895	6 234	-	-
Variation en %	9,1	3,6	27,4	-	-
Pêche hauturière	594	595	600	-	-
Variation en %	-2,8	-0,7	0,8	-	-
Pêche côtière	4 130	4 300	5 634	-	-
Variation en %	11,2	4,1	31,0	-	-
Immobilisations (000 000 $)	5,4	5,0	5,4	6,5	5,8
Variation en %	-62,5	-7,4	8,0	20,4	-10,8
Construction	0,7	1,0	1,7	2,0	1,5
Variation en %	16,7	42,9	70,0	17,6	-25,0
Machinerie et équipement	4,7	4,0	3,7	4,5	4,3
Variation en %	-65,9	-14,9	7,5	21,6	-4,4

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Pêches et Océans Canada.

Pour les autres principaux crustacés, soit le homard et la crevette, alors que les prix demeurent en hausse, les volumes des prises enregistrent de fortes augmentations de 12,5% et 22,7% respectivement; la valeur du homard capturé s'accroît ainsi de 20,3% en 1985 à 11,3 millions de dollars, tandis que la valeur des captures de crevettes augmente de 24,2%, à 8,7 millions de dollars. On constate également une augmentation de 23% de la valeur des prises de hareng, qui sont évaluées à 0,8 million de dollars, et une augmentation de 42,3% de la valeur des prises de flétan du Groenland, qui s'élèvent à 1,3 million de dollars en 1985.

En ce qui concerne le piégeage d'animaux à fourrure, la tendance à la baisse observée au cours des dernières années de la valeur des peaux produites prend fin en 1985, avec une légère augmentation de 1,2% qui porte cette valeur à 6,0 millions de dollars. C'est essentiellement le castor qui permet cette stabilisation de la valeur de la production de peaux d'animaux à fourrure, puisque pour cette espèce la valeur des peaux produites passe de 1,1 à 1,8 million de dollars; la valeur moyenne de la peau de castor passe de 22 $ en 1984 à 33 $ en 1985, ce qui contribue à l'accroissement de 14,5% du nombre de peaux produites. Les gains réalisés grâce au castor sont annulés par une diminution de 48,6% de la valeur des peaux de martre produites en 1985. Le nombre de peaux de martre produites se situe à 13 800 après avoir atteint un niveau exceptionnel de 27 300 en 1984. Le rat musqué constitue la deuxième espèce quant à la valeur des peaux produites, qui s'élève à 1,1 million de dollars en 1985, en hausse de 1,6% seulement par rapport à 1984; la valeur moyenne de la peau de rat musqué passe de 5 $ en 1984 à 4,6 $ en 1985 alors que le nombre de peaux produites s'accroît de 10,5%. Le renard se maintient au troisième rang quant à la valeur des peaux produites en dépit d'une baisse de 12,8% de cette valeur en 1985; la valeur moyenne d'une peau de renard piégé passe de 57 $ en 1984 à 49,2 $ en 1985. La concurrence venant des fermes d'élevage de renards, dont la valeur de la production est comptabilisée dans l'agriculture, affecte l'activité du piégeage; ainsi en 1985 le nombre de peaux de renard produites dans ces fermes atteint 4 033 comparativement à 2 556 en 1984. On observe finalement, en ce qui a trait au piégeage en 1985, des accroissements respectifs de 50% et 66% de la valeur moyenne des peaux de raton laveur et de lynx du Canada.

L'EXPLOITATION MINIÈRE

La valeur de la production[3] minière québécoise croît plus faiblement en 1985 qu'en 1984. Ainsi, après avoir connu une hausse de 7,2% en 1984, la valeur de la production[4] s'accroît de 3,2% en 1985 pour atteindre 2,2 milliards de dollars. L'industrie ne rejoint pas encore le sommet de 1980 où la valeur de la production atteignait 2,6 milliards de dollars.

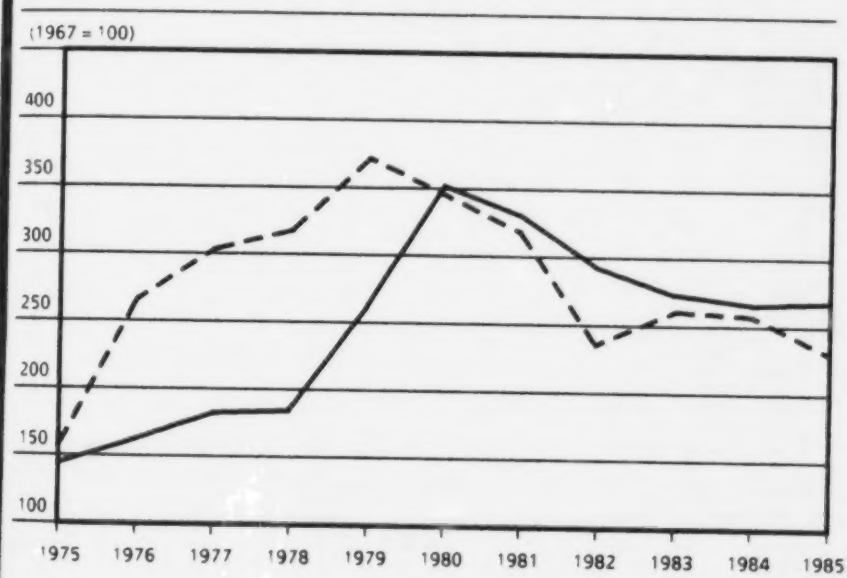
La valeur de la production de minéraux métalliques excluant le minerai de fer diminue de 2,7% passant de 663,5 millions de dollars en 1984 à 645,5 millions de dollars en 1985. Toutefois la production en volume augmente pour chaque substance métallique en 1985 sauf pour le sélénium où la chute est de 31%. C'est la production en volume du molybdène

3. Le Ministère de l'Énergie et des Ressources, d'où proviennent les statistiques sur la production minière au Québec, définit la production comme synonyme de "quantité vendue, expédiée ou utilisée", ce qui ne correspond pas nécessairement aux quantités produites au cours de l'année.

4. Incluant la valeur de la production de produits manufacturés: les scories de titane, la chaux, le fer refondu, le soufre, le ciment, les produits d'argile et les briques. Ces produits sont habituellement considérés comme des produits du secteur manufacturier.

qui croît le plus, soit une augmentation de 73%. Par contre ce produit ne représente que 0,1% de la valeur de la production de métaux. Parmi les cinq produits qui rapportent le plus en valeur, c'est le zinc qui connaît la plus forte croissance de son volume de production, soit 10,4% d'augmentation. L'or enregistre une baisse de 5,1% de la valeur de sa production malgré une hausse de 2,3% du volume de celle-ci. C'est le cuivre avec 6,5% qui connaît la plus forte augmentation de la production en valeur alors que le prix moyen de ce produit augmente de 4,8% en 1985. Depuis la récession, le nombre d'établissements dans l'industrie du minerai de fer a diminué et au Québec il ne reste plus qu'une entreprise, pour laquelle les données sont confidentielles; cela ne permet plus de fournir les statistiques de production.

Graphique 78
Indice de la valeur de la production minérale 1975-1985



1. Données préliminaires
2. Le prix du minerai de fer est supposé le même qu'en 1984.

La valeur des expéditions des minéraux industriels baisse de 10,1%. La production d'amiante, tant en volume qu'en valeur, connaît une chute de l'ordre de 13%. C'est le talc qui enregistre la plus forte croissance de sa valeur de production avec une augmentation de 25,9%, résultat principalement d'une hausse de prix de 19,0%. La production en volume de la tourbe croît de 18,6% mais une baisse du prix moyen de 9,2% limite l'augmentation de la valeur de la production à 7,7%.

La hausse de 3,2% de la valeur de la production des matériaux de construction s'explique principalement par une hausse de 14,3% de la valeur de la production de ciment, combinée à une baisse de 9,5% de la valeur de la production de sable et de gravier.

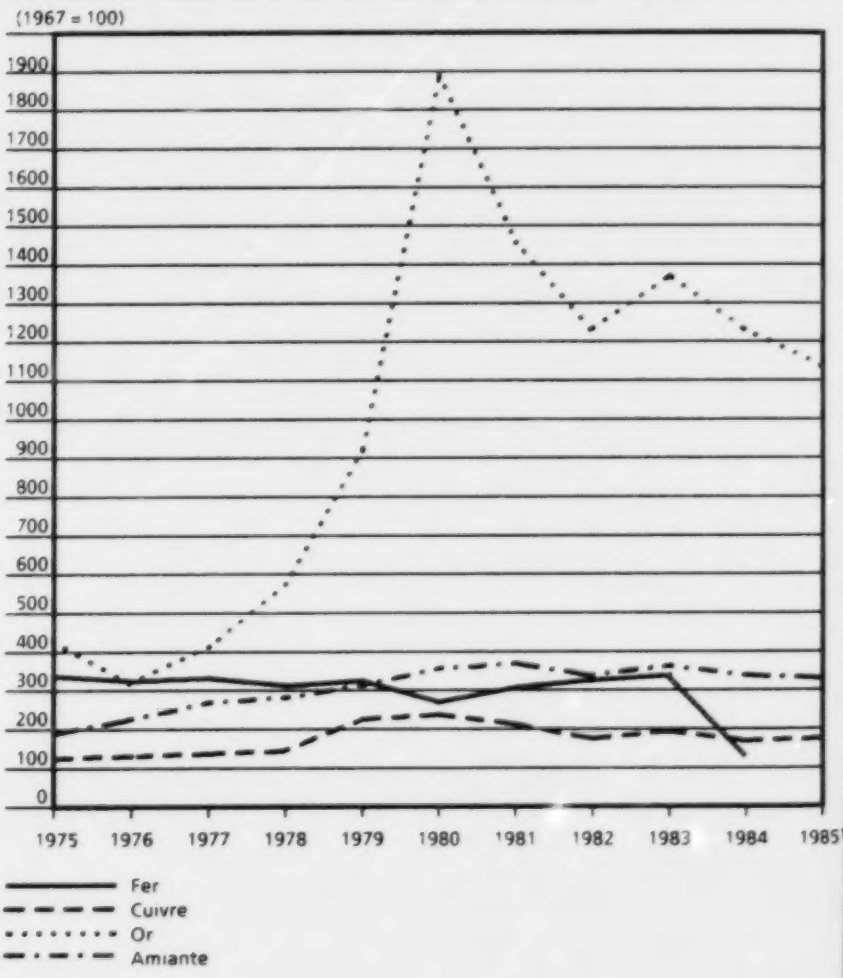
Les prix moyens des principaux métaux sont tous en baisse en 1985. Ainsi le prix de l'argent diminue de 19,8%, celui de l'or de 4,8% et celui du zinc de 9,9%. En ce qui concerne le minerai de fer, le prix international demeure relativement stable en 1985.

Pour les minéraux industriels, la situation des prix n'est pas la même que pour les métaux. Ainsi parmi les principaux produits, le prix de l'amiante diminue de 0,7% et celui de la tourbe de 9,2%. Par contre les prix de la silice et du talc augmentent respectivement de 8,9% et 19,0%.

Par ailleurs, le produit intérieur brut de l'industrie minière s'élève à 1 455,0 millions de dollars en 1985 ce qui représente une hausse de 7,8% par rapport à l'année 1984. Ce secteur n'a pas retrouvé le niveau de son produit intérieur brut d'avant la récession (1 545,0 millions de dollars en 1981). La rémunération totale des salariés du secteur est en hausse de 3,6% atteignant 801 millions de dollars. L'emploi est en baisse de 7,4%, ce qui représente une diminution de 2 000 travailleurs et ramène le niveau d'emploi à ce qu'il était en 1983. Cette baisse est le résultat d'une hausse de 13,6% de l'emploi dans les mines métalliques combinée à une baisse de 52,6% de l'emploi pour l'ensemble des autres sous-secteurs. La durée moyenne de la semaine de travail est en hausse de 2,6% ce qui correspond à une heure de travail de plus par semaine. La durée de la semaine de travail s'établit donc à 39,5 heures en 1985 comparativement à 38,5 heures en 1984. Les dépenses d'immobilisation s'élèvent à 360,3 millions de dollars en 1985, ce qui correspond à une hausse de 13,7% par rapport à 1984. Ce taux de croissance représente assez bien l'évolution des deux grandes composantes qui sont la construction d'une part, et la machinerie et les équipements d'autre part, pour lesquelles les taux de croissance en 1985 sont respectivement de 13,3% et 15,3%. Au Québec, les investissements de mise en valeur des sites sont en baisse de 1,7% en 1985 pour s'établir à 160,9 millions de dollars. En 1984 et 1983, les investissements de mise en valeur augmentaient respectivement de 4,6% et 3,3% par rapport à l'année précédente. De 1982 à 1985, les investissements de mise en valeur sont restés relativement stables se situant entre 150 et 165 millions de dollars par année.

Graphique 7C

Indice des prix des principaux produits miniers 1975-1985



1 Données préliminaires.

Tableau 7.4
Mines, carrières et puits de pétrole
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur brute de la production (000 000 $)	2 383,3	2 015,7	2 022,2	2 168,5	2 237,8
Variation en %	-3,5	-15,4	0,3	7,2	3,2
Minéraux métalliques	1 216,0	1 088,0	1 040,0	1 066,9	645,5[3]
Variation en %	-4,7	-10,5	-4,4	2,6	-2,7[4]
Minéraux industriels	462,6	338,4	371,0	328,4	295,1
Variation en %	-13,8	-26,8	9,6	-11,5	-10,1
Matériaux de construction	407,8	296,9	332,2	398,2	420,8
Variation en %	6,3	-27,2	11,9	19,9	5,7
Autres[2]	296,9	292,4	279,0	375,1	876,4[4]
Variation en %	8,4	-1,5	-4,6	34,4	12,6
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	1 545,0	1 451,0	1 201,0	1 350,0	1 455,0
Variation en %	6,0	-6,1	-17,2	12,4	7,8
Rémunération des salariés	880,0	781,0	754,0	773,0	801,0
Variation en %	10,3	-11,3	-3,5	2,5	3,6
Emploi (000)	29,0	24,0	25,0	27,0	25,0
Variation en %	7,4	-17,2	4,2	8,0	-7,4
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	31,8	2,7	28,6	7,8	16,9
Variation en %	-74,1	-91,6	965,9	-72,7	116,7
Immobilisations (000 000 $)	433,9	327,0	268,2	316,8	360,3
Variation en %	22,7	-24,6	-18,0	18,1	13,7
Construction	298,0	245,3	221,7	246,1	278,9
Variation en %	17,0	-17,7	-9,6	11,0	13,3
Machinerie et équipement	135,9	81,7	46,5	70,7	81,4
Variation en %	37,6	-39,9	-43,1	52,0	15,3

1. Les données du Ministère de l'Energie et des Ressources sur la valeur de la production minérale incluent la valeur de la production de certains produits manufacturés: les scories de titane, la chaux, le fer refondu, le soufre, le ciment, les produits d'argile et les briques. Ces produits sont habituellement considérés comme des productions du secteur manufacturier.
2. Les autres produits comprennent le fer de refonte, le niobium, l'ilménite, les scories de titane, le mica, le sel, le graphite, le gaz naturel et la chaux.
3. Excluant le minerai de fer dont les données sont confidentielles à partir de 1985. Toutefois la valeur de la production de minerai de fer pour 1985 est incluse dans la catégorie "autres".
4. Le taux de variation des minéraux métalliques en 1985 est calculé par rapport à la donnée de 1984 excluant le minerai de fer; celui des "autres produits" est calculé par rapport à la donnée de 1984 plus le minerai de fer.

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec; Travail Québec.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

La production d'énergie électrique peut être considérée comme une activité primaire. Cependant, au Québec cette production est réalisée presqu'entièrement par Hydro-Québec, dont l'activité est classée comme service d'utilité publique raison de sa fonction de distribution d'électricité. Il en résulte que les revenus générés par la production d'électricité sont inclus dans le produit intérieur brut du sous-secteur tertiaire de l'électricité, du gaz et de l'eau, de même que plusieurs statistiques officielles qui sont compilées au niveau des entreprises.

Les données disponibles sur la production et la consommation d'électricité au Québec sont présentées dans les paragraphes qui suivent. L'augmentation de 8,7% de la puissance installée survenue en 1984 avec la mise en service des turbines de LG4 contribue en 1985 à un accroissement de 12% de la production totale d'électricité au Québec; cette production se chiffre à 136,7 milliards de kWh[5]. Cependant, les grands travaux étant complétés, la puissance installée ne connaît qu'une croissance d'environ 0,1% en 1985, s'établissant à 27,2 millions de kW. La fin des travaux de construction de centrales majeures a entraîné une diminution des dépenses en immobilisations dans des équipements de production en 1984 et cette baisse se poursuit en 1985; la valeur des investissements d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie-James à ce chapitre passe ainsi de 1 163 millions de dollars en 1983 à 464 millions de dollars en 1984 puis à 328 millions de dollars en 1985. Cependant, les dépenses totales en immobilisations de ces deux sociétés ne diminuent que de 4% en 1985, passant de 1,6 à 1,5 milliard de dollars, en raison d'une hausse de 6,5% des dépenses consacrées aux autres investissements, dans les réseaux de distribution notamment.

Du côté de la demande, la croissance est freinée en 1985 par le faible accroissement de 5% de la quantité d'énergie livrée à l'extérieur du Québec. Les livraisons vers les autres provinces canadiennes augmentent de 24,2% pour atteindre 14,5 milliards de kWh mais des problèmes d'équipement notamment limitent à 9,6 milliards de kWh les livraisons à destination des États-Unis, qui diminuent ainsi de 14,8% par rapport à 1984. Par ailleurs, les réceptions d'électricité en provenance de Churchill Falls ne totalisent que 31,9 milliards de kWh comparativement à 36,1 milliards de kWh en 1984. Le solde de ces échanges combiné à la production québécoise résulte en une quantité d'électricité disponible pour la consommation intérieure évaluée à 144,5 milliards de kWh en 1985 ce qui représente une augmentation de 6,9% par rapport à 1984.

---

5. Il s'agit de la production d'Hydro-Québec à laquelle s'ajoute celle d'un certain nombre de producteurs privés.

Tableau 7.5
Énergie électrique
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Puissance installée à la fin de l'année (000 kW)	22 222	22 812	24 971	27 150	27 180
Variation en %	8,2	2,7	9,5	8,7	0,1
Production totale (000 000 kWh)	102 904	100 020	110 539	122 069	136 726
Variation en %	5,2	-2,8	10,5	10,4	12,0
Livraisons totales hors du Québec (000 000 kWh)	18 522	17 922	19 600	22 918	24 072
Variation en %	5,6	-3,2	9,4	16,9	5,0
États-Unis	8 313	8 536	10 228	11 250	9 581
Variation en %	2,6	2,7	19,8	10,0	-14,8
Autres provinces	10 209	9 386	9 372	11 668	14 491
Variation en %	8,3	-8,1	-0,2	24,5	24,1
Réceptions totales (000 000 kWh)	36 105	35 840	31 298	36 114	31 880
Variation en %	-4,7	-0,7	-12,7	15,4	-11,7
Énergie électrique disponible (000 000 kWh)	120 487	117 937	122 237	135 265	144 534
Variation en %	2,0	-2,1	3,6	10,7	6,9
Immobilisations totales (000 000 $)	2 643	2 542	2 170	1 591	1 528
Variation en %	2,1	-3,8	-14,6	-26,7	-4,0
Immobilisations du secteur de la production (000 000 $)	1 643	1 357	1 163	464	328
Variation en %	-	-17,4	-14,3	-60,1	-29,3
Hydro-Québec	451	433	421	325	203
Variation en %	-	-4,0	-2,8	-22,8	-37,5
S.E.B.J.	1 192	924	742	139	125
Variation en %	-	-22,5	-19,7	-81,3	-10,1
Autres immobilisations (transport, distribution, divers) (000 000 $)	1 000	1 185	1 007	1 127	1 200
Variation en %	-	18,5	-15,0	11,9	6,5

SOURCES: Statistique Canada; Hydro-Québec; Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Depuis 1983, la production de l'industrie de la construction au Québec croît à des taux relativement élevés. Ainsi la valeur brute de la production de l'industrie de la construction augmente de 7,6% en 1983, de 7,2% en 1984 et de 6,8% en 1985. C'est la valeur des constructions résidentielles qui connaît le taux de croissance le plus élevé au Québec avec une augmentation de 9,7% en 1985 comparativement à 5,0% pour le secteur de la construction non résidentielle. L'augmentation de 9,7% de la valeur de la construction résidentielle est attribuable principalement à la hausse de plus de 30%, pour une deuxième année consécutive, de la valeur de la construction de logements en rangée et d'appartements. La diminution de 1,3% de la valeur de la construction de logements simples, semi-détachés et doubles est le résultat d'une hausse de 0,2% de la valeur de la construction de logements simples combinée à une baisse de 11,5% de la valeur de la construction de logements semi-détachés et doubles.

Au Québec c'est principalement l'augmentation de 20,0% de la valeur de la construction de bâtiments qui permet au secteur de la construction non résidentielle de croître en 1985 puisque la valeur des travaux de génie est en baisse de 6,2%. Après une diminution de 6,6% en 1983, la valeur de la construction de bâtiments fait depuis meilleure figure avec des taux de croissance de 16,9% en 1984 et 20,0% en 1985. La valeur de la construction des bâtiments commerciaux et celle des bâtiments institutionnels connaissent de forts taux de croissance en 1985. Ainsi, après avoir connu des taux d'augmentation de 11,3% et 2,7% en 1984, les valeurs de la construction de bâtiments commerciaux et institutionnels augmentent respectivement de 26,3% et de 27,7% en 1985 par rapport à 1984. Par ailleurs, avoir connu deux baisses consécutives en 1982 et 1983, la valeur de la construction de bâtiments industriels augmentait de 54,1% en 1984; en 1985 la croissance est de 13,7% par rapport à 1984. Cette augmentation s'explique, en partie, par une hausse de 16,7% en 1985, des dépenses d'immobilisation en constructions du secteur manufacturier.

En ce qui a trait aux travaux de génie, la valeur de la construction est en baisse pour une troisième année consécutive de 6,2%, pour atteindre 3 812,7 millions de dollars en 1985. Ce total est le plus faible depuis 1981 pour le secteur des travaux de génie. La baisse observée en 1985 est le résultat d'une diminution de 6,4% des travaux de construction combinée à une baisse de 5,1% des travaux de réparation. Il n'y a que deux sous-secteurs des travaux de génie qui connaissent une hausse de la valeur de la construction en 1985. Il s'agit des voies ferrées et lignes téléphoniques avec une augmentation de 6,7% de la valeur de la construction et du sous-secteur des puits de mines et autres avec une hausse de 2,8% en 1985 par rapport à 1984. Après deux années de très fortes augmentations, 55,2% en 1983 et 62,6% en 1984, la valeur de la construction de travaux de génie maritime au Québec connaît un ralentissement en 1985 avec une baisse de 22,3% par rapport à 1984. La valeur des travaux de construction et de réparation de réseaux électriques est en baisse pour une sixième année consécutive au Québec avec une diminution de 5,8% en 1985 par rapport à 1984. C'est la valeur de la construction d'installations de gaz et pétrole qui connaît la baisse la plus importante pour atteindre 313,8 millions de dollars représentant une diminution de 33,2% en 1985. Cette baisse est attribuable principalement à une diminution de 40,6% de la valeur des travaux de construction d'installations de gaz et pétrole puisque les travaux de réparation sont en hausse de 13,8% en 1985. La valeur des travaux de routes et pistes d'envol ainsi que la valeur des travaux de canalisation et système d'égouts connaissent des baisses respectives de 2,3% et 3,9% en 1985 après avoir connu de fortes hausses (16,8%, 16,5%) en 1984. Ces baisses des travaux de routes et pistes d'envol ainsi que des travaux de canalisation et système d'égouts sont attribuables principalement aux diminutions de 13,2% et 28,8% respectivement des travaux de réparation .

Du côté de la construction résidentielle, les mises en chantier de logements connaissent une forte croissance au Québec en 1985 pour atteindre 48 031 unités, ce qui représente une hausse de 14,6% par rapport à 1984. A ce chapitre, les augmentations atteignaient 71,6% en 1983 et 3,9% en 1984 par rapport à l'année précédente. Les mises en chantier de logements unifamiliaux sont en baisse pour une deuxième année consécutive pour atteindre 18 442 unités, représentant une baisse de 8,6% comparativement à une diminution de 9,0% en 1984.

Tableau 7.6
Industrie de la construction
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur brute de la production (000 000 $)	10 308,8	10 219,6	10 992,5	11 779,6	12 586,0
Variation en %	10,2	0,9	7,6	7,2	6,8
Construction résidentielle	3 273,6	2 770,9	4 205,1	4 681,9	5 134,4
Variation en %	15,6	-15,4	51,8	11,3	9,7
Construction non résidentielle	7 035,2	7 448,7	6 787,4	7 097,7	7 451,6
Variation en %	7,9	5,9	-8,9	4,6	5,0
Mise en chantier de logements (nombre)	29 645	23 492	40 318	41 902	48 031
Variation en %	1,6	-20,8	71,6	3,9	14,6
Indice des prix des logements neufs (1981 = 100)					
Montréal	100,0	107,5	112,0	118,9	123,1
Variation en %	13,7	7,5	4,2	6,2	3,5
Québec	100,0	105,9	112,9	118,5	124,9
Variation en %	7,0	5,9	6,7	5,0	5,4
Indice des prix des entrées dans la construction résidentielle (1981 = 100), Canada	100,0	104,2	111,2	114,9	119,6
Variation en %	-	4,2	6,7	3,3	4,1
Indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle (1981 = 100), Canada	100,0	106,8	110,8	115,1	119,3
Variation en %	-	6,8	3,7	3,9	3,6
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	3 646,0	3 489,0	3 324,0	3 393,0	3 848,0
Variation en %	20,0	-4,3	-4,7	2,1	13,4
Rémunération des salariés	2 419,0	2 127,0	2 077,0	2 224,0	2 610,0
Variation en %	18,2	-12,1	-2,4	7,1	17,4
Emploi (000)	124,7	113,1	115,9	121,4	126,0
Variation en %	8,1	-9,3	2,5	4,7	3,8
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	4,8	0,4	19,7	0,4	-
Immobilisations (000 000 $)	236,4	234,0	251,1	269,2	287,8
Variation en %	10,4	-1,0	7,3	7,2	6,9
Construction	37,8	37,4	40,1	43,0	46,0
Variation en %	10,5	-1,1	7,2	7,2	7,0
Machinerie et équipement	198,6	196,6	211,0	226,3	241,8
Variation en %	10,4	-1,0	7,3	7,2	6,9

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 7.7
Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction
1981-1985

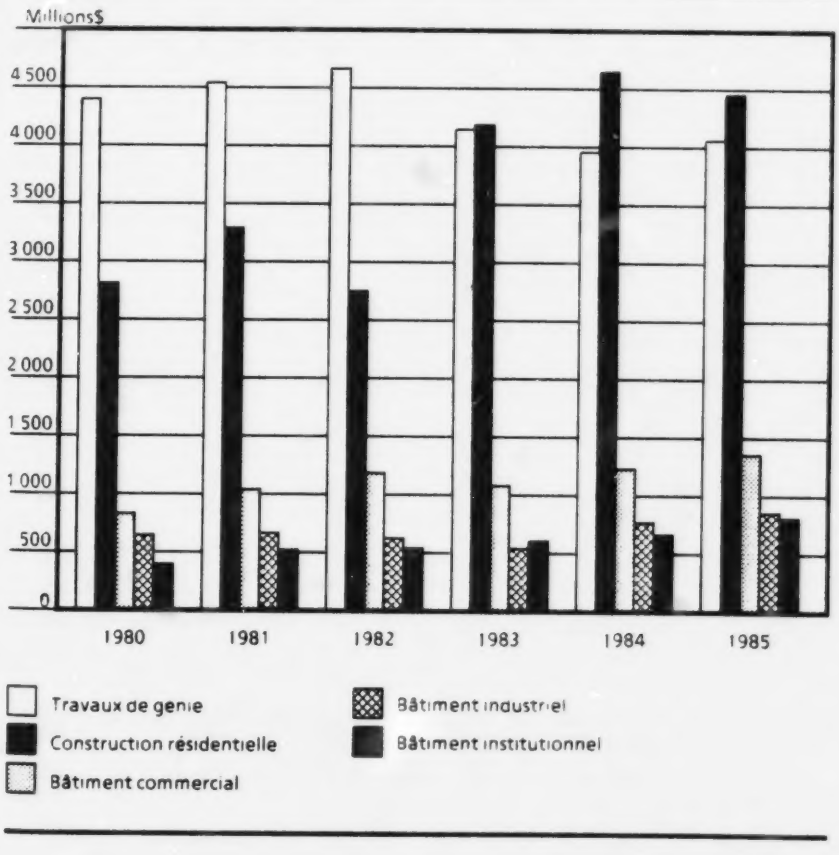
	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Construction résidentielle	3 273,6	2 770,9	4 205,1	4 681,9	5 134,4
Variation en %	15,6	-15,4	51,8	11,3	9,7
Logements simples, semi-détachés et doubles	1 037,3	585,4	1 444,0	1 480,9	1 462,3
Variation en %	10,5	-43,6	146,7	2,6	-1,3
Appartements et logements en rangée	569,7	481,4	568,8	781,7	1 027,8
Variation en %	46,0	-15,5	18,2	37,4	31,5
Réparations et autres	1 666,5	1 704,1	2 192,4	2 419,3	2 644,3
Variation en %	10,9	2,3	28,7	10,3	9,3
Construction non résidentielle	7 035,2	7 448,7	6 787,4	7 097,7	7 451,6
Variation en %	7,9	5,9	-8,9	4,6	5,0
Bâtiments	2 513,5	2 776,6	2 593,0	3 032,1	3 639,0
Variation en %	18,7	10,5	-6,6	16,9	20,0
Industriels	661,7	601,3	538,8	830,3	943,8
Variation en %	7,0	-9,1	-10,4	54,1	13,7
Commerciaux	1 017,9	1 203,6	1 082,2	1 206,1	1 523,7
Variation en %	23,1	18,2	-10,0	11,3	26,3
Institutionnels	509,3	564,2	598,1	614,1	784,2
Variation en %	26,3	10,8	6,0	2,7	27,7
Divers	324,5	407,5	372,9	381,6	387,3
Variation en %	20,2	25,6	-8,5	2,3	1,5
Travaux de génie	4 521,7	4 672,0	4 194,4	4 065,6	3 812,7
Variation en %	2,7	3,3	-10,2	-3,1	-6,2
Génie maritime	78,2	49,9	77,5	126,0	97,8
Variation en %	106,9	-36,2	55,2	62,6	-22,3
Routes et pistes d'envol	710,1	676,8	715,0	835,3	816,3
Variation en %	-12,9	-4,7	5,6	16,8	-2,3
Canalisation et système d'égoûts	480,7	517,5	512,1	596,7	573,4
Variation en %	-3,8	7,7	-1,0	16,5	-3,9
Barrages et irrigations	40,3	40,5	35,5	42,6	42,2
Variation en %	34,7	0,7	-12,5	20,2	-1,0
Réseaux électriques	1 985,8	1 751,7	1 489,2	1 101,4	1 037,9
Variation en %	-0,9	-11,8	-15,0	-26,0	-5,8
Voies ferrées et lignes téléphoniques	372,5	305,0	289,5	324,4	346,0
Variation en %	9,1	-18,1	-5,1	12,0	6,7
Installations de gaz et pétrole	369,0	785,0	532,8	469,9	313,8
Variation en %	202,9	112,7	-32,1	-11,8	-33,2
Puits de mines et autres	485,2	545,6	542,7	569,3	585,2
Variation en %	-12,1	12,4	-0,5	4,9	2,8
Total	**10 308,8**	**10 219,6**	**10 992,5**	**11 779,6**	**12 586,0**
Variation en %	**10,2**	**-0,9**	**7,6**	**7,2**	**6,8**

SOURCE: Statistique Canada.

Depuis 1980, le nombre de mises en chantier de maisons unifamiliales au Québec n'a cru qu'en 1983, à un taux de 121,7% par rapport à 1982. Les mises en chantier de logements doubles n'ont également connu qu'une hausse depuis 1980. En 1983 le nombre de mises en chantier de logements doubles augmentait de 109,1% par rapport à 1982 et depuis les baisses sont de 14,7% et 22,8% respectivement pour 1984 et 1985. La croissance en 1985 des mises en chantier de logements au Québec est donc attribuable aux hausses de 83,9% et de 44,1% respectivement pour les mises en chantier de logements en rangée et d'appartements. Depuis 1981 les logements en rangée exercent un attrait de plus en plus marqué auprès des Québécois. Ainsi, en 1981, on comptait 485 mises en chantier de logements en rangée comparativement à 2 325 unités en 1985, ce qui représente un taux annuel moyen de croissance de 48%. Les mises en chantier d'appartements n'ont connu qu'une baisse au Québec depuis 1981. Il s'agit de 1982 où la baisse fut de 13,3% par rapport à 1981. Depuis lors le nombre de mises en chantier d'appartements connaît des hausses de 20,7% en 1983, 31,0% en 1984 et de 44,1% en 1985.

Graphique 7D

Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1980-1985



En ce qui a trait aux prix, tant ceux des logements neufs que ceux des matériaux utilisés, on constate des augmentations modérées en 1985. Ainsi l'indice des prix des logements neufs est en hausse de 3,5% à Montréal en 1985 et de 5,4% à Québec, par rapport à l'année 1984. Quant aux prix des entrées dans la construction résidentielle, l'indice canadien est en hausse de 4,1% en 1985 par rapport à 1984 alors qu'il augmentait de 3,3%. Contrairement aux prix des entrées dans la construction résidentielle, où la croissance de l'indice canadien est plus forte en 1985 qu'en 1984, l'indice canadien des prix des entrées dans la construction non résidentielle croît moins rapidement en 1985 (3,6%) qu'en 1984 (3,9%).

L'augmentation de la valeur brute de la production dans la construction au Québec se traduit par une hausse du produit intérieur brut de 13,4% en 1985 comparativement à une hausse de 2,1% en 1984. Avec cette forte augmentation en 1985, le PIB de la construction au Québec dépasse son niveau d'avant la récession. La rémunération des salariés est en hausse de 17,4% en 1985 comparativement à une hausse de 7,1% en 1984.

Avec une troisième hausse consécutive en 1985, l'emploi dans la construction retrouve le niveau d'avant la récession. Ainsi on y dénombre 124 700 personnes employées en 1981 et 126 000 en 1985. Par contre le taux de croissance de l'emploi diminue quelque peu passant de 4,7% en 1984 à 3,8% en 1985.

Les dépenses d'immobilisation du secteur de la construction au Québec, sont aussi en hausse en 1985, de 6,9% par rapport à 1984. Cette croissance se reflète tant dans les dépenses d'immobilisation en constructions, en hausse de 7,0% en 1985, que dans les dépenses d'immobilisations en machinerie et équipements (6,9%).

Dans le secteur de la construction résidentielle, il est possible d'analyser la situation de la construction par région administrative à partir des données sur les permis de bâtir. En 1985, le nombre de permis de bâtir émis au Québec pour des constructions résidentielles est en hausse de 4,8% comparativement à 0,1% en 1984 et à 81,1% en 1983. Il n'y a que deux régions administratives qui connaissent des baisses en 1985. Il s'agit de la région de l'Estrie avec une baisse de 0,4% et de l'Outaouais (34,5%). En 1985 c'est la région de Québec qui connaît la plus forte hausse du nombre de permis de bâtir avec une augmentation de 36,3%, suivi de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (29,2%) et du Saguenay — Lac-St-Jean (25,6%). Dans l'ensemble du Québec, le nombre de permis de bâtir pour les logements simples et doubles est en baisse de 9,1% en 1985 pour une deuxième année consécutive, tandis que le nombre de permis de bâtir pour les logements en rangée et les appartements est en hausse en 1985 pour une troisième année consécutive. Ainsi après une hausse de 76,9% en 1983, le nombre de permis de bâtir pour les logements simples et doubles diminue de 9,9% en 1984 et de 9,1% en 1985. Quant au nombre de permis de bâtir pour les logements en rangée et les appartements, il augmente, après une baisse de 40,3% en 1982, de 98,2% en 1983, de 13,8% en 1984 et de 20,2% en 1985. C'est la région de Montréal qui connaît, en 1985, la baisse la plus importante du nombre de permis de bâtir de logements simples et doubles avec une diminution de 13,9% suivie de la région de l'Outaouais (-9,9%). En ce qui concerne le nombre de permis de bâtir des logements en rangée et des appartements, seules les régions de l'Outaouais et de l'Estrie connaissent des baisses: 49,4% et 2,8% respectivement en 1985; les autres régions enregistrent des augmentations du nombre de ces permis de bâtir variant entre 10,5% et 188,9% par rapport à 1984.

Tableau 7.8
Permis de bâtir par région administrative
(tous types de logements)
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	485	442	1 000	720	812
Variation en %	-38,6	-8,9	126,2	-28,0	12,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	1 196	792	1 666	1 564	1 965
Variation en %	-22,5	-33,8	110,4	-6,1	25,6
Québec	5 297	3 858	6 612	5 568	7 591
Variation en %	11,4	-27,2	71,4	-15,8	36,3
Trois-Rivières	1 701	1 098	2 500	3 395	3 645
Variation en %	-28,9	-35,4	127,7	35,8	7,4
Estrie	982	572	1 775	1 629	1 622
Variation en %	-16,9	-41,8	210,3	-8,2	-0,4
Montréal	20 360	15 795	26 379	24 871	25 601
Variation en %	9,0	-22,4	67,0	-5,7	2,9
Outaouais	796	851	2 642	4 876	3 195
Variation en %	-1,5	6,9	210,5	84,6	-34,5
Abitibi-Témiscamingue	485	460	698	699	940
Variation en %	-10,2	-5,2	51,7	0,1	34,5
Côte-Nord — Nouveau-Québec	235	136	193	168	217
Variation en %	8,8	-42,1	41,9	-13,0	29,2
Total	**31 537**	**24 004**	**43 465**	**43 490**	**45 588**
Variation en %	**2,0**	**-23,9**	**81,1**	**0,1**	**4,8**

SOURCE: Statistique Canada.

LA SITUATION DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR DE LA FABRICATION

La demande pour les produits manufacturés maintient une certaine vigueur en 1985 sur le marché québécois comme sur les marchés extérieurs. En 1984, la valeur des expéditions manufacturières s'était accrue de 9% au Québec en regard de 12,3% à l'échelle canadienne. Au cours de 1985 elle continue d'augmenter, mais plus modestement, à raison de 5% comparativement à 7,1% pour l'ensemble du Canada. Par ailleurs, l'indice canadien des prix de vente industriels s'accroît à un rythme moyen de 2,7% pour l'ensemble de l'année 1985. Il s'agit de la plus faible progression annuelle enregistrée depuis 1971. Mesurée en dollars constants, la croissance des expéditions manufacturières québécoises se situe à 2,2% ce qui équivaut à un repli de deux points de pourcentage par rapport à l'année précédente, mais permet néanmoins au secteur de la fabrication de recouvrer son niveau d'activité d'avant la récession. Dans le reste du Canada, on assiste également à un ralentissement de la croissance des expéditions; néanmoins, pour une troisième année consécutive, la croissance y demeure supérieure à celle du Québec de sorte que la part de la province dans l'ensemble des livraisons canadiennes continue de diminuer. Cette part s'établit à 24,4% en 1985 en regard de 24,9% en 1984, de 25,6% en 1983 et de 26,3% au cours des deux années antérieures.

La croissance des exportations, réduite à cause du ralentissement de l'économie américaine, ne contribue plus autant qu'en 1984 à l'expansion de l'activité manufacturière québécoise. La valeur des exportations chargées au Québec s'accroît de 7% en 1985, alors qu'elle enregistrait une hausse de plus de 16% en 1984. La valeur de la production totale de l'industrie manufacturière québécoise atteint 65,3 milliards de dollars en 1985, en hausse de 5,2% par rapport à l'année précédente. Comme depuis le début de la reprise, ce sont les industries de biens durables qui affichent la plus forte appréciation de la valeur de leur production en 1985, soit 9,4% comparativement à une augmentation de 3% pour les industries de biens non durables. Les industries les plus dynamiques dans ce domaine sont la machinerie (16,8%), les produits métalliques (15,9%) et le matériel de transport (14%). Réunies, ces trois industries sont responsables de près de 43% de la croissance totale de la valeur de la production du secteur québécois de la transformation.

Tableau 8.1
Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien

	Valeur des expéditions		Emploi		Immobilisations	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
	(%)					
1970-74 (moyenne)	27,1	51,4	-	-	23,3	46,0
1975-79 (moyenne)	26,1	50,5	30,0	47,8	20,8	51,7
1981	26,3	49,2	27,9	48,8	17,8	44,3
1982	26,3	49,8	28,1	49,3	18,8	40,0
1983	25,6	51,1	28,2	49,6	23,6	43,9
1984	24,9	52,7	28,4	50,3	31,0	45,1
1985	24,4	53,3	27,7	50,9	29,8	50,7

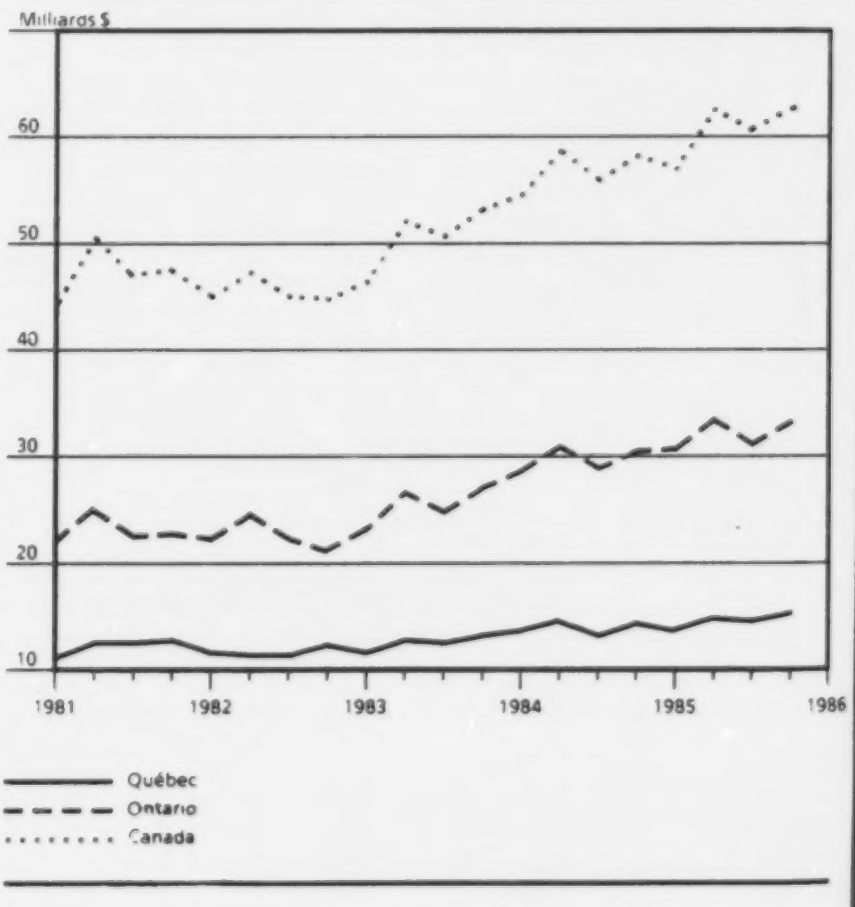
SOURCE: Statistique Canada.

Bien qu'inférieure à la croissance de 9,7% affichée en 1984, l'augmentation de la production manufacturière québécoise s'accompagne d'un taux de création d'emploi de 0,8% en 1985[1] alors que ce taux était limité à 0,4% en 1984. Exprimé en chiffres absolus, ceci représente 3 675 nouveaux emplois manufacturiers ce qui porte le nombre de salariés à 480 282 en 1985, en regard de 476 607 l'année précédente où l'accroissement de l'emploi était de 1 787. L'expansion des effectifs de salariés est observée dans onze secteurs de production. Les hausses les plus prononcées se retrouvent dans l'industrie du meuble (7,4%), l'industrie du matériel de transport (4,3%) et l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon (3%). D'autre part, le chômage et les préoccupations financières des entreprises contribuent à tempérer la montée des salaires. La rénumération hebdomadaire moyenne dans l'ensemble du secteur de la fabrication s'établit à 434,60 $ en 1985, ce qui révèle une hausse de 4,2% par rapport à 1984. L'amélioration de l'emploi et des taux de rémunération entraîne un accroissement de 5,6% des salaires et traitements versés dans l'industrie manufacturière québécoise.

Les dépenses des entreprises en achats de consommations intermédiaires augmentent moins rapidement que la valeur de la production au Québec, ce qui permet de dégager une croissance de 6,1% de la valeur ajoutée totale qui atteint 25,2 milliards de dollars en 1985. Pour ce qui est de la productivité manufacturière telle que mesurée à partir du ratio valeur ajoutée par heure-personne, elle s'établit à 33,90 $ en 1985 et affiche ainsi une hausse de 5,3% par rapport à 1984. Bien que cette croissance soit équivalente à celle de la production, elle tranche avec la progression moyenne de 10% enregistrée au cours de chacune des deux années précédentes. La disparition des unités de production les moins efficaces au cours de la récession conjugée au fait que l'emploi continuait de régresser expliquait les gains importants réalisés au chapitre de la productivité en 1983. Pour ce qui est de l'année 1984, les gains résultent notamment d'une hausse modérée du coût des intrants intermédiaires ainsi que de la faible augmentation de l'emploi par rapport à la production.

1. Dans ce chapitre les données sur l'emploi correspondent au nombre de salariés, suivant les concepts du recensement des manufactures, et diffèrent en conséquence de celles de l'enquête sur la population active présentées dans les autres chapitres.

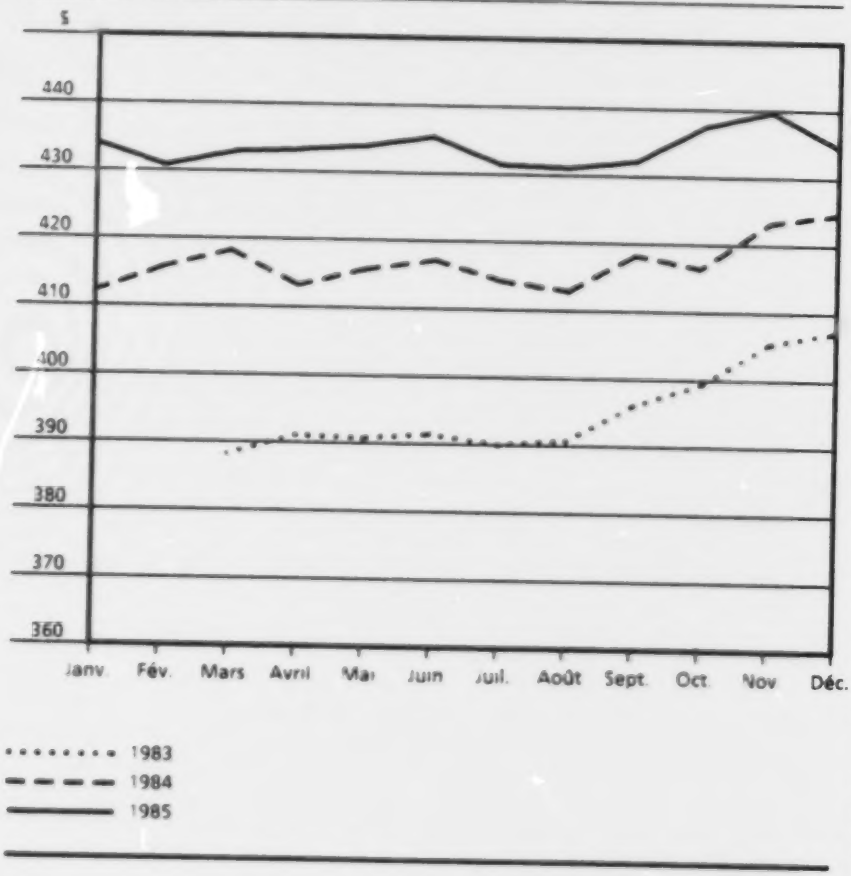
Graphique 8A
Expéditions manufacturières; Québec, Ontario, Canada 1981-1985



Le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail dans le secteur manufacturier québécois tombe à 723 579 au cours de l'année 1985, alors qu'il était passé de 538 876 à 777 134 entre 1983 et 1984. La situation financière des entreprises manufacturières est également meilleure comme en témoigne la diminution du nombre de faillites, lequel passe à 249 en 1985 tandis qu'il se situait respectivement à 432 et 301 en 1983 et 1984. On peut d'autre part supposer que l'évolution des bénéfices des entreprises québécoises est assez semblable à celle de l'ensemble des sociétés canadiennes, pour lesquelles des données sont disponibles. Ces données révèlent que les fabricants de produits manufacturés canadiens réalisent, en 1985, des hausses de profits plus modestes qu'au cours des deux années antérieures. En effet, les sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars déclarent des bénéfices de 21,2 milliards de dollars en 1985, en hausse de 4,2%, tandis que ces bénéfices avaient augmenté de 40,1% en 1983 et de 31,2% en 1984.

Graphique 88

Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière 1983,1984 et 1985



Au Québec, l'optimisme et la rentabilité du secteur de la fabrication se reflète dans la vigueur des dépenses en immobilisations des entreprises. Après avoir enregistré une hausse de 31,8% en 1984 alors que la hausse correspondante dans l'ensemble du Canada était de 0,3%, les dépenses en immobilisations dans le secteur manufacturier québécois augmentent à raison de 19,3% en 1985, ce qui est légèrement inférieur au rythme canadien qui se situe à 23,8% pour cette même année. La part du Québec dans les dépenses en immobilisations de l'industrie manufacturière canadienne demeure néanmoins élevée, à 29,8% en 1985 comparativement à 31% en 1984. La composante machinerie et équipement qui, à raison de 2 520,8 millions de dollars, accapare 76,8% du total de ces immobilisations, est en hausse de 20,1% en 1985 tandis que la partie construction s'accroît de 16,7% et s'établit à 760,9 millions de dollars.

L'amélioration des bilans des entreprises au cours des deux premières années de la reprise et la nécessité de moderniser l'appareil de production afin d'accroître la productivité et la compétitivité sur les marchés internationaux et finalement la baisse des taux d'intérêt sont propices au mouvement haussier des investissements. Le projet d'aluminerie de Péchiney, à Bécancour, et la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers qui se poursuit, sont notamment à l'origine du dynamisme de l'investissement au Québec. En effet, les secteurs des métaux primaires et des pâtes et papiers représentent à eux seuls plus de 46,7% des dépenses en immobilisations des manufacturiers et sont

Tableau 8.2
Fabrication
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Valeur de la production (000 000 $)	56 364,3	53 469,9	56 571,8	62 065,4	65 290,9
Variation en %		-5,1	5,8	9,7	5,2
Biens durables[1]	20 350,1	18 010,6	19 204,1	22 077,8	24 154,2
Variation en %		-11,5	6,6	15,0	9,4
Biens non durables[1]	34 491,3	34 026,6	35 694,8	38 099,8	39 254,5
Variation en %		-1,3	4,9	6,7	3,0
Valeur des expéditions et autres recettes (000 000 $)	55 441,5	54 010,5	56 648,9	62 017,9	65 276,0
Variation en %		-2,6	4,9	9,5	5,3
Indice des prix de vente industriels au Canada (1981=100)	100	106,7	110,4	115,4	118,5
Variation en %		6,7	3,5	4,5	2,7
Consommations intermédiaires (000 000 $)	33 574,6	32 282,4	33 238,4	36 259,1	37 903,9
Variation en %		-3,8	3,0	9,1	4,5
PIB au coût des facteurs (000 000 $)[2]	17 314	14 868	16 871	18 920	19 940
Variation en %		-14,1	13,5	12,1	5,4
Bénéfices de base Canada (000 000 $)	16 667,0	11 042,0	15 475,0	20 308,0	21 152,0
Variation en %	-4,5	-33,7	40,1	31,2	4,2
Rémunération des salariés (000 000 $)[2]	11 621	11 471	12 275	12 919	13 648
Variation en %	16,4	-1,3	7,0	5,2	5,6
Emploi salarié	525 630	480 250	474 820	476 607	480 282
Variation en %		-8,6	-1,1	0,4	0,8
Heures-personnes payées[3] (000 000)	788,1	704,9	706,8	711,0	715,6
Variation en %		-10,6	0,3	0,6	0,6
Valeur ajoutée par heure-personne ($)	25,9	26,7	29,2	32,2	33,9
Variation en %		3,1	9,4	10,3	5,3
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	774,6	646,0	538,9	777,1	723,6
Immobilisations (000 000 $)	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 751,0	3 281,7
Variation en %	3,8	-5,0	-3,3	31,8	19,3
Construction	524,4	581,8	493,6	652,1	760,9
Variation en %	10,6	10,9	-15,2	32,1	16,7
Machinerie et équipement	1 748,0	1 578,0	1 594,2	2 098,9	2 520,8
Variation en %	1,9	-9,7	1,0	31,7	20,1

1. Excluant les données confidentielles relatives à l'industrie des produits en caoutchouc et au groupe des autres industries manufacturières.
2. Selon les Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec.
3. Activité manufacturière seulement.

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

d'ailleurs responsables de 76% de la hausse enregistrée en 1985 au niveau des dépenses en immobilisations de l'ensemble du secteur de la fabrication.

La situation de 20 groupes d'industries parmi les 22 existants est décrite dans les pages qui suivent. Les données utilisées sont tirées principalement de Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985[1] qui repose désormais sur la classification des activités économiques de 1980 (CAE-1980), plutôt que de 1970. Cette nouvelle classification représente l'activité économique selon 22 groupes d'industries; toutefois, les données pour deux de ces groupes sont confidentielles et par conséquent ceux-ci sont exclus de l'analyse. Il importe d'abord d'émettre certaines réserves au sujet d'autres variables qui sont exploitées afin de compléter l'analyse de l'évolution des différents secteurs. En effet, plusieurs statistiques pertinentes à la description des secteurs n'existent pas encore sur la base de la classification de 1980. Il s'agit principalement des bénéfices de base des sociétés canadiennes, des dépenses en immobilisations au Québec, de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail. Néanmoins, dans la mesure où les nouveaux secteurs, définis selon la CAE1980, intègrent une large part des caractéristiques des anciens secteurs, définis selon la CAE1970, il est approprié de présenter ces variables mais en gardant à l'esprit qu'elles concernent plus précisément les secteurs tels que définis selon la CAE1970.

LA SITUATION DE CHACUN DES SOUS-SECTEURS

L'industrie du bois

L'industrie québécoise du bois, qui regroupe principalement les scieries ainsi que les fabricants de portes, châssis et autres bois ouvrés, a tiré parti au cours des dernières années de la forte demande des constructeurs de logements et de la bonne tenue des producteurs locaux sur le marché américain. En effet, stimulé par la stabilisation des taux d'intérêt, le nombre total de logements mis en chantier au Québec en 1985 est en hausse de 14,6% pour s'établir à 48 031, soit le plus haut niveau depuis 1978. L'industrie, qui écoule une fraction non négligeable de sa production dans les autres provinces, se voit aussi favorisée par la montée de 22,9% des mises en chantier canadiennes. La conjoncture sur le marché américain est également propice en 1985 puisqu'en dépit d'un fléchissement des mises en chantier de 1,5% aux Etats-Unis, la demande de bois de sciage a continué d'augmenter dans ce pays en partie en raison de la recrudescence de l'activité du secteur de la rénovation dont l'importance s'accroît d'année en année. La bonne tenue de l'industrie du bois est également redevable du fort niveau d'activité qui caractérise l'industrie québécoise du meuble dont la valeur des expéditions, dégonflées à l'aide de l'indice canadien des prix de vente de ce secteur, progresse de plus de 10,6% en 1985. Finalement la rentabilité de l'industrie est avantagée par la vigueur du secteur des pâtes et papiers dont la croissance du volume des expéditions s'élève à 4,9%. En effet, ce secteur contribue ainsi à l'écoulement normal des bois à pâtes et des produits conjoints du sciage tels les copeaux, planures et sciures qui sont générés lors de l'opération.

La valeur des expéditions de l'industrie du bois atteint 2 519,1 millions de dollars en 1985 ce qui représente une croissance de 6,2% qui succède aux fortes hausses de 38,2% et de 12,2% enregistrées respectivement en 1983 et en 1984. La contribution du secteur extérieur évolue de façon analogue puisqu'après une croissance de 13,9% en 1984, les exportations de bois d'oeuvre chargées au Québec progressent de 5,4% en 1985 pour se chiffrer à 676,9 millions de dollars. On estime ainsi, pour les deux dernières années, à plus de 26% la part des expéditions québécoises destinées à l'extérieur du Canada. Ces exportations se concentrent principalement aux Etats-Unis où elles entrent en franchise et sont avantagées, d'une part par la dépréciation de la devise canadienne qui a excédé les écarts de prix entre le Canada et les Etats-Unis, et d'autre part par l'augmentation des droits de coupe pour les forêts privées et publiques au sud de la frontière, suite à la hausse des prix de 1978-79. La forte percée du bois d'oeuvre canadien sur le marché américain ne se fait cependant pas sans heurts. En effet, les

1. Cette publication présente des estimations préliminaires, réalisées au Bureau de la Statistique du Québec, des données du recensement des manufactures pour 1984 et 1985.

Tableau 8.3

Valeur de la production, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Aliments	8 502 365	8 703 556	8 848 138	9 496 620	9 611 740
Variation en %		2,4	1,7	7,3	1,2
Boissons	1 176 644	1 173 125	1 215 876	1 361 650	1 445 520
Variation en %		-0,3	3,6	12,0	6,2
Tabac	639 281	721 826	737 242	739 236	840 425
Variation en %		12,9	2,1	0,3	13,7
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en plastique	868 190	727 180	824 422	926 253	963 080
Variation en %		-16,2	13,4	12,4	4,0
Cuir et produits connexes	530 165	468 383	456 854	534 580	528 982
Variation en %		-11,7	-2,5	17,0	-1,1
Textiles de première transformation	1 735 888	1 371 815	1 690 642	1 591 730	1 592 737
Variation en %		-21,0	23,2	-5,9	0,1
Produits textiles	1 129 095	995 778	1 259 627	1 295 996	1 367 038
Variation en %		-11,8	26,5	2,9	5,5
Habillement	3 056 801	2 969 126	3 206 699	3 425 388	3 535 454
Variation en %		-2,9	8,0	6,8	3,2
Bois	1 836 330	1 554 226	2 148 229	2 410 630	2 566 510
Variation en %		-15,4	38,2	12,2	6,5
Meubles et articles d'ameublement	863 100	717 982	810 677	905 824	1 031 150
Variation en %		-16,8	12,9	11,7	13,8
Papier et produits connexes	5 436 724	5 242 311	5 441 367	6 125 430	6 480 720
Variation en %		-3,6	3,8	12,6	5,8
Imprimerie, édition et activités connexes	1 900 150	1 957 911	2 281 595	2 537 470	2 690 190
Variation en %		3,0	16,5	11,2	6,0
Première transformation des métaux	4 641 163	4 188 167	4 208 494	4 924 560	5 010 530
Variation en %		-9,8	0,5	17,0	1,7
Fabrication de produits en métal	3 279 442	3 278 149	2 909 729	3 296 160	3 820 400
Variation en %		-0,04	-11,2	13,3	15,9
Machinerie	1 325 495	1 138 757	991 258	1 120 309	1 308 131
Variation en %		-14,1	-13,0	13,0	16,8
Matériel de transport	4 322 206	3 313 983	4 066 253	4 788 580	5 460 920
Variation en %		-23,3	22,7	17,8	14,0
Produits électriques et électroniques	2 934 126	2 739 717	2 862 871	3 160 483	3 322 025
Variation en %		-6,6	4,5	10,4	5,1
Produits minéraux non métalliques	1 148 202	1 079 623	1 206 595	1 471 250	1 634 510
Variation en %		-6,0	11,8	21,9	11,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 922 420	5 864 308	5 578 881	5 429 842	5 337 346
Variation en %		-1,0	-4,9	-2,7	-1,7
Industrie chimique	3 593 535	3 831 244	4 153 494	4 635 610	4 861 270
Variation en %		6,6	8,4	11,6	4,9
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Industries des biens durables[1]	20 350 064	18 010 604	19 204 106	22 077 796	24 154 176
Variation en %		-11,5	6,6	15,0	9,4
Industries des biens non durables[1]	34 491 258	34 026 563	35 694 837	38 099 805	39 254 502
Variation en %		-1,3	4,9	6,7	3,0
Total	**56 364 353**	**53 469 909**	**56 571 806**	**62 065 404**	**65 290 998**
Variation en %		-5,1	5,8	9,7	5,2

x: Données confidentielles.

1: Total excluant les données confidentielles.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985.

producteurs de bois de sciage de ce pays ont tenté à quelques reprises de convaincre l'International Trade Commission que leurs concurrents canadiens bénéficiaient de subventions gouvernementales, sous forme de droits de coupe moins élevés, et qu'il était nécessaire d'imposer des droits compensateurs. Dans sa réplique, le lobby canadien soutient que la comparaison n'est pas possible puisque les problèmes et les coûts d'exploitation sont supérieurs au Canada où les essences d'arbres sont très hétérogènes, disséminées sur des terrains accidentés souvent éloignés des scieries et des villes et accessibles via une infrastructure routière à la charge de la firme.

L'accroissemnt de l'activité dans le secteur de la construction résidentielle tant au Canada qu'aux Etats-Unis, bien qu'il contribue à accroître les expéditions de bois d'oeuvre en 1985, n'a pas l'effet anticipé sur les prix de vente. Au contraire, le niveau élevé de production de bois d'oeuvre en Amérique du Nord, conjugué à une chute des

Tableau 8.4
Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(%)		
Aliments	26,1	27,2	26,9	27,2	26,7
Boissons	26,8	26,5	25,7	26,4	26,5
Tabac	44,1	44,8	46,7	44,4	49,7
Produits en caoutchouc	22,0	21,4	21,4	21,9	18,3
Produits en plastiques	25,7	26,2	26,6	26,3	25,4
Cuir et produits connexes	36,6	36,3	34,1	35,6	33,9
Textiles de première transformation	56,9	56,9	57,5	56,5	54,5
Produits textiles	50,5	49,9	51,4	50,6	50,2
Habillement	61,1	61,0	61,7	61,7	61,3
Bois	20,6	21,2	22,5	24,0	23,4
Meubles et articles d'ameublement	30,4	30,8	32,3	33,3	33,7
Papier et produits connexes	33,2	34,6	35,1	34,0	34,4
Imprimerie, édition et activités connexes	28,5	28,7	28,7	29,3	28,6
Première transformation des métaux	25,1	25,3	28,2	27,1	27,1
Fabrication de produits en métal	25,1	27,5	26,1	27,3	28,5
Machinerie	14,4	14,5	14,2	13,2	15,1
Matériel de transport	18,0	14,1	13,1	11,3	11,1
Produits électriques et électroniques	25,1	25,4	26,5	26,2	25,0
Produits minéraux non métalliques	21,0	20,6	21,5	23,2	23,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	26,7	26,8	27,1	25,9	24,3
Industrie chimique	22,9	22,8	22,6	23,2	23,3
Autres industries manufacturières	22,6	22,5	23,6	25,5	25,3
Total	26,3	26,3	25,6	24,9	24,4

SOURCE: Statistique Canada.

expéditions en Europe et en Asie, crée un surplus sur le marché américain. Ce surplus qui avait entraîné un affaissement des prix de vente de 2% au cours de l'année 1984 ne laisse place qu'à une faible augmentation de 2% de l'indice canadien des prix de vente de ce secteur en 1985. Exprimées en termes réels, les expéditions québécoises des produits du bois affichent ainsi une croissance de 5,3% au cours de la dernière année. Suite à une grève prolongée survenue en début d'année 1984 dans le secteur des produits forestiers en Colombie-Britannique, le Québec a vu sa part des expéditions canadiennes de l'industrie du bois passer à plus de 24% par rapport à une moyenne de 21,4% entre 1981 et 1983. Malgré un léger fléchissement en 1985, à 23,4%, cette part se situe à un niveau supérieur à sa moyenne des années antérieures.

La valeur de la production progressant légèrement plus vite que le coût des matières et fournitures, la valeur ajoutée enregistre une hausse de 6,8% en 1985. A l'échelle nationale, le taux d'utilisation des capacités progresse de 3,8 points de pourcentage en 1985, en regard de l'année précédente, pour se situer à 69,5%. La conjoncture favorable permet aux entreprises d'enregistrer une croissance importante des profits, classant ainsi l'industrie du bois au premier rang du secteur manufacturier à ce chapitre. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars dans l'industrie du bois s'élèvent à 424 millions de dollars en 1985, soit une hausse de 278,0%, après avoir passé de 322 millions en 1983 à moins de 112 millions en 1984. Les travailleurs québécois tirent partie du succès de l'industrie puisque le taux de croissance de leur rémunération hebdomadaire moyenne, qui s'établit à 9,7% en 1985, est le second en importance dans l'ensemble du secteur manufacturier au Québec. L'industrie compte également parmi les secteurs les plus dynamiques en termes de croissance de l'emploi en 1985. On y dénombre 22 964 employés salariés, soit près de 3% de plus qu'en 1984, comparativement à une hausse de 0,8% pour l'ensemble du secteur manufacturier. La combinaison des gains réalisés au niveau des salaires et de l'emploi se traduit par une augmentation de 10,2% des salaires et traitements versés en 1985. Ceux-ci s'élèvent à 479,6 millions de dollars comparativement à 435,1 millions en 1984.

En ce qui concerne les relations de travail, après avoir culminé à 9,6% en 1984, la part du secteur du bois dans le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail dans l'industrie manufacturière s'abaisse à 6,2%, ce qui représente 44 740 jours-personnes perdus comparativement à 74 839 un an plus tôt. De plus, après une croissance de 104% en 1982, où elles atteignaient 125 millions de dollars, les immobilisations de l'industrie du bois ont diminué successivement de 33,5% et de 24,3% au cours des deux années qui ont suivi pour finalement remonter de près de 44% en 1985 et totaliser ainsi 90,5 millions de dollars. Pour les cinq dernières années, l'importance relative de l'industrie dans le total des immobilisations du secteur manufacturier québécois va de pair avec la part relative de la valeur de sa production puisque la première s'élève à 3,62% et la seconde à 3,58%.

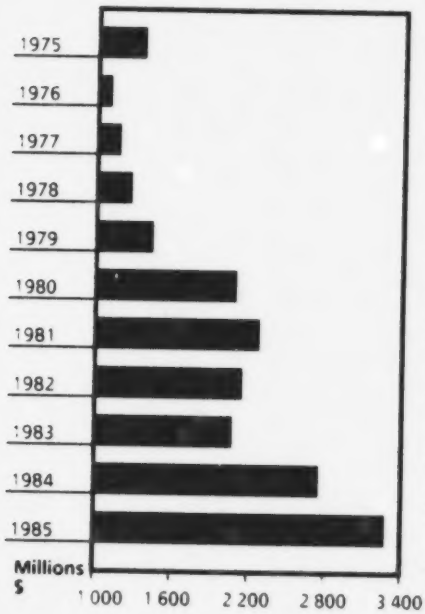
L'industrie du meuble

Pour une troisième année consécutive, l'industrie du meuble et des articles d'ameublement est en forte croissance au Québec en 1985 et la valeur de sa production, estimée à 1 031,1 millions de dollars, connaît une hausse de 13,8%. En dépit d'une demande très soutenue ces dernières années, découlant en partie du regain d'activité dans le domaine de la construction résidentielle, l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur n'augmente que de 2,8% en 1985. Exprimée en termes réels, la croissance de la production est de 10,7% en 1985 et classe cette industrie au premier rang du secteur manufacturier québécois à cet égard; le volume de production de l'industrie a d'ailleurs presque rejoint le niveau atteint avant la récession de 1982.

Les expéditions québécoises de l'industrie du meuble et des articles d'ameublement, destinées en 1983 à 93,3% au marché canadien, sont en hausse de 13,8% en 1985. Ces expéditions tirent ainsi parti de l'augmentation de 5,1% de la valeur des ventes au détail des grands magasins de meubles au Canada en 1985. On observe de plus une appréciation régulière de la part du Québec dans l'ensemble des expéditions canadiennes de ce secteur. De 30,1% en 1981 cette part atteint 33,7% en 1985. La majorité des usines de meubles au Québec sont de faible taille et ceci leur confère certains avantages, notamment au niveau de la souplesse qui en découle. En effet, l'innovation joue un rôle important en matière de mise en marché et puisque les petites firmes peuvent s'adapter plus facilement aux conditions changeantes du

marché, elles sont ainsi aptes à offrir des produits différents ce qui leur permet souvent de décrocher des contrats avec de gros distributeurs qui recherchent une ligne exclusive de produits. Par ailleurs, les entreprises domestiques parviennent aussi à compétitionner outre-frontière et les efforts soutenus qu'elles déploient en vue de développer des marchés extérieurs se traduisent par un accroissement de plus de 18,6% des exportations de meubles québécois en 1985. Depuis 1982 ces exportations ont plus que doublé, passant de 74,3 à 155,1 millions de dollars.

Graphique 8C
Immobilisations, fabrication 1975-1985



En 1985 les usines canadiennes du secteur de l'ameublement fonctionnent à 80,9% de leur capacité et au Québec l'industrie compte 14 098 salariés, ce qui représente une hausse de 7,4% par rapport à 1984, année où on avait toutefois enregistré un recul de 8,2%. L'emploi demeure néanmoins inférieur, en 1985, au niveau relevé au plus fort de la crise, en 1982, alors que les usines tournaient à 60% de leur capacité et que le nombre de travailleurs chutait de 2 782 pour s'établir à 14 254.

La valeur ajoutée, qui correspond à la rémunération des facteurs de production, est en hausse de 13,1% en 1985 et se chiffre à 543,3 millions de dollars. L'industrie a cependant accru de 5,9% le nombre d'heures-personnes payées en 1985 de sorte qu'après la forte hausse de 21,8% enregistrée en 1984, la productivité n'inscrit qu'un gain de 6,6% en 1985. Ce gain porte à 22,60 $ la valeur ajoutée par heure-personne en 1985 comparativement à 21,20 $ un an plus tôt. Les salaires et traitements payés totalisent 287,7 millions de dollars, soit 11,1% de plus qu'en 1984, tandis que la rémunération hebdomadaire moyenne ne grimpe que de 2,6% pour atteindre 330,40 $. Ce niveau équivaut tout juste à 70% de la rémunération hebdomadaire moyenne versée dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois. On dénombre 16 530 jours-personnes perdus en arrêts de travail en 1985 alors qu'on en comptait 17 304 en 1984. Dans le domaine des relations de travail, l'industrie compte pour 2,3% des pertes en arrêts de travail alors qu'elle représente 2,9% de l'emploi total dans le secteur de la fabrication.

Les manufacturiers de meubles au Canada réalisent des profits plus élevés en 1985. Ainsi, les sociétés de cette industrie dont les actifs dépassent 10 millions de dollars déclarent des bénéfices de 38 millions de dollars pour cette année alors que ces bénéfices avaient chuté en passant de 35 millions de dollars en 1981 à 32, 29 et 24 millions de dollars respectivement en 1982, 1983 et 1984. Au Québec, l'optimisme de l'industrie se reflète dans ses dépenses en immobilisations qui s'élèvent à 12,6 millions de dollars en 1985, en hausse de 31,3% par rapport à 1984. Il faut remonter à 1981 pour observer un niveau semblable car pour la période récente, soit de 1982 à 1984, la moyenne oscillait autour de 6,5 millions de dollars.

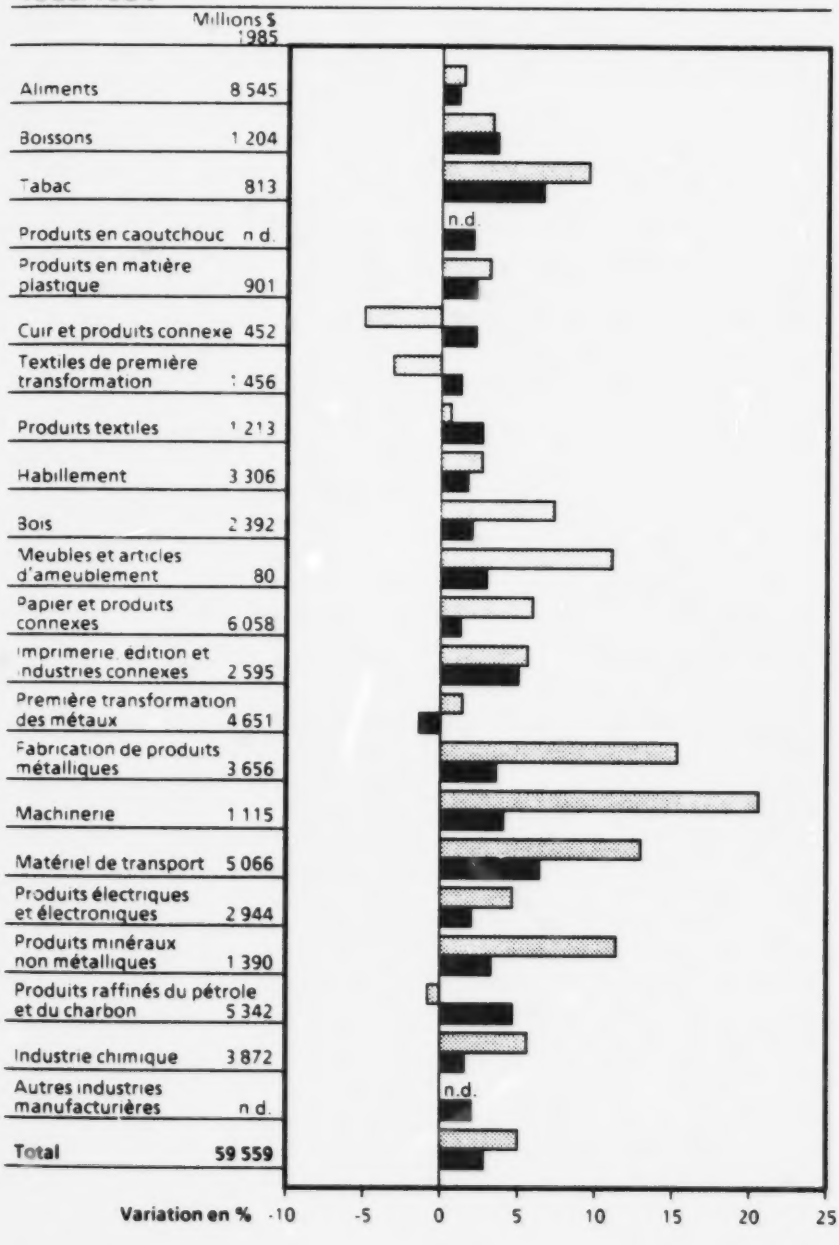
Tableau 8.5
Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			($)		
Aliments	27,1	31,6	33,9	37,3	36,9
Variation en %		16,6	7,3	10,0	-1,1
Boissons	52,3	57,0	60,4	69,3	71,1
Variation en %		9,0	6,0	14,7	2,6
Tabac	58,1	69,0	79,3	80,4	90,8
Variation en %		18,8	14,9	1,4	12,9
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en matière plastique	19,4	21,1	24,3	26,5	27,6
Variation en %		8,8	15,2	9,1	4,2
Cuir et produits connexes	12,7	13,2	13,4	14,4	15,5
Variation en %		3,9	1,5	7,5	7,6
Textiles de première transformation	19,2	18,4	22,7	19,4	21,5
Variation en %		-4,2	23,4	-14,5	10,8
Produits textiles	18,2	18,1	19,7	20,8	22,9
Variation en %		-0,5	8,8	5,6	10,1
Habillement	12,8	13,1	13,5	14,1	14,2
Variation en %		2,3	3,1	4,4	0,7
Bois	16,7	16,0	18,9	26,9	27,6
Variation en %		-4,2	18,1	42,3	2,6
Meubles et articles d'ameublement	15,3	15,1	17,4	21,2	22,6
Variation en %		-1,3	15,2	21,8	6,6
Papier et produits connexes	34,0	32,9	32,2	36,0	37,5
Variation en %		-3,2	-2,1	11,8	4,2
Imprimerie, édition et industries connexes	34,9	35,7	40,0	44,4	47,0
Variation en %		2,3	12,0	11,0	5,9
Première transformation des métaux	34,8	32,6	45,6	54,3	55,5
Variation en %		-6,3	39,9	19,1	2,2
Fabrication de produits métalliques	22,6	26,1	24,5	28,3	34,5
Variation en %		15,5	-6,1	15,5	21,9
Machinerie	26,2	28,3	27,5	29,8	36,0
Variation en %		8,0	-2,8	8,4	20,8
Matériel de transport	27,1	24,3	36,4	40,2	43,6
Variation en %		-10,3	49,8	10,4	8,5
Produits électriques et électroniques	29,1	33,4	32,5	33,8	35,3
Variation en %		14,8	-2,7	4,0	4,4
Produits minéraux non métalliques	25,1	27,1	31,3	38,2	41,8
Variation en %		8,0	15,5	22,0	9,4
Produits raffinés du pétrole et du charbon	182,8	118,4	160,0	104,4	87,5
Variation en %		-35,2	35,1	-34,8	-16,2
Industrie chimique	47,9	52,9	58,7	62,6	63,7
Variation en %		10,4	11,0	6,6	1,8
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Industries des biens durables[1]	24,9	25,6	29,5	34,9	37,7
Variation en %		2,8	15,2	18,3	8,0
Industries des biens non-durables[1]	27,1	28,1	29,6	31,1	32,2
Variation en %		3,7	5,3	5,1	3,5
Total	**25,9**	**26,7**	**29,2**	**32,2**	**33,9**
Variation en %		**3,1**	**9,4**	**10,3**	**5,3**

x: Données confidentielles.
1: Total excluant les données confidentielles
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985.

Graphique 8D

Expéditions manufacturières par industrie, Québec, et prix de vente industriels, Canada 1985/1984



n d : Donnee non disponible

Source Statistique Canada

L'industrie des métaux primaires

Le groupe d'industries de première transformation des métaux compte pour 7,8% de la valeur totale de la production manufacturière québécoise en 1985. Ses piliers sont l'industrie de la fonte et de l'affinage des métaux non ferreux, l'industrie sidérurgique et l'industrie du laminage, du moulage et de l'extrusion de l'aluminium. La majorité de la production est écoulée sur les marchés extérieurs du Québec: les autres provinces canadiennes absorbant 28,9% de la production en 1983 tandis que l'extérieur du Canada en absorbait 47,5%.

L'industrie a éprouvé des difficultés aux cours des dernières années à cause de la récession et de l'engorgement généralisé des marchés mondiaux des métaux primaires. Certains facteurs extérieurs, comme la baisse des prix du pétrole par son incidence sur les coûts de production, ainsi que la mise en place de nouvelles usines et de nouveaux procédés de fabrication ont entraîné une augmentation de la production dans cette industrie en 1984; il en est résulté une importante accumulation de stocks. L'année 1985 est ainsi caractérisée par une surcapacité au plan international, laquelle contribue à maintenir très bas les cours des principaux métaux. Au Canada, cette situation se reflète dans la chute de 1,7% qu'accuse l'indice des prix de vente de l'industrie de la première transformation des métaux; en 1984 cet indice avait progressé de 3,3%. Parallèlement, on continue d'assister à des phénomènes de substitution qui font que certains métaux perdent de leur importance au profit d'autres métaux ou matériaux. Pour les producteurs

de métaux non ferreux tels le cuivre et le plomb, le déclin des marchés traditionnels représente une menace constante et ils doivent de plus faire face à une règlementation plus stricte au niveau de l'environnement ce qui accroît leurs coûts de production et les rend moins compétitifs face à la production de certains pays en développement. Pour ce qui est du fer et de l'acier, l'utilisation de ces métaux dans la construction de véhicules moteurs est contrainte à céder davantage la place à l'aluminium, dont l'emploi à cette fin a augmenté au delà de 65% au cours des dix dernières années. Toutefois, l'industrie de l'aluminium est à son tour perçue comme une industrie en pleine maturité. Parmi les causes du ralentissement de sa croissance mentionnons la concurrence du vinyle, par exemple dans le domaine de la construction, de même que la concurrence des matériaux provenant de la pétrochimie et de la fibre de carbone dans le domaine des transports.

A cause de ses taux de croissance élevés, le secteur de l'aluminium a attiré de nouveaux venus et en quinze ans le nombre de producteurs dans le monde a doublé, passant de 40 à 80 tandis que le nombre d'usines d'électrolyse a suivi, passant de 70 à 140 unités. L'arrivée de nouveaux producteurs fait que la réduction de la production des grands de l'industrie ne permet plus de maintenir les prix comme auparavant, elle ne fait que laisser une part plus grande aux nouveaux fabricants qui écoulent leur production sur les marchés à terme. La surcapacité mondiale et la lenteur de l'expansion du marché dans les pays industrialisés freinent ainsi les augmentations de prix: comparativement à 0,70 $ U.S. en janvier 1984, le prix de la livre d'aluminium s'inscrit en moyenne à 0,46 $ U.S. en 1985, enregistrant son plus bas niveau depuis l'année 1982. Un des effets importants de cette situation est le report du projet de construction de l'usine Alcan de Laterrière au Saguenay, tandis que la mise en opération de l'usine de Péchiney à Bécancour devrait être compensée par la fermeture d'installations à hauts coûts à travers le monde. Parallèlement, les entreprises québécoises ont tendance à mettre davantage l'emphase sur les produits finis de l'aluminium pour lesquels les marges de profits et le marché sont meilleurs.

Sur les marchés extérieurs, après avoir progressé de 45,9% en 1983 et de 6,3% en 1984, la valeur totale des exportations de métaux et alliages chargées au Québec enregistre une baisse de 9,3% en 1985. Plus particulièrement, la valeur des exportations d'aluminium et alliages, totalisant 1 078,8 millions de dollars, s'inscrit en baisse de 3,5% en 1985 après avoir cru de 17,5% en 1984. Toutefois, le Québec est moins touché à ce niveau que le reste du Canada où on enregistre une baisse de 10,7% des exportations. Au Québec, la valeur des exportations de cuivre et alliages diminue pour sa part de 17,4% pour s'établir à 343,3 millions de dollars tandis que la baisse est de 8,5% pour le zinc et alliages, de 27,3% pour les métaux précieux et alliages et atteint jusqu'à 59,8% pour le plomb et alliages.

La situation difficile de l'industrie sur les marchés extérieurs se répercute sur l'ensemble de ses activités et la valeur totale de sa production s'élève à 5 010,5 millions de dollars en 1985, ce qui ne représente qu'une faible hausse de 1,7%, l'augmentation de volume étant compensée en partie par la baisse des prix; en 1984, la valeur de la production avait progressé de 17% par rapport à 1983. La valeur des expéditions n'augmente par ailleurs que de 1,5% en 1985; toutefois, la situation évolue au même rythme à l'échelle canadienne de sorte que pour une deuxième année, la composante québécoise de l'industrie de la première transformation des métaux maintient sa part à 27,1% de l'ensemble des expéditions canadiennes de cette industrie. Avant de s'établir à ce niveau la part du Québec était passée de 25,1% en 1981 à plus de 28,2% en 1983. La valeur ajoutée augmente dans une même mesure que la production soit de 1,7% pour atteindre 2 094,4 millions de dollars en 1985, tandis que le coût des consommations intermédiaires est en hausse de 1,2%.

La faible croissance de la production en 1985 n'est pas suffisante pour assurer le maintien des 612 emplois qui s'étaient ajoutés en 1984. Ainsi, l'industrie compte 166 travailleurs de moins en 1985 qu'en 1984, ses effectifs regroupant 27 420 salariés comparativement à 27 586 en 1984 et 26 974 en 1983. La baisse de l'emploi en 1985 s'accompagne d'un gain de productivité supérieur à la hausse de la production. En effet, la valeur ajoutée par heure-personne s'élève à 55,50 $ en 1985, inscrivant une hausse de 2,2% sur l'année précédente, ce qui demeure néanmoins très modeste en regard des augmentations de 45,6% et 54,3% enregistrées respectivement en 1983 et en 1984. La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la première transformation des métaux est la seconde en importance dans le secteur manufacturier québécois et, à 607,40 $ en 1985, elle est en hausse de 3,4% par rapport à 1984. On assiste parallèment à un accroissement de 3,1% des salaires et traitements versés dans l'industrie, lesquels totalisent 963,9 millions de dollars en 1985. Par ailleurs, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est de 25 914 en 1985, soit le plus faible des cinq dernières années.

Les cours faibles sur les marchés des métaux primaires ainsi que le manque de vigueur de la demande se reflètent dans les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars. Ces bénéfices fléchissent à 1 076 millions de dollars en 1985, accusant ainsi un recul de 15,7% qui fait suite à une hausse de 98% en 1984. Pour les trois dernières années, les profits de l'industrie canadienne de la première transformation des métaux s'élèvent en moyenne à 1,0 milliard de dollars alors qu'ils atteignaient 1,6 milliard de dollars pour les trois années antérieures à la récession de 1982. En dépit d'une production presque stagnante en 1985, on décèle au Québec un certain optimisme dans l'industrie puisque les dépenses réalisées en immobilisations sont les plus importantes des cinq dernières années. Celles-ci totalisent 850,1 millions de dollars, en hausse de 29,1% en regard de l'année 1984 où elles avaient grimpé de 153,1% alors que se concrétisaient des projets d'agrandissement et de construction d'usines d'aluminium.

L'industrie des produits métalliques

L'industrie de la fabrication de produits métalliques tire parti, en 1985, du dynamisme de l'industrie de la construction ainsi que de la vigueur de l'activité qui caractérise plusieurs secteurs manufacturiers représentant ses marchés en aval. En effet, cette industrie est en forte croissance en 1985, la valeur de ses expéditions augmentant de 15,3% tandis que l'indice canadien des prix de vente de ce secteur est en hausse de 3,3%, ce qui correspond à une augmentation de 11,6% de ses expéditions réelles. Le Québec est apparamment plus avantagé que le reste du Canada par la conjoncture favorable dans cette industrie car sa part dans les expéditions canadiennes est portée à 28,5% en 1985, comparativement à une moyenne de 26,5% pour les années 1981 à 1984.

Tableau 8.6
Employés salariés, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments	47 976	44 721	43 812	42 103	42 987
Variation en %		-6,8	-2,0	-3,9	2,1
Boissons	10 546	10 145	9 826	9 523	9 704
Variation en %		-3,8	-3,1	-3,1	1,9
Tabac	4 573	4 490	4 312	4 098	3 990
Variation en %		-1,8	-4,0	-5,0	-2,6
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en matière plastique	9 212	8 369	8 194	8 596	8 355
Variation en %		-9,2	-2,1	4,9	-2,8
Cuir et produits connexes	11 256	9 589	9 351	9 753	9 246
Variation en %		-14,8	-2,5	4,3	-5,2
Textiles de première transformation	18 556	15 834	16 525	16 786	16 309
Variation en %		14,7	4,4	1,6	-2,8
Produits textiles	15 738	13 677	15 208	15 359	14 883
Variation en %		-13,1	11,2	1,0	-3,1
Habillement	66 627	62 665	63 460	64 678	64 290
Variation en %		-6,0	1,3	1,9	-0,6
Bois	28 158	23 566	27 367	22 304	22 964
Variation en %		-16,3	16,1	-18,5	3,0
Meubles et articles d'ameublement	17 036	14 254	14 298	13 126	14 098
Variation en %		-16,3	0,3	-8,2	7,4
Papier et produits connexes	43 571	41 457	40 829	42 540	43 306
Variation en %		-4,9	-1,5	4,2	1,8
Imprimerie, édition et industries connexes	26 471	25 921	27 074	27 562	27 364
Variation en %		-2,1	4,4	1,8	-0,7
Première transformation des métaux	31 348	27 676	26 974	27 586	27 420
Variation en %		-11,7	-2,5	2,3	-0,6
Fabrication de produits métalliques	36 301	33 046	30 046	29 631	29 833
Variation en %		-9,0	-9,1	-1,4	0,7
Machinerie	15 825	14 292	13 194	13 247	13 472
Variation en %		-9,7	-7,7	0,4	1,7
Matériel de transport	41 007	35 795	32 090	34 786	36 282
Variation en %		-12,7	-10,4	8,4	4,3
Produits électriques et électroniques	35 556	33 559	32 099	33 351	33 847
Variation en %		-5,6	-4,4	3,9	1,5
Produits minéraux non métalliques	12 953	11 638	11 707	11 920	12 113
Variation en %		-10,2	0,6	1,8	1,6
Produits raffinés du pétrole et du charbon	4 131	4 034	2 974	2 819	2 938
Variation en %		-2,3	-26,3	-5,2	4,2
Industrie chimique	26 411	24 919	24 173	24 756	25 120
Variation en %		-5,6	-3,0	2,4	1,5
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Industries des biens durables[1]	218 184	193 826	187 775	185 951	190 029
Variation en %		-11,16	-3,12	-0,97	2,19
Industries des biens non-durables[1]	285 068	265 821	265 738	268 573	268 492
Variation en %		-6,75	-0,03	1,07	-0,03
Total	**525 630**	**480 250**	**474 820**	**476 607**	**480 282**
Variation en %		**-8,6**	**-1,1**	**-0,4**	**0,8**

x: Données confidentielles.
1: Total excluant les données confidentielles
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985.

Après avoir stagné en 1982 et reculé de 11,2% en 1983, la valeur de la production remonte de 13,3% l'année suivante et en 1985 l'activité s'intensifie de nouveau alors que la production, évaluée à 3 820,4 millions de dollars, est en hausse de 15,9%. Compte tenu d'une progression de 18,5% de l'indice des prix de cette industrie depuis 1981, la production réelle en 1985 est tout juste en deçà de 2% du sommet atteint en 1981. La valeur des consommations intermédiaires s'accroît de 15,3% en 1985 ce qui permet une appréciation de 21,9% de la valeur ajoutée totale qui atteint 1 513,0 millions de dollars.

Pour la première fois depuis 1981, l'industrie de la fabrication de produits métalliques doit recourir à de la main-d'oeuvre supplémentaire pour satisfaire son niveau de production en 1985. Ainsi, le nombre de salariés passe à 29 833 ce qui représente une hausse de 0,7% comparativement au niveau de 1984, mais néanmoins un recul de 17,8% par rapport au sommet de 36 301 salariés atteint en 1981. La productivité n'en augmente pas moins de 21,9% en 1985, telle que reflétée par la valeur ajoutée par heure-personne qui atteint 34,50 $, dépassant ainsi la moyenne de 33,90 $ enregistrée dans l'ensemble du secteur de la fabrication où la hausse est restreinte à 5,3% en 1985.

Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail chute à 17 065 en 1985 comparativement à 26 686 en 1984 où il avait augmenté de près de 74,3%. À raison de 421,90 $, la rémunération hebdomadaire moyenne ne progresse que de 2,3% en 1985 tandis que dans l'ensemble des industries de biens durables elle s'apprécie de 4,4%. Les salaires et traitements versés dans l'industrie totalisent 671,3 millions de dollars en 1985 ce qui, même en dollars courants, est à peine supérieur de 0,5% aux salaires déboursés en 1981: ceci témoigne de l'intensification en capital de l'industrie ainsi que des gains importants réalisés au chapitre de la productivité puisque la production réelle en 1985 est sensiblement au même niveau qu'en 1981. Après avoir atteint 71,4 millions de dollars en 1984 alors qu'elles étaient en hausse de 130,3%, les dépenses en immobilisations s'élèvent à 61 millions de dollars dans l'industrie de la fabrication de produits métalliques en 1985, ce qui surpasse de 10 millions de dollars la moyenne affichée au cours des années 1980 à 1983.

On observe par ailleurs au Canada une augmentation de 15,6% des bénéfices de base des entreprises du secteur dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, ces bénéfices totalisant 535 millions de dollars en 1985. Pour les trois dernières années, le taux d'utilisation des capacités de production oscille autour de 67,9% et les profits annuels moyens sont limités à 472 millions de dollars, soit 26,3% sous la moyenne de 640 millions de dollars enregistrée au cours des trois années précédant la récession, soit 1979 à 1981; au cours de cette période, le taux d'utilisation des capacités s'élevait en moyenne à 85,8%.

L'industrie de la machinerie

La reprise de l'activité, amorcée en 1984 dans l'industrie de la machinerie, se poursuit en 1985 alors que la valeur des expéditions progresse de plus de 20,8%. En considération d'une hausse de 4,0% de l'indice canadien des prix de vente de ce secteur, il se dégage une croissance de 16,1% du volume des expéditions. L'industrie n'a toutefois pas encore recouvré le rythme d'activité qu'elle connaissait avant le début de la récession puisqu'en 1985 la valeur des expéditions réelles demeure à 16,5% en deçà du niveau inscrit en 1981. Le Québec effectue néanmoins 15,1% des expéditions canadiennes de l'industrie de la machinerie tandis que cette part ne représentait que 13,2% en 1984.

Les livraisons des usines québécoises de machinerie étaient destinées à plus de 62,3% au marché canadien en 1983. Cependant, le dynamisme qui caractérise l'industrie en 1985 est aussi redevable au succès affiché par certains produits sur les marchés internationaux. Ainsi, la valeur des exportations de machines pour l'industrie des pâtes et papiers augmente de plus de 311,1% pour atteindre 115 014 milliers de dollars en 1985. La vigueur de la demande extérieure donne également lieu à une hausse de 35,3% des exportations de machines d'imprimerie et de reliure, à une hausse de 31,4% des exportations de machines et matériel de construction et d'entretien ainsi qu'à une augmentation de 20,0% des exportations de machines pour industries textiles.

L'industrie de la machinerie tire également parti d'une conjoncture favorable au Québec puisqu'après avoir enregistré une hausse de 31,7% en 1984, les investissements en machines et équipements progressent de 20,1% dans l'ensemble du secteur manufacturier en 1985. Plus particulièrement, les immobilisations en machines et équipements augmentent de 46,7% dans l'industrie du papier et des produits connexes, où elles atteignent 601,6 milliers de dollars et s'accroissent de 35,9% dans l'industrie des métaux primaires où elles totalisent 530,3 milliers de dollars. Par ailleurs, après avoir traversé des années difficiles, le marché des machines agricoles connaît une certaine vigueur en 1985, alors que les taux d'intérêt relativement bas encouragent les agriculteurs à moderniser leurs équipements et à réaliser les dépenses qu'ils reportaient depuis quelques années.

La valeur totale de la production de l'industrie de la machinerie s'élève à 1 308,1 milliers de dollars en 1985, ce qui représente une augmentation de 16,8% par rapport à 1984. Le coût des consommations intermédiaires s'accroît moins fortement que la valeur de la production, soit de 15,3%, et permet à cette industrie de se classer au premier rang du secteur manufacturier québécois au chapitre de l'appréciation de la valeur ajoutée; en hausse de 18,2%, la valeur ajoutée atteint ainsi 679,9 milliers de dollars en 1985. Après avoir augmenté de 0,4% en 1984, le nombre d'employés enregistre une nouvelle hausse de 1,7% en 1985 pour se situer à 13 472 comparativement à 13 247 l'année précédente. Cette croissance des effectifs s'accompagne également d'une amélioration de la productivité et l'industrie de la machinerie détient le deuxième rang dans ce domaine, affichant une hausse de 20,8% au niveau de la valeur ajoutée par heure-personne tandis que la hausse moyenne dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois est de 5,3% en 1985.

En matière de relations de travail, le nombre de jours-personnes perdus suite à des conflits s'abaisse à 15 397 en 1985, comparativement à 38 739 un an plus tôt. Ce niveau demeure néanmoins élevé en regard d'une moyenne de 4 366 jours pour les années comprises entre 1981 et 1983, mais parallèlement on observe une augmentation de 8,2% de la rémunération hebdomadaire moyenne dans cette industrie en 1985, ce qui est nettement supérieur à la croissance de 4,4% enregistrée en moyenne dans l'ensemble des industries de biens durables. Compte tenu de la rémunération hebdomadaire moyenne de 466,60 $ en 1985, les salaires et traitements versés dans l'industrie de la machinerie atteignent une valeur de 333,4 milliers de dollars, ce qui représente une hausse de 8,4%

par rapport à 1984 où ils avaient augmenté de 5,0%. Quant aux bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, ils s'élèvent à 252,0 millions de dollars en 1985 et sont ainsi inférieurs de 4,2% aux profits de 263 millions de dollars réalisés en 1984; au cours des trois années antérieures à la récession de 1982, les profits s'élevaient en moyenne à 380 millions de dollars, mais ont par la suite chuté jusqu'à 89 millions de dollars en 1983.

Au Québec, la vigueur de l'industrie de la machinerie se reflète dans la valeur de ses dépenses en immobilisations et même si la province ne compte que pour environ 15% des expéditions canadiennes de ce secteur, elle est néanmoins responsable de plus de 33% des investissements qui y sont réalisés depuis deux ans. En 1985 les dépenses en immobilisations atteignent 111,1 millions de dollars, en hausse de 28,4% sur le niveau de 1984 où elles avaient augmenté de plus de 49,1%.

L'industrie du matériel de transport

La valeur totale de la production de l'industrie du matériel de transport se chiffre à 5 460,9 millions de dollars pour l'année 1985, en hausse de 14% par rapport à 1984. Cette ferme croissance est grandement redevable au dynamisme de l'industrie sur les marchés internationaux, surtout aux États-Unis. En effet, six des 25 principaux produits exportés par le Québec sont issus de l'industrie du matériel de transport, principalement des secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et du transport en commun. La valeur de ces exportations atteint 3,4 milliards de dollars en 1985 et compte pour plus de 18,5% des exportations totales de la province au cours de cette année, en regard de 16,0% en 1984. Après avoir augmenté de 5,6% en 1984, la valeur de ces exportations croît de plus de 23,5% en 1985.

Faisant suite à une croissance de 2,7% en 1984, la valeur des exportations de voitures particulières et châssis augmente de 40,8%, en 1985, pour s'élever à 1,4 milliard de dollars tandis que les exportations de pièces et accessoires pour autres véhicules automobiles progressent de 16,3%. On observe ainsi une majoration de près de 592 millions de dollars au niveau des exportations de ces deux principaux produits de l'automobile en 1985, comparativement à une augmentation limitée à 90,9 millions de dollars en 1984. La forte croissance des ventes d'automobiles qui accompagnait la reprise économique s'est donc stabilisée à la fin de 1984, pour reprendre en 1985.

D'ailleurs, les importations dédouanées au Québec de voitures particulières et châssis atteignent 3,1 milliards de dollars en 1985, en hausse de 37,8%, à quoi s'ajoute une valeur de 0,6 milliard de dollars pour l'importation de pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles.

Du côté du matériel aéronautique, les résultats sont plus mitigés car, pour les trois principaux produits, la valeur des ventes à l'étranger fléchit de 0,7% en 1985 pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. On observe néanmoins des disparités au sein du groupe puisque la valeur des exportations d'assemblages, équipements et pièces d'avion monte de 20,6% tandis que les exportations de moteurs d'avion et pièces sont en baisse de 2,5% et que la chute des exportations atteint plus de 19,6% pour les avions entiers y compris les moteurs; depuis 1982 ce dernier produit régresse sans cesse dans la liste des plus importants produits québécois à l'exportation, passant progressivement du 10^{e} au 17^{e} rang. Les exportateurs québécois connaissent par ailleurs un certain succès dans le domaine du transport en commun puisque la valeur des livraisons outre-frontière de matériel roulant pour chemins de fer est en hausse de 85,4% et atteint 152,4 millions de dollars en 1985.

Pour apprécier l'importance au Québec du groupe d'industries relié au matériel de transport, mentionnons qu'il est responsable de plus de 8,9% de la valeur ajoutée totale du secteur manufacturier. Ce haut niveau d'activité lui permet d'accéder au troisième rang dans le domaine de

la fabrication où il est précédé de l'industrie du papier et activités connexes (10,1%) et de l'industrie des aliments (9,6%). La croissance des expéditions de matériel de transport au Québec est légèrement inférieure à celle du Canada en 1985, soit 12,9% comparativement à 14,8%, ce qui entraîne un fléchissement de la part relative du Québec dans les expéditions canadiennes, laquelle glisse de 11,3% en 1984 à 11,1% en 1985. La part du Québec s'était déjà considérablement rétrécie en 1984, à la faveur d'un accroissement de 33,8% des expéditions canadiennes alors que la hausse était limitée à 14,9% au Québec. Néanmoins, en 1985 l'industrie québécoise du matériel de transport a presque rattrapé la chute de 31,2% enregistrée au niveau de ses expéditions réelles en 1982 et ces dernières ne sont plus qu'à 2,3% en deçà de leur niveau de 1981.

Pour l'ensemble de l'industrie québécoise du matériel de transport, le coût total des achats de produits intermédiaires, qui comprennent beaucoup de pièces et composantes importées, enregistre une progression de 12,1% en 1985 alors que la valeur de la production croît de 14,0%. Il en résulte une appréciation de 12,6% de la valeur ajoutée qui totalise 2 237,7 millions de dollars.

Pour réaliser l'expansion de sa production, l'industrie du matériel de transport accroît ses effectifs de 4,3% en 1985, ce qui représente 1 496 nouveaux emplois qui s'ajoutent aux 2 696 créés en 1984 alors que la production était en hausse de 17,8%. L'industrie regroupe ainsi 36 282 salariés en 1985 tandis qu'elle en comptait 32 090 à son plus bas niveau en 1983. Au niveau de l'activité manufacturière, on assiste à un accroissement de 8,5% de la valeur ajoutée par heure-personne qui atteint 43,60 $ en 1985. Depuis 1982, la productivité s'améliore à un rythme annuel moyen de 21,3% dans l'industrie du matériel de transport ce

Tableau 8.7
Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières 1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	120 173	92 166	168 927	95 855	87 487
Tabac	11 340	0	0	0	0
Caoutchouc et produits en matière plastique	38 848	11 113	14 829	1 486	87 328
Cuir	6 532	2 804	1 188	5 280	3 710
Textile	31 701	27 050	6 785	1 957	76 912
Bonneterie	160	540	3 754	2 592	2 043
Vêtement	19 942	24 236	65 278	11 355	3 859
Bois	116 023	31 345	22 472	74 839	44 740
Meubles et articles d'ameublement	14 028	11 002	35 922	17 304	16 530
Papiers et produits connexes	73 219	85 449	23 325	147 569	36 496
Imprimerie, édition et industries connexes	16 292	28 561	2 615	1 976	7 516
Métaux primaires	196 688	158 526	29 306	34 502	25 914
Produits métalliques	15 597	53 341	15 307	26 686	17 065
Machinerie	10 213	1 320	1 565	38 739	15 397
Matériel de transport	65 698	48 630	88 560	139 943	196 228
Appareils et matériel électriques	6 632	35 624	12 147	29 050	22 732
Produits minéraux non métalliques	21 645	32 964	23 876	117 425	20 802
Produits du pétrole et du charbon	0	0	0	0	0
Produits chimiques et produits connexes	6 068	984	10 238	12 791	38 789
Industries manufacturières diverses	3 753	390	12 782	17 785	20 031
Total	**774 552**	**646 045**	**538 876**	**777 134**	**723 579**

SOURCE: Travail Québec.

qui le situe à la première place à cet égard dans le secteur manufacturier québécois. Par ailleurs, cette industrie est sensiblement affectée par des arrêts de travail en 1985 et le nombre de jours-personnes perdus pour ce motif touche 196 228 comparativement à une moyenne de 85 708 jours-personnes pour les années 1980 à 1984. La rémunération hebdomadaire moyenne occupe le cinquième rang dans le secteur de la fabrication québécoise et s'établit à 535,80 $ en 1985, affichant une majoration de 7,8% par rapport à 1984. Comme résultante de la croissance de l'emploi et des taux de rémunération, les traitements et salaires versés par les entreprises de matériel de transport progressent de 12,1% en 1985 comparativement à 1984 et totalisent 1 033,7 millions de dollars.

Dans leur ensemble, les manufacturiers de matériel de transport canadiens signalent une chute de 4,5% de leurs profits en 1985. Celle-ci fait suite aux augmentations majeures de 386,4% et 55,6% enregistrées respectivement en 1983 et 1984. Ainsi, les sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars déclarent des bénéfices de 3 663 millions de dollars en 1985. Ce niveau représente néanmoins près de 48% des bénéfices totaux affichés par les sociétés canadiennes manufacturières de biens durables alors que l'industrie du matériel de transport n'effectue que 37,3% des expéditions de biens durables au Canada.

Parmi les faits saillants de l'année 1985, mentionnons la décision d'un important constructeur automobile étranger de s'implanter sur le territoire du Québec. L'activité ne sera toutefois à la hausse que dans quelques années, seulement lorsque l'usine projetée entrera en opération. Cette implantation favorise néanmoins, à court terme, l'activité dans le secteur de de la construction.

Dans le domaine de l'aéronautique, Canadair affiche des résultats satisfaisants pour une deuxième année consécutive. La société SPAR Aerospace de Sainte-Anne de Bellevue a signé avec le gouvernement fédéral un protocole d'entente pour un investissement de 300 millions de dollars, réparti sur cinq ans, dans la robotique, l'électronique et les communications de pointe; cette société a atteint la célébrité pour la conception et la fabrication du Canadarm, le bras canadien de la navette spatiale américaine. Par ailleurs, la société Pratt et Withney de Longueuil annonce un programme quinquennal de 575 millions de dollars pour la mise au point de trois moteurs. L'un de ces moteurs est destiné à la firme Bell Hélicoptère de Mirabel et un second moteur vise le marché de la future génération d'avions d'affaires. L'aéronautique est intimement liée à la métallurgie, à l'aérodynamique, à l'électronique, au monde des ordinateurs et toutes ces activités trouvent leur application dans d'autres secteurs. L'activité dans l'aéronautique comporte donc un effet d'entraînement important dans des domaines technologiques variés.

D'autre part, l'industrie de la construction navale au Québec souffre d'une surcapacité de production, comme c'est le cas ailleurs au Canada et dans de nombreux pays. De plus, le 30 juin 1985, le gouvernement fédéral à mis un terme à son programme d'aide aux constructeurs de navires, éliminant ainsi les subventions de 9% à l'extension des installations et de 3% à l'amélioration de la productivité dans les chantiers maritimes. Si rien de nouveau ne s'inscrit aux carnets de commandes des chantiers canadiens, d'ici la fin de 1986, les seuls contrats de construction de navires en cours au Canada seront ceux de la phase I du programme des frégates, pour six navires, et ceux de deux brise-glaces qui doivent être livrés en 1987 par Marine Industrie de Sorel et Versatile Pacific de Vancouver.

Dans l'ensemble de l'industrie du matériel de transport les entreprises du Québec dépensent 127,5 millions de dollars en 1985 pour des immobilisations en constructions, machines et équipements, ce qui constitue un montant supérieur de 44,6% à la moyenne des quatre années précédentes, moyenne qui s'inscrit à 88,2 millions de dollars. Outre l'implantation de nouvelles installations, ces dépenses traduisent les efforts des entreprises qui, face à la concurrence internationale, investissent dans des équipements modernes et se convertissent à de récents produits en général plus sophistiqués.

L'industrie des produits électriques et électroniques

Après avoir connu une croissance vigoureuse en 1984, stimulée notamment par ses exportations, l'industrie québécoise des produits électriques et électroniques consolide sa position en 1985 alors que la valeur de ses expéditions progresse de 4,7%, dans un contexte de hausse de prix plutôt mitigée. En effet, l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur ne s'apprécie que de 2,3% en 1985 de sorte qu'exprimée en termes réels, la valeur des expéditions est en hausse de 2,4% en regard de 1984 où l'augmentation atteignait plus de 6,5%. L'activité de cette industrie est plus intense dans le reste du Canada et, au Canada dans son ensemble, la valeur des expéditions croît de 10,4% en 1985. Cette situation entraîne un fléchissement de la part du Québec dans la valeur totale des expéditions canadiennes de cette industrie, part qui diminue à 25% en 1985 tandis qu'elle atteignait 26% en 1984 et 26,5% en 1983.

Les marchés extérieurs ont contribué de façon notable à accentuer le niveau d'activité de l'industrie au Québec. En 1983, la part des livraisons internationales, principalement aux États-Unis, représentait 21,5%. Entre 1979 et 1983 les exportations ont progressé à un rythme annuel moyen de 16,7% tandis que les livraisons au reste du Canada et au Québec croissaient respectivement de 12,1% et de 7,7% au cours de cette même période. La forte expansion de l'industrie, enregistrée au cours de la présente décennie, est obtenue à la faveur d'une spécialisation dans la fabrication d'équipements de communication, lesquels connaissent une demande très ferme, ainsi qu'à la faiblesse du dollar canadien vis-à-vis son équivalent américain.

La liste des 25 principaux produits exportés par le Québec comporte trois items relatifs à l'industrie des produits électriques et électroniques, lesquels comptent pour 7% de la valeur totale des exportations québécoises en 1985. Ensemble, ces exportations croissent de 2,1% en 1985, mais leur évolution respective n'est pas uniforme. La valeur des exportations de tubes électroniques et semi-conducteurs, 6e dans la liste, atteignent 623,4 millions de dollars en 1985, en hausse de 17,4% par rapport à 1984 où elle augmentait de 139,4%. On assiste par ailleurs à un revirement de situation au niveau du matériel commercial de télécommunication car suite à des augmentations de 37,9% et de 70,6% en 1983 et en 1984, la valeur des exportations fléchit de 5,6% en 1985 pour totaliser néanmoins 484,0 millions de dollars; ce produit figure au 8e rang de la liste des 25 principaux produits. En vertu de la nouvelle classification des activités économiques de 1980, le groupe machines et matériel de bureau est intégré à l'industrie des produits électriques et électroniques; toutefois, cette composante introduit une tendance à la baisse dans les échanges extérieurs de l'industrie puisque la valeur des exportations de ces produits accuse une diminution de 16,5% en 1985. Les relations commerciales internationales impliquant des produits électriques et électroniques sont également intensives dans l'autre direction. En effet, les trois produits énumérés précédemment figurent aussi sur la liste des 25 principaux produits importés au Québec, et cette liste inclut encore un autre produit de cette industrie, soit les téléviseurs, radios et phonographes. Réunis, ces quatre principaux produits sont responsables de 7,6% de la valeur totale des importations dédouanées au Québec, ce qui représente 1,6 milliard de dollars. Cette pénétration des produits étrangers limite le potentiel de croissance de l'industrie au Québec, mais après avoir enregistré des taux de croissance de 48,8% en 1983 et de 49,5% en 1984, la valeur de ces importations ne s'accroît que de 0,11% en 1985, ce qui reflète une chute en volume.

La valeur totale de la production de l'industrie des produits électriques et électroniques s'établit à 3 332,0 millions de dollars en 1985, ce qui représente 5,1% de la production manufacturière totale au Québec. Il s'agit d'une hausse de 5,1% par rapport à 1984; toutefois, la valeur des consommations intermédiaires s'accroît à un rythme supérieur, soit de 5,7%, ce qui limite à 4,5% l'appréciation de la valeur ajoutée qui totalise 1 647,9 millions de dollars en 1985. L'industrie a majoré de 1 252 le nombre de ses salariés en 1984 ce qui représente une augmentation de 3,9% de son personnel. En 1985, on observe un nouvel accroissement de 1,5% qui porte à 33 847 la taille de ses effectifs. En dépit d'une expansion de sa production au cours des dernières années, ces hausses successives de l'emploi s'accompagnent d'une baisse de la position relative de l'industrie au chapitre de la productivité. Ainsi, la valeur ajoutée par heure-personne ne croît que de 4% en 1984 et de 4,4% en 1985 où, à raison de 35,30 $, elle se situe en deçà de la moyenne de 37,70 $

affichée pour l'ensemble des industries de biens durables. En 1983, la valeur ajoutée par heure-personne était de 32,50 $ dans cette industrie en regard de 29,50 $ pour l'ensemble des industries de biens durables.

Conjugué à la hausse de l'emploi, le renchérissement de 4,9% de la rémunération hebdomadaire moyenne entraîne, en 1985, une hausse de 7% des salaires et traitements versés dans l'industrie, lesquels totalisent 911,0 millions de dollars. On dénombre 22 732 jours-personnes perdus à cause de conflits de travail comparativement à 29 050 en 1984. Dans l'ensemble du Canada, la rentabilité de l'industrie diminue légèrement en 1985. Après avoir progressé de 16,4% en 1984, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars diminuent de 5,4% en 1985 pour se situer à 1,0 milliard de dollars.

Au Québec, les dépenses en immobilisations de l'industrie s'élèvent à 164 millions de dollars en 1985, soit 14,8% de plus qu'en 1984 et 36,6% de plus que la moyenne de 120,1 millions de dollars observée entre 1980 et 1984. Ces dépenses reflètent aussi le fait que plusieurs manufacturiers anticipent une croissance marquée dans plusieurs secteurs de l'industrie, notamment celui de la robotique, à l'aube d'une nouvelle ronde de négociations du GATT. En effet, avec l'abaissement des barrières tarifaires les producteurs considèrent que le secteur manufacturier en général devra de plus en plus s'automatiser pour conserver sa compétitivité sur les marchés.

L'industrie des produits minéraux non métalliques

Après une croissance de près de 22% en 1984, la valeur de la production des fabricants québécois de produits minéraux non métalliques augmente de 11,5% en 1985 pour se chiffrer à 1 634,5 millions de dollars. Favorisée par la réduction des taux d'intérêt, cette activité s'explique également par les hausses substantielles enregistrées dans la valeur des contrats accordés dans le secteur du bâtiment non résidentiel en 1985 et dans le secteur des travaux de génie en 1984, puisque la réalisation de ces derniers contrats se reflète davantage en 1985 qu'en 1984. Autre élément favorable à l'augmentation de la production des usines québécoises, les exportations de l'industrie se sont accrues de 42,6% en 1984 et de 11,1% en 1985. Ces exportations, destinées majoritairement aux États-Unis, bénéficient de la vigueur qui caractérise l'industrie de la construction dans le Nord-Est américain. Elles tirent par ailleurs parti de la "Gas-Tax" de 0,05 $ U.S. par gallon levée par le gouvernement pour financer un fond destiné à la reconstruction de l'infrastructure routière en Nouvelle-Angleterre. Par ailleurs, depuis le milieu des années 1970, le ralentissement de l'activité dans l'industrie de la construction et la nocivité potentielle de ce matériau ont fait chuter la production de produits d'amiante. Le redressement cyclique de la construction non résidentielle chez les partenaires commerciaux du Québec a eu quelques effets bénéfiques sur la demande, mais la part des achats de produits d'amiante dans la valeur des travaux de construction semble devoir poursuivre son déclin.

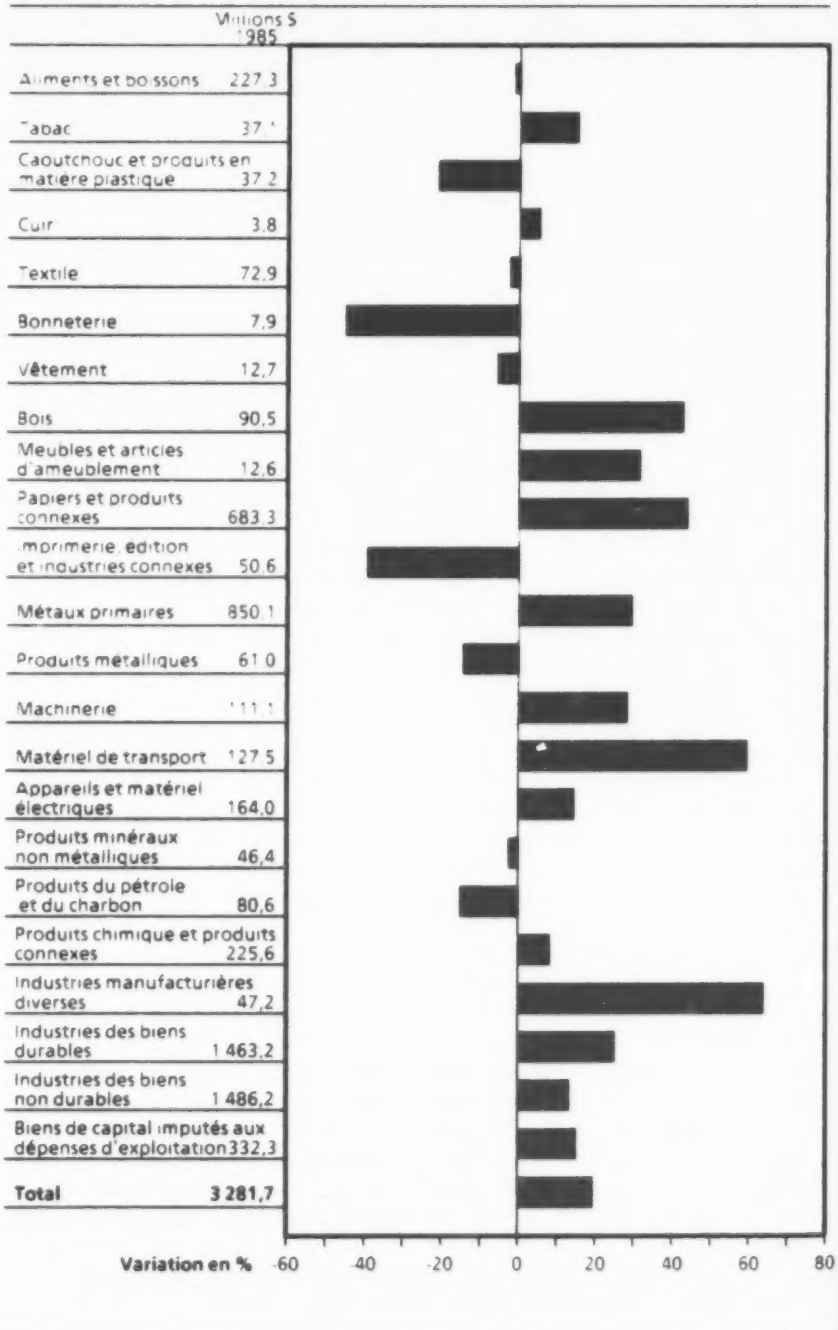
Après une hausse de 1,7% en 1984, l'indice canadien des prix de vente de l'industrie des produits minéraux non métalliques s'apprécie de 3,2% en 1985. Une fois dégonflée par cet indice, la valeur des expéditions québécoises progresse de 15,6% en 1984 et de 8% en 1985. Au niveau canadien, le ralentissement économique qu'affichent les provinces de l'Ouest par rapport à celles de l'Est entraîne, au cours des dernières années, une augmentation de la part relative du Québec dans les expéditions canadiennes de l'industrie. Pour les deux plus récentes années, cette part s'élève à 23,2% en regard d'une moyenne de 21% entre 1981 et 1983. On peut déduire que la situation financière de la composante québécoise de l'industrie est très enviable puisqu'en dépit d'une activité ralentie dans l'ouest du pays, les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs sont supérieures à 10 millions de dollars affichent de très bons résultats. En effet, ces bénéfices atteignent le niveau de 667 millions de dollars en 1985, en hausse de 35,6% par rapport à l'année précédente. Pour les deux dernières années, la croissance moyenne est de 36,5% comparativement à 20,9% pour l'ensemble des industries de biens durables.

Au Québec, le regain d'activité de l'industrie au cours des dernières années a entraîné le recouvrement de 475 des 1 315 emplois perdus en 1982. Plus particulièrement en 1985, les effectifs augmentent de 1,6% et regroupent 12 113 salariés en regard de 11 920 en 1984. L'accroissement ininterrompu de l'emploi depuis 1982 a été accompagné d'un gain annuel moyen de 15,4% au chapitre de la productivité.

Ainsi, la valeur ajoutée par heure-personne atteint 41,80 $ en 1985, en hausse de 9,4% en regard de 1984, année où elle s'était accrue de 22%. Une faible hausse de 2,3% porte la rémunération hebdomadaire moyenne à 469,80 $ en 1985 ce qui, conjugué à l'addition de 193 emplois, entraîne une appréciation de 5,3% des salaires et traitements totaux payés dans l'industrie: ceux-ci se chiffrent à 308,1 millions de dollars en 1985. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est évalué à 20 802 soit le plus bas niveau des cinq dernières années. Alors que l'industrie regroupe 2,5% de l'emploi total dans le domaine de la fabrication au Québec, d'importants conflits de travail avaient entraîné, en 1984, la perte de 117 425 jours-personnes, soit plus de 15,1% du total des jours perdus dans l'ensemble du secteur manufacturier québécois.

Les entreprises oeuvrant dans l'industrie des produits minéraux non métalliques réalisent des dépenses d'immobilisation de 46,4 millions de dollars au Québec en 1985. Ce montant est sensiblement le même que celui de l'année précédente, ce qui demeure en deçà de la moyenne de 55 millions de dollars inscrite pour les années 1980 à 1983. Une fraction substantielle de ces capitaux est affectée à la modernisation de certaines cimenteries, au remplacement d'une partie du parc de camions-malaxeurs et à divers projets reliés à l'environnement. Par ailleurs, les investissements ont permis l'inauguration, à Montréal en décembre 1985, du plus important laboratoire privé de l'industrie nord-américaine du ciment. Ce centre international de recherche et de technique étudiera tout particulièrement l'usage du béton dans les nouveaux puits pétroliers au large des côtes.

Graphique 8E
Immobilisations par industrie, fabrication 1985/1984



L'industrie des aliments et l'industrie des boissons

Dans la nouvelle classification des activités économiques de 1980 (CAE1980), l'industrie des aliments et boissons, telle que définie dans la CAE1970, est désormais découpée en deux groupes d'industries distincts, soit le groupe d'industries des aliments et le groupe d'industries des boissons. Tel que mentionné précédemment, plusieurs statistiques pertinentes à la description de ces secteurs n'existent pas encore selon la désagrégation CAE1980. Il s'agit principalement des bénéfices de base des sociétés, des immobilisations et des jours perdus en arrêt de travail. Ces variables sont décrites dans la section du groupe aliments mais il faut garder à l'esprit qu'elles concernent les deux groupes d'industries puisqu'il n'est pas possible d'imputer précisément la part de chacun.

La valeur des expéditions de l'industrie québécoise des aliments croît de 1,8% en 1985, alors qu'au Canada la hausse est de 2,9%, ce qui donne lieu à un léger fléchissement de la part relative du Québec dans les expéditions canadiennes de cette industrie. Cette part passe en effet à 26,7% en 1985, en regard de 27,2% l'année précédente. Après avoir enregistré une hausse de 7,3% en 1984, la valeur de la production de l'industrie québécoise des aliments ne connaît qu'une faible croissance de 1,2% en 1985. Il faut toutefois noter que les prix de vente dans cette industrie progressent très peu au cours de l'année, reflétant ainsi la forte concurrence qui y règne. En effet, l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur s'accroît à peine de 1,1% en 1985 et il en ressort, qu'en termes réels, l'industrie a réussi à maintenir son niveau de production de l'année précédente, ce qui reflète en partie l'inélasticité de la demande pour les produits essentiels. La valeur de la production, qui totalise 9 611,7 millions de dollars courants en 1985, représente plus de 14,7% de la valeur totale de la production du secteur manufacturier québécois ce qui classe l'industrie des aliments au premier rang à ce chapitre dans le domaine de la fabrication.

Bien qu'elle soit moins intensive en main-d'oeuvre que la moyenne des industries québécoises, l'industrie des aliments est néanmoins responsable de près de 9% de l'emploi total du secteur manufacturier. Il s'agit par ailleurs d'une des rares industries à augmenter la taille de ses effectifs en 1985. On y dénombre 42 987 salariés comparativement à 42 103 en 1984, soit une hausse de 2,1%. La rémunération hebdomadaire moyenne, évaluée à 414,10 $ est en hausse de 1,9% en 1985 ce qui est faible en regard de l'augmentation de 4,2% enregistrée pour l'ensemble des industries. Néanmoins, compte tenu de l'emploi de 884 travailleurs additionnels, les salaires et traitements déboursés par les entreprises du secteur de l'alimentation inscrivent une hausse de 4% pour atteindre 997,7 millions de dollars en 1985, comparativement à 959,5 millions de dollars en 1984.

Alors que la valeur de la production s'accroît tout juste de 1%, les coûts des matières premières et des combustibles utilisés augmentent respectivement de 1,4% et de 4,6%, entraînant une diminution de 0,4% dans la valeur ajoutée des activités manufacturières qui se chiffre ainsi à 2 239,7 millions de dollars en 1985. On assiste à un léger recul de 1,1% de la productivité qui, mesurée selon le ratio valeur ajoutée par heure-personne, est de 36,90 $ en 1985. Ceci contraste avec la tendance des dernières années car, depuis 1981, la productivité s'est améliorée à raison de 11,2% par année pour culminer à 37,30 $ en 1984.

La faible croissance qui caractérise l'industrie québécoise des aliments en 1985 ne peut être attribuée à la demande intérieure si on en juge par la valeur des ventes au détail des grands magasins d'alimentation. Celle-ci affiche en effet une augmentation de 11,2% et atteint 835,2 millions de dollars en 1985 tandis que l'année précédente elle se chiffrait à 751,3 millions de dollars, en hausse de 5,9%.

L'explication réside davantage du côté des marchés extérieurs puisque les deux principaux produits alimentaires exportés par le Québec, soit les viandes fraîches, réfrigérées, congelées et les produits laitiers, affichent respectivement des baisses de 0,8% et de 8,8% en 1985. Au total, la valeur de ces exportations baisse de 3,8% et représente 531,4 millions de dollars comparativement à 552,3 millions de dollars en 1984. Pour mieux comprendre cette situation du marché, mentionnons que les pressions protectionnistes se sont avivées au cours de l'année. Ainsi, le Département du Commerce des Etats-Unis a conclu que le porc canadien importé jouissait d'une aide financière de la part des gouvernements canadiens, ce qui était au détriment des producteurs américains; les Etats-Unis ont alors décrété une taxe compensatoire, mais uniquement

sur le porc vivant. Face aux aliments canadiens, la CEE et le Japon ont également érigé des barrières visant à protéger leur industrie domestique tandis que certains pays en voie de développement ont entrepris d'exporter leurs produits à des prix plus compétitifs que ceux du Canada. Par ailleurs, le marché mondial pour les produits laitiers est saturé et la concurrence des succédanés est parfois très vive.

Tel que mentionné précédemment, les statistiques disponibles sur les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars regroupent l'industrie des aliments et des boissons; ces bénéfices s'élèvent à 1 981 millions de dollars au Canada en 1985 et sont en hausse de 10,5% par rapport à 1984. Par l'importance des profits qui y sont déclarés, le groupe aliments et boissons vient au 4e rang du secteur manufacturier où il représente 9,4% du total.

L'industrie des aliments a consacré de fortes sommes à se réorganiser en vue de pouvoir répondre aux besoins nouveaux et plus sophistiqués des consommateurs. Ainsi, pour satisfaire la demande croissante de produits nouveaux, l'industrie a réalisé des dépenses en immobilisations de 227,3 millions de dollars en 1985, conservant ainsi le niveau atteint en 1984 lequel résultait d'une hausse de près de 28% sur l'année 1983. Ces montants incluent les immobilisations de l'industrie des boissons où l'accent a été mis sur la publicité et sur la multiplication des innovations afin de remédier à la stagnation du marché. Pour les brasseries qui comptent pour au-delà de 50% des ventes totales de boissons de toutes sortes, une des solutions au manque de vigueur de la demande réside dans l'extension de leurs marchés hors des frontières canadiennes et elles se préparent à relever le défi du libre-échange avec les États-Unis. A cet effet, une partie de leurs investissements vise à doter l'industrie de l'infrastructure nécessaire à l'augmentation de la capacité de production permettant la percée du marché américain.

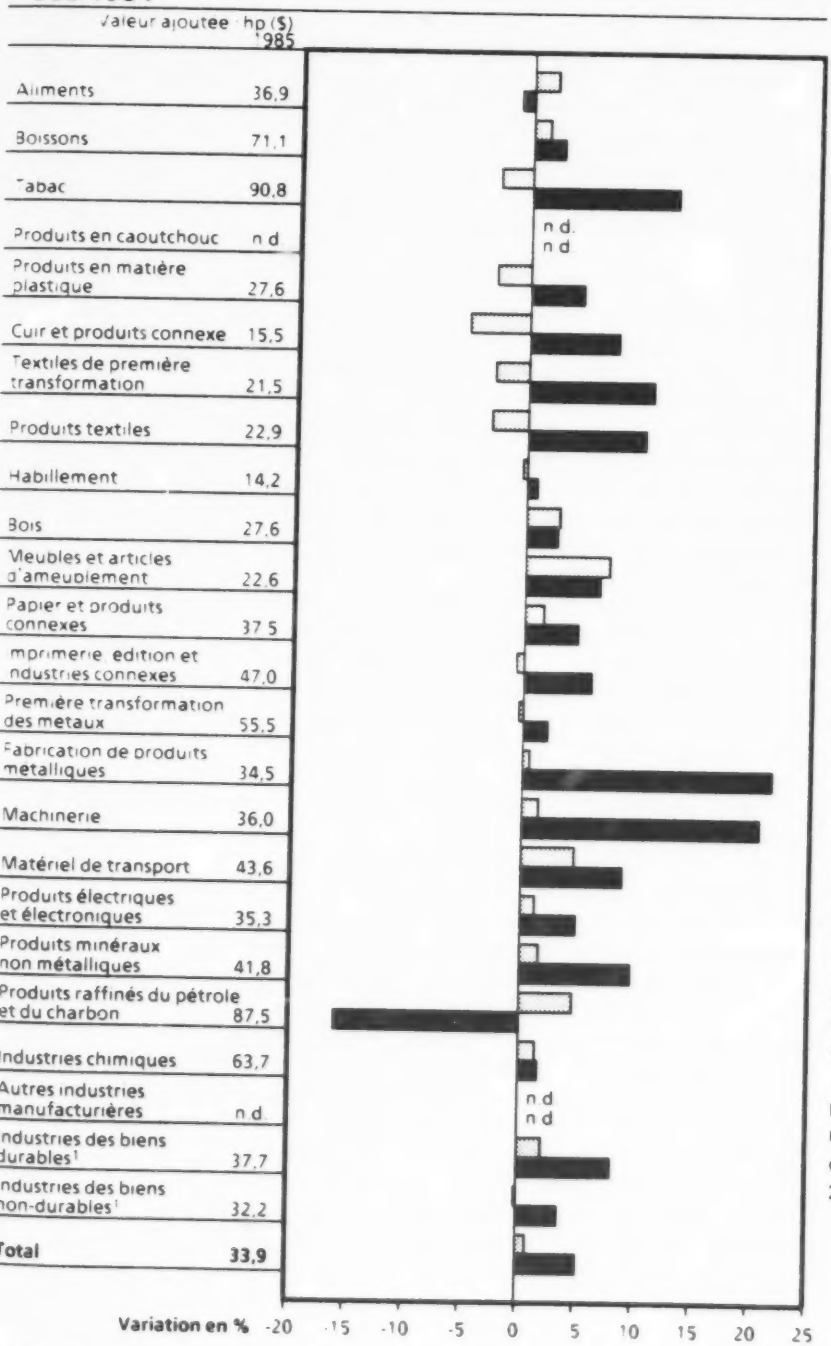
Dans l'industrie des aliments et boissons, les 21 conflits de travail qui éclatent en 1985 se soldent par la perte de 87 487 jours-personnes. Bien que ce nombre soit moins élevé que l'année précédente, l'industrie occupe, en 1985, la première place pour ce qui est des arrêts de travail dans le secteur manufacturier québécois où elle détient plus de 12,1% du total des journées perdues. En comparaison, l'année 1984 avait donné le jour à 28 conflits de travail et le nombre de jours-personnes perdus s'établissait à 95 855.

A l'instar de l'industrie des aliments, l'industrie des boissons évolue dans un marché peu dynamique et réussit à peine à maintenir le volume de ses expéditions en 1985. Alors que la valeur des expéditions augmente de 3,3% en 1985, l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur croît de 3,6% ce qui se traduit par une légère baisse des expéditions réelles. Par ailleurs, les composantes québécoise et canadienne de cette industrie marchent sensiblement au même pas et la part du Québec dans les expéditions canadiennes est de 26,5% en 1985, en regard de 26,4% l'année précédente. A l'exception de l'année 1983, où elle était descendue à 25,7%, la part du Québec se maintient en moyenne à 26,5% depuis 1981.

La valeur de la production manufacturière de l'industrie des boissons s'élève à 730,8 millions de dollars, au Québec, en 1985, ce qui représente une hausse de 5,6% en regard de 1984. La valeur des consommations intermédiaires augmente un peu moins, soit de 5,2%, ce qui permet un accroissement de 5,8% de la valeur ajoutée manufacturière qui atteint 730,8 millions de dollars. La situation de l'emploi se caractérise par une hausse de 1,9% du nombre de personnes employées, lequel se situe à 9 704 en 1985 comparativement à 9 523 en 1984 et 9 826 en 1983. Cette augmentation des effectifs limite à 2,6% la croissance de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'établit à 71,10 $ par rapport à 69,30 $ en 1984. L'industrie des boissons vient au troisième rang du secteur manufacturier québécois quant à l'importance de la valeur ajoutée par heure-personne, elle suit ainsi l'industrie du tabac et l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon. Les salaires et traitements versés, totalisant 304,5 millions de dollars en 1985, sont en hausse de 3,1%.

Graphique 8F

Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie 1985/1984



n.d. : Donnée non disponible
1 Total excluant les données confidentielles

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1980-1985*

L'industrie du tabac

L'industrie du tabac est particulièrement touchée, ces dernières années, par les hausses de taxe des deux paliers de gouvernement et par les campagnes anti-tabac. Les ventes de cigarettes sont en baisse au Canada, passant de 63,1 milliards d'unités vendues en 1983 à 61,7 milliards en 1984 puis à 58,9 milliards en 1985. Face à une demande qui s'amenuise, la stratégie des entreprises consiste à gruger le marché des concurrents en introduisant de nouveaux produits et à compresser les coûts de production. Parallèlement, pour se prémunir contre tout déclin éventuel dans leur part de marché ou dans les ventes globales de l'industrie, les sociétés mères s'efforcent de réduire leur dépendance face aux produits du tabac en réinvestissant les fonds de leurs filiales dans des secteurs d'activité appelés à une forte croissance. Cette diversification ne délaisse néanmoins pas totalement le secteur du tabac et le programme de modernisation, amorcé déjà depuis quelques années, est particulièrement intense en 1985. Soucieuses d'accroître leur productivité et leur rentabilité, notamment par l'installation de machines plus rapides, les entreprises accélèrent leurs immobilisations qui totalisent ainsi 37,1 millions de dollars, en hausse de près de 16% sur l'année 1984. La moyenne pour la période comprise entre 1980 et 1984 s'élevait à 23,9 millions de dollars.

Après deux ans de faible croissance, la situation se redresse sensiblement en 1985. Bénéficiant d'une hausse de 6,7% de l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur, la valeur des expéditions de produits du tabac grimpe de 13,3% pour atteindre 781,6 millions de dollars en regard de 689,9 millions en 1984. Le taux d'utilisation des capacités à l'échelle nationale reflète cette recrudescence des activités: de 86,3% qu'il était en 1982, ce taux a chuté à 79,1% l'année suivante puis à 74,4% en 1984 pour finalement remonter à 76,1% en 1985. Par ailleurs, le Québec connaît une croissance de ses expéditions supérieure à celle de l'Ontario où est concentré le reste de la production au Canada. Ainsi, la part du Québec dans les expéditions canadiennes du secteur tabac augmente de plus de 5 points de pourcentage, passant de 44,4% en 1984 à 49,7% en 1985.

La production au Québec est évaluée à 840,4 millions de dollars en 1985, en hausse de 13,7%. Le coût des matières et fournitures utilisées évolue à un rythme supérieur, soit 14,7%, et on observe une augmentation de 13,0% de la valeur ajoutée qui s'établit à 475,5 millions de dollars.

Sensiblement affectés par le fléchissement de la demande, les employeurs poursuivent la réduction de leurs effectifs. On dénombre ainsi 3 990 salariés dans l'industrie du tabac en 1985 ce qui représente une nouvelle diminution de 2,6% faisant suite aux contractions de 1,8% en 1982, 3,9% en 1983 et 4,9% en 1984. Au rythme d'une baisse annuelle moyenne de 3,4%, il s'est perdu plus de 583 emplois dans ce secteur depuis 1981. Les baisses successives de l'emploi, combinées à une intensification en capital, entraînent une amélioration appréciable de la productivité; au niveau des activités manufacturières, la valeur ajoutée par heure-personne progresse de 12,9%, en 1985, pour s'établir à 90,80 $ et ainsi classer l'industrie au second rang du secteur manufacturier québécois au chapitre de la productivité. Les travailleurs du tabac se classent au second rang du secteur de la fabrication par l'importance de la rémunération hebdomadaire qu'ils touchent. Celle-ci s'élève à 633,4 $ en 1985, en hausse de 6,8% en regard de l'année précédente, tandis que dans l'ensemble du secteur manufacturier la progression n'est que de 4,2%. On ne relève, par ailleurs, aucun arrêt de travail dans l'industrie en 1985 et les salaires et traitements versés totalisent 142,7 millions de dollars, un montant supérieur de 8,2% à celui de 1984.

A l'échelle canadienne, le redémarrage de la production en 1985 accroît sensiblement la rentabilité de l'industrie. Après une faible hausse de 2,1% en 1984, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars augmentent de 15,4%, en 1985, pour atteindre 344 millions de dollars et ainsi enregistrer leur plus haut niveau des cinq dernières années.

L'industrie des produits en matière plastique

L'industrie québécoise des produits en matière plastique a connu une progression remarquable de 12,4% de la valeur de sa production en 1984, comparativement à 9,7% pour l'ensemble du secteur de la fabrication. En 1985, le rythme de croissance est limité à 4% mais surpasse néanmoins la hausse de 2,3% de l'indice canadien des prix de vente de cette industrie, ce qui permet de dégager une croissance réelle de 1,6% alors que la valeur de la production s'élève à 963,1 millions de dollars courants. Pour une deuxième année consécutive l'activité est toutefois plus intense dans l'ensemble du Canada comme en témoigne la part du Québec dans les expéditions canadiennes de cette industrie. Cette part passe de 26,6% en 1983 à 26,3% en 1984 et à 25,4% en 1985.

Au Québec, l'évolution du coût des intrants, notamment l'énergie, ne laisse place qu'à une augmentation de 2,9% de la valeur ajoutée manufacturière, évaluée à 377,8 millions de dollars en 1985. Néanmoins, au chapitre de l'emploi la diminution de 2,8%, qui fait passer de 8 596 à 8 355 le nombre de salariés, se traduit par une baisse sensible du nombre d'heures-personnes. La valeur ajoutée par heure-personne passe à 27,60 $ en 1985, en regard de 26,50 $ l'année précédente, ce qui représente une hausse de 4,2%.

Rappelons pour mémoire que certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution du secteur des produits en matière plastique ne sont disponibles que sur la base de la CAE1970 et se rapportent également au secteur du caoutchouc et des produits en matière plastique. Cependant, dans la mesure où le nouveau secteur, défini selon la CAE1980, intègre une large partie des caractéristiques de l'ancien, il n'est pas inapproprié de présenter ces variables sous réserve, toutefois, que certaines variables concernent plus précisément le secteur défini en conformité de la CAE1970. Ces variables sont la rémunération hebdomadaire moyenne, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail, les bénéfices de base des sociétés canadiennes et les dépenses en immobilisations.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans le secteur précité est de 401,30 $ en 1985, enregistrant ainsi la plus forte augmentation de tout le secteur québécois de la transformation, soit 11,0%. Ainsi, en dépit de la baisse de l'emploi, les salaires et traitements versés dans l'industrie des produits en matière plastique progressent de 4,8% et se situent à 179,8 millions de dollars. L'industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique connaît d'autre part le deuxième plus haut niveau de perte en arrêts de travail au Québec puisqu'elle totalise à elle seule plus de 12% des jours-personnes non travaillés dans le secteur de la fabrication. En effet, les six conflits de travail affectant 1 541 travailleurs, en 1985, se soldent par une perte de 87 328 jours-personnes alors qu'en 1984 on relevait 1 486 jours-personnes perdus.

Les sociétés ayant des actifs de 10 millions de dollars et plus dans l'industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique déclarent des profits de 318,0 millions de dollars au Canada en 1985, en baisse de 2,8% par rapport à 1984, année où ces bénéfices avaient progressé de plus de 50% et atteint leur niveau le plus élevé depuis le début de la décennie. Le haut niveau de profit atteint ces dernières années favorise les investissements; ainsi, au Québec, l'industrie réalise des dépenses d'immobilisation pour une valeur de 37,2 millions de dollars en 1985. Cette valeur se situe en deçà du niveau de 47,9 millions enregistré en 1984, mais surpasse tout de même de plus de 10,5 millions la valeur moyenne des dépenses en immobilisations observée au cours de la période comprise entre 1980 et 1983.

L'industrie du cuir

Dans l'industrie québécoise du cuir et des produits connexes, la forte progression de l'activité enregistrée en 1984 n'était que passagère et, de nouveau en 1985, la majorité des indicateurs est en régression, conformément à la tendance à la baisse observée depuis plusieurs années. A l'exception de 1984, même si la progression de l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur se situe continuellement en dessous de la moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier, une fois dégonflée par cet indice, la valeur des expéditions de cette industrie recule sans cesse. Exprimées en volume, les expéditions diminuent ainsi de 7,2% en 1985 alors que les prix augmentent de 2,3%; depuis 1981 les baisses cumulatives totalisent 16% ce qui représente une chute annuelle moyenne de 4,2% du volume des expéditions. Sur ce plan, l'industrie du cuir vient au second rang quant à la gravité de sa situation, soit immédiatement après l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon.

L'industrie canadienne du cuir et des produits connexes est concentrée à 95% en Ontario et au Québec. La part du Québec dans les expéditions canadiennes représente 33,9% en 1985, alors qu'elle se situait au delà de 36% au début de la décennie. La répartition des dépenses d'immobilisation de l'industrie au Canada confirme cette tendance à la baisse. En effet, alors qu'elle est responsable, en 1985, de 60,2% des expéditions canadiennes de produits du cuir, la province de l'Ontario reçoit plus de 78% des dépenses en immobilisations. Au Québec, ces dépenses, en hausse de 5,6% en regard de 1984, sont évaluées à 3,8 millions de dollars et représentent ainsi moins de 20% du total canadien.

La valeur de la production de l'industrie québécoise du cuir et des produits connexes s'élevait à 534,6 millions de dollars en 1984, en hausse de 17%. Cette production fléchit de 1% en 1985 et se chiffre à 528,9 millions de dollars. Pourtant, les ventes au détail de chaussures, auxquelles on associait en 1983 plus de 65% des expéditions des fabricants québécois d'articles en cuir, s'accroissent de 7% en 1985, reflétant ainsi une pénétration plus intense des produits étrangers. Au niveau de l'activité manufacturière, le coût des intrants évolue pratiquement au même rythme que la production et à raison de 249,4 millions de dollars, la valeur ajoutée en 1985 demeure au même niveau que l'année précédente. Malgré cette stagnation de la valeur ajoutée, la chute de 5,2% dans l'emploi fait passer le nombre de salariés à 9 246 en regard de 9 753 en 1984 et s'accompagne d'une réduction encore plus marquée du nombre d'heure-personnes payées. On observe une amélioration de la productivité telle qu'illustrée par la valeur ajoutée par heure-personne qui augmente de 7,6% en 1985 pour s'établir à 15,51 $. Toutefois, en dépit de la fermeture des usines non rentables et d'un important programme de modernisation combiné au rétablissement, en 1982, des quotas à l'importation de chaussures en cuir, la croissance annuelle moyenne de la productivité dans l'industrie du cuir, pour la période comprise entre 1981 et 1985, est de 5,1% comparativement à 7% dans l'ensemble du secteur de la fabrication. La rémunération hebdomadaire moyenne de l'industrie, qui déjà en 1984 était inférieure de 32% à la moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier, diminue de 1,7% en 1985 soit d'environ 15 $, pour se situer à 279,85 $ et devenir ainsi la deuxième plus faible du secteur manufacturier québécois. Au plan des relations de travail, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail passe à 3 710 en 1985 comparativement à 5 280 un an plus tôt. Les baisses de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne se traduisent par un fléchissement de 2,9% des salaires et traitements versés dans l'industrie du cuir et des produits connexes. Ceux-ci totalisent 146,6 millions de dollars en 1985 alors qu'en 1984 ils atteignaient 150,9 millions de dollars, en hausse de 10,8%.

Dans le domaine des articles en cuir on assiste, depuis plusieurs années, à un déplacement de la production mondiale à la faveur des pays en voie de développement. Ce déplacement est principalement attribuable au fait que l'industrie continue d'être relativement intensive en main d'oeuvre et ne requiert qu'un bas niveau de qualification et d'investissement en capital. Ainsi, en dépit de la diminution des coûts en main-d'oeuvre au Québec ainsi qu'au Canada, ces derniers demeurent sans commune mesure avec ceux des principaux concurrents d'outremer, particulièrement ceux des pays en voie de développement. Ces pays accaparent une portion croissante du marché national, déjà faible, et contribuent à maintenir les prix des fabricants canadiens à un point qui ne leur permet guère de conserver un niveau soutenu de leurs profits. Ainsi, au Canada les profits des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars chutent de près de 22% en 1985. A raison de 25 millions de dollars courants, ceci surpasse à peine le niveau le plus bas, soit de 24 millions de dollars courants, enregistré en 1982; en termes réels, la diminution est substantielle.

L'incertitude qui plane au sujet de la rentabilité de l'industrie du cuir à moyen terme est de nouveau alimentée à la fin de l'année 1985. En effet, sous la pression des associations de consommateurs et des partenaires commerciaux du Canada, le gouvernement fédéral décide alors de se conformer aux recommandations du Tribunal canadien des importations et de mettre fin aux quotas touchant les chaussures en cuir pour hommes et garçons. Or, on se rappellera qu'en 1981, suite à la levée du contingentement des chaussures de cuir, la part des producteurs canadiens s'était rétrécie sérieusement; devant cette situation, les quotas sur les importations avaient été reconduits, en juillet 1982, et cela s'était soldé par une forte remontée de la part des fabricants canadiens.

Tableau 8.8
Salaires et traitements, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Aliments	836 615	875 966	918 683	959 532	997 710
Variation en %		4,7	4,9	4,5	4,0
Boissons	243 955	261 055	275 348	295 486	304 506
Variation en %		7,0	5,5	7,3	3,1
Tabac	105 250	117 122	126 731	131 855	142 682
Variation en %		11,3	8,2	4,0	8,2
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en matière plastique	147 520	146 070	151 755	171 552	179 833
Variation en %		-1,0	3,9	13,1	4,8
Cuir et produits connexes	145 931	134 411	136 255	150 937	146 632
Variation en %		-7,9	1,4	10,8	-2,9
Textiles de première transformation	314 352	283 531	325 478	354 213	360 506
Variation en %		-9,8	14,8	8,8	1,8
Produits textiles	234 970	220 926	255 768	272 613	278 612
Variation en %		-6,0	15,8	6,6	2,2
Habillement	859 563	845 606	882 756	942 064	984 379
Variation en %		-1,6	4,4	6,7	4,5
Bois	443 070	393 194	493 795	435 078	479 644
Variation en %		-11,3	25,6	-11,9	10,2
Meubles et articles d'ameublement	257 497	221 119	239 674	258 975	287 650
Variation en %		-14,1	8,4	8,1	11,1
Papier et produits connexes	1 034 255	1 075 278	1 156 073	1 280 750	1 351 920
Variation en %		4,0	7,5	10,8	5,6
Imprimerie, édition et industries connexes	523 128	564 311	630 105	668 320	701 538
Variation en %		7,9	11,7	6,1	5,0
Première transformation des métaux	792 897	820 355	868 542	934 622	963 882
Variation en %		3,5	5,9	7,6	3,1
Fabrication de produits métalliques	667 295	688 799	656 865	677 734	671 252
Variation en %		3,2	-4,6	3,2	-1,0
Machinerie	305 782	313 489	292 808	307 525	333 402
Variation en %		2,5	-6,6	5,0	8,4
Matériel de transport	910 225	846 644	821 919	922 121	1 033 710
Variation en %		-7,0	-2,9	12,2	12,1
Produits électriques et électroniques	686 481	726 246	758 761	851 245	911 037
Variation en %		5,8	4,5	12,2	7,0
Produits minéraux non métalliques	261 002	253 922	271 709	292 490	308 087
Variation en %		-2,7	7,0	7,6	5,3
Produits raffinés du pétrole et du charbon	118 227	134 022	103 951	106 785	113 190
Variation en %		13,4	-22,4	2,7	6,0
Industrie chimique	571 007	594 709	616 650	680 437	732 774
Variation en %		4,2	3,7	10,3	7,7
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Industries des biens durables[1]	4 324 249	4 263 768	4 404 073	4 679 790	4 988 664
Variation en %		-1,4	3,3	6,3	6,6
Industries des biens non-durables[1]	5 134 773	5 253 007	5 579 553	6 014 544	6 294 282
Variation en %		2,3	6,2	7,8	4,7
Total	9 829 367	9 886 414	10 378 168	11 125 288	11 742 255
Variation en %		0,6	5,0	7,2	5,5

x: Données confidentielles.
1: Total excluant les données confidentielles
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985.

L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles.

L'industrie du textile auparavant définie selon la CAE1970 est désormais, dans la CAE1980, découpée principalement en deux secteurs, soit l'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles, tandis que la fraction composée des accessoires en tissus pour l'automobile est greffée à l'industrie du matériel de transport et que la portion résiduelle est intégrée à l'industrie de l'habillement. Tel que mentionné précédemment, certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution des secteurs définis selon la CAE1980 ne sont disponibles que selon la CAE1970 et dans le cas présent concernent l'industrie du textile en général. Chacun des secteurs CAE1980 sont ainsi abordés séparément et ensuite les variables qui leur sont communes sont passées en revue.

Les usines québécoises de textile de première transformation ne parviennent qu'à maintenir la valeur de leur production à 1 592,7 millions de dollars en 1985, ce qui représente une croissance presque nulle par rapport à 1984 où, suite à un recul de 5,9%, la valeur de la production s'établissait à 1 591,7 millions de dollars. La présence notable de produits importés contribue à limiter l'accroissement des prix et l'indice des prix de vente industriels de ce secteur ne progresse que de 1,2% en 1985. Exprimées en termes réels, les expéditions de textile de première transformation diminuent de 4,5% en 1985, après avoir enregistré une baisse de 3,5% l'année précédente. La diminution est moins marquée dans le reste du Canada et la part des manufacturiers québécois dans les livraisons canadiennes de ce secteur s'abaisse à 54,5%, en 1985, alors qu'elle se chiffrait à 56,5% en 1984 et à 57,5% en 1983.

Le niveau de production génère une valeur ajoutée de 541,2 millions de dollars en 1985, en hausse de 6% en regard de l'année précédente. Après une remontée de 1,6% affichée en 1984, l'emploi baisse de 2,8% en 1985 et porte le nombre total de salariés à 16 309 tandis qu'on en relevait 18 556 en 1981; ceci correspond à une baisse annuelle moyenne de 3,2% depuis 1981. Le fléchissement de 4,4% du nombre d'heures-personnes payées en 1985 donne lieu à une amélioration de 10,8% de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'établit ainsi à 21,50 $ comparativement à 19,40 $ un an plus tôt. La baisse de l'emploi se reflète en partie dans la faible hausse de 1,8% des salaires et traitements versés dans l'industrie, lesquels se chiffrent à 360,5 millions de dollars en 1985 comparativement à 354,2 millions en 1984.

Bien que différente sous certains aspects tels la croissance de la production, des prix de vente industriels et des expéditions en volume, la situation dans l'industrie des produits textiles revêt de nombreux traits communs avec l'industrie du textile de première transformation, notamment au niveau de l'évolution de l'emploi, de la valeur ajoutée et de la valeur ajoutée par heure-personne.

L'industrie textile n'a pas connu de repli de sa production en 1984 et la valeur de celle-ci affiche une augmentation de 5,5% en 1985 pour se situer à 136,7 millions de dollars. L'indice canadien des prix de vente de l'industrie s'accroît par ailleurs de 2,3% ce qui dégage une croissance réelle de 3% en 1985. Les expéditions ne progressent pour leur part que de 0,8% ce qui se traduit par une accumulation d'inventaires; le Québec conserve néanmoins sa part dans l'ensemble des expéditions canadiennes de produits textiles puisque celle-ci se chiffre à 50,2% en 1985 comparativement à 50,6% en 1984.

Le coût total des intrants intermédiaires croît dans une proportion similaire à la production, en 1985, de sorte que la hausse de la valeur ajoutée est limitée à 5,2% et porte celle-ci à 554,4 millions de dollars en regard de 526,7 millions en 1984. On évalue d'autre part à 14 883 le nombre total de travailleurs en 1985, soit une perte de 476 emplois ou l'équivalent de 3,1% par rapport au niveau de 1984. La croissance des salaires et traitements est de 2,2% et s'accompagne d'un gain de 10,1% au chapitre de la productivité telle que reflétée par le ratio "valeur ajoutée par heure-personne" qui passe à 22,90 $ en 1985, en regard de 20,80 $ l'année précédente.

Sur la base des variables relatives à l'industrie textile en général, soient celles définies en vertu de la CAE1970, un des faits saillants en 1985 demeure la situation difficile des relations de travail qui se traduit par cinq conflits, paralysant 1 248 travailleurs et se soldant par une perte de 76 912 jours-personnes. L'industrie du textile est ainsi responsable de 10,6% du total des jours-personnes perdus dans le secteur de la fabrication en 1985. Il faut ajouter à ce bilan la décision de la Société Dominion Textile de mettre fin aux opérations de 2 de ses 14 usines au Québec, mettant ainsi fin à plus de 850 emplois; ces fermetures ont été justifiées par la société comme mesures de son plan de rationalisation en réponse à la croissance des importations provenant des pays à faibles coûts en main-d'oeuvre. Toutes modernisées qu'elles soient, les entreprises canadiennes de textiles ne parviennent toutefois pas à produire à meilleur coût que les pays en voie de développement. En effet, ceux-ci utilisent une technologie pratiquement équivalente à celle en place au Canada, mais paient des salaires de plus de dix fois plus bas ce qui leur confère un avantage de prix évident. Pour illustrer l'intensité de cette concurrence étrangère, mentionnons que la liste des 25 principaux produits d'importations dédouanés au Québec comporte deux produits liés au secteur du textile. Ainsi, la valeur des importations de tissus larges et de fibres textiles, en hausse de 4%, représente plus de 195,7 millions de dollars en 1985 tandis que la valeur des importations de tissus de coton s'élève à 134,8 millions de dollars, inscrivant ainsi une augmentation de 36,5% par rapport à 1984. Notons toutefois qu'une partie de ces hausses résulte du fait que les entreprises ont dû importer des tissus pour approvisionner leurs clients pendant la grève dans le secteur du textile.

Les manufacturiers de textiles écoulent principalement leur production auprès de l'industrie du vêtement. Toutefois, malgré les tarifs douaniers qui frappent les textiles étrangers, les industriels du vêtement se procurent souvent à meilleur prix le tissu importé que celui fabriqué au Canada. Ainsi, pour mettre l'industrie du textile à l'abri de la concurrence étrangère, ceci nécessiterait non seulement un plus fort contingentement des importations de vêtements mais également l'imposition de limites à l'importation de textiles sur lesquels sont déjà prélevés des droits de douane.

L'industrie textile connaît, en 1985, une augmentation de 2,5% de la rémunération hebdomadaire moyenne qui atteint ainsi 361,60 $ alors que dans l'ensemble du secteur manufacturier la rémunération s'élève à 434,60 $, en hausse de 4,2% par rapport à 1984. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs sont supérieurs à 10 millions de dollars dans le domaine du textile reflètent les difficultés de cette industrie en 1985 puisqu'ils fléchissent de 2,6% par rapport à l'année précédente, alors que dans l'ensemble du secteur de la fabrication les profits sont en hausse de 4,2%. A raison de 336 millions de dollars, ces profits se maintiennent néanmoins à un niveau comparable à la moyenne de 358,5 millions observée pour la période allant de 1980 à 1984, lorsqu'on exclut l'année 1982 où ces profits avaient chuté à 140 millions de dollars.

Pour maintenir son marché, l'industrie du textile doit rivaliser avec la concurrence étrangère et être, entre autres, en mesure de répondre aux besoins changeants des manufacturiers de vêtements, lesquels doivent ajuster leurs processus de modernisation et développer de nouveaux produits. Pour cette année, la valeur des immobilisations atteint 72,9 millions de dollars ce qui demeure près de la moyenne de 76,9 millions enregistrée entre 1980 et 1984.

L'industrie de l'habillement

Dans l'industrie de l'habillement, l'année 1985 se caractérise par un ralentissement du rythme de croissance de la production qui se situe à 3,2% alors qu'au cours des deux années précédentes il s'élevait respectivement à 6,8% en 1984 et à 8% en 1983. Cette faible croissance amène la valeur de la production à 3 550,2 millions de dollars en 1985 et n'est pas suffisante pour assurer le maintien des 1 218 emplois récupérés par l'industrie en 1984. Ainsi, c'est par une perte de 318 emplois que se termine l'année 1985 où on évalue à 64 290 le nombre total de salariés, comparativement à 64 678 l'année précédente.

En hausse de 7,8%, la valeur des ventes au détail des grands magasins affiche une bonne tenue en 1985 suite à une croissance de 5,6% en 1984. La faible progression de 2,8% inscrite au niveau des expéditions de l'industrie révèle ainsi une pénétration croissante de la part des producteurs étrangers. En effet, la valeur des importations dédouanées au Québec de vêtements de dessus à l'exclusion des tricots s'élève à 255,4 millions de dollars en 1985 ce qui traduit une hausse de 5,7% qui s'inscrit après la forte augmentation de 35,2% enregistrée en 1984. En incluant les importations de vêtements de dessus tricotés, la valeur des importations concurrentes à l'industrie domestique de l'habillement atteint 454,7 millions de dollars en 1985, soit l'équivalent de 12,1% de la valeur de la production de cette industrie au Québec. La situation est sensiblement analogue à l'échelle canadienne et même si le coefficient d'exploitation des usines de vêtements se situe à 93,1% en 1985, la forte percée des importations contribue à atténuer les pressions sur l'offre et à contenir les prix des fabricants canadiens, comme en témoigne l'indice des prix de vente industriels de ce secteur dont la progression est limitée à 1,9%. Pendant ce temps, les prix demandés par les fournisseurs de produits textiles sont en hausse de 2,4% de sorte que le coût total des intrants intermédiaires croît de 3,2% dans l'industrie québécoise de l'habillement, soit au même rythme que la production. Il se dégage une croissance équivalente de 3,2% de la valeur ajoutée qui atteint ainsi 1 715,6 millions de dollars en 1985 comparativement à 1 662,8 millions de dollars en 1984, ce qui représentait alors une hausse de 8,4%. Il n'y a pas d'amélioration sensible au chapitre de la productivité puisque la valeur ajoutée par heure-personne est évaluée à 14,20 $ en 1985 en regard de 14,10 $ un an plus tôt. L'industrie de l'habillement se classe ainsi au dernier rang, parmi les industries manufacturières, au chapitre de la valeur ajoutée par heure-personne qui, pour fins de comparaison, atteint 33,90 $ dans l'ensemble du secteur québécois de la fabrication

L'industrie de l'habillement occupe également la dernière position en matière de rémunération hebdomadaire moyenne. En hausse de 4,4%, cette dernière se chiffre à 276,90 $ en 1985 en regard de 434,60 $ en moyenne dans l'ensemble du secteur de la transformation. Les salaires et traitements déboursés atteignent 984,4 millions de dollars en 1985 et équivalent à 27,8% de la valeur de la production; dans l'ensemble du secteur manufacturier les salaires et traitements représentent 18% de la valeur de la production ce qui permet d'étayer le qualificatif de "intensive en main-d'oeuvre" souvent appliqué à cette industrie. Dans le domaine du vêtement, on observe au Québec un fléchissement considérable du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail. De 11 355 en 1984, ce nombre chute à 3 859 en 1985. En regroupant le vêtement et la bonneterie, on obtient 5 902 jours-personnes perdus en 1985 par rapport à 13 947 un an plus tôt; il s'agit même du niveau le plus bas depuis de nombreuses années. Tout au long de la période pour laquelle les données CAE1980 sont disponibles, soit de 1981 à 1985, les entreprises du Québec maintiennent leur part dans les expéditions totales de l'industrie canadienne de l'habillement. Ainsi, cette part passe à 61,3% en 1985 après avoir culminé à 61,7% en 1983 et 1984. Son niveau le plus bas, enregistré en 1982, se situait à 61%.

Comparativement à une moyenne de 41,8 millions de dollars relevée entre 1981 et 1984, les profits sont relativement élevés en 1985. En effet, les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs surpassent 10 millions de dollars dans le secteur du vêtement s'élèvent à 69 millions de dollars en 1985, en hausse de 19% sur l'année précédente. En dollars courants, ce niveau dépasse le précédent sommet de 68 millions atteint en 1980. La restructuration de l'industrie du vêtement, entreprise au cours des dernières années, a amené des améliorations substantielles à la fois sur le plan financier et dans l'appareil de production. Toutefois, face à la concurrence exercée par les importations en provenance des pays à faibles coûts de production, ces améliorations ne suffisent pas à garantir la rentabilité à long terme des entreprises québécoises concernées. Conscientes que leur viabilité repose sur un effort soutenu de modernisation, les entreprises oeuvrant dans le secteur du vêtement poursuivent leurs dépenses en immobilisations et, en 1985, celles-ci totalisent 12,7 millions de dollars comparativement à une moyenne de 11,8 millions de dollars entre 1980 et 1984.

L'industrie du papier et des produits connexes

Dans l'industrie québécoise du papier et des produits connexes les efforts de modernisation déployés ces dernières années, avec le concours des gouvernements, portent fruit en 1985. En dépit d'une vive concurrence au niveau international, la valeur des expéditions progresse de 6,1% par rapport à l'année précédente et atteint 6 058,5 millions de dollars. Compte tenu de la faible hausse de 1,2% de l'indice canadien des prix de vente de cette industrie, il se dégage une croissance des expéditions réelles de 4,9%. La situation était différente en 1984 alors que l'augmentation de 12,8% de la valeur des expéditions était largement imputable à la hausse de 11,3% de ce même indice, ce qui se soldait par une hausse réelle d'à peine 1,3%.

Le manque de vigueur dans les prix, en 1985, reflète l'engorgement du marché provoqué par l'augmentation des capacités de production en Amérique du Nord, en Scandinavie et dans certains pays en voie de développement au cours des dernières années. Parallèlement, les taux de change élevés des devises canadienne et américaine vis-à-vis des monnaies européennes et autres ont un effet à la baisse sur les exportations québécoises à la fois en Europe où les producteurs scandinaves livrent une sévère compétition et même aux Etats-Unis où les scandinaves peuvent plus aisément trouver marché. Notons de plus que des pays tels le Mexique, le Chili, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande augmentent leur capacité de production pour combler les besoins intérieurs et parfois même afin de produire pour l'exportation.

La contribution du secteur extérieur est donc plus modeste en 1985, la valeur des deux principaux produits d'exportation de l'industrie, soit les papiers à imprimerie et les pâtes de bois et pâtes similaires, ne progressant que de 3,0% par rapport à 1984, année où les producteurs avaient pu compter sur une augmentation de plus de 21,7% de leurs exportations. Cette diminution du taux de croissance des ventes à l'étranger résulte principalement de la baisse de 12,7% dans les exportations de pâte de bois qui passent ainsi à 366,9 millions de dollars après avoir inscrit une hausse de plus de 36,6% en 1984. Quant à la croissance de 5,3% qui porte la valeur des expéditions internationales de papier à imprimerie à 2 674,7 millions dollars en 1985, elle se situe en deçà de la croissance moyenne de 7,2% enregistrée au niveau de l'ensemble des exportations du Québec et ceci est d'autant plus significatif que ce produit se classe au premier rang dans les exportations québécoises, où sa part se chiffre à 14,3% en 1985 comparativement à 14,6% l'année précédente. Notons qu'au niveau de l'ensemble du Canada, les exportations de papiers à imprimerie sont en hausse de 11,2% en 1985 alors que celles touchant la pâte de bois chutent de 13%. Le marché international apparaît donc plus favorable aux autres provinces; toutefois, sur la base de l'ensemble des expéditions nationales et internationales dans le secteur des papiers et produits connexes, les entreprises québécoises soutiennent la comparaison puisque leur part des expéditions canadiennes passent à 34,4% en 1985 par rapport à 34% un an plus tôt.

Le dynamisme de l'ensemble de l'industrie au Québec, dont témoigne la hausse de 5,8% de la valeur de la production évaluée à 6 480,7 millions de dollars en 1985, est attribuable à la fermeté des expéditions destinées au marché canadien et réside notamment dans les secteurs moins traditionnels qui accaparent une fraction croissante de l'activité; soulignons particulièrement la percée des fabricants de papiers fins, d'impression et à usages spéciaux et des fabricants de boîtes de carton ondulé et de sacs de papier.

Dans sa restructuration, l'industrie papetière manifeste une tendance marquée à augmenter sa capacité de production dans les catégories de produits contenant une plus haute valeur ajoutée et répondant à un marché moins cyclique que celui du papier journal et de la pâte de bois. A cet effet, l'implantation d'une technologie de pointe, caractérisée par la prolifération des systèmes complètement intégrés de contrôle d'usine, lui permet de réduire ses coûts et de maintenir une position concurrentielle.

Le coût des matières et fournitures utilisées s'élève à 2 836,4 millions de dollars en 1985 et sa progression est ainsi contenue à 4,9% par rapport à 1984. Par ailleurs, la faible hausse de 5,7% enregistrée au niveau du coût du combustible et de l'électricité est déterminante pour l'industrie du papier et des produits connexes, considérée parmi les plus énergivores du secteur de la fabrication puisqu'elle supporte plus de 30,6% de la facture énergétique totale du secteur manufacturier québécois. Au début de 1985, près des trois quarts des usines québécoises ont déjà remplacé leurs chaudières à l'huile par des bouilloires électriques et les programmes de conservation d'énergie permettent le recyclage d'une partie des déchets sous forme de carburant ce qui contribue à diminuer la dépendance en approvisionnement à l'extérieur. Le resserrement des coûts au niveau de l'ensemble du processus de production se solde par un accroissement de 7,1% de la valeur ajoutée manufacturière. Cette dernière s'établit à 2 578,8 millions de dollars en 1985 en regard de 2 407,1 millions de dollars en 1984, année où la hausse s'élevait au-delà de 16%. L'augmentation de la valeur ajoutée est donc supérieure à la hausse de la production et on observe aussi une amélioration de la productivité, comme en fait foi la hausse de 4,3% de la valeur ajoutée par heure-personne qui atteint 37,50 $ en 1985, en regard de 36,00 $ en 1984. Parallèlement, au chapitre de l'emploi l'industrie se distingue par une croissance de 1,8% des effectifs comparativement à une croissance de 0,8% dans l'ensemble du secteur de la fabrication. Ceci amène le nombre de salariés à 43 306, soit 766 de plus que l'année précédente. Moyennant l'augmentation de 4,5% qui porte la rémunération hebdomadaire moyenne à 546,60 $ dans le secteur du papier et des produits connexes, les salaires et traitements versés atteignent une valeur de 1 351,0 millions de dollars, en hausse de 5,6% sur l'année précédente. Après les importants conflits de travail de 1984, lesquels ont porté à 19% la part de l'industrie au niveau du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail dans l'ensemble du secteur manufacturier, on relève en 1985 quatre conflits de plus courte durée affectant 1 140 travailleurs. Ces conflits se soldent par une perte de 44 740 jours-personnes, soit 5,0% du total manufacturier, comparativement à 147 569 jours-personnes en 1984 où sept conflits avaient touché 1 811 travailleurs.

Dans l'ensemble du Canada, les profits des entreprises papetières ont connu une importante hausse de 125,8% en 1984 et poursuivent leur ascension au rythme de 11,5% en 1985. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars s'élèvent à 1 709 millions de dollars en 1985 en regard de 1 533 millions en 1984, 679 millions en 1983 et 554 millions en 1982; ils demeurent toutefois inférieurs à la moyenne de deux milliards de dollars enregistrée entre 1979 et 1981. La rentabilité à long terme de l'industrie est conditionnelle au maintien de sa capacité concurrentielle et les fabricants poursuivent à cet effet la forte vague d'investissements entreprise en 1979. Les dépenses en immobilisations sont réalisées en vue de moderniser l'industrie pour lui permettre d'affronter les réductions tarifaires à prévoir au cours des prochaines années, mais visent également à la réorienter vers les produits haut de gamme dont le marché est en plein essor; les dépenses en immobilisations atteignent 683,3 millions de dollars au Québec en 1985, en hausse de 44% sur l'année précédente, ce qui est même supérieur au niveau record de 481 millions atteint en 1981.

Tableau 8.9
Immobilisations, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000$)		
Aliments et boissons	192,8	190,3	179,3	229,4	227,3
Variation en %	-16,0	-1,3	-5,8	27,9	-0,9
Tabac	17,6	22,9	33,0	32,0	37,1
Variation en %	23,9	30,1	44,1	-3,0	15,9
Caoutchouc et produits en matière plastique	18,5	28,3	33,2	47,9	37,2
Variation en %	-30,7	53,0	17,3	44,3	-22,3
Cuir	4,6	3,3	3,8	3,6	3,8
Variation en %	7,0	-28,3	15,2	-5,3	5,6
Textile	82,2	80,6	63,7	75,0	72,9
Variation en %	-1,0	-1,9	-21,0	17,7	-2,8
Bonneterie	11,0	11,2	15,2	14,5	7,9
Variation en %	-43,3	1,8	35,7	-4,6	-45,5
Vêtement	13,2	7,3	10,3	13,6	12,7
Variation en %	-8,3	-44,7	41,1	32,0	-6,6
Bois	61,1	125,0	83,1	62,9	90,5
Variation en %	-10,8	104,6	-33,5	-24,3	43,9
Meubles et articles d'ameublement	12,8	4,3	5,7	9,6	12,6
Variation en %	21,9	-66,4	32,6	68,4	31,3
Papiers et produits connexes	481,4	472,1	401,3	473,3	683,3
Variation en %	31,8	-1,9	-15,0	17,9	44,4
Imprimerie, édition et industries connexes	32,2	28,8	40,6	83,5	50,6
Variation en %	-17,2	-10,8	41,0	105,7	-39,4
Métaux primaires	439,9	280,0	260,3	658,7	850,1
Variation en %	9,1	-36,3	-7,0	153,1	29,1
Produits métalliques	65,3	35,9	31,0	71,4	61,0
Variation en %	-10,4	-45,0	-13,6	130,3	-14,6
Machinerie	52,5	61,2	58,0	86,5	111,1
Variation en %	-1,9	16,6	-5,2	49,1	28,4
Matériel de transport	103,3	88,6	80,8	80,1	127,5
Variation en %	-5,7	-14,2	-8,8	-0,9	59,2
Appareils et matériel électriques	86,2	94,2	157,2	142,8	164,0
Variation en %	40,2	9,3	66,9	-9,2	14,8
Produits minéraux non métalliques	58,4	45,8	42,2	47,7	46,4
Variation en %	-19,7	-21,6	-7,9	13,0	-2,7
Produits du pétrole et du charbon	108,8	220,7	199,7	95,5	80,6
Variation en %	47,6	102,8	-9,5	-52,2	-15,6
Produits chimiques et produits connexes	171,3	120,2	135,0	207,8	225,6
Variation en %	-17,7	-29,8	12,3	53,9	8,6
Industries manufacturières diverses	20,5	17,0	23,6	28,7	47,2
Variation en %	-28,6	-17,1	38,8	21,6	64,5
Industries des biens durables	879,5	735,0	718,3	1 159,7	1 463,2
Variation en %	3,2	-16,4	-2,3	61,5	26,2
Industries des biens non durables	1 154,2	1 202,7	1 138,7	1 304,8	1 486,2
Variation en %	4,3	4,2	-5,3	14,6	13,9
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	238,7	222,1	230,8	286,5	332,3
Variation en %	3,5	-7,0	3,9	24,1	16,3
Total	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 751,0	3 281,7
Variation en %	3,8	-5,0	-3,3	31,8	19,3

SOURCE: Statistique Canada.

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes, qui écoulent au Québec plus de 72% de leurs expéditions, voient la valeur de celles-ci croître de 5,9% en 1985 ce qui est principalement redevable à la hausse de 5% de l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur. La croissance de la valeur réelle des expéditions se situe autour de 1% en 1985, ce qui demeure dans la moyenne du groupe des industries de biens non durables. Toutefois, déjà en 1983, la valeur réelle des expéditions de l'industrie avait rejoint le sommet atteint avant la récession et, en 1984, elle progressait de 7,9% soit à un taux aussi soutenu que celui affiché par la moyenne des industries de biens durables, lesquelles avaient un long rattrapage à effectuer pour rejoindre le niveau atteint avant la récession.

Réflétant le mouvement d'ensemble de l'économie québécoise, plus dynamique en 1984 que celle des autres provinces, l'industrie québécoise de l'imprimerie et de l'édition a vu sa part des expéditions augmenter à 29,3% au cours de cette année. Cette part revient à 28,6% en 1985 ce qui est conforme à la moyenne enregistrée entre 1981 et 1983. Même si son rythme de croissance ralentit, l'industrie bénéficie d'une conjoncture favorable en 1985 comme en témoigne le taux d'utilisation des capacités à l'échelle canadienne qui atteint 98,3% en 1985. Au Québec, la valeur totale de la production s'élève à 2 690 millions de dollars en 1985 ce qui représente une augmentation de 6,0% par rapport à 1984. Le coût des consommations intermédiaires s'accroît toutefois plus fortement que la valeur de la production, soit de 6,6%, ce qui limite à 5,6% l'amélioration de la valeur ajoutée totale qui atteint 1 558,4 millions de dollars.

Alors que la modernisation des entreprises donne souvent lieu à des licenciements importants dans de nombreux secteurs de la fabrication, dans le domaine de l'imprimerie et de l'édition ce phénomène est compensé par une demande soutenue qui se traduit par une baisse de l'emploi beaucoup moins marquée que dans l'ensemble du secteur manufacturier. Ainsi, après avoir augmenté respectivement de 4,4% et de 1,8% en 1983 et en 1984, les effectifs de l'industrie fléchissent de 0,7% en 1985, ce qui amène le nombre de salariés à 27 364. Ceci équivaut à une perte de 198 emplois en regard de 1984 mais représente néanmoins 893 emplois additionnels par rapport aux effectifs de 1981. Outre de grandes entreprises, l'industrie de l'imprimerie et de l'édition regroupe un grand nombre de petits ateliers qui sont les principaux touchés par les mises à pied. En effet, ces derniers éprouvent plus de difficultés à se remettre de la récession qui a amené les grandes entreprises à s'intéresser à tous les types d'ouvrages.

On ne dénombre que 7 516 jours-personnes perdus en arrêts de travail en 1985 ce qui équivaut à 1% du total des jours perdus dans le secteur manufacturier québécois alors que l'industrie est responsable de plus de 5,7% de l'emploi total du secteur manufacturier. En 1984, le nombre de jours-personnes perdus était encore plus faible, soit de 1 976. L'ensemble des salaires et traitement versés se chiffre à 701,5 millions de dollars en 1985, un montant supérieur de 5% à celui de 1984, tandis que la rémunération hebdomadaire moyenne s'établit à 439,10 $, inscrivant ainsi une hausse de 7,1% sur l'année précédente; dans l'ensemble des industries la hausse n'est que de 4,2%.

Par suite de la baisse de l'emploi en 1985 et des importants investissements réalisés l'année précédente, la productivité maintient sa tendance à la hausse. En effet, la valeur ajoutée par heure-personne s'élève à 47,00 $ en 1985, par rapport à 44,40 $ en 1984 et 40,00 $ en 1983. L'amélioration de 5,9%, en 1985, est toutefois modeste comparativement aux hausses de 12% et de 11% enregistrées respectivement en 1983 et 1984.

Pour l'ensemble des grandes entreprises oeuvrant dans l'industrie de l'imprimerie, de l'édition et dans les industries connexes au Canada, la situation financière apparaît très saine; les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars se maintiennent à 692 millions de dollars en 1985 en regard de 689 millions en 1984, année où ils avaient augmenté de 19,6%. Les bénéfices n'ont jamais cessé de croître dans cette industrie et, même durant la récession de 1982, ils étaient en hausse de 10%. Depuis 1978 la hausse annuelle moyenne est de 13,2% comparativement à 10,5% pour l'ensemble du secteur manufacturier. Par ailleurs, le dynamisme de cette industrie se reflète dans ses efforts de pénétration des marchés étrangers. Au Québec, les dernières données disponibles au sujet de la destination des expéditions de cette industrie réfèrent à l'année 1983. Ces données révèlent que même si elles représentent moins de 8% des expéditions totales de l'industrie, les exportations à l'extérieur du Canada, principalement aux États-Unis, ont progressé à un rythme annuel moyen de 15,3% de 1979 à 1983 et plus particulièrement de 36,6% au cours de cette dernière année. La proximité des principaux marchés américains et la dévaluation quasi continue du dollar canadien sont les principaux facteurs à l'origine de cette percée; ce dernier élément s'est avéré très significatif car il a permis de compenser les écarts importants dans la structure salariale entre le Canada et les Etats-Unis.

La croissance soutenue des livraisons dans l'industrie de l'imprimerie, de l'édition et dans les industries connexes a encouragé les entreprises de ce secteur à investir en vue de se maintenir à la fine pointe de la technologie et de rendre leurs équipements plus polyvalents. Après avoir culminé à 83,5 millions de dollars en 1984, alors qu'elle était en hausse de plus de 105,7%, la valeur des dépenses en immobilisations s'élève à 55,4 millions de dollars en 1985, ce qui demeure supérieur à la moyenne de 35,2 millions de dollars enregistrée pour la période 1980 à 1983.

L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon

L'industrie pétrochimique canadienne traverse une période critique et est forcée de se livrer à une restructuration sévère à cause de la surcapacité qui existe à travers le monde. Cette surcapacité est principalement attribuable au fait que des raffineries, à l'origine concentrées dans les pays consommateurs, font graduellement leur apparition dans des pays producteurs tels que ceux de l'OPEP qui cherchent, quant à eux, à élargir leurs sources de revenus éventuels en adoptant une stratégie d'intégration verticale en aval. A l'instar de celle des autres pays occidentaux, l'industrie accuse un déclin persistant au Canada où les 29 raffineries en exploitation fonctionnent à 68,5% de leur capacité en 1985. La région de Montréal est sérieusement touchée par ce déclin puisqu'en trois ans elle a perdu quatre de ses sept raffineries.

Parce que l'huile à chauffage et le mazout lourd compte pour une plus large part de leurs productions, les raffineries québécoises sont, comparativement à leurs homologues canadiennes, soumises davantage à la concurrence exercée par l'électricité et le gaz naturel dans les secteurs résidentiel, industriel et commercial. De plus, la hausse de 4,8% des prix de vente des industries du pétrole et du charbon en 1985 figure parmi les plus élevées de tout le secteur manufacturier canadien. Une telle augmentation entraîne une pression additionnelle négative sur la demande de produits pétroliers. Dans le domaine du transport, après avoir diminué de 1,5% en 1984, les ventes nettes d'essence au Québec baissent de 1% en 1985, reflétant les améliorations apportées au niveau de l'efficacité énergétique des nouveaux véhicules ainsi que l'accroissement de la part du marché occupée par les voitures de petites tailles. Par ailleurs, il est encore tôt pour mesurer les effets de la déréglementation des prix du pétrole importé, entrée en vigueur le 1er juin 1985, mais pour l'ensemble de l'année 1985 on assiste à une hausse de plus de 65,5% des importations d'essence dédouanées au Québec. Tous les événements qui précèdent implique une activité réduite pour l'industrie québécoise reliée au pétrole et la valeur de ses expéditions baisse de 0,9% en 1985, la hausse des prix n'étant pas suffisante pour compenser la diminution de 5,5% du volume des expéditions. Entre 1981 et 1985, on observe dans cette industrie une baisse de plus de 26% des expéditions réelles, ce qui fait graduellement passer de 26,7% à 24,3% la part du Québec dans la valeur des expéditions canadiennes de cette industrie.

L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon accuse ainsi une baisse de 1,7% de la valeur de sa production au Québec en 1985. La valeur ajoutée qui représente 326,1 millions de dollars, comparativement à 5 337,3 millions de dollars pour la valeur de la production, régresse de 14,2% en 1985 après une chute de 33,1% en 1984. Les licenciements qui ont entraîné la perte de 155 emplois dans l'industrie en 1984 ont été compensés, en dépit d'une réduction de la production en 1985, par l'embauche de 119 salariés, ce qui représente une hausse de 4,2% des effectifs qui comptent 2 938 salariés en regard de 2 819 en 1984. Cette croissance de l'emploi s'accompagne d'une diminution de 16,2% de la valeur ajoutée par heure-personne et entraîne des déboursés en salaires et traitements totalisant 113,2 millions de dollars en 1985. La hausse de 6% des salaires et traitements versés dans l'industrie est aussi attribuable au renchérissement de 4,5% de la rémunération hebdomadaire moyenne, laquelle, à raison de 690,40 $ en 1985, est la plus importante de tout le secteur manufacturier québécois. On ne relève, par ailleurs, aucune perte attribuable à des arrêts de travail dans cette industrie en 1985, tout comme c'était le cas au cours des quatre années précédentes.

En dépit des difficultés que connaît, depuis quelques années, l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon, sa situation financière demeure très saine comme en témoignent les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars. En effet, ces bénéfices ont augmenté de plus de 25,2% en 1984 pour se chiffrer à 5,6 milliards de dollars. En 1985, les entreprises canadiennes de ce secteur conservent leur rentabilité puisque leurs profits s'améliorent de 1,9% pour totaliser 5,7 milliards de dollars.

Les dépenses d'immobilisation réalisées dans l'industrie en 1985 atteignent la somme de 80,6 millions de dollars au Québec, comparativement à une moyenne de 156,2 millions de dollars pour les années 1981 à 1984. Ces dépenses s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie de réduction des coûts de production et d'amélioration de la productivité.

L'industrie chimique

L'industrie chimique est responsable de 9,8% des expéditions totales du secteur manufacturier québécois en 1985. Ses trois principales composantes comptent pour près de 70% de ces livraisons; il s'agit de l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments, de l'industrie des produits chimiques industriels et de l'industrie des produits de toilette. Au niveau des industries québécoises de biens non durables, l'industrie chimique figure parmi les plus dynamiques depuis la récession de 1982. Dégonflée par l'indice canadien des prix de vente industriels de ce secteur, la valeur des expéditions de l'industrie chimique, qui n'a diminué que de 0,3% en 1982 comparativement à une baisse de 7,1% pour l'ensemble des industries de biens non durables, progresse depuis à un rythme annuel de 3,7% en regard de 1,2% dans le secteur des biens non durables en général. Pour les deux dernières années la croissance des expéditions en volume est de 4,2% et 4,1% respectivement en 1984 et en 1985. La part des expéditions canadiennes représentée par la composante québécoise de cette industrie est de 23,3% en 1985 par rapport à une moyenne de 22,7% entre 1981 et 1983.

Dans l'ensemble du Canada, le taux d'utilisation des capacités de l'industrie chimique est à peine de 63,6% en 1985 et ceci s'accompagne d'une faible hausse de 1,6% des prix de vente de cette industrie. Au Québec, la valeur de la production totale, qui enregistrait une hausse de 11,8% en 1984, s'accroît de 4,9% en 1985 pour se chiffrer à 4 861,3 millions de dollars. Pour sa part, la valeur ajoutée totale est de 2 066,2 millions de dollars et, comme pour l'année précédente, elle augmente à un taux légèrement supérieur à celui de la valeur de la production, soit de 5,2% en 1985. En 1984, sa croissance était de 11,8%. Si on examine uniquement l'activité manufacturière plutôt que l'activité totale de cette industrie, on constate que l'accroissement de la valeur ajoutée manufacturière est restreinte à 3,8% en 1985, car le coût des intrants évolue plus rapidement que la valeur de la production, soit de 5,5% comparativement à 4,8%. Cette situation, conjuguée à une hausse de 1,5% de l'emploi qui porte les effectifs de l'industrie à 25 120 salariés, entraîne un gain de 1,8% au chapitre de la productivité. En effet, la valeur ajoutée par heure-personne s'élève à 63,70 $ en 1985, comparativement à 62,60 $ en 1984 où la hausse atteignait 6,6%. Les gains de productivité sont sensiblement plus modestes au cours des deux dernières années puisqu'en 1982 et en 1983 ils se situaient respectivement à 10,4% et 11,0%.

L'année 1985 est marquée par des pertes de 38 789 jours-personnes attribuables à des arrêts de travail, ce qui représente plus de trois fois le nombre de jours-personnes perdus en 1984. Ainsi, alors qu'elle compte pour 5,2% de l'emploi manufacturier au Québec, l'industrie chimique est responsable dans une proportion semblable, soit 5,4%, des jours perdus dans le domaine de la fabrication. La rémunération hebdomadaire moyenne qui augmente de 4% est de 510,50 $ en 1985 et classe l'industrie chimique au troisième rang dans les industries québécoises de biens non durables où elle est précédée des industries du tabac et du papier. Combinée à la création de 364 emplois additionnels en 1985, la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne entraîne une appréciation de 7,7% des salaires et traitements versés dans l'industrie qui s'élèvent à 732,8 millions de dollars en 1985 par rapport à 680,4 millions de dollars l'année précédente.

Les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars atteignent le niveau record de 1 983 millions de dollars au Canada en 1985, en regard de 1 812 millions de dollars en 1984. L'industrie chimique canadienne qui a vu diminuer ses profits de 31,5% en 1982, tandis que la baisse correspondante était de 24,7% dans l'ensemble des industries de biens non durables, récupère à un rythme supérieur puisque ses bénéfices s'améliorent en moyenne de 22,2% par année depuis la récession, alors que dans l'ensemble des industries de biens non durables la progression annuelle moyenne est de 14,8%. Le dynamisme de la composante québécoise de l'industrie chimique se reflète dans la vigueur de ses dépenses en immobilisations. Après avoir augmenté de 53,9% en 1984, ces investissements enregistrent une hausse de 8,6% en 1985 pour se chiffrer à 225,6 millions de dollars; alors qu'il compte pour 23,3% des livraisons de l'industrie chimique canadienne, le Québec occupe 26,7% des immobilisations de cette industrie au Canada en 1985.

Le produit intérieur brut du secteur tertiaire enregistre une hausse de 6,8% en 1985 pour s'établir à 6 455 millions de dollars; tous les sous-secteurs du tertiaire connaissent une augmentation de leur produit intérieur brut en 1985, les taux de ces augmentations variant entre 4,1% et 8,8%. L'emploi s'accroît de 86 700 pour atteindre 2 millions de travailleurs en 1985, ce qui représente une hausse de 4,5%. Les dépenses d'immobilisation augmentent de 3,5% dans l'ensemble du secteur mais l'évolution de ces dépenses présente des différences importantes lorsqu'on considère chacun des sous-secteurs du tertiaire.

LES TRANSPORTS, LES COMMUNICATIONS ET LES AUTRES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique génère un produit intérieur brut de 11 268 millions de dollars en 1985. Le taux de croissance de ce secteur est donc de 4,1% en 1985, en hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à 1984. Depuis 1980, ce secteur n'a jamais connu de baisse de son PIB; le taux de croissance était de 7,7% en 1981, de 17,0% en 1982, de 8,4% en 1983 et de 3,5% en 1984. C'est le sous-secteur des communications qui enregistre la hausse la plus importante en 1985, soit 7,6%, suivi de l'entreposage (4,1%), de l'électricité, gaz et eau (3,3%) et des transports (2,6%). Tout comme le produit intérieur brut, la rémunération des salariés du secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique n'a pas connu de baisse depuis 1981. En 1985, la rémunération s'établit à 6 985 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 3,7% par rapport à 1984.

L'emploi dans le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique connaît, en 1985, sa première hausse depuis 1979 et s'établit à 221 000 travailleurs ce qui représente une augmentation de 9,1% par rapport à 1984. C'est le sous-secteur des autres services d'utilité publique qui connaît la hausse la plus importante avec une augmentation de 10,7%. Par rapport à 1984, c'est le sous-secteur des transports qui croît le moins rapidement avec une hausse de 7,8% en 1985. Le sous-secteur des communications, quant à lui, connaît un taux de croissance de 10% en 1985 par rapport à 1984.

Les dépenses d'immobilisation dans le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique sont en baisse pour une troisième année consécutive. Elles s'établissent à 2 980 millions de dollars en 1985 ce qui représente une diminution de 13% par rapport à 1984; cette diminution résulte principalement d'une baisse de 32,7% des dépenses d'immobilisation du sous-secteur des transports. La baisse du secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique est visible tant au niveau des dépenses en constructions que des dépenses en machinerie et équipements; les diminutions sont respectivement de 13,0% et 9,7% en 1985. La baisse de 32,7% en 1985 du sous-secteur des transports est le résultat d'une diminution de 30,6% des dépenses en constructions et de 34,4% des dépenses en machinerie et équipements. L'incertitude quant à la déréglementation du transport peut expliquer en partie cette baisse d'investissement. De plus, l'activité dans les ports de Montréal et de Québec est en baisse en 1985. Ainsi, selon les premières estimations, le port de Montréal connaît une baisse de 8 à 10% de son trafic tandis que la diminution est de 16,8% dans le port de Québec.

Le sous-secteur des communications connaît une hausse de 7% des dépenses d'immobilisation en 1985; ces dépenses s'établissent à 661,9 millions de dollars comparativement à 618,7 millions de dollars en 1984, ce qui correspondait à une augmentation de 12,6% par rapport à 1983. Dans le sous-secteur des autres services d'utilité publique, les dépenses d'immobilisation sont en baisse pour une quatrième année consécutive. Elles totalisent 1 796,7 millions de dollars en 1985 comparativement à 2 032,6 millions de dollars en 1984, représentant ainsi une baisse de 11,6% par rapport à 1984.

Tableau 9.1
Transports, communications et autres services d'utilité publique
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	8 241	9 639	10 445	10 825	11 268
Variation en %	7,7	17,0	8,4	3,5	4,1
Rémunération des salariés	5 431	5 944	6 251	6 738	6 985
Variation en %	12,9	9,4	5,2	7,8	3,7
Emploi(000)	229,5	218,2	212,2	202,5	221,0
Variation en %	-0,3	-4,9	-2,8	-4,6	9,1
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	349,2	187,2	81,5	86,2	55,7
Immobilisations (000 000 $)	4 229,4	4 301,6	3 673,4	3 426,0	2 980,0
Variation en %	9,9	1,7	-14,6	-6,7	-13,0
Construction	2 486,7	2 624,1	2 069,2	1 746,3	1 577,5
Variation en %	7,6	5,5	-21,1	-15,6	-9,7
Machinerie et équipement	1 742,7	1 677,5	1 604,2	1 679,7	1 402,5
Variation en %	13,3	-3,7	-4,4	4,7	-16,5
Transports	778,2	886,1	755,9	774,7	521,4
Variation en %	46,8	13,9	-14,7	2,5	-32,7
Communications	734,3	736,9	549,4	618,7	661,9
Variation en %	8,8	0,4	-25,4	12,6	7,0
Autres services d'utilité publique	2 716,9	2 678,6	2 368,1	2 032,6	1 796,7
Variation en %	2,8	-1,4	-11,6	-14,2	-11,6

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

LE COMMERCE DE GROS ET LE COMMERCE DE DÉTAIL

L'augmentation de 8,8%, en 1985, du produit intérieur brut du commerce est le résultat d'une hausse de 8,5% du produit intérieur brut du commerce de gros et de 9,0% de celui du commerce de détail. Depuis 1981, ce secteur n'a pas connu de hausse inférieure à 8%, sauf pour l'année de la récession (1982). L'augmentation des dépenses des consommateurs, s'expliquant en partie par une hausse du revenu disponible, contribue à l'augmentation du produit intérieur brut de ce sous-secteur en 1985.

Le nombre de travailleurs dans le commerce est passé de 480 300 en 1984 à 491 000 en 1985, soit une hausse de 10 700 employés représentant une croissance de 2,2%. Il s'agit d'une troisième hausse consécutive après la baisse de 5,8% en 1982. Cette augmentation est attribuable principalement au commerce de gros qui a vu le nombre de ses travailleurs augmenter de 14 000 en 1985, soit un taux de croissance de 12,2%. L'emploi dans le commerce de détail diminue très légèrement (0,8%) durant la même période, ce qui représente une baisse de 300 du nombre d'emplois.

Après une forte augmentation en 1984, les dépenses d'immobilisation dans le secteur du commerce connaissent une baisse de 4,2% en 1985. Les deux composantes des dépenses d'immobilisation, soit la construction et la machinerie et l'équipement, diminuent respectivement de 3,0% et 4,7% pour s'établir à 111 millions de dollars et 280,6 millions de dollars.

Tableau 9.2
Commerce de gros et de détail
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	8 132	8 105	8 899	9 625	10 470
Variation en %	9,8	-0,3	9,8	8,2	8,8
Rémunération des salariés	5 867	5 942	6 426	6 889	7 519
Variation en %	11,8	1,3	8,1	7,2	9,1
Emploi(000)	467,8	440,8	457,1	480,3	491,0
Variation en %	3,4	-5,8	3,7	5,1	2,2
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	85,5	148,3	190,0	89,7	121,4
Immobilisations (000 000 $)	258,4	285,6	325,7	408,7	391,6
Variation en %	0,6	10,5	14,0	25,5	-4,2
Construction	51,8	81,9	86,1	114,4	111,0
Variation en %	-18,2	58,1	5,1	32,9	-3,0
Machinerie et équipement	206,6	203,7	239,6	294,3	220,6
Variation en %	6,7	-1,4	17,6	22,8	-4,7

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

LES FINANCES, LES ASSURANCES ET LES AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Le secteur des institutions financières au Québec a, tout comme en 1984, été très actif en 1985. Ainsi, l'encours des prêts personnels et celui des prêts hypothécaires sont en hausse respectivement de 18% et 13%, en 1985, dans les banques à charte. Par ailleurs, les dépôts au Québec, toujours dans les banques à chartes, sont en hausse de 10% en 1985.

L'ensemble du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières voit son produit intérieur brut augmenter de 6,4% en 1985, comparativement à des taux de croissance de 12,8% en 1984 et de 19,7% en 1983. La rémunération des salariés connaît elle aussi un ralentissement de croissance. Ainsi, en 1985, au Québec, la rémunération des salariés du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières croît de 3,5% comparativement à 8,6% en 1984. En ce qui concerne le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur en 1985, il est en hausse de quatre points de pourcentage comparativement à 1984, passant de 2,5% à 6,5%. L'emploi atteint ainsi 156 000 travailleurs dans le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières, en hausse pour une troisième année consécutive.

Les dépenses d'immobilisation connaissent une hausse importante en 1985 comparativement à 1984. Ainsi, au Québec, dans le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières elles sont en hausse de 45,4% en 1985 comparativement à 12,4% en 1984. Cette forte augmentation, en 1985, est le résultat d'une hausse de 62,8% des dépenses en machinerie et équipements combinée à une hausse de 38,1% des dépenses en constructions.

Graphique 9A
Immobilisations secteur tertiaire 1975-1985

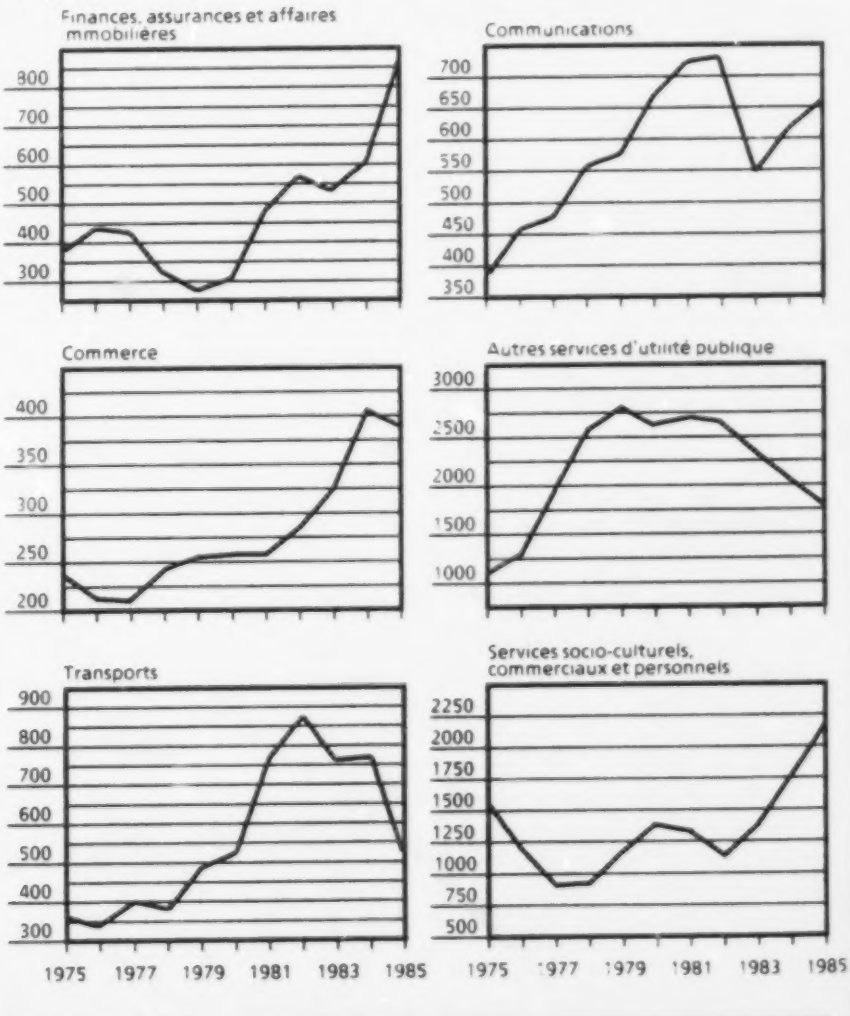


Tableau 9.3
Finances, assurances et affaires immobilières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	7 936	9 015	10 790	12 170	12 951
Variation en %	17,7	13,6	19,7	12,8	6,4
Rémunération des salariés	3 242	3 599	3 820	4 148	4 277
Variation en %	14,8	11,0	6,1	8,6	3,1
Emploi(000)	140,1	134,6	142,9	146,5	156,0
Variation en %	-7,0	-3,9	6,2	2,5	6,5
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	47,8	44,6	8,4	22,9	63,2
Immobilisations (000 000 $)	482,5	572,3	536,8	603,2	876,9
Variation en %	54,6	18,6	-6,2	12,4	45,4
Construction	394,0	480,5	392,3	425,9	588,3
Variation en %	53,1	22,0	-18,4	8,6	38,1
Machinerie et équipement	88,5	91,8	144,5	177,3	288,6
Variation en %	62,1	3,7	57,4	22,7	62,8

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Tableau 9.4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	17 138	18 402	18 874	20 210	21 900
Variation en %	15,4	7,4	2,6	7,1	8,4
Rémunération des salariés	13 073	14 182	14 310	15 276	16 490
Variation en %	16,2	8,5	0,9	6,8	7,9
Emploi(000)	843,5	831,8	857,8	888,2	937,0
Variation en %	3,9	-1,4	3,1	3,5	5,5
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	90,4	270,4	1 448,1	105,2	62,3
Immobilisations (000 000 $)	1 317,9	1 195,8	1 354,6	1 752,7	2 202,7
Variation en %	-5,8	-9,3	13,3	29,4	25,6
Construction	433,0	410,6	424,5	473,5	701,8
Variation en %	11,3	-5,2	3,4	11,5	48,2
Machinerie et équipement	884,9	785,2	930,1	1 279,2	1 499,9
Variation en %	-12,4	-11,3	18,5	37,5	17,3

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

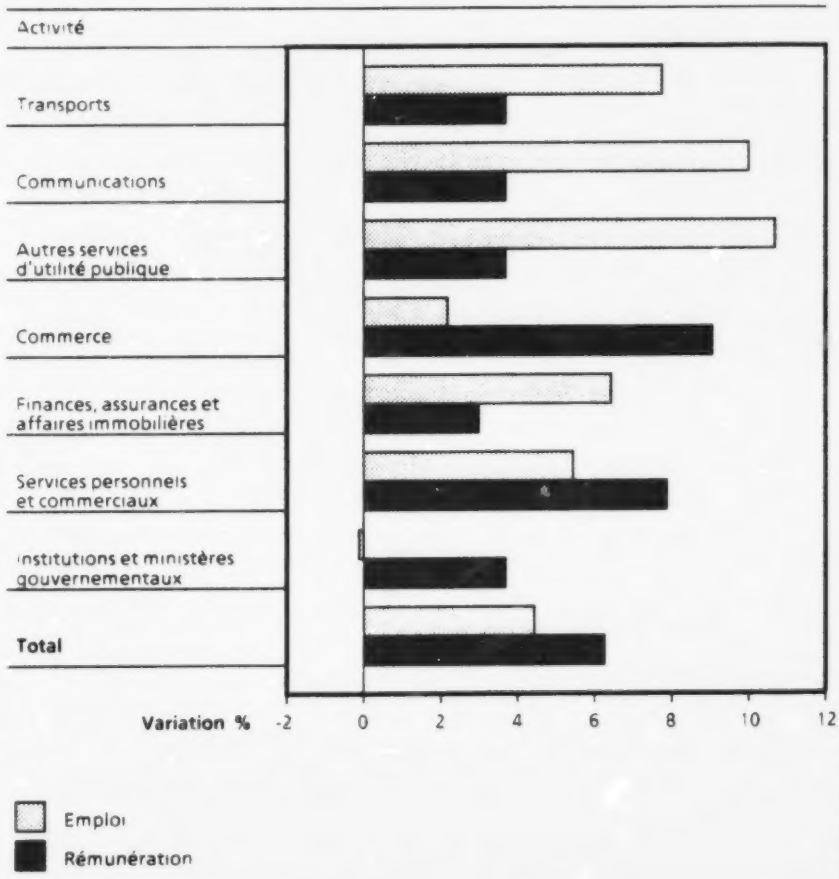
LES SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS

Depuis plusieurs années, le produit intérieur brut du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels ne cesse de croître à des taux relativement élevés, sauf en 1983 où la hausse n'a été que de 2,6% comparativement à 7,7% pour l'ensemble de l'économie. En 1985, le PIB augmente de 8,4% pour s'établir à 21 900 millions de dollars. Cette hausse s'accompagne d'une croissance de la rémunération des salariés de 7,9%.

Le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels emploie 937 000 travailleurs en 1985 comparativement à 888 200 en 1984, soit une hausse de 5,5%. Cette hausse de 48 800 travailleurs en 1985 résulte principalement d'une augmentation de 16 000 travailleurs dans les hôpitaux, de 15 000 dans les services aux entreprises et de 10 000 dans l'enseignement. En 1985, on dénombre 62 300 jours-personnes perdus en arrêts de travail dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels comparativement à 105 200 en 1984 et à 1 448 000 en 1983. Après deux années de baisse (1981 et 1982), les dépenses d'immobilisation du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels sont en hausse pour une troisième année consécutive en 1985. Elles s'établissent à 2 202,7 millions de dollars en 1985 comparativement à 1 752,7 millions en 1984, représentant ainsi une hausse de 25,6%. L'augmentation avait été de 29,4% en 1984 et de 13,3% en 1983. Contrairement à l'année 1984, où ce sont les dépenses en machinerie et équipements qui avaient augmenté le plus, en 1985, ce sont les dépenses d'immobilisation en constructions qui connaissent la hausse la plus forte: 48,2% comparativement à 17,3% pour la machinerie et l'équipement.

Graphique 98

Emploi et rémunération des salariés, secteur tertiaire 1985/84



LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET LA DÉFENSE

Après avoir connu deux hausses consécutives de 7,2% en 1983 et 1984, le produit intérieur brut du secteur des administrations publiques et de la défense augmente de 4,2% en 1985. Il s'agit de la plus faible hausse depuis 1981. La rémunération des salariés, qui représente la plus grosse part du produit intérieur brut de ce secteur, est en hausse de 3,7% en 1985. L'emploi dans les administrations publiques se maintient sensiblement au même niveau qu'en 1984, connaissant une faible baisse de 0,4%. Les administrations publiques fédérale et locales connaissent respectivement des baisses de 6,3% et de 3,1% de l'emploi en 1985, tandis que l'administration provinciale voit son nombre d'emplois augmenter de 9,0% par rapport à 1984.

Au chapitre des dépenses en immobilisations des administrations publiques, la hausse n'est que de 1,5% en 1985, comparativement à 14,6% en 1983 et à 17,8% en 1984. Ce sont les dépenses en machinerie et équipements qui connaissent l'augmentation la plus importante en 1985 avec un taux de croissance de 2,4% comparativement à 1,3% pour les dépenses en constructions.

Tableau 9.5
Administrations publiques et défense
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	5 925	6 649	7 128	7 638	7 962
Variation en %	13,6	12,2	7,2	7,2	4,2
Rémunération des salariés	5 016	5 652	6 003	6 377	6 615
Variation en %	13,0	12,7	6,2	6,2	3,7
Emploi(000)	195,3	184,4	196,6	195,8	195,0
Variation en %	4,6	-5,5	6,6	-0,4	-0,4
Jours-personnes perdus					
en arrêts de travail (000)	21,7	31,9	63,4	14,3	64,2
Immobilisations (000 000 $)	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 996,3	2 026,0
Variation en %	-8,4	-0,7	14,6	17,8	1,5
Construction	1 352,6	1 337,3	1 446,1	1 719,8	1 743,0
Variation en %	-8,4	-1,1	8,1	18,9	1,3
Machinerie et équipement	136,8	141,9	248,7	276,5	283,0
Variation en %	-8,8	3,7	75,3	11,2	2,4

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU COURS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DE 1986

Au cours du premier semestre de 1986, la croissance économique se maintient au Québec presqu'au même rythme qu'en 1985, selon les principaux indicateurs économiques disponibles. Une poussée à la hausse des taux d'intérêt à court terme au cours des premiers mois de l'année suscite des inquiétudes, mais dès avril 1986 ces taux d'intérêt retrouvent leur niveau du début de l'année; l'évolution à la baisse se continue par la suite en accord avec la tendance prévalant aux États-Unis. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance de l'économie américaine n'affecte pas globalement la situation économique au Québec; en l'occurence, la croissance de la valeur des expéditions des industries qui exportent une forte part de leur production aux États-Unis (papiers, métaux, matériel de transport) se maintient ou même se raffermit au premier semestre de 1986.

Sur le plan intérieur, les consommateurs continuent de contribuer à la croissance, alors que la valeur des ventes au détail s'accroît de 9% au cours des six premiers mois de 1986, en regard des mêmes mois de 1985; pour l'ensemble de 1985, l'augmentation de la valeur des ventes au détail atteignait 9,6% par rapport à l'année précédente. La construction résidentielle affiche quant à elle une vigueur inattendue. En effet, malgré la fin du programme Corvée-habitation en décembre 1984, le nombre de logements mis en chantier avait enregistré une augmentation de 14,6% en 1985; au cours des six premiers mois de 1986, le nombre de mises en chantier de logements connaît une nouvelle hausse de 25,6% par rapport aux mêmes mois de 1985. Les dépenses d'investissement en constructions non résidentielles, machinerie et équipements augmenteraient pour leur part de 6,9% en 1986 alors qu'elles étaient en hausse de 7% en 1985; les dépenses des entreprises commerciales augmenteraient moins fortement en 1986 qu'en 1985, soit de 9,7% comparativement à 16,3%, mais les dépenses publiques en immobilisations s'accroîtraient de 2,3% en 1986 alors qu'elles diminuaient de 5,7% en 1985.

La situation sur le marché du travail s'améliore lentement au début de 1986 comme depuis la fin de la récession. Le taux de chômage se situe en moyenne à 11,8% au cours des six premiers de 1986 comparativement à 12,6% au cours de la même période de 1985. La croissance de l'emploi, qui atteint 81 000 ou 3% de janvier à juin 1986, est particulièrement forte au premier trimestre de 1986, soit de 101 000 ou 3,8%, tandis qu'elle s'établit à 61 000 ou 2,2% au cours du deuxième trimestre, par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente. De janvier à juin 1986, on dénombre en moyenne 2 401,3 milliers d'emplois à temps plein au Québec et 415,7 milliers d'emplois à temps partiel, résultant de hausses respectives de 2,4% et 6,5% par rapport à la même période de 1985. Contrairement à l'année précédente, le secteur manufacturier contribue à l'accroissement de l'emploi avec une augmentation moyenne de 19 000 emplois ou 3,6% au cours des six premiers mois de 1986; cependant, c'est l'industrie de la construction qui affiche la plus forte croissance de l'emploi de janvier à juin 1986, soit de 21 000 ou 19,3% en moyenne par rapport à la même période de 1985.

Tableau 10.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1986 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1986			
	I	II	Dernières données	Janvier à juin 1986
Demande en biens et services				
Ventes au détail (000 000 $)	7 278,4	9 193,2	2 930,2[1]	16 471,6
Variation en %	8,6	9,3	7,2	9,0
Mises en chantier	8 409,0	19 544,0	-	27 953
Variation en %	-9,6	51,0	-	25,6
Exportations (000 000 $)	-	-	-	-
Variation en %	-	-	-	-
Immobilisations (000 000 $)	-	-	18 230,0[2]	-
Variation en %	-	-	7,4	-
Production de biens et services				
Expéditions manufacturières (000 000 $)	14 518,6	15 506,6	5 182,3[1]	30 025,2
Variation en %	3,9	2,9	0,4	3,3
Energie électrique produite (000 000 kWh)	42 270,4	-	10 868,7[3]	-
Variation en %	9,6	-	6,0	-
Main-d'oeuvre et emploi				
Population active (000)	3 159	3 229	3 308[4]	3 194
Variation en %	3,3	0,8	0,3	2,0
Taux d'activité (%)	61,4	62,6	64,1[4]	62,0
Emploi (000)	2 756	2 878	2 964[4]	2 817
Variation en %	3,8	2,2	0,5	3,0
Taux de chômage (%)	12,8	10,9	10,4[4]	11,8
Prix, salaires et revenus				
Indice des prix à la consommation à Montréal	132,0	133,4	134,6[4]	132,7
Variation en %	5,0	4,7	4,6	4,9
Salaires et traitements (000 000 $)	13 827	-	4 665[3]	-
Variation en %	4,9	-	4,2	-
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	406,55	-	407,43[3]	-
Variation en %	3,1	-	1,7	-
Marchés financiers (%)				
Taux d'escompte	10,95	9,07	8,63[5]	9,99
Taux préférentiel des banques	11,98	10,83	9,75[5]	11,38
Papier commercial à 90 jours	11,03	8,99	8,55[5]	9,97

1. Juin 1986
2. Pour toute l'année 1986, selon les données révisées à la mi-année de l'enquête "Investissements privés et publics" de Statistique Canada.
3. Mai 1986
4. Juillet 1986
5. 13 août 1986

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Banque du Canada.

On constate par ailleurs au premier semestre de 1986, un écart grandissant entre la croissance de l'indice des prix à la consommation et celle de la rémunération hebdomadaire moyenne. En effet, alors que cette rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 2,7% au cours des cinq premiers mois de 1986, l'indice des prix à la consommation, dont la croissance s'était déjà accélérée au deuxième semestre de 1985, enregistre une hausse de 5% par rapport aux cinq premiers mois de 1985. Pour l'ensemble de l'année 1985, l'indice des prix à la consommation était en hausse de 4,4% tandis que la rémunération hebdomadaire moyenne augmentait de 3,0% par rapport à 1984. En juin et juillet 1986, l'indice des prix à la consommation connaît des hausses respectives de 4% et 4,6% malgré des diminutions de 10,1%, pour ces deux mois, de l'indice des prix à la consommation de l'énergie.

La faible croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne et la baisse des prix des combustibles utilisés dans l'industrie permettent une croissance très modérée des prix de vente industriels; par exemple, l'indice des prix de vente de l'industrie manufacturière canadienne s'accroît de 1,5% au cours des six premiers mois de 1986 et de 0,3% seulement en juillet 1986, par rapport aux mêmes périodes de 1985. Toutefois, la faible progression des taux de rémunération du travail affecte la croissance des revenus sous forme de salaires et traitements; ainsi, la valeur totale des salaires et traitements versés au Québec enregistre une hausse de 4,7% au cours des cinq premiers mois de 1986 alors qu'en 1985 celle-ci augmentait de 6,8% en regard de l'année précédente.

Les transferts des administrations publiques aux particuliers sous forme de prestations d'aide sociale ou d'assurance-chômage connaissent également une croissance sensiblement plus faible depuis le début de 1986. Selon les comptes économiques préliminaires des revenus et dépenses du Québec, le revenu personnel disponible, qui tient compte des revenus des particuliers, des transferts, et des impôts, s'accroît de 4,2% au premier trimestre de 1986, alors qu'il s'était accru de 7% en 1985.

L'évolution de la demande

Au cours des six premiers mois de 1986, la valeur des ventes au détail totalise 16 471,6 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 9% par rapport à la même période de 1985; le taux de croissance est un peu plus élevé au deuxième trimestre qu'au premier trimestre, soit de 9,3% comparativement à 8,6%, par rapport aux mêmes trimestres de 1985. Depuis le début de l'année, ce sont les ventes des magasins d'appareils ménagers qui connaissent le plus fort taux de croissance, soit de 22%, suivies par celles des quincailleries et des magasins de meubles qui augmentent respectivement de 14,7% et 11,8% par rapport à la même période de 1985; ces trois catégories de commerces bénéficient de la forte activité dans la construction résidentielle. Les magasins de vêtements et de chaussures connaissent, par ailleurs, des taux de croissance respectifs de 8,5% et 9,6% de leurs ventes depuis le début de l'année, tandis que les magasins d'aliments enregistrent une hausse de 11,2% de leurs ventes par rapport à la même période de 1985.

Par ailleurs, on constate un fléchissement marqué de la croissance des ventes d'automobiles neuves dont la valeur est en hausse de 10,5% au cours des six premiers mois de 1986, alors qu'elle augmentait de 20,9% en 1985 par rapport à 1984; le nombre de véhicules automobiles neufs vendus au Québec est d'ailleurs en baisse de 3,1% de janvier à juin 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985.

En ce qui concerne la construction résidentielle, le nombre de logements mis en chantier enregistre une croissance de 25,6%, au cours des six premiers mois de 1986, pour totaliser 27 953 unités, comparativement à 22 250 au cours de la même période de 1985. Le nombre de logements mis en chantier diminue de 9,6% au premier trimestre de 1986, mais il connaît par la suite une hausse de 51% au deuxième trimestre par rapport aux mêmes trimestres de 1985. Seules les mises en chantier de logements en rangée subissent un recul au cours des six premiers mois de 1986, leur nombre (414 unités) diminuant de 71,9% par rapport à la même période de 1985. Le nombre de mises en chantier s'accroît ainsi de 22,7% pour les logements simples (pour un total de 10 962 unités), de 39,7% pour les logements doubles (1 853 unités) et de 40,1% pour les appartements (14 724 unités). La forte demande sur ce marché s'accompagne d'un redressement de l'indice des prix des logements neufs qui s'accroît de 6,1% à Montréal au cours des six premiers mois de 1986, par rapport aux mêmes mois de 1985, alors que pour l'ensemble de 1985 cet indice augmentait en moyenne de 3,5% par rapport à 1984.

En dehors du secteur de l'habitation, les investissements génèrent également une demande importante au Québec en 1986. En effet, selon les données révisées de la mi-année de l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publiés[1], les dépenses d'immobilisation devraient atteindre 13 973,4 millions de dollars (excluant la construction résidentielle) au Québec en 1986, dont 6 439,9 millions en constructions non résidentielles et 7 533,5 millions en machinerie et équipements. L'augmentation de ces dépenses atteindrait 6,9% en 1986, soit 6,3% pour la construction non résidentielle et 7,4% pour la machinerie et les équipements, faisant suite à des hausses de 7% en 1985 et 12,8% en 1984. Les dépenses en immobilisations des entreprises commerciales augmenteraient moins fortement en 1986 qu'en 1985, soit de 9,7% en regard de 16,3%, mais elles demeureraient élevées notamment dans le secteur manufacturier où les taux d'utilisation de la capacité de production restent faibles pour plusieurs industries. Malgré une croissance modeste des bénéfices des sociétés en 1985, 3,6% selon les comptes économiques du Québec, de façon générale la situation financière des entreprises continue de s'améliorer. Cependant, la diminution du nombre et du passif des faillites est moins marquée en 1986; le passif des faillites commerciales totalise en effet 230,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 1986, soit une baisse de 4,6%, tandis qu'en 1985 ce passif était en baisse de 13,2% en regard de l'année précédente. En ce qui a trait aux dépenses publiques en immobilisations, elles devraient connaître une augmentation de 2,3% en 1986, alors qu'elles avaient diminué de 5,7% en 1985 et de 1% en 1984. Ce redressement est attribuable aux entreprises publiques dont les dépenses augmenteraient de 2,5% en 1986, après avoir diminué de 16,5% en 1985 et 11,3% en 1984.

1. Statistique Canada, Investissements privés et publics, 1986.

Tableau 10,2
Principales variables des comptes économiques du Québec 1985-1986

	1985				1986
	I	II	III	IV	I
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	24 900	25 866	26 825	27 344	26 850
Variation en %	7,7	6,0	7,4	8,8	7,8
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	15 017	16 307	15 759	17 451	16 245
Variation en %	7,6	8,2	10,0	10,2	8,2
Dépenses publiques courantes	5 590	6 003	6 215	6 504	5 981
Variation en %	5,3	5,5	6,5	5,2	7,0
Formation brute de capital fixe	3 998	4 598	4 711	4 753	4 323
Variation en %	9,2	9,3	11,1	11,9	8,1
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	14 118	14 881	15 141	15 179	14 834
Variation en %	6,5	6,7	6,6	6,2	5,1
Revenu personnel disponible	17 303	19 169	18 314	18 832	18 030
Variation en %	10,3	8,2	5,4	4,6	4,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	1 966	1 953	1 800	2 107	1 899
Variation en %	6,7	-1,5	-1,1	10,2	-3,4

SOURCE: Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Premier trimestre 1986.

L'évolution sectorielle de l'activité économique

Au cours de la première moitié de 1986, le secteur manufacturier québécois enregistre une croissance de 3,3% de la valeur de ses expéditions, ce qui représente un ralentissement par rapport à la croissance de 5% observée en 1985; de plus, le taux de croissance s'abaisse à 2,9% au second trimestre de 1986 alors qu'il atteignait 3,9% au premier trimestre, en regard des mêmes trimestres de 1985. Cependant, cette faiblesse de la croissance de la valeur des expéditions des manufacturiers québécois, au cours des six premiers mois de 1986, est en bonne partie attribuable à la baisse de 26,5%, par rapport aux mêmes mois de 1985, de la valeur des expéditions de l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon; l'indice canadien des prix de vente de cette industrie, qui diminue de 10% en moyenne pour la même période de comparaison, permet d'évaluer à 20% la baisse du volume des expéditions de produits dérivés du pétrole et du charbon au cours de la période de janvier à juin 1986. En excluant cette industrie, on constate que la valeur des expéditions des autres manufacturiers québécois s'accroît de 6,4% au cours des six premiers mois de 1986. L'industrie des aliments connaît pour sa part un des plus faibles taux de croissance de la valeur de ces expéditions, soit de 0,8% par rapport à la même période de 1985.

Par contre, les industries qui exportent une forte proportion de leur production à l'extérieur de la province affichent un taux de croissance relativement élevé; ainsi l'industrie des papiers et des produits connexes augmente la valeur de ses expéditions de 6% au cours des six premiers mois de 1986 (comparativement à une hausse de 6,1% en 1985, par rapport à 1984), tandis que l'industrie des métaux de première transformation connaît une hausse de 6,3% (comparativement à 1,5% en 1985) et celle du matériel de transport, une hausse de 9,7% (comparativement à 12,9% en 1985). Parmi les autres industries qui enregistrent une forte croissance de la valeur de leurs expéditions au cours des six premiers mois de 1986, on peut signaler celles des produits en plastique (9,3%), du cuir (11,2%), des textiles de première transformation (9,5%), des produits textiles (12,6%), l'industrie chimique (10,5%) ainsi que l'industrie du bois (12,7%).

La bonne tenue des industries à forte intensité de main-d'oeuvre se traduit par un accroissement de 19 000 de l'emploi manufacturier qui s'établit à 554 000 en moyenne entre janvier et juin 1986. En 1985, l'emploi dans le secteur manufacturier avait fléchit de 12 000 en regard de l'année précédente.

Au chapitre de l'investissement, le secteur manufacturier québécois devrait connaître une autre bonne année en 1986, puisque les dépenses d'immobilisation devraient s'accroître de 17%, après avoir augmenté de 19,3% en 1985 et de 31,8% en 1984; elles totaliseraient ainsi 3 840,7 millions de dollars en 1986[2]. L'industrie des papiers et des produits connexes contribuerait fortement à cette croissance, ses dépenses en immobilisations devant augmenter de 66,8% pour atteindre 1 139,5 millions de dollars. On note également de fortes hausses de la valeur des dépenses en immobilisations dans les industries des produits en matière plastique (131,5%), des produits chimiques (80,9%), des produits métalliques (27,5%) et du matériel de transport (26,4%). Dans l'industrie des métaux de première transformation, après des investissements importants dans l'aluminerie au cours des dernières années, les dépenses en immobilisations diminueraient de 35% en 1986; elles s'élèveraient tout de même à 552,8 millions de dollars.

2. Selon l'enquête de Statistique Canada citée précédemment.

L'industrie de la construction connaît une activité intense au cours de la première moitié de 1986 alors que les travaux en constructions non résidentielles sont presqu'aussi importants que l'année précédente et que la construction résidenteille est encore plus dynamique. En effet, au cours des cinq premiers mois de 1986, la valeur des permis de bâtir émis au Québec est en hausse de 30% par rapport à la même période de 1985. La valeur des permis émis pour la construction non résidentielle diminue de 8% par rapport aux cinq premiers mois de 1985, où cependant, la valeur de ces permis était en hausse de 69,6% par rapport à la même période de 1984. Quant à la construction résidentielle, la valeur des permis de bâtir s'accroît de 60,1% au cours des cinq premiers mois de 1986 par rapport aux mêmes mois de 1985; le nombre total de logements mis en chantier au cours des six premiers mois de 1986 atteint 27 953 unités, le nombre le plus élevé, pour la première moitié de l'année, depuis le début de la décennie. Cette activité se reflète sur l'emploi de l'industrie dont le niveau moyen se situe à 129 800 au cours des mois de janvier à juin 1986 en regard de 108 800 au cours des mêmes mois de 1985.

L'industrie minière connaît pour sa part une croissance modeste au cours des six premiers mois de 1986, le volume total de minerai extrait enregistrant une hausse de 1,2% et le volume total de minerai traité une augmentation de 1,9% comparativement à la même période de 1985. C'est pour le minerai de métaux ferreux que l'on observe la plus forte hausse du volume extrait, soit de 16%, tandis que le volume de minerai de métaux non ferreux extrait diminue de 1,8% et que le volume d'amiante extrait est en baisse de 28,3%, par rapport au six premiers mois de 1985. Le nombre de personnes employées dans le secteur minier se situe à 23 000 en moyenne au cours des six premiers mois de 1986 comme au cours de la même période en 1985. De même, les dépenses en immobilisations devraient demeurer à un niveau élevé soit à 356,5 millions de dollars, comparativement à 360 millions de dollars en 1985. Quant à l'agriculture, la valeur des recettes monétaires provenant de la vente de produits agricoles diminue de 2,5% au cours des six premiers mois de 1986, pour se situer à 1 435 millions de dollars. Le nombre de personnes employées dans l'agriculture s'établit en moyenne à 85 000 au cours de cette période, au même niveau qu'au cours de la même période un an plus tôt.

Par contre, les dépenses en immobilisations dans l'industrie agricole seraient sensiblement réduites, passant de 642,1 millions de dollars en 1985 à 503,2 millions de dollars en 1986.

Dans le secteur tertiaire, la croissance de l'économie se révèle moins vigoureuse en 1986, qu'au cours de l'année précédente si on en juge par l'évolution de l'emploi; on observe en effet une augmentation moyenne de 36 000 emplois dans le secteur tertiaire au cours des six premiers mois de 1986, alors qu'en 1985, la croissance moyenne de l'emploi atteignait 87 000 par rapport à 1984. C'est le commerce qui enregistre la plus forte augmentation de l'emploi au cours des six premiers mois de 1986, soit de 25 000 en moyenne, par rapport aux mêmes mois de 1985, suivi de l'administration publique avec une augmentation de 9 500, et des transports et autres services d'utilité publique, avec une hausse de 4 500; par contre, le secteur des finances, assurances et affaires immobilières connaît une diminution de 2,500 du nombre de personnes employées au cours de la même période de comparaison. Finalement, le nombre d'emplois demeure inchangé dans le secteur des services sociaux, commerciaux et personnels qui emploie 929 000 personnes en moyenne au cours des six premiers mois de 1986. Au chapitre des dépenses en immobilisations, c'est le secteur des services commerciaux qui devrait connaître l'augmentation la plus importante en 1986, soit de 17,3%; ces dépenses s'élèveraient à 1 691,2 millions de dollars. Des hausses appréciables s'observent aussi dans le secteur des communications (12,6%) où les dépenses totaliseraient 745,3 millions de dollars, et dans les finances, assurances et affaires immobiliaires (9,1%) où elles atteindraient 957,0 millions de dollars. De plus, les dépenses en immobilisations du secteur de l'électricité, du gaz et des autres sevices d'utilité publique ne diminueraient que de 1,9% en 1986 (à 1 762,1 millions de dollars) alors qu'elles étaient en baisse de 14,2% et 11,6% au cours des deux années précédentes.

Tableau A1.1

Balance des paiements internationaux, Canada
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Commerce de marchandises	7 368	17 813	17 705	20 668	16 817
Opérations au titre des services					
Voyages	-1 116	-1 284	-2 204	-2 126	-2 144
Intérêts et dividendes	-6 622	-9 126	-8 954	-11 254	-12 812
Transports	440	585	539	667	191
Autres opérations au titre des services	-6 278	-5 517	-5 139	-5 243	-4 669
Retenues fiscales	-1 110	-1 178	-1 043	-1 100	-1 069
Solde des opérations au titre des services	-14 686	-16 520	-16 801	-19 056	-20 503
Solde au titre des biens et services	-7 318	1 293	904	1 612	-3 686
Transferts nets	1 552	1 371	781	940	1 038
Solde total du compte courant	**-5 766**	**2 665**	**1 686**	**2 553**	**-2 648**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A2.1
Variation de l'indice des prix à la consommation
Canada et principales villes
1985/1984

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
				(%)				
Ensemble	4,4	4,5	4,4	3,9	2,9	3,2	3,2	4,0
Alimentation	1,7	4,3	3,6	2,5	4,3	4,1	2,0	2,9
Habitation	4,8	4,1	4,0	4,0	0,8	1,2	1,4	3,5
Habillement	2,6	3,4	2,8	3,5	2,2	1,9	2,4	2,8
Transports	5,6	3,7	4,5	4,8	5,4	4,7	5,7	4,8
Santé et soins personnels	3,8	4,7	4,3	4,2	2,6	2,9	2,2	3,5
Loisirs, lecture et formation	4,1	3,2	3,3	4,5	3,5	3,8	5,4	4,0
Tabacs et alcool	10,5	11,7	12,7	7,8	7,0	7,9	9,6	9,5

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A2.2

Expéditions manufacturières au Québec
(à prix constants)[1]

1985 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1985				
	I	II	III	IV	1985
	(000 000 $)				
Aliments	1 787,9	1 916,8	1 862,6	1 914,8	7 482,0
Variation en %	-0,5	0,0	2,3	1,0	0,7
Boissons	184,7	249,7	247,2	240,0	921,5
Variation en %	1,9	0,0	0,2	-2,4	-0,2
Tabac	130,7	143,5	169,8	156,0	599,9
Variation en %	-0,3	-6,0	19,0	-1,4	2,6
Produits en caoutchouc	x[2]	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	185,5	210,5	191,3	195,0	782,3
Variation en %	-0,9	3,4	0,8	0,8	0,9
Cuir et produits connexes	82,7	79,5	128,5	100,2	390,9
Variation en %	-10,2	-12,4	-3,3	-4,6	-7,1
Textiles de première transformation	351,4	339,7	300,9	355,6	1 348,0
Variation en %	-2,8	-15,7	2,8	0,5	-4,5
Produits textiles	245,2	270,9	257,7	282,4	1 056,2
Variation en %	-8,4	-4,7	1,8	5,7	-1,5
Habillement	696,5	640,6	819,6	741,7	2 897,8
Variation en %	-2,8	-2,8	2,3	6,7	0,9
Papier et produits connexes	1 311,4	1 354,4	1 345,2	1 375,7	5 386,6
Variation en %	-0,6	2,0	8,3	10,2	4,9
Imprimerie, édition et industries connexes	484,9	511,3	481,5	551,5	2 029,1
Variation en %	0,1	-1,4	-0,5	5,0	0,9
Produits raffinés du pétrole et du charbon	1 034,8	992,8	950,4	1 026,0	4 003,9
Variation en %	-16,1	-10,3	5,0	2,7	-5,6
Industrie chimique	801,3	875,2	820,6	854,7	3 351,7
Variation en %	0,3	4,4	4,7	7,2	4,2
Bois	470,8	587,7	568,7	551,4	2 178,3
Variation en %	-0,4	2,4	8,1	10,4	5,1
Meubles et articles d'ameublement	175,5	207,9	201,9	217,6	802,9
Variation en %	-2,0	11,4	15,9	17,2	10,7
Métaux primaires	1 035,3	1 161,2	1 065,8	1 171,4	4 432,2
Variation en %	-6,9	3,5	4,7	12,6	3,3
Produits métalliques	696,6	726,4	801,8	845,7	3 070,7
Variation en %	0,4	12,7	15,5	17,2	11,5
Machinerie	207,4	242,5	221,5	232,1	903,6
Variation en %	12,0	19,2	19,2	14,4	16,2
Matériel de transport	959,5	992,5	946,9	1 091,6	3 990,5
Variation en %	-5,4	-2,1	19,5	15,7	6,0
Produits électriques et électroniques	605,2	648,7	590,8	672,6	2 517,5
Variation en %	3,5	2,8	-2,2	5,8	2,5
Produits minéraux non métalliques	195,9	321,1	319,4	291,2	1 127,4
Variation en %	2,0	13,5	9,5	4,6	7,9
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries des biens durables[3]	4 346,3	4 887,9	4 716,7	5 073,6	19 024,5
Variation en %	-2,0	4,9	10,0	12,5	6,4
Industries des biens non-durables[3]	7 296,7	7 584,9	7 575,0	7 793,5	30 250,1
Variation en %	-3,6	-2,1	3,9	4,1	0,5
Total	11 855,1	12 722,3	12 565,8	13 113,5	50 252,8
Variation en %	-3,4	0,0	5,8	6,7	2,2

1. Dégonflées par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie.
2. x: données confidentielles.
3. Total des industries de ce groupe, sauf les industries dont les données sont non disponibles.

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.1
Population selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	308,7	295,6	279,2	262,3	248,2
Variation en %	-3,0	-4,2	-5,6	-6,1	-5,4
Femmes	298,9	285,5	269,3	252,5	238,3
Variation en %	-3,2	-4,5	-5,7	-6,2	-5,6
20-24 ans					
Hommes	314,7	313,8	313,7	312,8	310,3
Variation en %	0,6	-0,3	-0,1	-0,3	-0,8
Femmes	318,0	316,6	315,2	311,4	306,1
Variation en %	0,9	-0,4	-0,4	-1,2	-1,7
25-44 ans					
Hommes	968,1	994,3	1 019,3	1 042,3	1 067,8
Variation en %	2,5	2,7	2,5	2,2	2,4
Femmes	979,3	1 006,8	1 033,8	1 058,7	1 083,0
Variation en %	2,6	2,8	2,7	2,4	2,3
45-64 ans					
Hommes	592,8	597,7	603,0	609,3	616,0
Variation en %	1,1	0,8	0,9	1,0	1,1
Femmes	638,3	643,7	649,0	654,8	660,8
Variation en %	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9
65 ans et plus					
Hommes	222,2	227,9	233,3	238,1	243,1
Variation en %	2,8	2,6	2,4	2,0	2,1
Femmes	304,1	314,1	323,6	332,8	341,8
Variation en %	3,8	3,3	3,0	2,8	2,7
15 ans et plus					
Hommes	**2 406,8**	**2 429,7**	**2 448,4**	**2 464,5**	**2 485,4**
Variation en %	**1,2**	**1,0**	**0,8**	**0,7**	**0,8**
Femmes	**2 538,8**	**2 566,8**	**2 590,6**	**2 609,9**	**2 630,1**
Variation en %	**1,4**	**1,1**	**0,9**	**0,7**	**0,8**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.2
Population active selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	151,5	129,0	125,4	122,6	117,3
Variation en %	-4,9	-14,9	-2,8	-2,3	-4,3
Femmes	128,6	111,4	109,7	103,5	104,9
Variation en %	-3,3	-13,4	-1,6	-5,6	1,4
20-24 ans					
Hommes	265,0	253,6	253,8	253,8	252,2
Variation en %	0,3	-4,3	0,1	0,0	-0,6
Femmes	228,6	225,0	228,0	226,0	222,6
Variation en %	0,3	-1,6	1,3	-0,9	-1,5
25-44 ans					
Hommes	910,7	920,2	941,3	964,0	991,5
Variation en %	2,4	1,0	2,3	2,4	2,9
Femmes	590,8	594,1	632,6	677,5	717,6
Variation en %	8,5	0,6	6,5	7,1	5,9
45-64 ans					
Hommes	486,8	479,4	485,6	477,0	478,0
Variation en %	-0,8	-1,5	1,3	-1,8	0,2
Femmes	241,8	245,7	249,9	250,9	256,2
Variation en %	1,2	1,6	1,7	0,4	2,1
65 ans et plus					
Hommes	23,7	25,7	23,0	23,8	26,5
Variation en %	-11,3	8,5	-10,4	3,6	11,2
Femmes	12,8	14,0	19,5	23,7	14,3
Variation en %	-2,5	9,1	39,3	21,4	-39,8
15 ans et plus					
Hommes	**1 837,7**	**1 807,9**	**1 829,4**	**1 840,8**	**1 865,7**
Variation en %	**0,4**	**-1,6**	**1,2**	**0,6**	**1,3**
Femmes	**1 202,6**	**1 190,0**	**1 239,6**	**1 281,8**	**1 315,2**
Variation en %	**3,9**	**-1,0**	**4,2**	**3,4**	**2,6**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.3
Taux d'activité selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	49,1	43,6	44,9	46,7	47,3
Femmes	43,0	39,0	40,7	41,0	44,0
20-24 ans					
Hommes	84,2	80,8	80,9	81,1	81,3
Femmes	71,9	71,1	72,3	72,6	72,7
25-44 ans					
Hommes	94,1	92,5	92,3	92,5	92,8
Femmes	60,3	59,0	61,2	64,0	66,2
45-64 ans					
Hommes	82,1	80,2	80,5	78,3	77,6
Femmes	37,9	38,2	38,5	38,3	38,7
65 ans et plus					
Hommes	10,7	11,3	9,9	10,0	10,9
Femmes	4,2	4,5	6,0	7,1	4,1
15 ans et plus					
Hommes	**76,4**	**74,4**	**74,7**	**74,7**	**75,1**
Femmes	**47,4**	**46,4**	**47,8**	**49,1**	**50,0**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.4
Emploi selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	118,8	89,1	90,1	93,9	92,7
Variation en %	-5,5	-25,0	1,1	4,3	-1,3
Femmes	102,1	83,7	81,7	80,4	84,6
Variation en %	-2,4	-18,0	-2,4	-1,5	5,2
20-24 ans					
Hommes	221,0	196,3	193,8	204,8	204,1
Variation en %	-0,9	-11,2	-1,3	5,7	-0,4
Femmes	197,2	183,8	187,7	187,3	190,5
Variation en %	0,1	-6,8	2,1	-0,2	1,7
25-44 ans					
Hommes	840,6	811,7	828,3	854,6	889,7
Variation en %	1,9	-3,4	2,1	3,2	4,1
Femmes	530,8	520,0	552,8	595,6	636,5
Variation en %	6,1	-2,0	6,3	7,7	6,9
45-64 ans					
Hommes	456,0	438,7	441,1	434,8	435,4
Variation en %	-1,2	-3,8	0,6	-1,4	0,2
Femmes	223,8	222,9	225,1	224,5	231,1
Variation en %	2,5	-0,4	1,0	-0,3	2,9
65 ans et plus					
Hommes	23,0	24,9	22,3	23,3	26,1
Variation en %	-12,4	8,3	-10,4	4,5	11,8
Femmes	12,8	13,8	19,2	23,6	14,1
Variation en %	-1,3	7,1	39,4	23,0	-40,3
15 ans et plus					
Hommes	**1 659,3**	**1 560,4**	**1 575,7**	**1 611,3**	**1 647,7**
Variation en %	**-0,1**	**-6,0**	**1,0**	**2,3**	**2,3**
Femmes	**1 066,8**	**1 024,0**	**1 066,4**	**1 111,0**	**1 156,7**
Variation en %	**3,3**	**-4,0**	**4,1**	**4,2**	**4,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.5

Rapport emploi/population selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	38,5	30,1	32,3	35,9	37,3
Femmes	34,1	29,3	30,4	31,9	35,5
20-24 ans					
Hommes	70,2	62,6	61,8	65,5	65,8
Femmes	62,0	58,0	59,5	60,2	62,2
25-44 ans					
Hommes	86,8	81,6	81,3	82,0	83,3
Femmes	54,2	51,6	53,5	56,3	58,8
45-64 ans					
Hommes	76,9	73,4	73,1	71,4	70,7
Femmes	35,1	34,6	34,7	34,3	35,0
65 ans et plus					
Hommes	10,3	10,9	9,6	9,8	10,7
Femmes	4,2	4,4	5,9	7,1	4,1
15 ans et plus					
Hommes	**68,9**	**64,2**	**64,4**	**65,4**	**66,3**
Femmes	**42,0**	**39,9**	**41,2**	**42,6**	**44,0**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.6

Chômeurs selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	32,8	40,1	35,4	28,7	24,7
Variation en %	-2,5	22,1	-11,6	-19,1	-14,0
Femmes	26,4	27,7	28,1	23,2	20,3
Variation en %	-7,3	4,7	1,5	-17,5	-11,9
20-24 ans					
Hommes	44,3	57,3	60,1	48,8	48,1
Variation en %	7,1	29,4	4,9	-18,7	-1,7
Femmes	31,3	41,3	40,3	38,8	32,1
Variation en %	0,8	31,6	-2,4	-3,7	-17,0
25-44 ans					
Hommes	70,0	108,8	113,1	109,5	102,0
Variation en %	8,1	55,4	4,0	-3,2	-6,8
Femmes	60,0	74,1	79,6	82,0	81,1
Variation en %	36,9	23,5	7,4	3,0	-1,1
45-64 ans					
Hommes	30,6	40,7	44,4	42,2	42,5
Variation en %	4,0	33,0	9,2	-5,1	0,8
Femmes	18,1	22,9	25,2	26,6	24,7
Variation en %	-13,5	26,7	9,8	5,6	-7,2
15 ans et plus					
Hommes	**178,5**	**247,5**	**253,6**	**229,5**	**218,0**
Variation en %	**5,2**	**38,7**	**2,5**	**-9,5**	**-5,0**
Femmes	**135,8**	**165,8**	**173,3**	**170,5**	**158,4**
Variation en %	**9,1**	**22,2**	**4,5**	**-1,6**	**-7,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.7
Taux de chômage selon l'âge et le sexe
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	21,7	31,1	28,2	23,4	21,0
Femmes	20,5	24,8	25,6	22,4	19,4
20-24 ans					
Hommes	16,7	22,6	23,7	19,2	19,1
Femmes	13,7	18,3	17,7	17,1	14,4
25-44 ans					
Hommes	7,7	11,8	12,0	11,4	10,3
Femmes	10,2	12,5	12,6	12,1	11,3
45-64 ans					
Hommes	6,3	8,5	9,1	8,8	8,9
Femmes	7,5	9,3	10,1	10,6	9,7
15 ans et plus					
Hommes	**9,7**	**13,7**	**13,9**	**12,5**	**11,7**
Femmes	**11,3**	**13,9**	**14,0**	**13,3**	**12,0**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.8
Population de 15 ans ou plus par région administrative
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
			(000)		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	179,3	175,7	177,8	179,2	254,3
Variation en %	-0,9	-2,0	1,2	0,8	1,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	199,8	199,2	202,6	204,2	233,0
Variation en %	-9,0	-0,3	1,7	0,8	1,5
Québec	785,5	776,5	782,4	789,9	723,3
Variation en %	2,3	-1,1	0,8	1,0	0,5
Trois-Rivières	336,0	340,1	342,5	344,9	361,3
Variation en %	2,8	1,2	0,7	0,7	1,3
Estrie	173,0	179,5	181,3	182,5	200,7
Variation en %	-2,4	3,8	1,0	0,6	1,0
Montréal	2 824,0	2 854,8	2 879,3	2 898,7	2 952,7
Variation en %	1,2	1,1	0,9	0,7	0,8
Outaouais	198,6	202,8	205,3	205,7	189,5
Variation en %	1,2	2,1	1,2	0,2	0,9
Abitibi-Témiscamingue	109,3	118,8	118,9	120,6	111,8
Variation en %	12,3	8,7	0,1	1,4	1,3
Côte-Nord — Nouveau-Québec	81,2	73,0	73,0	73,0	88,9
Variation en %	-10,5	-10,1	0,0	0,0	-1,0

1. Les données pour 1985 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation pour 1985 sont calculés en fonction des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.9
Population active par région administrative
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
			(000)		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	91,1	82,6	90,8	99,7	140,0
Variation en %	-4,2	-9,3	10,0	9,7	5,1
Saguenay — Lac-Saint-Jean	108,5	106,4	107,1	109,6	131,9
Variation en %	-13,4	-1,9	0,6	2,3	6,5
Québec	469,0	457,7	457,8	476,3	438,4
Variation en %	2,1	-2,4	0,0	4,0	-0,6
Trois-Rivières	196,3	193,3	199,0	197,1	211,3
Variation en %	4,2	-1,5	2,9	-1,0	3,8
Estrie	104,8	107,7	112,5	107,5	124,5
Variation en %	-2,6	2,8	4,5	-4,4	6,2
Montréal	1 807,0	1 796,0	1 808,8	1 841,4	1 887,5
Variation en %	3,0	-0,6	0,7	1,8	1,7
Outaouais	124,1	122,1	131,5	128,8	127,4
Variation en %	-0,5	-1,6	7,7	-2,1	8,1
Abitibi-Témiscamingue	60,5	69,3	70,5	68,3	64,3
Variation en %	10,8	14,6	1,7	-3,2	3,2
Côte-Nord — Nouveau-Québec	46,2	44,0	44,7	47,3	55,3
Variation en %	-17,2	-4,7	1,5	6,0	-5,8

SOURCE: Statistique Canada.

1. Les données pour 1985 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation pour 1985 sont calculés en fonction des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

Tableau A3.10
Rapport emploi/population par région administrative
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(%)		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	41,8	37,0	40,0	43,7	45,4
Saguenay — Lac-Saint-Jean	47,4	45,5	43,9	45,1	48,2
Québec	53,4	51,2	51,5	53,7	55,1
Trois-Rivières	51,8	47,5	48,8	48,7	50,5
Estrie	53,8	50,7	52,7	51,5	55,4
Montréal	58,0	54,8	54,4	55,9	56,5
Outaouais	55,4	52,4	56,3	53,9	59,9
Abitibi-Témiscamingue	47,2	45,1	46,7	46,0	49,4
Côte-Nord — Nouveau-Québec	48,6	50,8	52,2	53,1	53,8

SOURCE: Statistique Canada.

1. Les données pour 1985 correspondent à la nouvelle délimitation des régions.

Tableau A4.1

Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Prêts sur reconnaissance de dette	3 220,3	3 394,5	4 154,3	5 094,9	6 085,2
Variation en %	10,1	5,4	22,4	22,6	19,4
Prêts hypothécaires	7 546,3	6 873,8	7 648,8	8 905,6	9 783,4
Variation en %	8,0	-8,9	11,3	16,4	9,9
Total	**10 766,5**	**10 268,0**	**11 803,0**	**14 000,6**	**15 868,6**
Variation en %	**8,6**	**-4,6**	**14,9**	**18,6**	**13,3**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques trimestrielles des caisses locales par fédération.

Tableau A4.2

Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			%		
Construction résidentielle	3,9	2,9	4,3	4,4	4,7
F.B.C.F. des entreprises (excluant la construction résidentielle)	11,8	11,2	9,5	9,8	10,0
F.B.C.F. des administrations publiques	2,3	2,2	2,4	2,5	2,5
F.B.C.F. totale en % du PIB	**18,1**	**16,3**	**16,2**	**16,7**	**17,2**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A4.3
Immobilisations des secteurs privé et public
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
	(000 000 $)				
Secteur privé	8 615,9	7 897,6	8 689,5	10 544,0	12 072,0
Variation en %	10,7	-8,3	10,0	21,3	14,5
Entreprises commerciales	6 182,0	6 006,0	5 477,1	6 870,2	7 993,3
Variation en %	8,8	-2,8	-8,8	25,4	16,3
Institutions et habitation	2 433,9	1 891,6	3 212,4	3 673,5	4 079,1
Variation en %	15,7	-22,3	69,8	14,4	11,0
Secteur public	5 123,3	5 199,9	5 257,6	5 204,1	4 907,2
Variation en %	1,8	1,5	1,1	-1,0	-5,7
Entreprises publiques	3 249,9	3 347,6	3 088,7	2 743,3	2 289,8
Variation en %	5,6	3,0	-7,7	-11,2	-16,5
Institutions publiques	384,0	373,1	474,1	464,5	591,4
Variation en %	16,3	-2,8	27,1	-2,0	27,3
Gouvernements	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 996,3	2 026,0
Variation en %	-8,4	-0,7	14,6	17,8	1,5
Total	13 739,2	13 097,5	13 947,1	15 748,0	16 980,0
Variation en %	7,2	-4,7	6,5	12,9	7,8

1. Données préliminaires.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A4.4
Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public
1975-1985

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985[1]	Moyenne 1975-1985
	($)											
Secteur privé	60,2	62,9	58,4	56,2	58,5	60,7	62,7	60,3	62,3	67,0	71,1	62,4
Entreprises commerciales	41,3	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	45,0	45,9	39,3	43,6	47,1	41,4
Institutions et habitation	18,9	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,7	14,1	23,0	23,3	24,0	21,0
Secteur public	39,8	37,1	41,6	43,8	41,5	39,3	37,3	39,7	37,7	33,0	28,9	37,6
Entreprises publiques	22,8	21,4	25,4	28,3	2,5	24,0	23,7	29,6	22,1	17,4	13,5	22,4
Institutions publiques	2,6	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,8	2,8	3,4	3,0	3,5	2,8
Gouvernements	14,4	13,1	13,5	13,0	11,8	12,7	10,8	11,3	12,2	12,7	11,9	12,4

1. Données préliminaires.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A4.5

Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1984-1985

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1984	1985	1984	1985	1984	1985	1984	1985
	(%)							
Administration publique provinciale	81,3	64,5	13,4	19,2	2,9	8,9	2,4	7,4
Gouvernement du Québec	76,3	58,0	17,0	23,1	3,6	10,0	3,1	8,9
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Cégeps	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	100,0	67,1	-	-	-	32,9	-	-
Institutions de santé	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques locales	60,8	75,0	22,9	-	16,3	22,9	-	2,1
Municipalités	76,4	79,3	1,8	-	21,8	18,2	-	2,5
Communautés urbaines	35,2	51,5	57,6	-	7,2	48,5	-	-
Corporations de comté	100,0	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	47,5	47,3	8,6	24,4	38,5	17,3	5,4	11,0
Hydro-Québec	46,9	50,6	7,5	15,8	39,8	20,5	5,8	13,1
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Sidbec	-	9,9	-	90,1	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	61,7	100,0	38,3	-	-	-	-	-
Commissions de transport	45,4	92,0	-	-	54,6	8,0	-	-
Total	**71,6**	**61,5**	**14,3**	**17,6**	**11,6**	**13,4**	**2,5**	**7,5**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Financement à long terme du secteur pulic québécois, 1985.

Tableau A6.1
PIB au coût des facteurs par industrie, répartition en pourcentage
1961, 1971, 1981-1985

	1961	1971	1981	1982	1983	1984	1985
Primaire	6,4	4,5	4,8	4,9	3,9	3,9	4,1
Agriculture	2,6	1,8	2,0	2,0	1,8	1,9	1,9
Forêts	1,1	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5
Pêche et piégeage	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines, carrières et puits de pétrole	2,6	2,0	2,1	2,1	1,5	1,4	1,6
Secondaire	37,0	31,6	29,2	24,9	25,4	25,4	25,9
Industries manufacturières	30,6	25,8	24,1	20,2	21,2	21,2	21,7
Construction	6,4	5,8	5,1	4,7	4,2	4,2	4,2
Tertiaire	56,6	63,9	65,9	70,2	70,7	70,6	70,2
Transports, communications et autres services d'utilité publique	12,9	12,2	11,5	13,1	13,1	13,2	12,2
Transports	-	-	5,2	5,5	5,5	5,5	5,3
Entreposage	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	-	-	2,8	3,1	3,0	3,1	3,2
Electricité, gaz et eau	-	-	3,3	4,2	4,4	4,4	3,5
Commerce de gros	12,2[1]	12,3[1]	4,8	4,7	4,8	4,8	4,8
Commerce de détail			6,6	6,3	6,2	6,4	6,6
Finances, assurances et affaires immobilières	11,8	11,9	11,0	12,2	13,6	13,8	14,1
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	14,5	21,0	23,8	24,9	23,8	23,5	23,8
Administration publique et défense	5,2	6,5	9,0	8,9	9,0	8,8	8,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

1. Total du commerce de gros et de détail.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A6.2
Immobilisations par industrie
Ontario
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Primaire	1 791,7	1 762,7	1 666,7	1 802,5	1 729,5
Variation en %	13,1	-1,6	-5,4	8,1	-4,0
Agriculture et pêche	1 140,0	1 177,9	1 143,9	1 211,8	1 068,2
Variation en %	8,2	3,3	-2,9	5,9	-11,9
Forêts	48,6	20,3	18,4	35,2	41,5
Variation en %	23,7	-58,2	-9,4	91,3	17,9
Mines, carrières et puits de pétrole	603,1	564,5	504,4	555,5	619,8
Variation en %	22,8	-6,4	-10,6	10,1	11,6
Secondaire	5 972,1	4 930,6	4 228,3	4 386,3	6 012,5
Variation en %	17,9	-17,4	-14,2	3,7	37,1
Industries manufacturières	5 646,7	4 601,0	3 888,1	4 004,3	5 580,4
Variation en %	18,2	-18,5	-15,5	3,0	39,4
Construction	325,4	329,6	340,2	382,0	432,1
Variation en %	14,3	1,3	3,2	12,3	13,1
Tertiaire	11 234,0	12 589,8	12 452,8	13 971,6	15 006,8
Variation en %	20,6	12,1	-1,1	12,2	7,4
Transports et entreposage	1 240,4	1 444,5	1 062,8	1 121,4	1 204,4
Variation en %	33,9	16,5	-26,4	5,5	7,4
Communications	1 010,5	1 038,4	923,5	1 023,2	1 047,3
Variation en %	11,9	2,8	-11,1	10,8	2,4
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 634,5	3 405,6	3 393,2	3 124,5	3 030,4
Variation en %	44,0	29,3	-0,4	-7,9	-3,0
Commerce	681,6	688,5	716,4	932,5	933,3
Variation en %	14,9	1,0	4,1	30,2	0,1
Finances, assurances et affaires immobilières	1 280,9	1 290,0	1 561,7	1 953,4	2 549,3
Variation en %	10,0	0,7	21,1	25,1	30,5
Service commerciaux et institution	2 216,3	2 320,5	2 473,3	3 143,2	3 590,1
Variation en %	8,9	4,7	6,6	27,1	14,2
Ministère gouvernementaux	2 169,8	2 402,3	2 321,9	2 673,4	2 652,0
Variation en %	16,3	10,7	-3.3	15,1	-0,8
Habitation	3 743,4	3 139,9	4 375,8	4 730,3	5 785,9
Variation en %	19,2	-16,1	39,4	8,1	22,3
Total	**22 741,2**	**22 423,0**	**22 723,6**	**24 890,7**	**28 534,7**
Variation en %	**19,0**	**-1,4**	**1,3**	**9,5**	**14,6**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A6.3
Immobilisations par industrie
Canada
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Primaire	15 146,2	14 851,2	13 864,4	14 253,7	14 738,2
Variation en %	14,3	-1,9	-6,6	2,8	3,4
Agriculture et pêche	4 859,9	4 341,6	4 086,5	4 178,8	3 867,4
Variation en %	8,8	-10,7	-5,9	2,3	-7,5
Forêts	281,7	148,0	154,9	199,5	203,2
Variation en %	-17,9	-47,5	4,7	28,8	1,9
Mines, carrières et puits de pétrole	10 004,6	10 361,6	9 623,0	9 875,4	10 667,6
Variation en %	18,5	3,6	-7,1	2,6	8,0
Secondaire	14 043,9	12 785,9	10 143,3	10 180,0	12 416,2
Variation en %	29,4	-9,0	-20,7	0,4	21,9
Industries manufacturières	12 739,3	11 492,5	8 858,4	8 886,7	11 003,5
Variation en %	30,7	-9,8	-22,9	0,3	23,8
Construction	1 304,6	1 293,4	1 984,9	1 299,3	1 412,7
Variation en %	17,7	-0,9	-0,7	1,1	8,7
Tertiaire	37 278,6	38 975,1	36 517,0	38 358,0	40 499,5
Variation en %	20,0	4,6	-6,3	5,0	5,6
Transports et entreposage	5 013,2	5 398,6	4 163,6	4 199,0	3 892,8
Variation en %	54,9	7,7	-22,9	0,9	-7,3
Communications	3 245,4	3 258,9	2 643,6	2 834,8	2 905,2
Variation en %	14,8	0,4	-18,9	7,2	2,5
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	7 984,9	9 195,6	8 649,4	7 254,5	6 752,7
Variation en %	19,2	15,2	-5,9	-16,1	-6,9
Commerce	1 999,2	1 936,5	2 026,1	2 485,8	2 332,0
Variation en %	15,6	-3,1	4,6	22,7	-6,2
Finances, assurances et affaires immobilières	4 423,1	3 925,4	3 916,0	4 229,6	5 530,7
Variation en %	22,0	-11,3	-0,2	8,0	30,8
Service commerciaux et institutions	6 971,8	6 941,5	6 838,4	8 259,7	9 548,6
Variation en %	10,9	-0,4	-1,5	20,8	15,6
Ministère gouvernementaux	7 641,0	8 318,6	8 279,9	9 094,6	9 537,5
Variation en %	14,6	8,9	-0,5	9,8	4,9
Habitation	13 135,4	10 148,8	12 994,1	12 579,9	14 436,7
Variation en %	19,3	-22,7	28,0	-3,2	14,8
Total	**79 604,1**	**76 761,0**	**73 518,8**	**75 377,6**	**82 090,6**
Variation en %	**20,3**	**-3,6**	**-4,2**	**2,5**	**8,9**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.1
Recettes monétaires agricoles
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Bétail et produits animaux	2 025 518	2 232 472	2 069 871	2 249 900	2 211 391
Variation en %	14,8	10,2	-7,3	8,7	-1,7
Produits laitiers	862 727	951 290	878 319	997 384	986 350
Variation en %	16,3	10,3	-7,7	13,6	-1,1
Porc	576 040	682 889	563 519	596 345	566 958
Variation en %	17,0	18,5	-17,5	5,8	-4,9
Boeuf et veau	255 846	264 146	296 301	276 581	275 110
Variation en %	5,1	3,2	12,2	-6,7	-0,5
Volaille	220 660	222 939	215 909	251 733	252 837
Variation en %	11,3	1,0	-3,2	16,6	0,4
Oeufs	82 700	80 017	82 798	89 174	91 453
Variation en %	20,0	-3,2	3,5	7,7	2,6
Mouton et agneau	1 905	2 970	3 732	4 295	5 339
Variation en %	24,0	55,9	25,7	15,1	24,3
Autres bétails et produits animaux	25 640	28 221	29 293	34 388	33 344
Variation en %	29,7	10,1	3,8	17,4	-3,0
Cultures	392 870	350 475	436 120	492 702	546 461
Variation en %	24,4	-10,8	24,4	13,0	10,9
Maïs	96 694	93 998	115 849	142 241	158 489
Variation en %	17,8	-2,8	23,2	22,8	11,4
Blé	13 000	9 742	9 023	11 094	14 528
Variation en %	16,5	-25,1	-7,4	23,0	31,0
Orge	13 816	17 926	19 111	24 066	27 838
Variation en %	78,7	29,7	6,6	25,9	15,7
Avoine	8 807	9 632	12 290	17 494	19 190
Variation en %	9,3	9,4	27,6	42,3	9,7
Betterave sucrière	2 789	2 949	2 614	1 762	1 251
Variation en %	-67,2	5,7	-11,4	-32,6	-29,0
Pomme de terre	46 318	41 743	40 852	48 398	36 702
Variation en %	68,6	-9,9	-2,1	18,5	-24,2
Légumes	75 287	85 315	83 636	93 966	97 087
Variation en %	22,5	13,3	-2,0	12,4	3,3
Fruits	31 656	35 711	35 115	35 306	44 066
Variation en %	8,4	12,8	-1,7	0,5	24,8
Floriculture et pépinières	34 549	33 833	38 168	50 879	55 727
Variation en %	15,2	-2,1	12,8	33,3	9,5
Tabac	18 579	23 704	26 370	27 487	27 380
Variation en %	5,6	27,6	11,2	4,2	-0,4
Autres cultures	44 375	-13 074	19 219	24 331	58 361
Variation en %	184,9	-	-	26,6	139,9
Assurance-récolte[1]	7 000	8 996	33 873	15 678	5 842
Variation en %	-58,8	28,5	276,5	-53,7	-62,7
Produits forestiers et de l'érable	61 027	46 151	50 789	50 591	64 694
Variation en %	9,5	-24,4	10,1	-0,4	27,9
Autres recettes monétaires[1]	219 630	170 316	182 707	261 953	274 472
Variation en %	52,8	-22,5	7,3	43,4	4,8
Total	**2 699 045**	**2 799 414**	**2 739 487**	**3 055 146**	**3 097 018**
Variation en %	18,8	3,7	-2,1	11,5	1,4

1. Ces rubriques représentent des paiements en vertu de divers programmes de soutien du revenu agricole.

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.2
Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Dépenses d'exploitation	1 893 726	1 960 363	1 945 892	2 040 960	2 009 714
Variation en %	19,6	3,5	-0,7	4,9	-1,5
Impôts fonciers	31 381	18 318	18 810	21 031	21 938
Variation en %	11,5	-41,6	2,7	11,8	4,3
Loyers	14 856	18 060	21 244	21 053	20 821
Variation en %	2,9	21,6	17,6	-0,9	-1,1
Salaires	154 298	184 229	203 265	210 527	226 250
Variation en %	17,4	19,4	10,3	3,6	7,5
Intérêts sur dette	280 789	273 506	231 573	249 538	237 346
Variation en %	59,6	-2,6	-15,3	7,8	-4,9
Entretien de la machinerie	190 763	219 351	233 641	250 479	262 692
Variation en %	21,7	15,0	6,5	7,2	4,9
Engrais et chaux	131 822	135 956	143 442	156 705	154 668
Variation en %	11,8	3,1	5,5	9,2	-1,3
Autres dépenses pour les cultures	101 571	114 916	119 393	130 440	132 506
Variation en %	14,7	13,1	3,9	9,3	1,6
Alimentation du bétail	680 397	676 159	649 492	667 678	611 593
Variation en %	15,1	-0,6	-3,9	2,8	-8,4
Autres dépenses pour le bétail	58 486	61 415	63 265	64 214	64 542
Variation en %	22,0	5,0	3,0	1,5	0,5
Réparation des bâtiments	50 593	49 615	51 371	52 758	54 077
Variation en %	2,2	1,9	3,5	2,7	2,5
Électricité et téléphone	60 543	61 150	65 425	66 829	68 140
Variation en %	5,5	1,0	7,0	2,1	2,0
Divers	138 227	147 688	144 971	149 708	155 141
Variation en %	11,1	6,8	-1,8	3,3	3,6
Dépenses d'amortissement	244 060	256 739	258 500	259 875	251 916
Variation en %	11,3	5,2	0,7	0,5	-3,1
Total	2 137 786	2 217 102	2 204 392	2 300 835	2 261 630
Variation en %	18,5	3,7	0,6	4,4	-1,7

SOURCE: Statistique Canada; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau A7.3
Principales espèces capturées
Pêche maritime et piégeage
1981-1985

Pêche maritime	1981	1982	1983	1984	1985			1985/1984 (var.%)		
	(000 $)				(000 $)	(tonnes)	($/t)	Valeur	Volume	Val.moy.
Morue	18 556,6	16 686,6	15 440,2	14 980,0	16 792	38 466	437	12,1	2,4	9,5
Homard	7 128,1	7 776,6	9 826,5	9 357,0	11 259	2 110	5 336	20,3	12,5	6,9
Crevette	5 880,1	6 885,6	7 431,1	6 990,0	8 679	6 475	1 340	24,2	22,7	1,2
Crabe	4 713,0	10 382,3	15 349,1	15 343,0	17 056	14 971	1 139	11,2	17,3	-5,2
Sébaste	2 557,9	2 738,0	2 181,3	3 153,0	2 060	9 260	222	-34,7	-33,2	-2,2
Hareng	1 515,5	990,1	768,9	660,0	812	3 128	260	23,0	8,3	13,4
Flétan du Groenland	1 134,2	1 098,3	589,4	884,0	1 258	1 963	641	42,3	30,0	9,5
Pétoncle	1 006,3	313,1	943,6	1 618,0	1 536	1 095	1 403	-5,1	-0,6	-4,5
Autres	3 408,6	3 129,5	2 746,1	3 795,0	3 725	-	-	-1,8	-	-
Total	**46 790,4**	**50 000,1**	**55 276,2**	**56 780,0**	**63 177**	-	-	**11,3**	-	-

Piégeage	1981	1982	1983	1984	1985			1985/1984 (var.%)		
	(000 $)				(000 $)	(000 peaux)	($/peau)	Valeur	Volume	Val.moy.
Castor	3 173,2	1 677,0	1 417,5	1 050,5	1 801,8	54,6	33	71,5	14,5	50,0
Rat musqué	2 054,7	971,3	905,6	1 108,9	1 127,0	245,0	4,6	1,6	10,5	-8,0
Renard	2 213,4	1 810,9	1 330,4	958,2	835,9	17,0	49,2	-12,8	0,6	-13,7
Raton laveur	817,7	586,5	320,1	172,2	305,6	14,5	21	77,5	18,7	50,0
Lynx du Canada	1 148,4	1 137,9	986,7	569,1	436,0	0,8	545	-23,7	-53,0	66,2
Martre	714,9	868,4	830,4	1 363,9	701,3	13,8	51	-48,6	-49,5	2,0
Autres	1 635,8	1 038,8	916,6	679,9	768,1	-	-	13,0	-	-
Total	**11 758,1**	**8 086,8**	**6 707,3**	**5 902,7**	**5 975,1**	-	-	**1,2**	-	-

1. Les volumes de poissons sont donnés en tonnes métriques et correspondent au poids vif.
SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Pêches et Océans Canada.

Tableau A7.4
Valeur brute de la production au niveau de la transformation
Industrie minière
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985p
			(000 $)		
Minéraux métalliques					
Cuivre	198 570	165 413	135 280	127 933	136 265
Variation en %	-21,7	-16,7	-18,2	-5,4	6,5
Or	307 082	360 119	459 538	429 684	407 665
Variation en %	-14,2	17,3	27,6	-6,5	-5,1
Molybdène	21 897	4 199	148	1 384	2 301
Variation en %	22,6	-80,8	96,5	835,1	66,3
Sélénium	5 852	3 814	1 650	5 460	3 148
Variation en %	-3,9	-34,8	-56,7	230,9	-42,3
Argent	20 127	14 784	17 896	16 340	13 836
Variation en %	-56,1	-26,5	21,0	-8,7	-15,3
Zinc	63 616	71 897	52 058	81 968	81 571
Variation en %	-0,1	13,0	27,6	57,5	-0,5
Minerai de fer	599 546	466 930	372 880	403 398	x
Variation en %	12,9	-22,1	-20,1	8,2	x
Minéraux industriels					
Amiante	420 044	298 145	321 212	278 641	241 054
Variation en %	-15,2	-29,0	7,7	-13,3	-13,5
Dolomie magnésitique brucite	11 472	8 216	6 826	6 382	5 000
Variation en %	10,3	-28,4	-16,9	-6,5	-21,7
Tourbe	15 359	15 967	18 215	17 171	18 488
Variation en %	-2,6	4,0	14,1	-5,7	7,7
Quartz ou silice	12 950	12 444	15 463	14 703	15 482
Variation en %	17,5	-3,9	24,3	-4,9	5,3
Soufre	1 426	1 976	7 292	9 112	12 035
Variation en %	-38,6	38,6	269,0	25,0	32,1
Matériaux de contruction					
Ciment	139 452	122 891	129 261	171 651	196 200
Variation en %	8,1	-11,9	5,2	32,8	14,3
Pierre	154 302	103 020	117 796	139 245	142 574
Variation en %	-4,6	-33,2	14,3	18,2	2,4
Sable et Gravier	99 471	58 995	64 435	66 353	60 019
Variation en %	28,2	-40,7	9,2	3,0	-9,5
Briques	12 967	10 537	18 634	18 915	19 357
Variation en %	-4,5	-18,7	76,8	1,5	2,3
Autres	299 201	296 368	283 581	380 177	882 770[1]
Variation	7,5	-0,9	-4,3	34,1	12,7[1]
Total	**2 383 334**	**2 015 715**	**2 022 165**	**2 168 517**	**2 237 765**
Variation en %	**-3,5**	**-15,4**	**0,3**	**7,2**	**3,2**

x: données confidentielles
p: données préliminaires
1. Incluant le minerai de fer. Le taux de variation est calculé par rapport à la donnée de 1984 à laquelle est ajoutée la valeur de la production de minerai de fer.
SOURCES: Statistique Canada; Ministère de l'Energie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.5

Prix de quelques minéraux extraits au Québec
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985[1]
Argent ($/kg)	405,60	316,07	455,06	348,13	279,04
Variation en %	-47,7	-22,1	44,0	-23,5	-19,8
Or ($/g)	17,72	14,92	16,74	15,01	13,91
Variation en %	-23,0	-15,8	12,2	-10,3	-7,3
Bismuth ($/kg)	6,96	6,02	-	-	-
Variation en %	2,4	-13,5	-	-	-
Cadmium ($/kg)	4,94	3,06	3,06	4,83	3,63
Variation en %	-32,6	-38,7	0,0	57,8	-24,8
Cuivre ($/kg)	2,21	1,95	2,08	1,89	1,98
Variation en %	-15,0	-11,8	6,7	-9,1	4,8
Molybdène ($/kg)	22,44	11,14	9,88	10,15	9,79
Variation en %	-10,9	-50,4	-11,3	2,7	-3,5
Nickel ($/kg)	9,06	8,70	8,69	6,73	6,85
Variation en %	3,0	-4,0	0,1	-22,6	1,8
Plomb ($/kg)	0,98	0,72	0,73	0,74	0,58
Variation en %	-10,1	-26,5	1,4	1,4	-21,6
Sélénium ($/kg)	23,79	23,49	10,11	25,68	21,88
Variation en %	-4,1	-1,3	57,0	154,0	-14,8
Tellure ($/kg)	34,96	32,56	31,78	33,50	27,44
Variation en %	-30,4	-6,9	2,4	5,4	-18,1
Zinc ($/kg)	1,20	1,08	1,15	1,41	1,27
Variation en %	23,7	-10,0	6,5	22,6	-9,9
Minerai de fer ($/t)	33,53	36,64	36,39	15,15	-
Variation en %	10,2	9,3	0,7	-58,4	-
Amiante ($/t)	437,25	399,90	431,45	403,43	401,09
Variation en %	1,6	-8,5	7,9	-6,5	-0,6

1. Données préliminaires.

SOURCE: Ministère de l'Energie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.6
Permis de bâtir par région administrative (logements simples et doubles).
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Bas-Saint-Laurent—					
Gaspésie	319	309	558	414	448
Variation en %	-35,3	-3,1	80,6	-25,8	8,2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	615	451	1 082	1 061	1 048
Variation en %	-36,6	-26,7	139,9	-1,9	-1,2
Québec	1 941	2 087	3 687	2 914	2 844
Variation en %	-31,9	7,5	76,7	-21,0	-2,4
Trois-Rivières	879	626	1 285	1 401	1 367
Variation en %	-31,8	-28,8	105,3	9,0	-2,4
Estrie	366	381	731	576	613
Variation en %	-41,5	4,1	91,9	-21,2	6,4
Montréal	10 295	8 686	14 332	12 849	11 062
Variation en %	-6,8	-15,6	65,0	-10,3	-13,9
Outaouais	484	597	1 592	1 737	1 565
Variation en %	-8,2	23,3	166,7	9,1	-9,9
Abitibi-Témiscamingue	282	278	469	443	467
Variation en %	-9,9	-1,4	68,7	-5,5	54
Côte-Nord — Nouveau-Québec	137	87	151	131	147
Variation en %	-26,7	-36,5	73,6	-13,2	12,2
Total	**15 318**	**13 502**	**23 887**	**21 526**	**19 561**
Variation en %	**-16,3**	**-11,9**	**76,9**	**-9,9**	**-9,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.7
Permis de bâtir par région administrative
(logements en rangée et appartements)
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
Bas-Saint-Laurent—					
Gaspésie	122	79	350	228	252
Variation en %	-49,4	-35,2	343,0	-34,9	10,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	398	172	348	315	662
Variation en %	-13,1	-56,8	102,3	-9,5	110,2
Québec	3 133	1 489	2 303	1 955	4 030
Variation en %	94,8	-52,5	54,7	-15,1	106,1
Trois-Rivières	683	277	1 113	1 806	2 151
Variation en %	-28,6	-59,4	301,8	623	19,1
Estrie	497	140	962	958	931
Variation en %	-0,2	-71,8	587,1	-0,4	-2,8
Montréal	9 343	6 231	11 025	11 069	13 508
Variation en %	34,2	-33,3	76,9	0,4	22,0
Outaouais	100	109	838	2 978	1 503
Variation en %	-3,8	9,0	668,8	255,4	-49,4
Abitibi-Témiscamingue	152	143	181	187	364
Variation en %	-19,6	-5,9	26,6	3,3	94,7
Côte-Nord — Nouveau-Québec	75	12	31	18	52
Variation en %	435,7	-84,0	158,3	-48,4	188,9
Total	**14 503**	**8 652**	**17 151**	**19 514**	**23 453**
Variation en %	**31,5**	**-40,3**	**98,2**	**13,8**	**20,2**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.1
Valeur des expéditions manufacturières[1]
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Aliments	7 320 221	7 893 379	7 854 905	8 395 032	8 544 501
Variation en %		7,8	-0,5	6,9	1,8
Boissons	983 729	1 049 292	1 076 838	1 165 386	1 204 385
Variation en %		6,7	2,6	8,2	3,3
Tabac	606 092	666 797	704 935	742 501	813 083
Variation en %		10,0	5,7	5,3	9,5
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en matière plastique	708 298	690 842	788 238	873 349	901 164
Variation en %		-2,5	14,1	10,8	3,2
Cuir et produits connexes	465 206	398 353	418 469	476 174	452 159
Variation en %		-14,4	5,0	13,8	-5,0
Textiles de première transformation	1 538 291	1 275 023	1 515 689	1 505 569	1 455 546
Variation en %		-17,1	18,9	-0,7	-3,3
Produits textiles	1 088 439	954 993	1 176 064	1 203 791	1 213 095
Variation en %		-12,3	23,1	2,4	0,8
Habillement	2 914 723	2 740 427	3 002 898	3 215 072	3 305 676
Variation en %		-6,0	9,6	7,1	2,8
Bois	1 742 877	1 526 341	2 055 506	2 227 943	2 392 488
Variation en %		-12,4	34,7	8,4	7,4
Meubles et articles d'ameublement	815 685	693 511	779 733	861 015	979 786
Variation en %		-15,0	12,4	10,4	13,8
Papier et produits connexes	5 069 707	4 947 909	5 062 213	5 708 624	6 058 457
Variation en %		-2,4	2,3	12,8	6,1
Imprimerie, édition et industries connexes	1 841 054	1 883 147	2 154 532	2 450 939	2 594 874
Variation en %		2,3	14,4	13,8	5,9
Première transformation des métaux	3 632 620	2 980 494	4 101 662	4 580 291	4 650 928
Variation en %		-18,0	37,6	11,7	1,5
Fabrication de produits métalliques	3 014 702	3 076 492	2 747 393	3 170 322	3 656 430
Variation en %		2,0	-10,7	15,4	15,3
Machinerie	1 081 674	902 237	886 553	922 769	1 114 558
Variation en %		-16,6	-1,7	4,1	20,8
Matériel de transport	4 089 005	3 274 161	3 905 964	4 486 796	5 066 488
Variation en %		-19,9	19,3	14,9	12,9
Produits électriques et électroniques	2 550 393	2 466 216	2 531 184	2 811 291	2 943 618
Variation en %		-3,3	2,6	11,1	4,7
Produits minéraux non métalliques	999 518	879 811	1 059 904	1 247 319	1 390 336
Variation en %		-12,0	20,5	17,7	11,5
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 418 021	5 736 351	5 426 682	5 391 779	5 341 880
Variation en %		5,9	-5,4	-0,6	-0,9
Industrie chimique	3 015 371	2 912 992	3 368 925	3 659 397	3 872 114
Variation en %		-3,4	15,7	8,6	5,8
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Total	50 267 190	48 249 520	52 049 470	56 736 620	59 558 710
Variation en %		-4,0	7,9	9,0	5,0

x: Données confidentielles.
1. Produits de propre fabrication.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.2
Indice des prix de vente dans les industries manufacturières au Canada
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(1981=100)		
Aliments	100	104,1	107,0	113,0	114,2
Variation en %		4,1	2,8	5,6	1,1
Boissons	100	113,2	120,9	126,0	130,5
Variation en %		13,2	6,8	4,2	3,6
Tabac	100	111,5	120,7	126,8	135,3
Variation en %		11,6	8,2	5,0	6,7
Produits en caoutchouc	100	107,3	108,3	109,8	112,2
Variation en %		7,3	1,0	1,4	2,1
Produits en matière plastique	100	104,4	107,7	112,6	115,2
Variation en %		4,5	3,1	4,6	2,3
Cuir et produits connexes	100	104,2	107,3	113,0	115,6
Variation en %		4,2	3,0	5,3	2,3
Textiles de première transformation	100	102,7	103,6	106,7	108,0
Variation en %		2,8	0,9	3,0	1,2
Produits textiles	100	105,3	108,2	112,3	114,8
Variation en %		5,3	2,7	3,7	2,3
Habillement	100	106,0	109,4	111,9	114,0
Variation en %		6,0	3,2	2,3	1,9
Bois	100	99,5	109,8	107,5	109,7
Variation en %		-0,5	10,3	-2,0	2,0
Meubles et articles d'ameublement	100	109,0	113,6	118,6	122,0
Variation en %		9,0	4,2	4,4	2,8
Papier et produits connexes	100	103,3	99,9	111,2	112,5
Variation en %		3,3	-3,3	11,3	1,2
Imprimerie, édition et industries connexes	100	110,5	115,5	121,8	127,9
Variation en %		10,5	4,6	5,4	5,0
Première transformation des métaux	100	100,5	103,3	106,7	104,9
Variation en %		0,5	2,8	3,3	-1,7
Fabrication de produits métalliques	100	107,5	110,7	115,1	118,9
Variation en %		7,5	3,0	4,0	3,3
Machinerie	100	109,9	114,2	118,6	123,4
Variation en %		9,9	3,8	3,9	4,0
Matériel de transport	100	108,7	113,4	119,3	126,9
Variation en %		8,7	4,4	5,2	6,4
Produits électriques et électroniques	100	106,2	109,8	114,4	117,0
Variation en %		6,2	3,3	4,3	2,3
Produits minéraux non métalliques	100	112,6	117,3	119,3	123,2
Variation en %		12,6	4,2	1,7	3,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	100	115,7	121,8	127,1	133,3
Variation en %		15,7	5,3	4,4	4,8
Industrie chimique	100	105,6	109,1	113,7	115,5
Variation en %		5,6	3,4	4,2	1,6
Autres industries manufacturières	100	104,0	111,4	112,5	115,2
Variation en %		4,0	7,1	1,0	2,3
Total	**100**	**106,7**	**110,4**	**115,4**	**118,5**
Variation en %		**6,7**	**3,5**	**4,5**	**2,7**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.3
Valeur ajoutée, industries manufacturières
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 $)		
Aliments	2 043 297	2 130 475	2 235 370	2 428 771	2 426 043
Variation en %		4,3	4,9	8,7	-0,1
Boissons	604 116	624 401	640 774	709 353	758 981
Variation en %		3,4	2,6	10,7	7,0
Tabac	358 776	415 275	416 961	420 781	475 496
Variation en %		15,7	0,4	0,9	13,0
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Produits en matière plastique	326 023	291 954	339 774	379 570	398 819
Variation en %		-10,4	16,4	11,7	5,1
Cuir et produits connexes	260 839	232 810	228 127	261 161	265 238
Variation en %		-10,8	-2,0	14,5	1,6
Textiles de première transformation	578 454	446 355	598 825	526 610	562 638
Variation en %		-22,8	34,2	-12,1	6,8
Produits textiles	476 841	405 638	522 748	539 098	565 421
Variation en %		-14,9	28,9	3,1	4,9
Habillement	1 474 624	1 432 742	1 533 670	1 662 840	1 715 620
Variation en %		-2,8	7,0	8,4	3,2
Bois	811 139	641 332	886 814	1 003 720	1 071 441
Variation en %		-20,9	38,3	13,2	6,8
Meubles et articles d'ameublement	450 006	365 973	430 333	480 469	543 277
Variation en %		-18,7	17,6	11,7	13,1
Papier et produits connexes	2 390 178	2 116 004	2 080 010	2 383 016	2 547 180
Variation en %		-11,5	-1,7	14,6	6,9
Imprimerie, édition et industries connexes	1 092 470	1 110 400	1 350 754	1 475 208	1 558 383
Variation en %		1,6	21,6	9,2	5,6
Première transformation des métaux	1 484 990	1 249 314	1 691 178	2 059 703	2 094 384
Variation en %		-15,8	35,4	21,8	1,7
Fabrication de produits métalliques	1 367 115	1 385 243	1 174 402	1 292 767	1 513 006
Variation en %		1,3	-15,2	10,1	17,0
Machinerie	624 910	589 391	511 508	575 164	679 960
Variation en %		-5,7	-13,2	12,4	18,2
Matériel de transport	1 826 152	1 339 419	1 676 525	1 987 367	2 237 658
Variation en %		-26,7	25,2	18,5	12,6
Produits électriques et électroniques	1 476 746	1 472 054	1 465 298	1 576 690	1 647 910
Variation en %		-0,3	-0,5	7,6	4,5
Produits minéraux non métalliques	507 988	492 739	568 027	716 795	802 553
Variation en %		-3,0	15,3	26,2	12,0
Produits raffinés du pétrole et du charbon	843 223	556 223	568 276	380 227	326 124
Variation en %		-34,0	2,2	-33,1	-14,2
Industrie chimique	1 507 628	1 541 410	1 757 702	1 964 368	2 066 246
Variation en %		2,2	14,0	11,8	5,2
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %		x	x	x	x
Total	**21 243 054**	**19 514 785**	**21 465 289**	**23 765 191**	**25 215 483**
Variation en %		**-8,1**	**10,0**	**10,7**	**6,1**

x: Données confidentielles.
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1985.

Tableau A8.4
Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières
1984-1985

	1984	1985
	($)	
Aliments et boissons	406,6	414,1
Variation en %	-	1,9
Tabac	593,0	633,4
Variation en %	-	6,8
Caoutchouc et produits en matière plastique	361,6	401,3
Variation en %	-	11,0
Cuir	284,6	279,8
Variation en %	-	-1,7
Textile	352,7	361,6
Variation en %	-	2,5
Bonneterie	278,1	301,9
Variation en %	-	8,6
Vêtement	265,3	276,9
Variation en %	-	4,4
Bois	357,2	391,7
Variation en %	-	9,7
Meubles et articles d'ameublement	322,1	330,4
Variation en %	-	2,6
Papiers et produits connexes	523,2	546,6
Variation en %	-	4,5
Imprimerie, édition et industries connexes	410,1	439,1
Variation en %	-	7,1
Métaux primaires	587,5	607,4
Variation en %	-	3,4
Produits métalliques	412,4	421,9
Variation en %	-	2,3
Machinerie	431,3	466,6
Variation en %	-	8,2
Matériel de transport	496,9	535,8
Variation en %	-	7,8
Appareils et matériel électriques	468,3	491,2
Variation en %	-	4,9
Produits minéraux non métalliques	459,4	469,8
Variation en %	-	2,3
Produits du pétrole et du charbon	660,8	690,4
Variation en %	-	4,5
Produits chimiques et produits connexes	490,7	510,5
Variation en %	-	4,0
Industries manufacturières diverses	350,8	355,4
Variation en %	-	1,3
Industries des biens durables	451,3	471,2
Variation en %	-	4,4
Industries des biens non durables	395,6	410,2
Variation en %	-	3,7
Total	**417,2**	**434,6**
Variation en %	-	**4,2**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.5

Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada
1981-1985

	1981	1982	1983	1984	1985
			(000 000 $)		
Aliments et boissons	1 534,0	1 526,0	1 744,0	1 792,0	1 981,0
Variation en %	9,1	-0,5	14,3	2,8	10,5
Tabac	240,0	272,0	292,0	298,0	344,0
Variation en %	30,4	13,3	7,4	2,1	15,4
Caoutchouc et produits en matière plastique	259,0	160,0	218,0	327,0	318,0
Variation en %	28,9	-38,2	36,2	50,0	-2,8
Cuir	36,0	24,0	29,0	32,0	25,0
Variation en %	24,1	-33,3	20,8	10,3	-21,9
Textile et bonneterie	359,0	140,0	363,0	345,0	336,0
Variation en %	-2,2	-61,0	159,3	-5,0	-2,6
Vêtement	42,0	20,0	47,0	58,0	69,0
Variation en %	-38,2	-52,4	135,0	23,4	19,0
Bois	187,0	-76,0	323,0	112,0	424,0
Variation en %	-50,5	-	-	-65,3	278,6
Meubles et articles d'ameublement	35,0	32,0	29,0	24,0	38,0
Variation en %	40,0	-8,6	-9,4	-17,2	58,3
Papiers, produits connexes et exploitation forestière	1 907,0	559,0	679,0	1 533,0	1 709,0
Variation en %	-28,2	-70,7	21,5	125,8	11,5
Imprimerie, édition et industries connexes	500,0	550,0	576,0	689,0	692,0
Variation en %	20,5	10,0	4,7	19,6	0,4
Métaux primaires	1 648,0	364,0	646,0	1 276,0	1 076,0
Variation en %	-3,9	-77,9	77,5	97,5	-15,7
Produits métalliques	644,0	287,0	417,0	463,0	535,0
Variation en %	2,2	-55,4	45,3	11,0	15,6
Machinerie	340,0	167,0	89,0	263,0	252,0
Variation en %	-10,3	-50,9	-46,7	195,5	-4,2
Matériel de transport	684,0	507,0	2 466,0	3 836,0	3 663,0
Variation en %	64,8	-25,9	386,4	55,6	-4,5
Appareils et matériel électriques	890,0	713,0	921,0	1 072,0	1 014,0
Variation en %	35,3	-19,9	29,2	16,4	-5,4
Produits minéraux non métalliques	418,0	141,0	358,0	492,0	667,0
Variation en %	-9,5	-66,3	153,9	37,4	35,6
Produits du pétrole et du charbon	5 087,0	4 277,0	4 437,0	5 557,0	5 664,0
Variation en %	-11,8	-15,9	3,7	25,2	1,9
Produits chimiques et produits connexes	1 585,0	1 086,0	1 514,0	1 812,0	1 983,0
Variation en %	10,2	-31,5	39,4	19,7	9,4
Industries manufacturières diverses	272,0	293,0	327,0	327,0	362,0
Variation en %	3,8	7,7	11,6	0,0	10,7
Industries des biens durables	4 846,0	2 135,0	5 249,0	7 538,0	7 669,0
Variation en %	3,9	-55,9	145,9	43,6	1,7
Industries des biens non durables	11 821,0	8 907,0	10 226,0	12 770,0	13 483,0
Variation en %	-7,6	-24,7	14,8	24,9	5,6
Total	**16 667,0**	**11 042,0**	**15 474,0**	**20 308,0**	**21 152,0**
Variation en %	**-4,5**	**-33,7**	**40,1**	**31,2**	**4,2**

SOURCE: Statistique Canada.

Cette publication présente une analyse descriptive de l'économie québécoise en 1985. Un aperçu du premier semestre de 1986 complète son contenu.

Outre des tableaux statistiques et de nombreux graphiques, le lecteur y trouvera une analyse qui le mettra au fait de l'ensemble des circonstances qui ont marqué l'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1985.

On y retrouve entre autres l'évolution:

- **de l'économie au Québec et à l'extérieur;**
- **des revenus et des dépenses des agents économiques;**
- **du marché du travail;**
- **des marchés financiers;**
- **des échanges extérieurs;**
- **de la production, de l'emploi et de l'investissement dans les secteurs de production.**

En vertu de sa loi constitutive, le Bureau de la statistique du Québec a pour mandat de recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements de nature statistique sur toute matière de juridiction provinciale, de collaborer avec les ministères et organismes gouvernementaux dans la collecte, la compilation et la publication de tels renseignements et de faire de la recherche statistique. Il répond aux besoins du Québec notamment dans les domaines démographique, économique, social et culturel, et il assure la complémentarité et la coordination entre les agents du système statistique québécois. ■

Bureau de la statistique du Québec

Imprimé au Québec, Canada